
3 1761 07467965 5

Le

Régime foncier aux Colonies

Documents officiels précédés de notices historiques

PUBLICATIONS

DE

L'INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL

36, rue Veydt, à Bruxelles.

Compte rendu des séances tenues à Bruxelles les 28 et 29 mai 1894 (*épuisé*).

Compte rendu de la session tenue à La Haye les 9, 10, 11 et 12 septembre 1895. 15 fr

Compte rendu de la session tenue à Berlin les 6 et 7 septembre 1897. . . 15 fr

Bibliothèque coloniale internationale

20 fr. le volume.

1re Série. — **La Main-d'œuvre aux Colonies.** Documents officiels sur le contra de travail et le louage d'ouvrages aux Colonies.

Tome I. — Colonies allemandes. — État Indépendant du Congo. — Colonie françaises. — Indes orientales néerlandaises. — 1895.

Tome II. — Inde britannique. — Colonies anglaises. — 1897.

Tome III. — Colonies françaises (*suite*). — Surinam. — 1898.

2e Série. — **Les Fonctionnaires coloniaux.**

Tome I. — Espagne. — France. — 1897

Tome II. — Pays-Bas. — État Indépendant du Congo. — Inde brita nique. — 1897.

3e Série. — **Le Régime foncier aux Colonies.**

Tome I. — Inde britannique. — Colonies allemandes. — 1898.

Tome II. — État Indépendant du Congo. — Colonies françaises. — 189[illegible]

Tome III. — Tunisie. — Érythrée. — Philippines. — 1899.

Tome IV. — Indes Orientales Néerlandaises. — 1899.

4e Série. — **Le Régime des protectorats.**

Tome I. — Indes Orientales Néerlandaises. — Protectorats français en A et en Tunisie. — 1899.

Tome II. — Les protectorats français en Afrique et en Océanie. — 1899.

5e Série. — **Les Chemins de fer aux colonies et dans les pays neufs** (sous press

BIBLIOTHEQUE COLONIALE INTERNATIONALE
Institut colonial international — Bruxelles

3me SÉRIE

Le Régime foncier aux Colonies

Documents officiels précédés de notices historiques

Tome IV

INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES

INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL
36, RUE VEYDT, BRUXELLES

BRUXELLES	PARIS	LONDRES
ADOLPHE MERTENS	AUGUSTIN CHALLAMEL	LUZAC & Co
14, rue d'Or, 14.	rue Jacob, 17.	Great Russel street, 46, W. C

BERLIN	LA HAYE
A. ASHER & Co	BELINFANTE (FRÈRES)
13, Unter den Linden, W.	Tweede Wagenstraat, 100-102.

1899


DEC 06 1971
VERSITY OF TORONTO

INDES ORIENTALES
NÉERLANDAISES

2.

INTRODUCTION HISTORIQUE

PAR LE

Dr P.-A. VAN DE LITH

Pour bien comprendre la législation concernant la concession des terres, etc., actuellement en vigueur aux Indes orientales néerlandaises, il semble nécessaire de jeter un coup-d'œil en arrière et de se rendre compte des circonstances qui ont amené le législateur à prescrire les règles contenues dans les documents publiés ci-après. Cette législation n'est pas née d'un seul jet comme résultat de considérations purement théoriques ; elle n'est pas davantage la conséquence de principes longuement élaborés d'avance ; généralement, le législateur s'est contenté de satisfaire aussi bien que possible aux besoins du moment au fur et à mesure qu'il les rencontrait, se plaçant principalement à un point de vue purement pratique.

Dans un aperçu nécessairement très rapide comme doit l'être le nôtre (1) on peut laisser de côté l'histoire de l'administration de la Compagnie des Indes orientales. Remarquons seulement que, quoique dans quelques parties du territoire de la Compagnie, l'industrie privée agricole pût exister et vivre d'une vie le plus souvent très précaire, il ne fut, d'une manière générale, pas question, au temps

(1) Pour de plus amples détails, je renvoie les lecteurs qui savent le néerlandais à : P.-A. VAN DER LITH *Nederlandsch Oost-Indië*, 2 vol. 2e édit. 1894 ; J. DE LOUTER, *Handleiding tot de kennis van het staats en administratief recht van Ned. Indië*, 4e édit. 1895; C.-W. MARGADANT, *Het Regeerings reglement van Ned. Indië*, 3 vol. 1894, et à l'*Encyclopaedie van Ned. Indië* que je suis en train de publier.

de cette Compagnie, d'une industrie privée libre. La Compagnie se réservait presque exclusivement les produits les plus importants récoltés dans les régions de l'île de Java (1) sous sa domination directe, par exemple le riz et le café, qui lui étaient livrés par les régents ou chefs indigènes. Ces derniers étaient liés par les « *acten van verband* » qu'ils signaient à leur nomination et qui les obligeaient à délivrer à la Compagnie une certaine quantité de produits, qu'ils devaient à leur tour se procurer, grâce aux corvées imposées à la population indigène.

La domination anglaise (1812-1816) introduisit d'importantes réformes. Le célèbre Lieutenant-Gouverneur Thomas Stamford Raffles était un ennemi déclaré des corvées et livraisons forcées; il était d'opinion que, même dans un pays tropical, le meilleur régime vis-à-vis de l'indigène est d'assurer à ce dernier la libre disposition de son temps et des fruits de son travail, tout en l'assujettisant à un impôt sur les produits de la terre dont il avait la jouissance.

La base de la réforme qu'il introduisit fut le principe que la propriété éminente du sol appartenait au souverain; une enquête rapide, tenue dans les terres princières (2), lui avait appris que le prince indigène était le propriétaire de la terre dont il pouvait disposer d'une manière absolue aussi longtemps qu'elle était encore inculte. Mais quand il s'agissait des terres défrichées et cultivées par l'indigène, Raffles reconnaissait à celui-ci certains droits et cer-

(1) Il n'est pas nécessaire ici de parler des soi-disant « Buitenbezittingen », c'est-à-dire les territoires en dehors de Java et Madura, sous l'empire de la Compagnie. En dehors des îles Moluques, l'administration de la Compagnie des ces « Buitenbesittingen » n'offre guère d'intérêt pour l'étude de la question qui nous occupe.

(2) On nomme ainsi « Vorstenlanden » les parties de Java qui sont encore laissées sous la domination des princes indigènes (le Sousouhounan de Sourakarta et le Sultan de Djokjokarta, et deux princes (Pangéran) soit-disant indépendants, c'est-à-dire du Sousouhounan et du Sultan), qui pourtant reconnaissent la souveraineté des Pays-Bas et dont le pouvoir a été fort limité par des traités.

taines prétentions, nés de la possession et de la prescription (certain rights and pretensions arising from occupancy and prescription). Selon le Lieutenant-Gouverneur, la loi ou la coutume protégeaient ces droits et assuraient à l'indigène la teneur du sol, le droit d'y demeurer et d'en tirer les fruits aussi longtemps qu'il remplissait ses devoir envers le prince son propriétaire, c'est-à-dire qu'il lui livrait une partie des produits qu'il tirait du sol et fournissait la corvée pendant un certain nombre de jours. Comme le Gouvernement européen avait remplacé le prince indigène dans une grande partie de Java, la propriété du sol, avec les restrictions mentionnées plus haut, lui était dévolue dans ces provinces.

En partant de ce principe, Raffles décida que dorénavant les indigènes, cultivateurs du sol, seraient exemptés de corvées et libres de choisir le genre de cultures qu'ils préféreraient; mais qu'à titre de redevance due pour l'usage de leurs terres, ils seraient tenus de livrer au souverain-propriétaire un loyer équivalant à une certaine partie de leur récolte payable autant que possible en numéraire bien qu'il leur était permis de s'acquitter en livrant des produits naturels.

Plus tard, il fut ordonné que cette redevance, que Raffles nommait « landrent », serait toujours payée en espèces; puisqu'elle était considérée comme un loyer dû pour l'usage de la terre, elle fut fixée à un chiffre beaucoup plus élevé que n'aurait pu l'être un impôt; aujourd'hui elle est ordinairement du cinquième de la récolte.

Si cette réforme eût été appliquée avec prudence et vigueur, la condition des indigènes aurait sans doute été de beaucoup améliorée; mais malheureusement l'application laissa beaucoup à désirer et, dans plusieurs parties de Java elle fut plutôt apparente que réelle. Les commis-

saires-généraux néerlandais, Elout, Buyskes et le baron Van der Capellen, envoyés de la métropole pour remplacer le Gouvernement britannique et organiser l'administration après la démission des fonctionnaires anglais, durent déclarer qu'ils avaient trouvé un grand désordre dans plusieurs branches de l'administration, et qu'une grande partie des réformes que Raffles avait introduites ou bien n'étaient que lettre morte ou bien avaient été appliquées d'une manière très défectueuse. Tout en adoptant les principes du système du Lieutenant-Gouverneur anglais, ils s'appliquèrent à les modifier pour autant que les circonstances l'exigeaient et à supprimer les abus qui s'étaient introduits. Mais alors que ces hommes d'Etat étaient d'accord sur la plupart des points qu'ils avaient à décider, ils ne pouvaient s'entendre sur une question très importante, et qui pour le moment nous intéresse le plus : à savoir si le Gouvernement devait permettre aux entrepreneurs non-indigènes de se fixer à Java et leur faciliter les moyens de se procurer soit des terres à cultiver, soit simplement des produits du sol. Pour bien comprendre les problèmes qui s'imposaient à eux, il faut examiner très brièvement les différentes manières de posséder la terre suivant les coutumes javanaises.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le Gouvernement posait en principe que la propriété du sol lui appartenait, tout en reconnaissant les droits de possession des indigènes. La manière d'exercer cette possession n'est pas la même dans les différentes parties de Java. Dans les régions situées à l'ouest et à l'est de cette île la possession dite individuelle et héréditaire est presque exclusivement connue, c'est-à-dire que le posseseur y a sa part plus ou moins grande et bien déterminée, dont il use seul, en récolte les fruits et qu'il transmet à ses héritiers. Les provinces

situées au milieu de l'île sont au contraire les pays de la possession communale, ce qui veut dire que dans ces contrées, — bien que la maison et le terrain qui l'environne soient occupé à titre de possession individuelle, — les rizières sont considérées comme étant la possession de la Désa, c'est-à-dire du village. Ces rizières sont distribuées entre les habitants du village qui y ont droit d'après les coutumes, et de telle manière que le même habitant n'occupe ordinairement la même rizière que pendant une période déterminée, à l'expiration de laquelle les champs sont l'objet d'une nouvelle distribution. Ces périodes sont plus ou moins longues, suivant la coutume locale; le partage a lieu dans beaucoup de villages soit tous les ans, soit après 2 ou 3 années. Il arrive aussi parfois que le même lot est occupé par un co-partageant jusqu'à sa mort ou jusqu'à ce qu'il quitte le village; quelquefois même l'usage du même champ se transmet aux héritiers du cultivateur. Mais c'est toujours le village qui est considéré comme étant le possesseur; le cultivateur n'en a que l'usage (1). Les terrains incultes sont partout considérés comme étant en la possession du village, mais chaque habitant a le droit de les utiliser pour son bétail, pour y prendre du bois, etc. Le droit de défricher ces terrains appartient, d'après la coutume universellement reconnue, aux habitants du village; autrefois le défricheur n'avait le droit d'usage du champ cultivé que pendant quelques années, après lesquelles le terrain retombait à la possession communale.

Tout aussi bien que la possession communale, la possession individuelle est dominée par l'adat, les coutumes indigènes, qui la limitent sur quelques points importants,

(1) Même dans les régions du pays communal on trouve une assez grande étendue de champs possédés à titre individuel; on a évalué la proportion de ceux-ci, eu égard aux terres communales, à 34 p. c.

par exemple quant à la vente de la terre et la cession de droits réels sur les champs faites à des étrangers non originaires du village. En outre, l'adat veille ordinairement à ce que les champs ne tombent pas entre les mains de personnes incapables de les bien cultiver, de payer les impôts ou d'acquitter les corvées, beaucoup allégées, du reste, pendant les dernières années.

Quand les commissaires généraux arrivèrent à Java (1816), les entreprises privées et libres n'avaient à leur disposition qu'une champ très restreint. En premier lieu elles auraient pu utiliser les terrains dits « particuliere landerijen » (terres particulières), qui se trouvent surtout dans l'ouest de Java et en grand nombre dans les provinces de Batavia et Kraawang ; plus à l'est elles sont d'une importance beaucoup moins grande. Ces terrains ont été vendus d'abord par la Compagnie, et ensuite surtout par les gouverneurs Daendels et Raffles; quelques-unes sont d'une très grande étendue et habitées par des milliers d'indigènes ; à Krawang, on trouve une terre particulière sur laquelle on compte même 1,166,911 habitants. Le Gouvernement cédait ces terres avec les droits qu'il possédait vis-à-vis des indigènes, y domiciliés; c'est-à-dire qu'il transmettait à l'acquéreur les droits de percevoir l'impôt et d'exiger la corvée en se réservant néanmoins le droit de gouverner et de protéger les habitants, d'exiger un impôt foncier du propriétaire, etc. Pendant longtemps des divergences existaient sur l'étendue des droits que ces propriétaires pouvaient faire valoir à l'égard des habitants de ces terres. Une ordonnance de 1836 fut promulguée dans le but de bien fixer les limites de ces droits; elle ne s'occupe que des terres situées à l'ouest de Java. Les droits des propriétaires des autres terres sont, quant aux parties essentielles, décrits dans les anciens contrats

de vente; une ordonnance de 1880 a pourtant limité leur pouvoir sur quelques points.

Comme ces terrains se trouvent en possession permanente en mêmes mains, il n'est pas nécessaire d'en parler ici plus amplement. Faisons seulement remarquer qu'il n'est plus question de ventes de terrains par le Gouvernement dans les conditions mentionnées. L'articles 62 de la loi organique sur le Gouvernement des Indes orientales néerlandaises (voir p. 28) défend toute vente de terres par le Gouverneur général, en dehors de terrains de petite étendue servant à l'extension des villes et des villages et à la fondation d'établissements destinés à l'industrie.

Un autre mode de concession de terrains propres au développement des entreprises privées libres existait déjà, du moins en germe, au moment de l'arrivée des commissaires-généraux. Dans les terres princières. les princes régnants se considèrent comme propriétaires absolus du sol; les habitants n'y ont qu'un droit contractuel sur les champs qu'il cultivent et sont à la merci du prince ou de ses mandataires qui peuvent les en chasser selon leur gré. Il va sans dire que les cultivateurs ne sont pas inquiétés aussi longtemps qu'ils payent leurs redevances et s'acquittent des corvées qui leur ont été imposées, mais il est reconnu que leur seigneur a, vis-à-vis d'eux, des droits très étendus, qui ne sont que très peu limités par la coutume. Une partie de ces terrains est administrée directement pour le compte du prince régnant ; c'est-à-dire qu'il jouit lui-même des redevances et que les corvées sont faites à son profit. Mais dans une autre partie de ces terres la situation est différente. Le prince régnant est tenu par la coutume de réserver une partie de ses terres en guise d'apanage à l'entretien de sa famille et de tous ceux qui sont à son service, du plus haut fonctionnaire jusqu'à l'ar-

tisan le plus humble. Tous ces princes, fonctionnaires et dépendants reçoivent un lot plus ou moins grand ; ils ont, vis-à-vis de ceux qui cultivent ces terres, les mêmes droits que le prince régnant aurait pu exercer lui-même.

Déjà vers 1816 l'entreprise privée commençait à tirer parti de cet état de choses.Quelques Européens persuadèrent aux fonctionnaires indigènes ou même aux princes régnants de leur transmettre leurs droits vis-à-vis des habitants, contre un loyer annuel en espèces. Ils se prévalaient alors de leur pouvoir sur les cultivateurs pour les persuader d'employer une partie de leurs terres à cultiver des produits pour le marché universel, donnant de plus grands bénéfices que la culture du riz, et cela contre la remise des redevances et d'une partie des corvées qu'ils devaient à leur seigneur. Cette cession particulière de terres à bail (*landverhuur*) reçut bientôt une grande extension; pendant quelque temps elle fut abrogée par le Gouverneur général Van der Capellen (1823), qui était d'avis que cette cession á bail donnait lieu à de grands abus.

Il pensait que les industriels tireraient parti de l'insouciance des seigneurs indigènes qui, à ce qu'on prétendait, n'étaient que trop enclins à louer leurs apanages contre un loyer minime, si seulement le loueur leur assurait, par des cadeaux et des avantages considérables, un grand gain immédiat, sans se soucier de l'avenir. En outre, il était d'opinion qu'un pouvoir aussi grand vis-à-vis de la population indigène, confié à des industriels qui ne se souciaient que de s'enrichir le plus vite possible, donnerait nécessairement lieu à de grands abus.

Peu après la révocation de ces contrats à bail, une grande révolte éclata dans les terres princières (1825-1830). Pendant ce temps le Gouvernement des Indes

orientales néerlandaises fût confié à d'autre mains; le successeur de van der Capellen, le vicomte du Bus de Gissignies, permit de nouveau les contrats à bail dont il a été question ci-dessus.

Le « louage particulier » a existé depuis ce temps sans interruption ; à plusieurs reprises le Gouvernement l'a réglé par des règlements, devenus nécessaires par les conditions spéciales dans lesquelles il se pratique. Le dernier règlement a été fixé par une ordonnance de 1884 qu'on trouvera page 371 ; on remarquera les précautions que le législateur a prises pour sauvegarder les intérêts de toutes les parties intéressées, au moins autant que cela lui était possible, par suite de la politique adoptée par le Gouvernement, de laisser intacts les droits des princes régnants et de leurs subordonnés ainsi que les institutions indigènes, pour autant que les traités conclus avec ces princes ne lui permettent pas d'intervenir.

Il n'y a pas longtemps encore, l'industrie privée s'est vu ouvrir une nouvelle voie à son activité en dehors de Java, grâce aussi à l'intermédiaire des princes indigènes, et qui lui a déjà fait obtenir d'énormes avantages. Dans quelques îles de l'archipel néerlandais indien, en premier lieu à Sumatra et à Bornéo, elle a reçu la disposition d'une très grande étendue de terrains; à Sumatra, surtout pour la culture du tabac. En général ces terres sont incultes lorsque les entrepreneurs les reçoivent, et ce sont eux qui doivent les faire défricher ; comme ces contrées sont généralement peu peuplées ou que la population qui s'y trouve ne s'adonne pas, comme les Javanais, à l'agriculture et n'est pas d'un caractère aussi doux que celui des habitants des terres princières de Java, les industriels doivent

défricher et cultiver la terre à l'aide d'ouvriers importés d'ailleurs (*coolies*) (1).

Comme les princes indigènes dont il est question sont les vassaux du Gouvernement néerlandais et qu'il s'agit d'intérêts d'une grande importance politique et économique, celui-ci s'est attribué le droit d'approuver les contrats conclus entre les princes et les entrepreneurs et d'édicter des règlements généraux applicables à ces contrats ; on les trouvera page 100.

Nous avons perdu de vue, pour quelques instants, les Commissaires généraux ; il faut maintenant revenir vers eux. Comme on le sait, ils n'étaient pas d'accord sur la question s'il était désirable de faciliter l'essor de l'industrie privée libre. Elout, lui, était favorable ; il était d'opinion qu'il serait d'intérêt général de procurer à l'industrie privée les terres nécessaires. Van der Capellen, au contraire, considérait la mesure comme nuisible ; il était d'avis que l'île de Java était le domaine particulier du Roi et que l'entrepreneur était un parasite ne cherchant qu'à se nourrir aux dépens de la population indigène. La décision finale fut laissée au Roi ; la Haute-Commission fut dissoute après qu'elle eut terminé sa mission et, sous le gouvernement de van der Capellen, qui restait à Java comme Gouverneur général, l'industrie privée n'eut guère l'occasion de se développer.

Après la démission de van der Capellen comme Gouverneur général (1826), le Roi envoya aux Indes le vicomte du Bus de Gissignies comme Commissaire général, ayant entr'autres missions celle d'étudier les différents

(1) Voir les règlements sur le traitement, etc., des coolies aux Indes orientales néerlandaises dans « La Bibliothèque coloniale internationale », 1re série : *La main-d'œuvre aux Colonies*, tome I, page 513.

systèmes préconisés par Elout et par van der Capellen. Dans un rapport très remarquable, du Bus se déclarait le partisan convaincu des vues d'Elout. En partant du fait que le gouvernement de van der Capellen s'était terminé par un déficit que le Roi avait dû combler par un emprunt avec la garantie des Pays-Bas, du Bus démontrait la nécessité de développer les forces productives de la colonie pour la mettre en état de payer la somme empruntée et les intérêts de la dette. Le cultivateur javanais, assurait-il, laissé à lui-même, n'y suffirait pas. Il fallait donc rechercher le concours de l'industrie privée et mettre à sa disposition, à des conditions favorables, des terres vacantes pour un terme assez long, afin que l'entrepreneur puisse rentrer dans ses frais et être récompensé des soins donnés au défrichement et à la culture.

En appliquant ce programme il prévoyait une grande augmentation de la production de Java, qui servirait au commerce et à l'industrie néerlandais et augmenterait le bien-être de la colonie d'où le trésor public tirerait d'importants bénéfices.

Quoique ce système fût chaudement appuyé auprès du Roi par Elout, alors Ministre des colonies, il ne fut pourtant pas appliqué à cette époque. Le Roi désirait entendre l'avis du général Van den Bosch, qui avait été autrefois aux Indes et jouissait de son entière confiance. Quoiqu'au début celui-ci ne se montra pas tout à fait hostile au système d'Elont, il devint bientôt le préconisateur d'un système qui, lui aussi, avait pour objet l'augmentation de la production de Java, mais en plaçant l'Etat au lieu et place de l'entrepreneur privé. Nommé Gouverneur général, Van den Bosch s'efforça, au début, de garder au moins l'apparence de la liberté en parlant de contrats libres entre la population et les fonctionnaires de l'Etat. Mais bientôt

les produits furent acquis uniquement par les corvées des indigènes qui n'avaient plus le choix de cultiver ce qu'ils voulaient, mais furent forcés de céder une partie de leurs terres et d'y cultiver des produits pour le marché universel et de les livrer à l'Etat, généralement contre une très faible rémunération. Ce système de cultures du général Van den Bosch est resté en vigueur jusqu'à 1860 environ ; après cette époque il fut de plus en plus réduit, de sorte que maintenant la seule culture forcée qui existe encore est celle du caféier, tandis que les conditions du travail forcé, en ce qui concerne les cultivateurs indigènes, se sont sensiblement améliorées.

Le système de cultures de Van den Bosch ne pouvait marcher de pair avec le développement de l'industrie privée. Il était peu probable que le Gouvernement, entrepreneur de grandes cultures, regarderait d'un œil favorable la concurrence des particuliers ; le système exigeait que l'Etat cherchât à monopoliser les terres et les forces productives pouvant servir à l'extension des cultures. Que tel fut bien le point de vue exclusif admis par le Gouvernement de la métropole, le Gouverneur général de Eerens en fit l'expérience. Etant d'avis que, même à côté des cultures de l'Etat, l'entreprise privée avait aussi des raisons d'exister, il prit deux mesures d'une grande importance : La première avait pour but de permettre aux particuliers d'engager des indigènes pour des entreprises utiles; on en trouvera le texte dans le tome I, page 501, 1re série de la Bibliothèque Coloniale Internationale sur *La main-d'œuvre aux colonies*. La seconde mesure fut la publication du modèle d'un contrat (1837) suivant lequel le Gouvernement se déclarait disposé à louer des terres vacantes à des particuliers. Les dispositions de ce contrat n'étaient pas de nature à séduire

l'entreprise privée ; néanmoins les deux mesures furent désavouées dans la métropole et le Gouverneur général reçut l'ordre formel de ne les appliquer que dans un sens très restreint.

Cet état de choses dura jusqu'en 1855 environ. Alors les yeux s'ouvrirent de plus en plus sur les fautes graves inhérentes au système de culture ; la discussion du projet de loi organique sur le gouvernement des Indes orientales néerlandaises avait préparé l'opinion à un changement de système.

Le Gouverneur général Duymaer van Twist, le premier Gouverneur favorable aux idées libérales, remit en vigueur les mesures de de Eerens ; un pas encore plus important fut fait par le décret royal du 3 juillet 1856, *Staatsblad*, n° 64, concernant la concession en bail de terres vacantes qu'on trouvera page 189. D'après ce décret, des particuliers pouvaient, à l'avenir, louer des terres vacantes faisant partie du domaine de l'Etat, pour une période de 20 ans au plus ; un grand nombre d'industriels ont profité de cette occasion d'obtenir des terrains.

Pourtant, l'entreprise privée ne pouvait pas uniquement se contenter de ce premier avantage ; elle avait besoin d'autres moyens pour se développer. Il ne lui suffisait pas de pouvoir disposer de terres incultes qui ne pouvaient être défrichées et cultivées qu'à grands frais et avec de grands risques ; elle désirait en outre disposer des terres des indigènes pour en tirer des produits plus avantageux que le riz, cultivé presque exclusivement par le possesseur indigène du sol.

Comme il n'était pas permis aux indigènes de louer leurs terres aux non-indigènes, les entrepreneurs européens eurent recours à des conventions par lesquelles le

possesseur du champ s'obligeait à cultiver sur sa terre un produit déterminé et à en livrer la récolte à l'entrepreneur contre le payement d'une certaine somme.

Cette manière d'agir avait d'assez grands défauts : l'entrepreneur, obligé d'installer à grands frais des établissements et à fournir de grandes avances au cultivateur indigène, détenteur du champ, dépendait tout à fait de la bonne foi de celui-ci qui, les avances reçues, pouvait négliger la culture et même livrer les produits à un autre acheteur. Dans ce cas, l'entrepreneur n'avait d'autre recours qu'une action en indemnités contre l'indigène, qui, le plus souvent, ne possédait presque rien, son champ étant inaliénable. On a prétendu que ces conventions n'étaient pas libres parce que les entrepreneurs surent mettre dans leurs intérêts les chefs indigènes qui usaient de leur influence pour forcer, ou tout au moins persuader par une « douce violence », les détenteurs du sol à s'engager vis-à-vis des entrepreneurs et à s'acquitter des devoirs imposés par les conventions.

Il faut reconnaître que de tels contrats se prêtent merveilleusement à de graves abus, spécialement s'ils sont à peu près le seul mode laissé libre à l'industrie privée. Surtout si, comme c'était autrefois le cas aux Indes orientales néerlandaises, ces conventions devaient être conclues non pas individuellement avec les détenteurs du sol, mais bien avec les chefs et anciens des villages. Sous se rapport, l'ordonnance du 7 novembre 1863 (*Staatsblad* 152, comparez Bibliothèque coloniale 1re série. tome I, p. 504), en exigeant des contrats individuels, a apporté une grande amélioration au régime existant.

Le parti libéral qui, depuis 1848, gagnait de plus en plus de l'influence dans la direction des affaires, désirait

ouvrir des facilités plus grandes à l'entreprise privée libre. Il prétendait que la permission de *louer* des terrains incultes pour un maximum de 20 ans (de 40 ans pour la culture des cocotiers) ne lui donnait pas d'assez grands avantages, parce que ce terme était trop court pour séduire les entrepreneurs et, qu'en outre, le droit de louage, n'étant qu'un droit personnel incapable par suite d'être hypothéqué, était trop précaire.

Ce fut le Ministre Fransen van de Putte qui prit l'initiative d'ouvrir des voies plus amples à l'industrie privée. Dans un projet de loi admirable de clarté et de logique, il proposait des solutions aux questions les plus importantes se rattachant aux cultures privées et de l'Etat. En premier lieu il édictait des règles pour la réforme du droit des indigènes sur leurs terres. Au lieu de la possession individuelle, régie par un droit coutumier très vague et peu connu, il assurait aux indigènes, possesseurs individuels, la propriété de leurs terres, sous les conditions toutefois qu'il ne leur serait pas permis d'aliéner leurs droits au bénéfice de non-indigènes, condition qui pourrait être revisée après quelques années.

Les villages, possédant des terres en communauté, pouvaient convertir cette possession en propriété individuelle, aussitôt que la majorité des ayants droit y consentiraient.

Les indigènes pouvaient louer leurs champs à des non indigènes par contrat écrit et pour un certain maximum d'années ; chaque indigène était libre de louer son travail à un non indigène pour un certain temps. Enfin le Gouvernement donnait des terres vacantes à bail emphytéotique pour un maximum de 99 années.

Ce projet de loi a échoué par suite d'une combinaison de minorités ; un amendement fut accepté qui écartait la conversion de la possession individuelle en pleine pro-

priété et se contentait de garantir cette possession contre des empiètements du Gouvernement et des particuliers. Le Ministre fut d'opinion que l'amendement avait fait écrouler la base de son système et le projet de loi fut retiré.

Un nouveau projet, présenté par le Ministre Frakranen, n'eut pas un meilleur sort; il ne réglait que la cession à bail emphytéotique des terres vacantes. Il fut retiré après qu'un amendement eut été voté, permettant l'admission des indigènes et des étrangers orientaux comme emphytéotes. Le Ministre s'y était opposé, craignant des extorsions de la part de ces derniers et aussi des nobles javanais.

Le Ministre de Waal fut plus heureux. Il soumit aux chambres un projet de loi, ne contenant que quelques paragraphes et se contentant d'indiquer les principes, laissant au législateur royal ou colonial (1) le soin de les élaborer plus amplement. Cette politique réussit parfaitement ; le projet fut voté par les Chambres et devint la loi (dite agraire) du 9 avril 1870 (*Staatsblad*, n° 55) qu'on trouvera plus bas, page 300. Elle est devenue le point de départ d'une législation fort étendue dont on trouvera les dispositions les plus importantes ci-après. On peut en distinguer les points principaux suivants :

1° *Fixation du droit foncier des indigènes.* — La loi agraire se contente d'ordonner que le droit des indigènes sur le sol (possession individuelle ou communale)

(1) La législation pour les Indes orientales néerlandaises est faite : par le Roi (la Reine) de commun accord avec les deux chambres des Etats généraux : 2° par le Roi (la Reine); 3° par le Gouverneur général, de commun accord avec le conseil des Indes ; en cas extraordinaire, le Gouverneur général a le pouvoir de statuer, quand même l'opinion de la majorité du Conseil est contraire à la sienne. Les dispositions, ayant force légale (*algemeene verordeningen* (ordonnances générales) se divisent par suite en : *wetten* (lois), *koninklijke besluiten* (décrets royaux) et *ordonnantien* (ordonnances).

soit garanti contre les empiètements soit des particuliers, soit du Gouvernement. Ce dernier n'en peut disposer que pour les cultures forcées aussi longtemps que celles-ci existeront (ce qui n'est plus le cas que pour la culture du café), ou bien en vertu de l'expropriation pour cause d'utilité publique et moyennant indemnité. En outre, la loi statue que l'indigène, possesseur individuel héréditaire d'un champ, a le droit de convertir cette possession en propriété dite agraire, propriété qui ne comporte pas tous les droits que donne le Code civil aux propriétaires, puisqu'elle peut être limitée quant aux devoirs envers l'Etat et la commune, et quant à la vente aux non indigènes. Les décrets royaux du 20 juillet 1870 (*Staatsblad* n° 118, modifié par celui du 16 avril 1872, *Staatsblad*, n° 116) et du 16 avril 1872, *Staatsblad*, n° 117 (modifié par celui du 22 septembre 1897, *Staatsblad*, 234), prescrivent les règles à suivre dans ce cas. On les trouvera pages 34, 236 et 252.

Il est à remarquer que le propriétaire agraire ne peut vendre son champ, ni le grever de droits réels, au bénéfice de non indigènes, en dehors du droit d'hypothèque, et que le Gouvernement s'est efforcé de garantir aussi bien que possible les droits des indigènes, par exemple en exigeant l'intervention du pouvoir judiciaire.

S'il est interdit au propriétaire agraire de vendre son terrain à des non indigènes, il lui est expressément permis de louer son terrain aussi bien à de non indigènes qu'à des indigènes. Ce droit appartient aussi aux possesseurs communaux et individuels. Mais ce droit peut-être soumis à de certaines limites à fixer par ordonnances générales : la première de cette espèce a été l'ordonnance du 30 octobre 1871 (*Staatsblad*, n° 163); des abus qui ont été constatés dans l'industrie privée ont rendu nécessaire

la promulgation d'une ordonnance très remarquable du 26 novembre 1895 (*Staatsblad*, n° 247) qu'on trouvera page 301. Elle n'est applicable qu'à Java et Madura.

La loi agraire n'édicte pas de règles en vertu desquelles les villages peuvent convertir la possession communale de leurs champs en possession individuelle héréditaire; elle ne défend pourtant pas une telle conversion qui, suivant l'opinion du ministre de Waal, devait être laissée à sa libre initiative. Un certain nombre de ces conversions eurent lieu, mais les villages qui les avaient faites s'en repentirent bientôt et revinrent pour la plupart à la possession communale. La conversion donnait lieu à de grandes difficultés, parce que les droits et devoirs des habitants, comme par exemple les corvées, étaient liés d'une manière très étroite à la forme de la possession des terres; ils se voyaient donc placés dans un nouvel ordre de choses dont ils n'avaient nullement prévu les conséquences et sans que le Gouvernement les aidât à s'en tirer.

Encore aujourd'hui la situation est restée la même, du moins quant aux points principaux. Le Gouvernement a bien promulgué un décret royal du 11 avril 1885 (*Staatsblad*, n° 102), qu'on pourra lire plus loin, p. 294, mais celui-ci ne s'occupe que des conditions dans lesquelles une conversion peut-être faite et ne prescrit aucune des dispositions pour régler les conséquences de la conversion, de sorte que la situation reste à peu près aussi embrouillée qu'auparavant. Les conversions dont il est question ici ont par suite été très peu nombreuses; des conversions qui ont été faites, la plupart ont été influencées par des entrepreneurs qui désiraient louer des terres pour un plus long terme qu'il ne leur aurait été permis, si les champs étaient restés en la possession communale.

Une autre voie ouverte aux indigènes pour obtenir la

possession individuelle héréditaire d'un champ, c'est de défricher un terrain inculte. La coutume indigène n'est pas partout la même sous ce rapport: dans quelques parties de l'île de Java, le défricheur acquérait la possession individuelle; ailleurs, les champs rentraient dans la possession communale quelques années après le défrichement. Ces défrichements se faisaient, dans plusieurs cas, d'une manière très défectueuse; le défricheur ne tenait compte que du gain immédiat et les cas n'étaient pas rares de voir le sol complétement sacrifié à l'obtention de quelque récoltes médiocres. Pour combattre ce mal, le Gouvernement a prescrit des règles que les défricheurs indigènes doivent suivre; la dernière disposition de ce genre se trouve dans l'ordonnance du 29 février 1896 (*Staatsblad*, n° 44), qu'on trouvera page 347. Le défrichement, dans ces conditions, assure au défricheur la possession individuelle héréditaire, ce qui, certes est un grand avantage. Malheureusement la situation de quelques champs individuels, au milieu des terrains communaux, donne aussi lieu à de grandes difficultés, par exemple en ce qui concerne les corvées, etc. On n'a pas encore réussi à les vaincre.

2° *Cession de terres vacantes en bail emphytéotique.* — Les dispositions concernant cette cession, qu'on trouvera page 81, sont très simples et n'ont, à ce qu'il semble, pas besoin d'être expliquées. Il faut seulement fixer l'attention sur l'adoucissement des conditions suivant lesquelles la cession des terres à eu lieu, par exemple la remise de la taxe de capitation et la diminution du loyer (canon); elle a été la conséquence de la dépression des affaires aux Indes orientales néerlandaises à la suite de la crise née de la baisse extraordinaire des prix des produits les plus importants, le sucre et le café.

Notons enfin que, comme conséquence de la permission donnée aux loueurs de terres vacantes de convertir le droit de louage en bail emphytéotique, cette conversion à été généralement appliquée, hors quelques exceptions peu importantes.

LOI ORGANIQUE

sur le Gouvernement des Indes Orientales Néerlandaises.

Nous GUILLAUME III, par la grace de Dieu Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

A tous ceux qui liront ou entendront lire les présentes, Salut !

Faisons savoir :

Attendu que le second alinéa de l'art. 59 de la Constitution prescrit que l'organisation du Gouvernement dans les colonies et possessions du royaume dans les autres parties du monde est déterminée par la loi ;

REGLEMENT

op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indie.

Wij WILLEM III, bij de gratie Gods Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Allen die deze zullen zien of hooren lezen, Salut !

Doen weten :

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat de tweede alinea van art. 59 de Grondwet bepaalt, dat de reglementen op het beleid der regering van de kolonien en bezittingen van het Rijk in andere werelddeelen, door de wet worden vastgesteld ;

Après avoir entendu le Conseil d'Etat et de commun accord avec les Etats-Généraux,

Avons décrété et décrétons :

. . . .

Article 62 (1)

Le Gouverneur général ne peut vendre des terres.

Ne sont pas comprises dans cette défense les parcelles de terre destinées à l'extension des villes et des villages et à la création d'établissements industriels.

Le Gouverneur général peut donner des terres à bail, conformément aux règles à prescrire par une ordonnance générale. Ne sont pas compris parmi ces terrains ceux qui sont défrichés par les indigènes ou qui appartiennent

---

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord en met gemeen overleg den Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan by-deze, vast te stellen het navolgende :

. . . .

Artikel 62

De Gouverneur-General mag geene gronden verkoopen.

In dit verbod zijn niet begrepen kleine stukken gronds bestemd tot uitbreiding van steden en dorpen en tot het oprigten van inrichtingen van nijverheid.

De Gouverneur-General kan gronden uitgeven in huur, volgens regels, bij algemeene verordening te stellen. Onder die gronden worden niet begrepen de zoodanige, door de inlanders ontgonnen,

(1) On a cru devoir reproduire l'art. 62 de la loi organique du 2 septembre 1854 qui a été complété par la loi suivante du 9 avril 1870.

aux villages ou dessa à titre de vaine pâture ou à tout autre titre.

. . . .
. . . .

Donné au château de Loo le 2 septembre 1854.

GUILLAUME.

Le Ministre des colonies,
C. F. PAHUD.

òf als gemeene weide, òf uit eenigen andere hoofde tot de dorpen of dessa's behoorende

. . . .
. . . .

Gegeven op het Loo, den 2den September 1854,

WILLEM.

De Minister van kolonien,
C. F. PAHUD.

LOI DU 9 AVRIL 1870

portant complément de l'article 62 de la loi organique sur le Gouvernement des Indes Néerlandaises.

Nous, GUILLAUME III, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

A tous ceux qui liront ou entendront lire les présentes, Salut !

Faisons savoir :

Attendu que l'article 62 de la loi organique sur le Gouvernement des Indes Néerlandaises (loi du 2 septembre 1854, *Staatsblad*, n° 129) a besoin d'être complété, relativement à la première partie de l'article 60 du règlement susdit :

WET VAN 9 APRIL 1870

houdende aanvulling van art. 62 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indie.

Wij WILLEM III, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz. enz. enz.

Allen, die dezen zullen zien of hooren lezen, Salut!

Doen te weten :

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat artikel 62 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië (wet van 2 September 1854, *Staatsblad* n° 129) aanvulling

Après avoir entendu le Conseil d'Etat et de commun accord avec les Etats généraux,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 62 de la loi organique sur le Gouvernement des Indes néerlandaises, est complété de la manière suivante :

« Suivant des règles à déterminer par ordonnance générale, des terrains sont cédés à bail emphytéotique, pour soixante-quinze ans au plus.

« Le Gouverneur général veille à ce qu'aucune cession de terrain ne porte atteinte aux droits de la population indigène.

« Le Gouverneur général ne dispose des terrains défrichés par les indigènes pour leur propre usage, ou appartenant aux villages comme pâturage commun ou de

---

behoeft, in verband met het eerste gedeelte van art. 60 aldaar;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze :

HEBBEN GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

EENIG ARTIKEL.

Artikel 62 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indie wordt met het volgende aangevuld :

« Volgens regels, bij algemeene verordening te stellen, worden gronden afgestaan in erfpacht voor niet langer dan vijf-en-zeventig jaren.

« De Gouverneur-Generaal zorgt, dat geenerlei afstand van grond inbreuk make op de regten der inlandsche bevolking.

« Over gronden, door inlanders voor eigen gebruik ontgonnen, of als gemeene weide of uit eenigen anderen hoofde tot de dorpen behoorende, wordt door den Gouverneur-Generaal niet beschikt

quelque autre chef, que pour l'utilité publique, d'après l'article 77, et au profit des cultures introduites par autorité supérieure, suivant les ordonnances y relatives et contre dédommagement convenable.

« Un terrain dont des indigènes ont la jouissance individuelle héréditaire est cédé, sur requête du possesseur légitime, en propriété, avec les restrictions nécessaires à fixer par ordonnance générale et à stipuler dans le titre de propriété, en ce qui concerne les obligations envers le pays et la commune, et le droit de vente à des non-indigènes.

« La cession à bail, ou la donation de terrains en jouissance, par des indigènes à des non-indigènes, se fait suivant des règles à déterminer par ordonnance générale. »

Ordonnons que la présente soit insérée au *Staatsblad* et que tous les départements ministériels, autorités, col-

---

dan ten algemeenen nutte, op den voet van art. 77 en ten behoeve van de op hoog gezag ingevoerde cultures volgens de daarop betrekkelijke verordeningen, tegen behoorlijke schadeloosstelling.

« Grond, door inlanders in erfelijk individueel gebruik bezeten, wordt, op aanvraag van den regtmatigen bezitter, aan dezen in eigendom afgestaan onder de noodige beperkingen, bij algemeene verordening te stellen en in den eigendomsbrief uit te drukken, ten aanzien van de verpligtingen jegens den lande en de gemeente en van de bevoegdheid tot verkoop aan niet-inlanders.

« Verhuur of in-gebruik-geving van grond door inlanders aan niet-inlanders geschiedt volgens regels, bij algemeene verordening te bepalen. »

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden

lèges et fonctionnaires que la chose concerne, tiennent la main à sa stricte exécution.

Fait à La Haye, le 9 avril 1870.

GUILLAUME.

Le Ministre des colonies,
DE WAAL.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général
du Ministère des colonies,
FEITH.

---

geplaatst, en dat alle Ministeriële Departementen, Autoriteiten, Collegiën en Ambtenaren, wien zulks aangaat, aan de naauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te 's Gravenhage, den 9den April 1870.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
De WAAL.

Akkordeert met deszelfs origineel :
De Sekretaris-Generaal bij het Ministerie
van Koloniën,
FEITH.

Affaires agraires.

Nous, Guillaume III, par la Grace de Dieu Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

Vu la loi du 9 avril 1870 (*Staatsblad*, n° 71), par laquelle un supplément à l'article 62 du Règlement sur l'administration du gouvernement des Indes Néerlandaises stipule que :

1° Suivant des règles à déterminer par ordonnance générale, des terrains sont cédés à bail emphytéotique, pour soixante-quinze ans au plus.

2° Le Gouverneur général veille à ce qu'aucune cession de terrain ne porte atteinte aux droits de la population indigène.

3° Le Gouverneur général ne dispose des terrains, défrichés par les indigènes pour leur propre usage, ou

---

Agrarische aan elegenheden. — Regeling daarvan.

Wij WILLEM III, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot Hertog van Luxemburg, enz. enz. enz.

Gezien de Wet van 9 April 1870 (*Staatsblad*, n° 71), waarbij, met aanvulling van artikel 62 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indie is bepaald :

1° Volgens regels, bij algemeene verordening te stellen, worden gronden afgestaan in erfpacht voor niet langer dan vijf-en-zeventig jaren.

2° De Gouverneur-Generaal zorgt, dat geenerlei afstand van grond inbreuk make op de regten der inlandsche bevolking.

3° Over gronden, door inlanders voor eigen gebruik ontgonnen, of als gemeene weide of uit eenigen anderen hoofde tot de dorpen

appartenant aux villages, comme pâturage commun ou de quelque autre chef, que pour l'utilité publique, d'après l'article 77, et au profit des cultures introduites par autorité supérieure, suivant les ordonnances y relatives et contre indemnité convenable.

4° Un terrain dont des indigènes ont la jouissance individuelle héréditaire est cédé, sur requête du possesseur légitime, en propriété, sauf les restrictions nécessaires à fixer par ordonnance générale et à stipuler dans le titre de propriété en ce qui concerne les obligations envers le pays et la commune et le droit d'aliénation à des non-indigènes.

5° La cession à bail, ou la cession de terrains en jouissance, par des indigènes à des non-indigènes, se fait suivant des règles à déterminer par ordonnance générale.

Voulant, conformément à cette loi, régler plus exactement quelques affaires agraires des Indes Néerlandaises ;

---

behoorende, wordt door den Gouverneur-Generaal niet beschikt dan ten algemeenen nutte, op den voet van artikel 77, en ten behoeve van de op hoog gezag ingevoerde kultures volgens de daarop betrekkelijke verordeningen, tegen behoorlijke schadeloosstelling.

4° Grond, door inlanders in erfelijk individueel gebruik bezeten, wordt, op aanvraag van den regtmatigen bezitter, aan dezen in eigendom afgestaan onder de noodige beperkingen, bij algemeene verordening te stellen en in den eigendomsbrief uit te drukken, ten aanzien van de verpligtingen jegens den lande en de gemeente en van de bevoegdheid tot verkoop aan niet-inlanders.

5° Verhuur of in-gebruik-geving van grond door inlanders aan niet-inlanders geschiedt volgens regels, bij algemeene verordening te bepalen.

Willende, in verband met die wet, eenige agrarische aangelegenheden van Nederlandsch-Indie nader regelen ;

Sur la proposition datée du 18 mai 1870, Litt. Aaz. n° 29 *a* de Notre Ministre des Colonies ;

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 24 juin 1870, n° 3) ;

Vu le rapport ultérieur de Notre Ministre des Colonies, du 13 juin 1870, Litt. Aaz, n° 16 ;

Avons décrété et décrétons :

CHAPITRE PREMIER.

Des droits sur un terrain.

Article premier.

Sous réserve de l'observation des deuxième et troisième dispositions de la loi susmentionnée, le principe que tout terrain sur lequel il n'est pas établi de droit de propriété par d'autres est du domaine de l'Etat, est maintenu.

Article 2.

Les droits de la population indigène sur un terrain,

Op de voordragt van Onzen Minister van Kolonien van den 18den Mei 1870, Lt. Aaz., n° 29*a*;

Den Raad van State gehoord (advies van den 24sten Juni 1870, n° 3);

Gezien het nader rapport van Onzen Minister van Kolonien, van den 13den Juni 1870, Lt. Aaz., n° 16;

Hebben goedgevonden en verstaan :

EERSTE HOOFDSTUK.

Van regten op grond.

Artikel één.

Behoudens opvolging van de tweede en derde bepaling der voormelde Wet, blijft het beginsel gehandhaafd, dat alle grond, waarop niet door anderen regt van eigendom wordt bewezen, domein van den Staat is.

suivant les lois religieuses, institutions et coutumes, sont, pour autant qu'il en est besoin, fixés par ordonnance générale.

Le projet d'une pareille ordonnance, est publié, pendant un temps assez long, dans les villages, et la population est invitée à communiquer ses griefs éventuels aux fonctionnaires européens à désigner à cet effet.

Les fonctionnaires indigènes les plus élevés sont aussi consultés sur ce projet.

Aussi longtemps que la fixation des droits désignés ici n'a pas eu lieu, l'enquête sur les droits de la population indigène, exigée par la seconde disposition de la loi susmentionnée, se continue de la manière fixée ou à fixer par le Gouverneur général.

ARTICLE 3.

Les indigènes qui, pour assurer leur droit individuel

ARTIKEL 2.

De regten der inlandsche bevolking op grond, volgens hare godsdienstige wetten, instellingen en gebruiken, worden, voor zoover noodig, bij algemeene verordening omschreven.

Het ontwerp van zoodanige verordening wordt, een geruimen tijd, in de dorpen bekend gemaakt, en de bevolking uitgenoodigd, om de bezwaren, welke bij haar mogten bestaan, aan de daartoe aan te wijzen Europesche ambtenaren mede te deelen.

De hoogste inlandsche ambtenaren worden over het ontwerp geraadpleegd.

Zoolang de hier bedoelde omschrijving niet heeft plaats gehad, geschiedt het onderzoek naar de regten der inlandsche bevolking, krachtens de tweede bepaling der voormelde Wet vereischt, op den voet door den Gouverneur-Generaal vastgesteld of vast te stellen.

ARTIKEL 3.

De inlanders, die tot verzekering van hun erfelijk individueel

héréditaire de jouissance d'un terrain, désirent un titre écrit sont, aussitôt que possible, mis à même, par le Gouverneur général, de l'obtenir.

Article 4.

L'ordonnance générale réglant le remplacement de la jouissance individuelle héréditaire indigène par la propriété, en vertu de la quatrième disposition de la loi susmentionnée, sera prise par Nous.

Le Gouverneur général envoie à cet effet, sans retard, un projet avec explications au Ministre des colonies.

Article 5.

Les règles à établir en vertu de la cinquième disposition de la Loi susmentionnée, sur l'exercice du pouvoir reconnu par ladite disposition aux indigènes de louer ou de donner en jouissance des terrains à des non-indigènes, seront publiées au plus tôt, par ordonnance.

---

gebruiksregt op grond een schriftelijken titel verlangen, worden door den Gouverneur-Generaal, zoodra doenlijk, in de gelegenheid gesteld dien te verkrijgen.

Artikel 4.

De algemeene verordening, regelende de vervanging van inlandsch erfelijk individueel bezit, door eigendom krachtens de vierde bepaling der voormelde Wet, wordt door Ons vastgesteld.

De Gouverneur-Generaal zendt daartoe onverwijld een ontwerp en toelichting aan den Minister van Kolonien.

Artikel 5.

De regels, krachtens de vijfde bepaling der voormelde Wet te stellen op de uitoefening der daarbij erkende bevoegdheid van inlanders om grond aan niet-inlanders te verhuren of in gebruik te geven, worden ten spoedigste bij ordonnancie uitgevaardigd.

Inmiddels verleent de Gouverneur-Generaal tot zulke overeen-

En attendant le Gouverneur général accorde en tout cas une autorisation temporaire pour de telles conventions, sous des conditions fixées d'accord avec le Conseil des Indes Néerlandaises.

Article 6.

Le Gouverneur général détermine pour chaque commune indigène les terrains appartenant à celle-ci.

Ce domaine est formé de ses rizières, des terrains restants, occupés d'une façon permanente par ses membres, à l'exclusion des membres d'autres communes indigènes; et des terrains, que le Gouverneur général y joint en vue de son besoin d'extension.

Article 7.

Indépendamment du règlement général désigné par l'article 2, il est établi, par ordonnance, des règles sur le droit des indigènes de défricher des terrains en dehors du territoire déterminé par l'article 6.

---

komsten in elk geval tijdelijke vergunning onder voorwaarden, in overeenstemming met den Raad van Nederlandsch-Indie vastgesteld.

Artikel 6.

De Gouverneur-Generaal bepaalt voor elke inlandsche gemeente de tot haar behoorende gronden.

Dit gebied bestaat uit hare rijstvelden; uit de overige gronden, die bij hare leden, met uitsluiting van de leden van andere inlandsche gemeenten, in gedurig gebruik zijn; en uit de gronden, die de Gouverneur-Generaal haar toevoegt met het oog op hare behoefte aan uitbreiding.

Artikel 7.

Onafhankelijk van de algemeene regeling, bij artikel 2 bedoeld, worden bij ordonnancie regelen gesteld op het regt der inlanders, om gronden buiten het gebied, krachtens artikel 6 bepaald, te

Ces règles favorisent l'établissement de nouvelles communes.

CHAPITRE II.

De la cession d'un terrain.

ARTICLE 8.

La vente de petites pièces de terrain, prévue au deuxième alinéa de l'article 62 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, sera continuée suivant les dispositions existantes ou à établir ultérieurement par le Gouverneur général, avec observation de la deuxième disposition de la Loi, mentionnée en tête des présentes. Ces pièces ne peuvent dépasser chacune une superficie de dix *bouws*.

ARTICLE 9.

Les terrains, en dehors du territoire désigné par l'article 6, sont mesurés, décrits et levés par les soins du Gouvernement.

---

ontginnen. Die regelen bevorderen het stichten van nieuwe gemeenten.

TWEEDE HOOFDSTUK.

Van afstand van grond.

ARTIKEL 8.

Met den verkoop van kleine stukken gronds, bedoeld in het tweede lid van artikel 62 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indie, wordt volgens de bestaande of nader door den Gouverneur-Generaal te geven voorschriften, met inachtneming van de tweede bepaling der in hoofde dezes vermelde Wet, voortgegaan. Die stukken mogen ieder eene oppervlakte van tien bouws niet te boven gaan.

ARTIKEL 9.

De gronden buiten het bij artikel 6 bedoelde gebied worden van gouvernementswege opgemeten, beschreven en in kaart gebragt.

Des terrains levés, il est offert annuellement à bail emphytéotique pour soixante-quinze ans, une partie qu'on y aura trouvée propre, par parcelles d'environ cinq cents *bouws*. Le Gouverneur général peut déterminer dans des cas particuliers une autre superficie des parcelles.

Ne sont pas compris dans le bail emphytéotique :

a) Les terrains sur lesquels des tiers ont des droits, s'ils ne sont pas disposés à céder ;

b) Les terrains, considérés comme sacrés d'après les institutions des indigènes ;

c) Les terrains, servant aux marchés publics ou destinés au service public ;

d) Les caféières du Gouvernement ;

e) Les forêts de Djati et autres forêts ; ces dernières, pour autant qu'elles soient soumises à une administration régulière ;

Van het in kaart gebragte wordt jaarlijks een gedeelte, daartoe geschikt bevonden, bij perceelen van omstreeks vijf honderd bouws, in erfpacht voor vijf-en-zeventig jaren aangeboden. De Gouverneur-Generaal kan in bijzondere gevallen eene andere grootte der perceelen bepalen.

In de erfpacht worden niet begrepen :

a) Gronden, waarop anderen regt hebben, indien zij ongenegen zijn zich van hun regt te ontdoen;

b) Gronden, naar de inzettingen der inlanders als gewijde beschouwd;

c) Gronden, voor openbare markten afgezonderd of voor de openbare dienst bestemd;

d) Gouvernements koffijtuinen;

e) Djati- en andere houtbosschen, de laatste voor zoover zij onder geregeld beheer zijn gebragt;

f) Les terrains situés à une distance d'une plantation du Gouvernement, à déterminer par le Gouverneur général pour chaque région ;

g) Les terrains situés dans des régions à désigner par Nous, qui doivent rester disponibles pour l'extension de la culture du café établie par l'autorité supérieure.

L'exclusion des terrains, mentionnés sous *a*, *b* et *c*, n'empêche pas la cession à bail emphytéotique des terrains environnants, qui y sont propres, pourvu que l'emphytéote s'engage à ne pas nuire à la jouissance des terrains exclus.

ARTICLE 10.

L'offre, mentionnée à l'article 9, a lieu par un appel à la concurrence publique par l'inscription d'une somme supérieure à celle fixée pour chaque cas.

Une indication précise des terrains offerts est rendue publique dans les villages environnants, avec faculté

---

f) Gronden, gelegen binnen een door den Gouverneur-Generaal voor elk gewest vast te stellen afstand van gouvernements aanplantingen;

g) Gronden, gelegen in door Ons aan te wijzen streken, die beschikbaar moeten blijven voor de uitbreiding der op hoog gezag ingevoerde koffijkultuur.

Door de uitsluiting der onder *a*, *b* en *c* genoemde gronden wordt de afstand in erfpacht der omliggende, daartoe geschikte, niet belet, mits de erfpachter zich verbinde aan het gebruik der uitgesloten gronden geen hinder toe te brengen.

ARTIKEL 10.

De aanbieding, in artikel 9 vermeld, geschiedt bij oproeping tot openbare mededinging door inschrijving boven een telkens bepaald bedrag.

Eene duidelijke aanwijzing der aangeboden gronden wordt tegelijk in de naaste dorpen bekend gemaakt, met vrijlating aan de

pour les administrateurs et les habitants de faire valoir, pendant un mois, leurs intérêts à ce sujet auprès de l'administration locale européenne.

L'inscription reste ouverte pendant quatre mois.

Dans le mois qui suit l'adjudication a lieu ou le refus par le Gouverneur intervient; l'une et l'autre décisions doivent être prises par arrêté motivé.

Article 11.

Sont admis comme emphytéotes :

Les Néerlandais ;

Les Résidents des Pays-Bas ou des Indes Néerlandaises ;

Les Sociétés de commerce, établies aux Pays-Bas ou aux Indes néerlandaises.

Cette disposition n'apporte pas de modification dans les ordonnances réglant, en vertu de l'article 105 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes

---

bestuurders en ingezetenen om, gedurende eene maand, hunne belangen ter zake aan het europeesch plaatselijk bestuur voor te dragen.

De inschrijving blijft vier maanden open.

Binnen eene maand daarna heeft toewijzing of weigering door den Gouverneur-Generaal plaats, beide bij een met redenen omkleed besluit.

Artikel 11.

Als erfpachters worden toegelaten :

Nederlanders,

Ingezetenen van Nederland,

Ingezetenen van Nederlandsch-Indië,

Vennootschappen van koophandel, gevestigd in Nederland of in Nederlandsch-Indië.

Deze bepaling brengt geene verandering in de verordeningen, krachtens artikel 105 van het reglement op het beleid der Rege-

néerlandaises, les conditions d'admission de Néerlandais et d'étrangers.

Le Gouverneur général décide en chaque cas si des fonctionnaires de l'Etat, et lesquels, peuvent être admis comme emphytéotes.

ARTICLE 12.

Les terrains offerts à bail emphytéotique sont utilisés exclusivement pour la culture et l'élevage du bétail et les établissements pour la préparation des productions.

La culture des pavots et le saunage sont défendus.

Pour l'établissement de travaux hydrauliques sur les terrains cédés à bail emphytéotique et l'utilisation des conduites ou cours d'eau existants, il faut une autorisation spéciale du Gouverneur général.

Le Gouverneur général ne la refuse pas, mais il peut y attacher des prescriptions d'utilité publique.

---

ring van Nederlandsch-Indie, regelende de voorwaarden der toelating van Nederlanders en vreemdelingen.

De Gouverneur-Generaal beslist in elk geval, of en welke landsdienaren als erfpachters kunnen worden toegelaten.

ARTKIEL 12.

De in erfpacht aangeboden gronden worden uitsluitend gebezigd voor landbouw en veeteelt en voor de inrigtingen tot bereiding der voortbrengselen.

Papaver-kultuur en zoutmaak zijn verboden.

Voor het aanleggen van waterwerken op de erfpachts-gronden, en het gebruik aldaar van bestaande waterstroomen of leidingen is bijzondere vergunning van den Gouverneur-Generaal noodig.

De Gouverneur-Generaal weigert deze niet, maar kan daaraan voorschriften verbinden ten algemeenen nutte.

ARTICLE 13.

Les terrains cédés à bail emphytéotique, les bâtiments et constructions y élevés et les productions des terrains ou des établissements industriels y fixés, sont soumis aux impôts généraux existants ou à établir.

ARTICLE 14.

Les personnes sont soumises sur les terrains à bail emphytéotique, aux obligations et impôts généraux, pour autant que la situation des terrains le permet.

Les services personnels, auxquels les indigènes sont tenus sur ces terrains sont déterminés par le Gouverneur général lors de l'offre des terrains.

Aucun service n'est dû pour les cultures instituées par autorité supérieure.

L'emphytéote n'exerce aucun pouvoir qui appartient à l'autorité, à moins qu'il ne lui soit conféré expressément.

ARTICLE 15.

Les autres droits et obligations de l'emphytéote, pour

ARTIKEL 13.

De in erfpacht afgestane gronden, de daarop geplaatste gebouwen en opstallen, en de voortbrengselen der gronden of der daarop gevestigde inrigtingen van nijverheid, zijn onderworpen aan de bestaande of in te voeren algemeene belastingen.

ARTIKEL 14.

De personen op de in erfpacht afgestane gronden zijn aan de algemeene belastingen of verpligtingen onderworpen, voor zooveel de ligging der gronden dit gedoogt.

De persoonlijke diensten, waartoe de inlanders aldaar verpligt zijn, worden door den Gouverneur-Generaal bij de aanbieding der gronden omschreven.

Diensten ten behoeve van de op hoog gezag ingevoerde kultures zijn niet verschuldigd.

De erfpachter bekleedt geen gezag, dat aan de overheid behoort, voor zoover het hem niet uitdrukkelijk is opgedragen

autant qu'il est besoin de s'écarter des dispositions sur le droit d'emphytéose du Code civil des Indes néerlandaises, sont déterminés par ordonnance conformément au présent arrêté.

Article 16.

Des terrains qui peuvent être cédés à bail emphytéotique suivant l'article 9, mais qui ne sont pas encore mesurés par les soins du Gouvernement, ou qui, déjà mesurés, ne sont pas encore destinés pendant les trois premières années à l'offre publique, et des terrains dont l'offre a été faite vainement, peuvent être cédés à bail emphytéotique à la requête de personnes et de sociétés qui satisfont à l'article 11.

Cette cession a lieu :

a) Après que les terrains ont été mesurés et levés convenablement par ou pour le compte des requérants, ou que, là où cela a eu lieu par les soins du Gouver-

---

Artikel 15.

De overige regten en verpligtingen van den erfpachter, voor zoover afwijking noodzakelijk is van de verordeningen over het erfpachtsregt in het Burgerlijk Wetboek van Nederlandsch-Indië, worden met opvolging van dit besluit bij ordonnancie omschreven.

Artikel 16.

Gronden, die volgens artikel 9 in erfpacht kunnen worden afgestaan, doch niet van gouvernementswege opgemeten, of, reeds opgemeten, nog in de eerste drie jaren niet voor openbare aanbieding bestemd zijn, en gronden, welker openbare aanbieding vruchteloos afliep, kunnen in erfpacht worden afgestaan op aanvraag van personen en vennootschappen, die voldoen aan artikel 11.

Deze afstand geschiedt :

a) Nadat de gronden door of voor rekening van de aanvragers

nement, les frais en ont été remboursés par les requérants ;

b) Après qu'il aura été satisfait au second alinéa de l'article 10 ;

c) Pour la surface demandée, pourvu qu'il n'y ait pas plus d'environ cinq cents *bouws*.

d) Pour le temps indiqué dans la requête, pourvu qu'il ne dépasse pas soixante-quinze années ;

e) Moyennant un fermage supérieur au minimum fixé par l'article 10 ;

f) Pour le reste, suivant les articles 12 jusque 15.

Le Gouverneur général donne suite à la requête endéans les trois mois après la réception du plan, ou de la requête si la levée du plan a eu lieu par les soins du Gouvernement. En cas de rejet l'arrêté mentionne les motifs.

ARTICLE 17.

Des conventions, pour la cession à bail de terrains,

---

behoorlijk zijn opgemeten en in kaart gebragt, of, waar dit van gouvernementswege heeft plaats gehad, de kosten daarvan door de aanvragers zijn terugbetaäld;

b) Nadat voldaan is aan de tweede alinea van artikel 10;

c) Tot de aangevraagde uitgestrektheid, mits niet meer dan omstreeks vijf honderd bouws;

d) Voor den tijd in de aanvrage genoemd, mits niet langer dan vijf-en-zeventig jaren;

e) Tegen eene pachtsom boven het minimum bij artikel 10 bedoeld;

f) Overigens op den voet der artikelen 12 tot 15.

Op de aanvraag wordt door den Gouverneur-Generaal beschikt binnen drie maanden na ontvangst der kaart of, waar de opneming van gouvernementswege heeft plaats gehad, der aanvraag. Bij afwijzing vermeldt het besluit de redenen.

conclues en vertu du troisième alinéa de l'article 62 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaiss, sont remplacées par le Gouverneur général, à la demande des preneurs, par la cession à bail emphytéotique conformément au présent arrêté, pourvu que ce remplacement soit avantageux pour le pays et que, du reste, il n'y ait pas d'intérêts généraux qui s'y opposent.

ARTICLE 18.

Des terrains, non exclus par l'article 9, peuvent être cédés, sur requête, à bail emphytéotique à des personnes satisfaisant à l'article 11, pour l'établissement de petites campagnes ou résidences et pour des entreprises industrielles non comprises dans l'article 12, ni y défendues, moyennant un fermage égal au montant le plus élevé de la rente foncière ou de l'impôt qui la rem-

---

ARTIKEL 17.

Overeenkomsten tot verhuur van gronden, krachtens het derde lid van artikel 62 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië aangegaan, worden door den Gouverneur-Generaal op aanzoek des huurders vervangen door afstand in erfpacht volgens dit besluit, mits die vervanging voor den lande voordeelig zij en overigens geene algemeene belangen zich daartegen verzetten.

ARTIKEL 18.

Gronden, volgens artikel 9 niet uitgesloten, kunnen aan personen, die aan artikel 11 voldoen, op aanvraag in erfpacht worden afgestaan ter inrigting als kleine landgoederen of buitenverblijven, en voor ondernemingen van nijverheid niet onder artikel 12 begrepen noch aldaar verboden, mits betalende eene pachtsom, gelijk aan het hoogste bedrag der landrente of der belasting, die haar vervangt, met toepassing voorts der artikelen 13 en 14, en onder

place, avec application pour la surplus des articles 13 et 14 et sous les autres conditions à fixer par le Gouverneur général.

Chacune de ces parcelles ne peut dépasser cinquante *bouws*.

CHAPITRE III.

Dispositions diverses.

ARTICLE 19.

Ne sont pas comprises parmi les indigènes visés dans le présent arrêté les personnes qui leur sont assimilées.

ARTICLE 20.

Le présent arrêté est, sauf les dispositions du second alinéa de l'article 27 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, applicable à Java et Madura seulement.

---

de verdere voorwaarden door den Gouverneur-Generaal vast te stellen.

Elk dezer perceelen mag vijftig bouws niet overschrijden.

DERDE HOOFDSTUK.

Gemengde bepalingen.

ARTIKEL 19.

Onder inlanders worden in dit besluit niet mede verstaan de met hen gelijk gestelde personen.

ARTIKEL 20.

Dit besluit is, behoudens het bepaalde bij het tweede lid van artikel 27 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indie, alleen van toepassing op Java en Madura.

De onderwerpen, in dit besluit behandeld, worden voor elke der bezittingen buiten Java en Madura achtereenvolgens, voor zooveel noodig, geregeld bij koloniale ordonnanciën, overeenstemmende met de Wet en met de hoofdbeginsels van dit besluit.

Les sujets traités dans les présentes seront réglés successivement, pour autant que de besoin, pour les possessions en dehors de Java et Madura, par des ordonnances coloniales conformes à la loi et aux principes du présent arrêté.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat, pour information.

La Haye, le 20 juillet 1870.

GUILLAUME.

Le Ministre des Colonies,
DE WAAL.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général
du Ministère des colonies,
FEITH.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State, tot informatie.

's Gravenhage, den 20sten Julij 1870.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
DE WAAL.

Akkordeert met deszelfs origineel :
De Sekretaris-Generaal bij het Ministerie
van Kolonien,
FEITH.

Régime agraire. — Modification à l'arrêté royal n° 118 du « Staatsblad » des Indes néerlandaises, 1870.

Nous, GUILLAUME III, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

Attendu que notre arrêté du 20 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad* n° 118), doit être modifié sur quelques points ;

Sur la proposition de Notre Ministre des colonies, datée du 14 Octobre 1871, Litt. Aaz, n° 46*a* ;

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 16 janvier 1872, n° 12) ;

Vu le rapport ultérieur de Notre susdit Ministre des colonies du 5 avril 1872, Litt. Aaz, n° 26 ;

Agrarische aangelegenheden. — Wijziging van het Koninklijk besluit, opgenomen in « Indisch Staatsblad » 1870, n° 118.

Wij WILLEM III, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Overwegende, dat Ons besluit van 20 Julij 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118) op eenige punten wijziging vereischt;

Op de voordragt van onzen Minister van Koloniën van den 14 Oktober 1871, Litt. Aaz., n° 46*a* ;

Den Raad van State gehoord (advies van den 16den Januarij 1872 n° 12);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van den 5den April 1872, Lit Aaz. n° 26;

Avons décrété et décrétons :

Les articles 3, 4, 9 à 14, 17 et 18 de notre décret précité sont rapportés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 3.

Dans le cas où l'on dispose des terres en vertu de la troisième disposition de la loi susdite, le montant de l'indemnité est, à défaut d'arrangement amiable, fixé par le juge du lieu où le bien est situé.

Article 4.

L'ordonnance générale réglementant la transformation de la possession individuelle héréditaire en propriété, en vertu de la 4e disposition de la susdite loi, sera prise par Nous.

L'indigène qui obtient la propriété de la terre en a la libre jouissance et peut en disposer librement, sauf les

---

Hebben goedgevonden en verstaan :

De artikelen 3, 4, 9 tot 14, 17 en 18 van Ons voormeld besluit worden ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

Artikel 3.

Bij beschikking over gronden krachtens de derde bepaling der voormelde wet, wordt het bedrag der schadeloosstelling, bij gebreke van minnelijke schikking, vastgesteld door den regter der plaats, waar het goed gelegen is.

Artikel 4.

De algemeene verordening, regelende de vervanging van inlandsch erfelijk individueel bezit door eigendom krachtens de vierde bepaling der voormelde wet, wordt door Ons vastgesteld.

De inlander, aan wien de eigendom van grond is afgestaan, heeft het vrije genot van den grond, en kan daarover vrijelijk

restrictions prévues à la 4e et 5e disposition de la loi susdite et sauf le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, moyennant une indemnité équitable.

Du reste, il n'est pas soumis aux dispositions du Code civil pour Européens et assimilés aux Indes néerlandaises, sauf les dispositions de l'article 73 du règlement d'administration des Indes néerlandaises.

Article 9.

Les terres en dehors du territoire prévu à l'article 6 sont mesurées, décrites et levées par le Gouvernement.

Il sera chaque année offert en emphytéose pour 75 ans et par parcelles de cinq cents *bouws* une partie des terres levées.

Le Gouverneur général peut, dans certains cas, fixer d'autres dimensions pour les parcelles.

---

beschikken, behoudens de beperkingen, in de vierde en vijfde bepaling der voormelde wet bedoeld en behoudens de onteigening ten algemeenen nutte tegen behoorlijke schadeloosstelling.

Overigens is hij niet aan de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek voor Europeanen en daarmede gelijkgestelden in Nederlandsch-Indië onderworpen, behoudens de bepalingen van artikel 75 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië.

Artikel 9.

De gronden, buiten het bij artikel 6 bedoelde gebied, worden van Gouvernementswege opgemeten, beschreven en in kaart gebragt.

Van het in kaart gebragte wordt jaarlijks een gedeelte, daartoe geschikt bevonden, bij perceelen van omstreeks vijf honderd bouws, in erfpacht voor vijf-en-zeventig jaren aangeboden. De Gouverneur-Generaal kan in bijzondere gevallen eene andere grootte der perceelen bepalen.

Dans l'emphytéose ne sont pas compris :

a) Les terres sur lesquelles d'autres ont des droits qu'ils ne veulent pas céder ;

b) Les terres considérées comme sacrées d'après les institutions indigènes ;

c) Les terres réservées aux marchés publics ou au service public ;

d) Les caféières du Gouvernement ;

e) Les bois de djati et autres bois placés sous une administration régulière ;

f) Les terres situées dans des régions à déterminer par Nous et devant rester disponibles pour l'extension de la culture du café faite par l'autorité supérieure. L'exclusion des terres désignées en *a*, *b* et *c* n'empêche pas la cession en emphytéose des terres avoisinantes qui y conviennent,

---

In de erfpacht worden niet begrepen :

a) Gronden, waarop anderen regt hebben, indien zij ongenegen zijn zich van hun regt te ontdoen;

b) Gronden, naar de inzettingen der inlanders als gewijde beschouwd;

c) Gronden, voor openbare markten afgezonderd of voor de openbare dienst bestemd;

d) Gouvernements-koffijtuinen;

e) Djati- en andere houtbosschen, de laatste voor zoover zij onder geregeld beheer zijn gebragt;

f) Gronden, gelegen in door Ons aantewijzen streken, die beschikbaar moeten blijven voor de uitbreiding der op hoog gezag ingevoerde koffij-kultuur.

Door de uitsluiting der onder *a*, *b* en *c* genoemde gronden wordt de afstand in erfpacht der omliggende, daartoe geschikte, niet belet, mits de erfpachter zich verbinde aan het gebruik der uitgesloten gronden geen hinder toe te brengen.

pourvu que le preneur s'engage à ne pas mettre d'obstacle à l'usage des terres exclues.

Dans l'emphytéose n'est pas compris le sous-sol renfermant des minéraux. L'emphytéote doit permettre l'exploitation des minéraux faite ou concédée par le Gouvernement, suivant des règles à déterminer par une ordonnance générale.

Article 10.

L'offre, prévue à l'article 9, se fait par un appel à la concurrence publique pour un loyer annuel par *bouw*, supérieur à une somme fixe annuelle, déterminée dans chaque cas, dans le courant de la sixième année après celle où l'adjudication a eu lieu.

Une indication précise des terres offertes est publiée dans les villages voisins, avec faculté pour les chefs et habitants, de faire connaître, pendant un mois, leurs inté-

---

In de erfpacht is niet mede begrepen de delfstoffen bevattende ondergrond. De erfpachter is verpligt de ontginning van delf stoffen door of op koncessie van het Gouvernement te gedoogen volgens regelen, bij algemeene verordening te stellen.

Artikel 10.

De aanbieding, in artikel 9 vermeld, geschiedt bij oproeping tot openbare mededinging door inschrijving voor een pachtsom per bouw, boven een telkens bepaald, vast, jaarlijksch bedrag, ingaande met het zesde jaar na dat, waarin de toewijzing heeft plaats gehad.

Eene duidelijke aanwijzing der aangeboden gronden wordt tegelijk in de naaste dorpen bekend gemaakt, met vrijlating aan de bestuurders en ingezetenen om, gedurende eene maand, hunne belangen ter zake aan het Europeesch plaatselijk bestuur voor te dragen.

De inschrijving blijft vier maanden open. Binnen eene maand

rêts en la matière à l'administration locale européenne.

L'inscription reste ouverte pendant quatre mois. Endéans le mois qui suit, le Gouverneur général adjuge ou refuse les terres par un décret motivé.

L'adjudication est retirée si, dans les trois mois après sa date, les frais de mesurage, de description et de levé des terres, dont le montant est indiqué dans l'appel à la concurrence, n'ont pas été versés au Trésor.

Article 11.

Sont acceptés comme emphytéotes :

Les Néerlandais ;

Les résidents aux Pays-Bas ;

Les résidents aux Indes Néerlandaises ;

Les Sociétés de commerce, fixées aux Pays-Bas ou aux Indes néerlandaises.

La présente disposition ne modifie en rien les ordonnances qui, en vertu de l'article 105 du règlement sur

---

daarna heeft toewijzing of weigering door den Gouverneur-Generaal plaats, beide bij een met redenen omkleed besluit.

De toewijzing wordt ingetrokken, wanneer niet binnen drie maanden na hare dagteekening de kosten van het opmeten, beschrijven en in kaart brengen der gronden, waarvan het bedrag bij de oproeping tot openbare mededinging wordt opgegeven, in 's lands kas zijn gestort.

Artikel 11.

Als erfpachters worden toegelaten :

Nederlanders;

Ingezetenen van Nederland;

Ingezetenen van Nederlandsch-Indië;

Vennootschappen van koophandel, gevestigd in Nederland of in Nederlandsch-Indië.

Deze bepaling brengt geene verandering in de verordeningen krachtens artikel 105 van het Reglement op het beleid der

l'administration des Indes néerlandaises, règlent les conditions d'admissibilité des Néerlandais et des étrangers.

Sous réserve des dispositions ultérieures qu'il serait nécessaire de prendre, les dispositions existantes relatives à la participation des fonctionnaires aux entreprises agricoles et industrielles, seront appliquées en ce qui concerne l'admission de fonctionnaires comme emphytéotes.

Article 12.

La culture du pavot et le saunage sont interdits sur les terres offertes en emphytéose.

Le Gouverneur général peut aussi interdire, à une certaine distance des plantations de café de l'Etat, à fixer par ordonnance, la culture du café sur les terres dont la situation pourrait être cause que le café provenant des cultures gouvernementales soit soustrait à la livraison forcée, sans qu'il soit possible d'empêcher cet abus par d'autres mesures à prendre par le Gouvernement.

Regering van Nederlandsch-Indië, regelende de voorwaarden der toelating van Nederlanders en vreemdelingen.

Behoudens nadere regeling, voor zooveel noodig, gelden, met betrekking tot de toelating van landsdienaren als erfpachters, de bestaande bepalingen omtrent deelneming van landsdienaren in ondernemingen van landbouw en nijverheid.

Artikel 12.

Op de in erfpacht aangeboden gronden zijn de papaver-kultuur en zoutmaak verboden.

Ook kan, binnen een bij ordonnancie vast te stellen afstand van Gouvernements koffij-plantingen, door den Gouverneur-Generaal de teelt van koffij worden verboden op gronden, wier ligging gebleken is aanleiding te geven tot het onttrekken van koffij uit Gouvernementsplantingen aan de verpligte levering, zonder dat dit is te beletten door maatregelen van overheidswege nemen of te bedingen.

Le placement de conduites d'eau sur les terres d'emphytéose et l'usage des cours ou conduites d'eau existants doit être spécialement autorisé par le Gouverneur général.

Le Gouverneur général peut faire accompagner cette autorisation de prescriptions d'utilité publique.

Article 13.

Les terres cédées en emphytéose, les bâtiments qui y sont construits, les produits du sol ou des exploitations industrielles y établies sont soumis aux taxes générales établies ou à établir.

La contribution foncière ne sera pas prélevée pendant l'année de la cession durant ni les cinq années suivantes.

Article 14.

Les indigènes et assimilés établis sur les terres de l'emphytéote et employés au service, sont exempts des ser-

---

Voor het aanleggen van waterwerken op de erfpachtsgronden en het gebruik aldaar van bestaande waterstroomen of leidingen is bijzondere gunning van den Gouverneur-Generaal noodig.

De Gouverneur-Generaal kan aan de vergunning voorschriften verbinden ten algemeenen nutte.

Artikel 13.

De in erfpacht afgestane gronden, de daarop geplaatste gebouwen en opstallen en de voortbrengselen der gronden of der daarop gevestigde inrigtingen van nijverheid zijn onderworpen aan de bestaande of intevoeren algemeene belastingen.

Verponding wordt niet geheven gedurende het jaar, waarin de gronden zijn afgestaan en de vijf volgende jaren.

Artikel 14.

De inlanders en met dezen gelijkgestelden, in dienst van den erfpachter op diens gronden gevestigd, zijn vrij van de diensten,

vices prescrits par les art. 56 et 57 du règlement d'administration des Indes néerlandaises, sauf le cas où ils pourraient être requis temporairement pour combattre des sinistres ou pour écarter un danger général. Aucune exemption de service n'est accordée quand il s'agit de sauvegarder la sécurité publique.

Par contre, l'emphytéote paye, pour chaque ouvrier indigène ou oriental étranger, valide, qui est à son service et fixé sur la terre en question, une taxe de capitation de cinq florins par an, indépendamment de la patente à acquitter directement par ceux qui exercent un commerce, une industrie une fonction ou un métier quelconque, ou de tous autres impôts auxquelles ces métiers pourraient être soumis.

Article 17.

Des contrats de location de terres conclus, conformément à l'alinéa 3 de l'article 62 du règlement d'adminis-

---

bedoeld bij de artikelen 56 en 57 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, uitgezonderd het geval, waarin die tot wering van rampen van hooger hand, dan wel tot afwending van algemeen gevaar, tijdelijk mogten gevorderd worden. Vrijstelling van diensten in het belang der openbare veiligheid heeft niet plaats.

Daarentegen betaalt de erfpachter voor elken werkbaren man, inlander of vreemden Oosterling, die in zijnen dienst op de voorschreven gronden woont, een hoofdgeld van vijf gulden per jaar, afgescheiden van de belasting op het bedrijf, regtstreeks te voldoen door hen, die eenigen handel, eenig bedrijf, eenig handwerk of eenige nering uitoefenen, of van zoodanige andere belastingen, waaraan die bedrijven nader mogten worden onderworpen.

Artikel 17.

Overeenkomsten tot verhuur van gronden, krachtens het derde lid van artikel 62 van het Reglement op het beleid der Regering

tration des Indes Néerlandaises, sont remplacés, à la demande des preneurs, par le Gouverneur général, par une cession en emphytéose conformément au présent décret, pourvu que cette transformation soit avantageuse pour le pays et ne lèse aucun intérêt général.

Il n'est accordé en ce qui concerne ces terres aucune exemption de loyer ou de contribution foncière.

ARTICLE 18.

Des terres non exclues par l'article 9 peuvent, à la demande de personnes qui satisfont à l'article 11, leur être cédées en emphytéose comme petites campagnes ou résidences, moyennant un loyer équivalent au montant le plus élevé de la taxe foncière ou de la contribution qui en tient lieu, avec application des art. 13 et 14 et des autres conditions à fixer par le Gouverneur général.

Aucune de ces parcelles ne peut dépasser cinquante *bouws*.

---

van Nederlandsch-Indië aangegaan, worden door den Gouverneur-Generaal op aanzoek der huurders vervangen door afstand in erfpacht volgens dit besluit, mits die vervanging voor den lande voordeelig zij en overigens geene algemeene belangen zich daartegen verzetten.

Ten aanzien van de hier bedoelde gronden heeft geene vrijstelling van pachtsom noch van verponding plaats.

ARTIKEL 18.

Gronden, volgens artikel 9 niet uitgesloten, kunnen aan personen, die aan artikel 11 voldoen, op aanvraag in erfpacht worden afgestaan tot inrigting als kleine landgoederen of buitenverblijven, mits betalende eene pachtsom, gelijk aan het hoogste bedrag der landrente of der belasting die haar vervangt, met toepassing voorts der artikelen 13 en 14, en onder de verdere voorwaarden door den Gouverneur-Generaal vast te stellen.

Elk dezer perceelen mag vijftig bouws niet overschrijden.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera envoyée, pour information, au Conseil d'Etat.

La Haye, le 16 août 1892.

GUILLAUME.

Le Ministre des colonies,
VAN BOSSE.

Certifié conforme à l'original ;
Le Secrétaire général du Ministère des colonies,
FEITH.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State, tot informatie.

's Gravenhage, den 16den April 1872.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
VAN BOSSE.

Akkordeert met deszelfs origineel :
De Sekretaris-Generaal bij het Ministerie van Koloniën,
FEITH.

Affaires agraires. — Abolition des articles 2 et 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15, Journal officiel, n° 118, et modification de l'article 7 de cet arrêté.

Nous, GUILLAUME III, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

Considérant que lors de l'exécution de nos arrêtés du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118) et du 16 avril 1872, n° 28 (*Indisch Staatsblad*, n° 116), il a paru nécessaire d'en reviser quelques dispositions ;

Sur la proposition du 14 août 1873, Litt. Aaz., n° 75, de Notre Ministre des colonies ;

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 11 novembre 1878, n° 1*b*).

Agrarische Aangelegenheden. — Intrekking der artikelen 2 en 6 van het Koninklijk besluit van 20 Julij 1870 n° 15 (Indisch Staatsblad n° 118) en Wijziging van artikel 7 van dat besluit.

Wij WILLEM III, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Overwegende dat bij de aanvankelijke uitvoering Onzer besluiten van 20 Juli 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118) en 16 April 1872, n° 28 (*Indisch Staatsblad* n° 116), de noodzakelijkheid is gebleken om eenige bepalingen daarvan te herzien ;

Op de voordragt van Onzen Minister van Koloniën, van den 14 Augustus 1873, La. Aaz., n° 75 ;

Den Raad van State gehoord (advies van den 11den November 1873, n° 1 *b*) ;

Vu le rapport ultérieur de Notre susdit Ministre du 28 novembre 1873, Litt. Aaz., n° 38 ;

Avons décrété et décrétons :

1° D'abolir les articles 5 et 6 de notre arrêté du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118) et de remplacer l'article 7 de cet arrêté par la disposition suivante :

Le Gouverneur général établit, par ordonnance générale, des règles concernant le droit des indigènes de défricher des terrains n'appartenant pas aux villages, ni comme pâturage commun, ni à un autre titre quelconque ;

2° De modifier comme suit le premier alinéa de l'art. 9 de Notre arrêté susmentionné, tel qu'il est conçu en vertu de Notre arrêté du 16 avril 1872, n° 28 (*Indisch Staatsblad*, n° 116) :

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister, van den 28 november 1873, La. Aaz., n° 38 ;

Hebben goedgevonden en verstaan :

1° In te trekken de artikelen 5 en 6 van Ons besluit van 20 Julij 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118), en artikel 7 van dat besluit te vervangen door de navolgende bepaling :

Door den Gouverneur-Generaal worden bij algemeene verordening regelen gesteld omtrent het regt der Inlanders om gronden, niet als gemeene weide of uit eenigen anderen hoofde tot de dorpen behoorende, te ontginnen ;

2° De 1ste alinea van art. 9 van Ons voormeld besluit, zooals dit wordt gelezen krachtens Ons besluit van 16 April 1872, n° 28 (*Indisch Staatsblad* n° 116), te wijzigen als volgt :

De gronden, behoorende tot het Staats domein, voor uitgifte in erfpacht vatbaar en geschikt, worden van Gouvernementswege opgemeten, beschreven en in kaart gebragt.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit

Les terrains appartenant au domaine de l'Etat, propres à être cédés à bail emphytéotique, sont mesurés, décrits et levés par les soins du Gouvernement.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat pour information.

Het Loo, le 3 décembre 1873.

GUILLAUME.

Le Ministre des Colonies,
F. v. d. PUTTE.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général
au Ministère des colonies,
HENNY.

---

besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State, tot informatie.

Het Loo, den 3den december 1873.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
F. v. d. PUTTE.

Akkordeert met deszelfs origineel :
De Sekretaris-Generaal bij het Ministerie van Koloniën.
HENNY.

Régime agraire. — Complément à l'article 14 du décret royal publié au « Staatsblad » 1870 n° 118 et 1872, n° 116.

NOUS, GUILLAUME III, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, etc., etc., etc.

Attendu que l'article 24 de notre décret du 20 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 118), modifié par notre décret du 16 avril 1872, n° 28 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 116), doit être complété ;

Sur la proposition de Notre Ministre des colonies, en date du 6 juin 1877, Litt. A^3, n° 3 ;

Le Conseil d'Etat entendu (avis du mois de juillet 1877, n° 18) ;

Agrarische Aangelegenheden. — Aanvulling van art. 14 van het Koninklijk besluit in « Staatsblad » 1870 n° 118 en 1872 n° 116.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, enz., enz., enz.

Overwegende dat artikel 14 van Ons besluit van 20 Juli 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118), zooals het is gewijzigd bij Ons besluit van 16 April 1872, n° 28 (*Indisch Staatsblad* n° 116), aanvulling vereischt;

Op de voordragt van Onzen Minister van Koloniën, van den 6 Juni 1877, La, A^3, n° 3;

Den Raad van State gehoord (advies van Juli 1877, n° 18);

Gezien het nader rapport van onzen voornoemden Minister van den 9 Juli 1877, La. A^3, n° 7 ;

Vu le dernier rapport de Notre Ministre précité en date du 9 juillet 1877, n° 7;

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

L'article 14 susdit sera conçu comme suit :

Les indigènes et assimilés qui sont au service de l'emphytéote et sont fixés sur ses terres, sont exempts des services prévus aux articles 56 et 57 du règlement sur l'administration des Indes néerlandaises, sauf le cas où ces services pourraient être exigés temporairement pour détourner des calamités publiques ou pour écarter un danger général. Il n'y aura pas d'exemption de service quand il s'agit de sauvegarder la sécurité publique.

Par contre, l'emphytéote paye pour chaque ouvrier valide, indigène ou oriental étranger, qui est à son service et réside sur ses susdites terres, une taxe de capitation de cinq florins par an, indépendamment de la patente à payer directement par celui qui exerce un

---

HEBBEN GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Te bepalen dat voormeld artikel 14 zal worden gelezen als volgt :

De inlanders en met dezen gelijkgestelden, in dienst van den erfpachter op diens gronden gevestigd, zijn vrij van de diensten, bedoeld bij de artikelen 56 en 57 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, uitgezonderd het geval, waarin die tot wering van rampen van hooger hand, dan wel tot afwending van algemeen gevaar, tijdelijk mogten gevorderd worden. Vrijstelling van diensten in het belang der openbare veiligheid heeft niet plaats.

Daarentegen betaalt de erfpachter voor elken werkbaren man, inlander of vreemden oosterling, die in zijn dienst op zijne voorschreven gronden woont, een hoofdgeld van vijf gulden per jaar, afgescheiden van de belasting op het bedrijf, regtstreeks te voldoen door hen, die eenigen handel, eenig bedrijf, eenig handwerk of eenige nering uitoefenen, of van zoodanige andere

commerce, une industrie ou un métier ou de toute autre contribution qui pourrait y être mise.

La capitation ci-dessus est due également pour tout homme employé à l'entreprise de l'emphytéote, qui est fixé sur les terres occupées par l'emphytéote en propriété, à bail ou par droit de superficie.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'éxécution du dit décret, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat, pour information.

Zurich, le 17 juillet 1877.

GUILLAUME.

Le Ministre des Colonies,
F. ALTING MEES.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général
près du Département des Colonies,
E. V. ALPEN.

---

belastingen, waaraan die bedrijven nader mogten worden onderworpen.

Het hoofdgeld, bedoeld bij de vorige alinea, is ook verschuldigd voor elken op de onderneming van den erfpachter dienst doenden man, die gevestigd is op grond door den erfpachter in eigendom, in huur of met regt van opstal bezeten.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State tot informatie.

Zurich, den 17den Juli 1877.

WILLEM.

De Minister van Koloniën.
F. ALTING MEES.

Accordeert met deszelfs origineel :
De Sekretaris-Generaal bij het
Departement van Koloniën,
E. V. ALPHEN.

Régime agraire. — Modification à l'article 9 du décret royal publié an « Staatsblad » 1870, n° 118 et 1872, n° 116.

NOUS, GUILLAUME III, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, etc., etc.

Sur la proposition de Notre Ministre des colonies en date du 28 juillet 1877;

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 18 septembre 1877, n° 16);

Vu le rapport ultérieur de Notre Ministre précité en date du 8 octobre 1877, litt. A³, n° 4.

Attendu qu'il est nécessaire de préciser les dispositions de l'article 9 de notre décret du 2 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 118), modifié par notre décret du 16 avril 1872, n° 28 (*Staatsblad* des Indes néerlandaise, n° 116), portant que de la cession en emphytéose sont exclus : « les terrains situés dans les

---

Agrarische Aangelegenheden. — Wijziging van art. 9 van het Koninklijk besluit in « Staatsblad » 1870 n° 118 en 1872 n° 116.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, enz., enz., enz.

Op de voordragt van Onzen Minister van Koloniën dd. 28 Juli 1877 Lett. A³, n° 2;

Den Raad van State gehoord (advies van den 18 September 1877 n° 16);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister dd. 8 Oktober 1877 Lett. A³. n° 4;

Overwegende dat eene verduidelijking noodig is van het voorschrift — voorkomende in art. 9 van Ons besluit. van 2) Juli 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118), zooals dat artikel gewijzigd

régions à désigner par Nous, lesquelles doivent rester disponibles pour l'extension de la culture du café établie par ordre de l'autorité supérieure; »

Avons décrété et décrétons :

La troisième phrase de l'article précité sera conçue comme suit :

Ne sont pas comprises dans l'emphytéose :

a) Les terres sur lesquelles des tiers ont des droits qu'ils ne veulent pas céder;

b) Les terres considérées comme sacrées par les institutions des indigènes;

c) Les terres servant aux marchés publics ou destinées au service public;

d) Les plantations de café de l'État;

e) Les forêts de Djati et autres forêts, ces dernières pour autant qu'elles soient soumises à une administration régulière;

---

is bij Ons besluit van 16 April 1872, n° 28 (*Indisch Staatsblad* n° 116), —dat van de uitgifte in erfpacht zijn uitgesloten : gronden, gelegen in door Ons aan te wijzen streken, die beschikbaar moeten blijven voor de uitbreiding der op hoog gezag ingevoerde koffijkultuur;

Hebben goedgevonden en verstaan :

Te bepalen, dat de derde zinsnede van het aangehaalde artikel zal worden gelezen als volgt :

In de erfpacht worden niet begrepen :

a) Gronden, waarop anderen regt hebben, indien zij ongenegen zijn zich van hun regt te ontdoen ;

b) Gronden naar de inzettingen der inlanders als gewijde beschouwd;

c) Gronden, voor openbare markten afgezonderd of voor de openbare dienst bestemd;

d) Gouvernements koffijtuinen;

f) Les terres propres aux plantations de café dans les régions à désigner par Nous et qui doivent demeurer disponibles pour l'extension des cultures de café établies par l'autorité supérieure.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution dudit décret dont copie sera envoyée au Conseil d'État, pour information.

La Haye, le 14 octobre 1877.

GUILLAUME.

Le Ministre des Colonies,
F. ALTING MEES.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général
au Département des colonies,
E. VAN ALPEN.

---

e) Djati- en andere houtbosschen, de laatste voor zooverre zij onder geregeld beheer zijn gebragt;

f) De voor den aanplant van koffij geschikte gronden, gelegen in door Ons aan te wijzen streken die beschikbaar moeten blijven voor de uitbreiding der op hoog gezag ingevoerde koffijkultuur.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State, tot informatie.

's Gravenhage, den 14den Oktober 1877.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
F. ALTING MEES.

Accordeert met deszelfs origineel,
De Sekretaris Generaal bij het
Departement van Koloniën,
E. VAN ALPHEN.

Affaires agraires. — Contribution foncière. — Capitation. — Prolongation du terme d'exemption de la contribution foncière pour les parcelles cédées à bail emphytéotique à Java et Madura et abolition de la capitation à y payer par les emphytéotes.

NOUS, GUILLAUME III, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, etc., etc., etc.

Sur la proposition de notre Ministre des colonies, du 18 janvier 1888, litt. A^3, n° 1 ;

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 21 février 1888, n° 13) ;

Vu le rapport ultérieur de notre Ministre prénommé, du 1er mars 1888, Litt. A^3, n° 12 ;

Agrarische Aangelegenheden. — Verponding. — Hoofdgeld. — Verlenging van den termijn van vrijstelling van verponding voor op Java en Madoera in erfpacht afgestane perceelen en opheffing van het door de erfpachters aldaar te betalen hoofdgeld.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, enz., enz., enz.

Op de voordracht van Onzen Minister van Koloniën, dd. 18 Januari 1888, litt. A^3, n° 1 ;

Den Raad van State gehoord (advies van den 21ten Februari 1888 n° 13) ;

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister, dd. 1 Maart 1888, Litt. A^3, n° 12 ;

Avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

Au second alinéa de l'art. 13 de notre arrêté du 20 juillet 1870 (*Indisch Staatsblad*, n° 118), suite notre arrêté du 16 avril 1872 (*Indisch Staatsblad*, n° 116), portant : « La contribution foncière ne sera pas perçue pendant l'année où les terrains sont cédés, ni durant les cinq années suivantes », le mot « cinq » sera remplacé par le mot « dix ».

Article 2.

Les deux derniers alinéas suivants de l'article 14 de Notre arrêté du 20 juillet 1870 (*Indisch Staatsblad*, n° 118), modifié par Notre arrêté du 17 juillet 1877 (*Indisch Staatsblad*, n° 196), sont abrogés :

« Par contre, l'emphytéote paie pour chaque ouvrier « valide, indigène ou oriental étranger, qui demeure à son « service, sur les terrains susmentionnés, une taxe de capi-

---

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen als volgt :

Artikel één.

In de tweede alinea van artikel 13 van Ons besluit van 20 Juli 1870 (*Indisch Staatsblad* n° 118), ingevolge Ons besluit van 16 April 1872 (*Indisch Staatsblad* n° 116), luidende : « Verponding wordt niet geheven gedurende het jaar, waarin de gronden zijn afgestaan en de vijf volgende jaren », wordt in plaats van het woord « vijf » gesteld het woord « tien ».

Artikel 2.

Uit artikel 14 van Ons besluit van 20 Juli 1870 (*Indisch Staatsblad* n° 118), zooals het gelezen wordt ingevolge Ons besluit van 17 Juli 1877 (*Indisch Staatsblad* n° 196), vervallen de laatste twee alinea's, luidende :

« Daarentegen betaalt de erfpachter voor elken werkbaren man,

« tation de cinq florins par an, indépendamment de la « patente, à payer directement par ceux qui exercent un « commerce, une fonction, un métier ou une industrie « quelconque, ou d'autres impôts semblables, auxquels « ces professions pourraient être soumises ultérieure- « ment.

« La capitation dont il est question dans l'alinéa précé- « dent est aussi due pour chaque homme en service sur « l'entreprise de l'emphytéote et établi sur un terrain « possédé par l'emphytéote en propriété, en location ou à « titre de superficie. »

Article 3.

Cet arrêté sortira ses effets à partir du 1er janvier 1888. Il n'apporte pas de modification dans la perception de la contribution foncière pour les années antérieures à l'année 1888.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'exécution

« Inlander of Vreemden Oosterling, die in zijn dienst op zijne « voorschreven gronden woont, een hoofdgeld van vijf gulden per « jaar, afgescheiden van de belasting op het bedrijf, regtstreeks « te voldoen door hen, die eenigen handel, eenig bedrijf, eenig « handwerk of eenige nering uitoefenen, of van zoodanige andere « belastingen, waaraan die bedrijven nader mogen worden onder- « worpen.

« Het hoofdgeld, bedoeld bij de vorige alinea, is ook verschul- « digd voor elken op de onderneming van den erfpachter dienst « doenden man, die gevestigd is op den grond door den erfpachter « in eigendom, in huur of met regt van opstal bezeten. »

Artikel 3.

Dit besluit treedt in werking te rekenen van 1 Januari 1888. Het brengt geene verandering in den aanslag in de verponding over jaren, voorafgaande aan het jaar 1888.

du présent arrêté, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat.

La Haye, le 5 mars 1888.

GUILLAUME.

Le Ministre des colonies.
SPRENGER VAN EIJK.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général
auprès du département des Colonies,
H. VAN DER WIJCK.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

's Gravenhage, den 5den Maart 1888.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
SPRENGER VAN EIJK.

Accordeert met het Origineel :
De Sekretaris-Generaal
bij het Departement van Koloniën,
H. VAN DER WIJCK.

Affaires agraires. — Complément au décret royal du 20 juillet 1870 (« Staatsblad » des Indes néerlandaises, n° 118) réglementant les affaires agraires.

Au nom de S. M. WILHELMINE, par la grace de Dieu, Reine des Pays-Bas, princesse d'Orange-Nassau, etc., etc., etc.

Nous, EMMA, Reine douairière, Régente du royaume;

Sur la proposition du Ministre des colonies, datée du 7 mars 1893, Litt. A³, n° 25,

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 11 avril 1893, n° 13),

Vu le rapport ultérieur de Notre Ministre des colonies en date du 20 avril 1893, Litt, A³, n° 43.

Agrarische aangelegenheden. — Aanvulling van het Koninklijk besluit Van 20 Juli 1870 (« Indisch Staatsblad », n° 118), houdende regeling der agrarische aangelegenheden.

In naam van Hare Majesteit WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Wij EMMA, Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk;

Op de voordracht van den Minister van Koloniën dd. 7 Maart 1893, Litt. A³, n° 25;

Den Raad van State geboord (advies van den 11en April 1893, n° 13);

Gelet op het nader rapport van den Minister van Koloniën van den 20en April 1893, Litt. A³, n° 43;

Avons décrété et décrétons :

L'alinéa suivant sera ajouté à la fin de l'article 16 du décret royal du 20 juillet 1870 (*Staatsblad des Indes néerlandaises*, n° 118) :

On pourra s'écarter des dispositions édictées aux alinéas *a* et *c* du présent article quand une île sera demandée en emphytéose. Le mesurage et le levé pourront n'être faits que pour les terrains exclus de la cession à bail emphytéotique. Si le Gouverneur général accorde une exemption totale ou partielle de l'obligation de faire mesurer les terrains demandés, il fixe le fermage à une somme déterminée à laquelle la surface estimée sert de base et qui ne sera pas modifiée par suite d'un mesurage ultérieur.

Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du

Hebben goedgevonden en verstaan :

Aan het slot van artikel 16 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 (*Indisch Staatsblad*, nr 118), de volgende alinea toe te voegen :

Van de bepalingen voorkomende onder de letters *a* en *c* van dit artikel kan worden afgeweken wanneer een eiland in erfpacht wordt gevraagd. De opmeting en kaarteering kan dan worden beperkt tot die gronden welke van de uitgifte in erfpacht worden uitgezonderd. Wanneer de Gouverneur-Generaal geheele of gedeeltelijke ontheffing verleent van de verplichting om de aangevraagde gronden te doen opmeten, stelt hij de pachtsom op een vast bedrag, waaraan de geschatte oppervlakte ten grondslag ligt en waarop latere meting geen invloed uitoefent.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit

présent arrêté dont copie sera envoyée pour information au Conseil d'Etat.

Het Loo, le 25 avril 1893.

EMMA.

Le Ministre des Colonies,
VAN DEDEM.

Certifié conforme à l'original :
Le Secrétaire général
du département des Colonies.
A. E. ELIAS, *l. s.*

---

besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 25en April 1893.

EMMA.

De Minister van Koloniën,
VAN DEDEM.

Affaires agraires. — Modification de l'article 16 de l'arrêté royal du « Staatsblad » 1870, n° 118, complété par l'arrêté royal du « Staatsblad » 1893, n° 151.

Au nom de Sa Majeste WILHELMINE, par la grace de Dieu, Reine des Pays-Bas, Princesse d'Orange-Nassau, etc., etc., etc,

Nous, EMMA, Reine douairière, Régente du Royaume.

Sur la proposition du Ministre des Colonies en date du 18 avril 1896, litt. A³, n° 22;

Le Consei d'Etat entendu (avis du 5 mai 1896, n° 16);

Vu le rapport ultérieur du Ministre des Colonies du 18 mai 1896, litt. A³, n° 49;

Prenant en considération que l'article 16 du décret

Agrarische aangelegenheden. — Wijziging van artikel 16 van het Koninklijk besluit in « Staatsblad » 1870, n° 118, zooals dat artikel is aangevuld bij het Koninklijk besluit in « Staatsblad » 1893, n° 151.

In Naam van Hare Majesteit WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Wij EMMA, Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk,

Op de voordracht van den Minister van Koloniën dd. 18 April 1896, Litt. A³, n° 22;

Den Raad van State gehoord (advies van den 5en Mei 1896, n° 16);

Gezien het nader rapport van den Minister van Koloniën van den 8en Mei 1896, Litt. A³, n° 49;

royal du 20 juillet 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118), tel qu'il a été complété par l'arrêté royal du 25 avril 1893, n° 50 (*Indisch Staatsblad*, n° 151) demande modification ;

Avons décrété et décrétons :

Le troisième alinéa de l'article mentionné sera conçu comme suit :

Il sera donné suite à la demande endéans les trois mois après la réception du plan ou bien de la demande, si le lever du plan a eu lieu par les soins du Gouvernement, et ce :

a) Par le Directeur de l'administration de l'intérieur, si la demande doit être rejetée pour motifs de dispositions légales, et

b) Par le Gouverneur général dans tous les autres cas.

Overwegende dat artikel 16 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118), zooals dat artikel is aangevuld bij het Koninklijk besluit van 25 April 1893, n° 50 (*Indisch Staatsblad* n° 151) wijziging vereischt;

Hebben goedgevonden en verstaan :

Te bepalen dat de derde alinea van het aangehaalde artikel zal worden gelezen als volgt :

Op de aanvraag wordt beschikt binnen drie maanden na ontvangst van de kaart dan wel van de aanvraag, wanneer de opneming van Gouvernementswege heeft plaats gehad, en wel :

a) Door den Directeur van Binnenlandsch Bestuur indien de aanvraag op grond van wettelijke bepalingen moet worden afgewezen en

b) Door den Gouverneur-Generaal in alle andere gevallen.

Bij afwijzing worden de redenen in de beschikking vermeld.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit

En cas de rejet, les motifs sont mentionnés dans la décision.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat,

Faulensee-Bad, le 13 mai 1896.

EMMA.

Le Ministre des Colonies,
BERGSMA.

Conforme à l'original,
Le Secrétaire général
du Département des Colonies,
A.-E. ELIAS.

---

besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Faulensee-Bad, den 13en Mei 1896.

EMMA.

De Minister van Koloniëm,
BERGSMA.

Accordeert met het origineel :
De Secretaris-Generaal
bij het Departement van Koloniën,
A. E. ELIAS.

Affaires agraires. — Prescriptions concernant le mode d'exécution des dispositions sur la cession de terrains à bail emphythéotique.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes Néerlandaises du 27 décembre 1872, n° 28.

Vu, etc.

Les décrets royaux du 20 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad* n° 118) et du 16 avril (*Staatsblad* n° 116) ;

Le Conseil des Indes Néerlandaises ; entendu :

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Premièrement : D'ordonner, que les règles supplémentaires suivantes soient observées :

Agrarische aangelegenheden. — Voorschriften omtrent de wijze van uitvoering der bepalingen op de uitgifte van gronden in erfpacht.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, van den 27en December 1872, n° 28.

Gelezen, enz.;

Gelet op de Koninklijke besluiten van 20 Juli 1870 n° 15 (*Staatsblad* n° 118) en 16 April 1872 n° 28 (*Staatsblad* n° 116);

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

IS GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Eerstelijk : Te bepalen, dat de navolgende regelen in acht genomen worden :

A. — *Offre de terrains à bail emphytéotique.*

§ 1. Les chefs d'administration départementale à Java et Madura (les résidences de Batavia, Sourakarta et Djokdjokarta exceptées) nomment, pour chacune des divisions où sont situés des terrains non défrichés, une ou plusieurs commissions, se composant chacune d'un fonctionnaire européen et d'un fonctionnaire indigène, qui sont chargées d'examiner et de constater quels terrains sont propres à la cession à bail emphytéotique.

§ 2. La commission, nommée dans le § précédent, dresse un plan-croquis des terrains existants convenables, les partageant en parcelles, formant autant que possible un tout d'environ cinq cents *bouws*, et examine :

1° Si le terrain ne tombe pas sous application des termes du litt. *a-e* de l'article 9 de l'arrêté royal du 15 avril 1872 (*Staatsblad* n° 116) ;

2° Si le terrain — en attendant l'indication des ré-

A. — *Bij aanbieding van gronden in erfpacht.*

§ 1. De Hoofden van gewestelijk bestuur op Java en Madura (de residentiën Batavia, Soerakarta en Djokdjokarta uitgezonderd) benoemen voor ieder der afdeelingen, waarin onontgonnen gronden voorkomen, eene of meer kommissiën, elk bestaande uit een europeesch en een inlandsch ambtenaar, aan welken wordt opgedragen, te onderzoeken en te konstateren welke gronden tot uitgifte in erfpacht geschikt zijn.

§ 2. De in de vorige § genoemde kommissie vervaardigt eene schetskaart der aanwezige geschikte gronden, ze verdeelende in zooveel mogelijk één geheel uitmakende perceelen van ongeveer vijf honderd bouws, en onderzoekt :

1° Of de grond niet valt in de termen van litt. *a-e* van artikel 9 van het Koninklijk besluit van 16 April 1872 (*Staatsblad* n° 116);

2° Of de grond — in afwachting der aanwijzing van de streken,

gions désignées par litt. *f* de l'article susmentionné, quand il sera publié des prescriptions plus précises à ce sujet — ne doit pas rester disponible pour l'extension de la culture du café organisée par l'administration ;

3° Au-dessus de quel loyer minimum entre 1 et 5 florins le *bouw* par an, le terrain peut être cédé, en tenant compte, pour la fixation de ce minimum, de la nature des terrains, de leur situation plus ou moins favorable et de tout ce qui peut, du reste, exercer une influence sur la valeur des terrains ;

4° Dans le cas où des tiers auraient droit à une partie des terrains, mais seraient disposés à se désister de ce droit, moyennant quelle somme leur consentement sera acquis.

Le résultat de l'enquête est constaté par un procès-verbal, mentionnant minutieusement les motifs sur lesquels est fondé l'avis de la commission.

---

bedoeld bij la *f* van voornoemd artikel, als wanneer nadere voorschriften hieromtrent zullen worden uitgevaardigd — niet behoort beschikbaar te blijven voor de uitbreiding der Gouvernements-koffijkultuur;

3° Boven welke minimum-pachtsom tusschen 1 en 5 gulden per bouw 's jaars de grond kan worden afgestaan; zullende bij de bepaling van dat minimum acht moeten worden gegeven op den aard der gronden, hunne min of meer gunstige ligging en verder op alles wat invloed heeft op de waarde der gronden;

4° Voor het geval anderen op een gedeelte van den grond regt hebben, doch genegen zijn zich van hun regt te ontdoen, met welke afkoopsom door hen genoegen wordt genomen.

De uitslag van het onderzoek wordt gekonstateerd bij een proces-verbaal, dat omstandig de redenen vermeldt, waarop het gevoelen der kommissie rust.

§ 3. Les chefs d'administration départementale font, en se basant sur le résultat de l'enquête et en produisant la carte-croquis et le procès-verbal désignés au paragraphe précédent, les propositions concernant le mesurage des parcelles déclarées de la part du Gouvernement.

§ 4. Aussitôt que les parcelles, comme suite aux propositions désignées au § 3, auront été mesurées par ordre du Gouvernement, par un arpenteur juré du Gouvernement et décrites et portées sur le plan, et que l'offre en aura été décidée par le Gouvernement, il est fait une annonce publique de la manière déterminée par le § 6.

§ 5. En même temps, il est fait dans les villages environnants, par une commission nommée et composée conformément aux dispositions du § 1er, une publication donnant une indication précise des terrains présentés ; cette commission fera savoir aux administrateurs et aux habitants qu'il leur est loisible d'exposer leurs droits à ce sujet, pendant un mois, à l'administration locale européenne.

---

§ 3. De Hoofden van gewestelijk bestuur doen, in verband met den uitslag van het onderzoek, onder overlegging van de schetskaart en van het proces-verbaal, bedoeld in de vorige §, geleidelijk voorstellen betreffende de opmeting van 's landswege van de aangegeven perceelen.

§ 4. Zoodra de perceelen op last der Regering, naar aanleiding van de in § 3 bedoelde voorstellen, door een Gouvernements-gezworen landmeter zijn opgemeten, beschreven en in kaart gebragt, en tot de aanbieding door de Regering besloten is, geschiedt daarvan eene openbare aankondiging op de wijze, bij § 6 aangegeven.

§ 5. Tegelijkertijd geschiedt eene bekendmaking, houdende duidelijke aanwijzing van de aangeboden gronden, in de naaste dorpen door eene kommissie, benoemd en zamengesteld overeenkomstig het bepaalde bij § 1, en wordt door deze den bestuurders en ingezetenen medegedeeld, dat het hun vrijstaat om gedurende

De l'un et de l'autre, il sera dressé procès-verbal à produire avec l'avis à envoyer par les Résidents, après l'expiration dudit terme, accompagné de leurs considérations et avis, dans le cas où des oppositions auraient été soulevées.

§ 6. Le Directeur de l'administration de l'intérieur fait l'annonce suivante dans le *Javasche Courant* :

« Y étant autorisé, le Directeur de l'administration de
« l'Intérieur fait savoir que le Gouvernement se propose
« de céder à bail emphythéotique, pour une époque de
« 75 années, une étendue de *bouws* de terrains
« non défrichés, situés dans le district ,
« régence , résidence ,
« connus sous le nom de , conformément
« aux dispositions, parues dans les arrêtés royaux du
« 20 juillet 1870 (*Staatsblad*, n° 118) et du 16 avril 1872
« (*Staatsblad*, n° 116) et dans l'ordonnance du 27 décem-

---

eene maand hunne belangen ter zake aan het europeesch plaatselijk bestuur voor te dragen.

Van een en ander wordt proces-verbaal gedresseerd, over te leggen bij het door de Residenten, na ommekomst van genoemden termijn, in te zenden berigt, vergezeld van hunne konsideratiën en advies voor het geval bezwaren zijn ingebragt.

§ 6. De Direkteur van Binnenlandsch Bestuur doet de navolgende aankondiging in *Javasche Courant* :

« Daartoe gemagtigd, maakt de Direkteur van Binnenlandsch
« Bestuur bekend, dat de Regering het voornemen heeft, om
« eene uitgestrektheid van . . . bouws onontgonnen grond,
« gelegen in het distrikt . . . . ,
« regentschap. . . . . , residentie
« . . . . , bekend onder den naam
« van . . . . , voor een tijdvak van 75 jaar in
« erfpacht af te staan, overeenkomstig de bepalingen, voor-

« bre 1872 (*Staatsblad*, n° 237*a*) et, en outre, sous les « conditions spéciales suivantes :

« Celui qui fait, à l'inscription publique, l'offre la plus « élevée au-dessus du minimum fixé de fl.   le *bouw* « par an est choisi comme adjudicataire pour la cession à « bail emphytéotique de ces terrains.

« Il est donné l'occasion aux intéressés, à compter « d'aujourd'hui jusqu'au   (quatre mois après la « date), de consulter tous les jours, à l'exception des « dimanches et jours fériés, au bureau du directeur de « l'administration de l'intérieur, le bulletin d'arpentage « et le plan des terrains, ainsi que la note présentée par « l'arpenteur juré du Gouvernement, pour le mesu- « rage, etc.... des terrains, dont le montant est de fl.

« Les amateurs sont invités à envoyer leurs billets « d'inscription au directeur de l'administration de l'Inté- « rieur, au plus tard avant ou le   , l'avant-midi « à   heures.

« komende in de Koninklijke besluiten van 20 Juli 1870 (*Staats-* « *blad* n° 118) en 16 April 1872 (*Staatsblad* n° 116) en in de ordon- « nancie van 27 December 1872 (*Staatsblad* n° 237*a*), en voorts « onder de volgende bijzondere voorwaarden :

« Voor de uitgifte in erfpacht dezer gronden komt in aanmer- « king hij, die bij de openbare inschrijving de hoogste som biedt « boven het vastgestelde minimum van *f*   per bouw 's jaars.

« Aan belanghebbenden wordt, gerekend van heden tot . . « . . . . . (4 maanden na dato), dagelijks, met uitzondering « van Zon- en feestdagen, ten kantore van den Direkteur van « Binnenlandsch Bestuur de gelegenheid gegeven tot kennis- « neming van den meetbrief en de kaart der gronden, bene- « vens van de door den Gouvernements landmeter overgelegde « rekening voor het opmeten enz. der gronden, waarvan het « bedrag is *f*

« Gegadigden worden uitgenoodigd hunne biljetten van in-

« Les billets doivent être écrits en néerlandais ou en « malais, être fermés et munis d'une inscription sur l'en- « veloppe, qui indiquera le but, auquel ils sont destinés ; « ils doivent contenir le nom, prénom, la profession et le « domicile du soumissionnaire, sa signature, la descrip- « tion des terrains pour lesquels il soumissionne, le fer- « mage par *bouw* et par année, qui est offert par lui, ainsi « que la date et le choix de domicile.

« Les billets d'inscription sont ouverts en public au « bureau du directeur de l'administration de l'intérieur, « dans la matinée de la date susmentionnée, à heures, « ce dont il sera dressé procès-verbal. »

§ 7. En même temps il sera donné connaissance aux intéressés, du contenu de cette annonce, par insertion sommaire, dans au moins deux feuilles particulières, et puis, au moyen d'affiches en langue néerlandaise et indigène dans les lieux les plus convenables.

§ 8. Le procès-verbal de l'ouverture des billets, avec

« schrijving in te zenden aan den Direkteur van Binnenlandsch « Bestuur uiterlijk vóór of op den . . . . , « des voormiddags te. . . uur.

« De biljetten moeten zijn geschreven in de Nederlandsche of « Maleische taal, gesloten en van een opschrift op den omslag « voorzien, waaruit blijkt het doel, waarvoor zij bestemd zijn, « en moeten bevatten den naam, den voornaam, het beroep en de « woonplaats van den inschrijver, zijne handteekening, de om- « schrijving van de gronden, waarvoor wordt ingeschreven, de « erfpachtsom per bouw en per jaar, welke door hem wordt « geboden, benevens dagteekening en keuze van woonplaats.

« De inschrijvingsbiljetten worden in het openbaar geopend « ten kantore van den Direkteur van Binnenlandsch Bestuur des « voormiddags van evengenoemde dagteekening, te uur, waar- « van proces-verbaal wordt opgemaakt. »

§ 7. Van den inhoud dezer aankondiging wordt den belang-

les propositions nécessaires est présenté, le plus tôt possible, par le directeur de l'administration de l'Intérieur, au Gouvernement.

§ 9. A moins que, par suite de la publication mentionnée au § 5, des griefs sérieux ne se soient produits contre la cession, les terrains sont adjugés à celui qui aura fait l'offre la plus avantageuse au-dessus du minimum fixé, et qui satisfait, pour le surplus, aux conditions requises.

Quand plus d'une personne a offert le même fermage le plus élevé, celui qui, à l'ouverture des billets, y sera désigné par le sort, sera supposé avoir fait l'offre la plus avantageuse.

§ 10. S'il n'est pas fait d'inscription dépassant le minimum fixé, le Gouverneur général décide si, oui ou non, une nouvelle inscription publique aura lieu.

---

hebbenden mede kennis gegeven, door plaatsing in verkorten vorm in minstens 2 partikuliere bladen en voorts door midde van aanplakbiljetten in de Nederlandsche- en landstaal op de meest geschikte plaatsen.

§ 8. Het proçes-verbaal van opening der biljetten wordt, vergezeld van de noodige voorstellen, door den Direkteur van Binnenlandsch Bestuur ten spoedigste aan de Regering aangeboden.

§ 9. Tenzij tengevolge van de bij § 5 bedoelde bekendmaking overwegende bezwaren tegen de uitgifte gerezen zijn, worden de gronden door den Gouverneur-Generaal toegewezen aan hem, die boven het bepaalde minimum het voordeeligst bod heeft gedaan en die overigens aan de gestelde vereischten voldoet.

Wanneer meer dan een persoon dezelfde hoogste pachtsom heeft geboden, wordt hij, die daartoe bij de opening der biljetten door het lot is aangewezen, geacht het voordeeligst bod te hebben gedaan.

§ 10. Indien geene inschrijving boven het gestelde minimum is gedaan, beslist de Gouverneur-Generaal of er al dan niet eene nieuwe openbare inschrijving zal plaats hebben.

Dans le cas où une inscription publique n'est pas valable pour un motif ou autre, une nouvelle inscription a lieu.

B. — *Demande de terrains à bail emphytéotique.*

§ 1. Celui, qui désire demander des terrains à bail emphytéotique, s'adresse au chef d'administration du département, dans lequel les terrains sont situés; celui-ci fait indiquer clairement, en présence d'une commission nommée et composée comme il a été déterminé par litt. *A* § 1, sur les lieux, les terrains qu'il désire et dont il est dressé un plan pour autant qu'ils n'aient pas encore été mesurés par les soins du Gouvernement.

Alors, si cela n'a pas encore eu lieu, conformément aux dispositions indiquées à la litt. *A*, une enquête est ouverte

---

Bijaldien de openbare inschrijving om eenige reden niet geldig is, heeft eene nieuwe plaats.

B. — *Bij aanvraag van gronden in erfpacht.*

§ 1. Hij, die gronden in erfpacht wenscht aan te vragen, wendt zich tot het Hoofd van Bestuur van het gewest, waarin de gronden gelegen zijn, dat hem in tegenwoordigheid van eene kommissie, benoemd en zamengesteld als bij litt. *A* § 1 is bepaald, op het terrein duidelijk doet aanwijzen de gronden, die hij begeert, waarvan, voor zoover ze niet reeds van landswege zijn opgemeten, eene schetskaart wordt vervaardigd.

Alsdan wordt, indien zulks niet reeds overeenkomstig de bepalingen, onder *A* voorkomende, is geschied, een onderzoek ingesteld overeenkomstig litt. *A* § 2 en wordt vervolgens eene bekendmaking gedaan in de naaste dorpen, overeenkomstig litt. *A* § 5.

§ 2. Het Hoofd van gewestelijk bestuur dient, in verband met den uitslag van dat onderzoek en van die bekendmaking, aan den

conformément au litt. *A* § 2, et une publication est faite ensuite dans les villages environnants, conformément au litt. *A* § 5.

§ 2. Le chef de l'administration départementale, d'après le résultat de cette enquête et de cette publication, présente au Directeur de l'administration de l'Intérieur des propositions concernant la cession ou le refus de céder la parcelle demandée.

S'il y a des conditions particulières à faire à la cession, celles-ci sont présentées en même temps.

§ 3. S'il n'existe pas d'obstacles à la cession de la part du Gouvernement, il est donné connaissance, en son nom, à l'intéressé, par le chef de l'administration départementale, qu'il peut adresser au Gouvernement la requête pour la cession des terrains désignés par lui, avec production d'un bulletin d'arpentage, ou, si les terrains ont déjà été mesurés par les soins du Gouvernement, de la preuve que les frais d'arpentage ont été versés par lui au trésor du pays.

Direkteur van Binnenlandsch Bestuur bepaalde voorstellen in omtrent de al of niet uitgifte van het aangevraagd perceel.

Zijn er bij uitgifte bijzondere voorwaarden te stellen, zoo worden die tevens voorgebragt.

§ 3. Indien bij de Regering tegen de uitgifte geene bezwaren bestaan, wordt den belanghebbende namens Haar door het Hoofd van gewestelijk bestuur te kennen gegeven, dat hij zich tot de Regering kan wenden, met het verzoek om afstand van de door hem bedoelde gronden, onder overlegging van een' meetbrief of, voor zoover de gronden reeds van landswege zijn opgemeten, van een bewijs, dat de kosten der opmeting door hem in 's lands kas zijn gestort.

C. — *Demand de terrains à bail emphytéotique pour l'établissement de petites campagnes et résidences.*

La demande de terrains désignés dans cette section, sera soumise aux règles mentionnées sous litt. *B*, à la condition pourtant qu'à l'enquête désignée par litt. *A* § 2, au lieu d'un fermage minimum, on déclare le montant le plus élevé de la rente foncière, ou de l'impôt qui la remplace, montant qui entrera en ligne de compte à titre de fermage.

D. — *A la demande de remplacement de conventions pour la cession à bail, conformément aux dispositions du* Staatsblad, 1856, nº 64, *par la cession à bail emphytéotique.*

Le preneur à bail de terrains vacants qui désire voir remplacer le bail par un bail emphytéotique, s'adresse à cet effet au Gouvernement, par l'intermédiaire du chef de l'administration de la province dans laquelle les terrains sont situés.

C. — *Bij aanvraag van gronden in erfpacht ter inrigting voor kleine landgoederen en buitenverblijven.*

Bij aanvraag van gronden, in deze afdeeling bedoeld, worden de regelen gevolgd, vermeld bij litt.B, onder bepaling echter, dat bij het onderzoek, bedoeld bij litt.A § 2, instede van een minimum-pachtschat, aangegeven wordt het hoogste bedrag der landrente of der belasting, die deze vervangt, welk bedrag als pachtsom in aanmerking komt.

D. — *Bij aanvraag om vervanging van overeenkomsten van verhuur, overeenkomstig* Staatsblad 1856, *nº* 64 *door afstand in erfpacht.*

De huurder van woeste gronden, die de huur wenscht te zien vervangen door erfpacht, wendt zich daartoe tot de Regering, door tusschenkomst van het Hoofd van Bestuur van het gewest, waarin de gronden gelegen zijn.

Le chef de l'administration départementale nomme une commission, de la manière déterminée par l'ordonnance du 21 mai 1870 (*Staatsblad*, n° 52), qui fixe provisoirement le chiffre de l'évaluation pour la contribution foncière, pour arriver à la solution de la question de savoir : Si le remplacement sera, oui ou non, avantageux pour le pays.

Dans l'un et dans l'autre cas, le chef de l'administration régionale envoie la requête et les décisions relatives, avec son avis, au Gouvernement par l'intermédiaire du Directeur de l'administration de l'intérieur.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes Néerlandaises :
Le Secrétaire Général,
Van HARENCARSPEL.

Publié le 31 décembre 1872.
Le Secrétaire Général,
Van HARENCARSPEL.

Het Hoofd van gewestelijk bestuur benoemt eene kommissie, op de wijze als bepaald is bij de ordonnancie van 21 Mei 1870 (*Staatsblad* n° 52), die het cijfer van den aanslag in de verponding voorloopig vaststelt, om te geraken tot oplossing der vraag : of de vervanging al dan niet voordeelig zal zijn voor den lande.

Na afloop van een en ander, zendt het Hoofd van gewestelijk bestuur het verzoekschrift en de betrekkelijke bescheiden, onder bekendstelling van zijn gevoelen, aan de Regering door tusschenkomst van den Direkteur van Binnenlandsch Bestuur.

Ter ordonnancie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Sekretaris,
VAN HARENCARSPEL.

Uitgegeven den een-en-dertigsten December 1872.
De Algemeene Sekretaris,
VAN HARENCARSPEL.

Affaires agraires. — Article 1er de l'arrêté royal (« Staatsblad » 1870, n° 118,) déclaré applicable, dans les pays gouvernementaux, aux possessions extérieures.

Au nom du ROI!

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu;

A tous ceux qui verront ou entendront lire la présente, Salut!

Fait savoir :

Que, jugeant utile, en faisant usage du pouvoir, conféré par l'article 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118) de déclarer applicable aux pays gouvernementaux, dans les possessions en dehors de Java et Madura, l'article 1er de cet arrêté, suivant

---

Agrarische aangelegenheden. — Toepasselijk verklaring van art. 1 van het Koninklijk besluit in « Staatsblad » 1870 n° 118 op de Gouvernements landen op de buitenbezittingen.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indie,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut!

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende om, met gebruikmaking van de bevoegdheid, verleend bij artikel 20 van het Koninklijk besluit

lequel, tout en respectant la 2e et 3e stipulation de la loi du 9 avril 1870 (*Indisch Staatsblad*, 1870, n° 55), le principe que tout terrain sur lequel il n'est pas établi de droit de propriété par des tiers, fait partie du domaine de l'Etat, est maintenu;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises;

Il a arrêté et arrête

L'article 1er de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staastblad*, n° 118) est aussi applicable aux pays gouvernementaux, dans les possessions en dehors de Java et Madura, tout en respectant ce qui est stipulé dans

---

dat besluit, luidens hetwelk behoudens opvolging van de tweede en derde bepaling der Wet van 9 April 1870 (*Indisch Staatsblad* 1870 n° 55) het beginsel gehandhaafd blijft, dat alle grond, waarop niet door anderen regt van eigendom wordt bewezen, domein van den Staat is, op de Gouvernements landen in de bezittingen buiten Java en Madura van toepassing te verklaren;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië;

Heeft goedgevonden en verstaan:

Artikel 1 van het Koninklijk besluit van 20 Julij 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118) is, behoudens het bepaalde bij het tweede lid van artikel 27 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, ook van toepassing op de van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118), artikel 1 van

le deuxième membre de l'article 27 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, ainsi que la 2e et la 3e stipulation de la loi du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staastblad*, n° 118).

Fait à Buitenzorg, le 14 septembre 1875.

VAN LANSBERGE.

Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

Publié le 19 septembre 1875.

Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

Gouvernements landen in de bezittingen buiten Java en Madura

Gedaan te Buitenzorg, den 14den September 1875.

VAN LANSBERGE.
De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Uitgegeven den negentienden September 1875.

De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Affaires agraires. — Droits et obligations de l'emphythéote.

AU NOM DU ROI !

LE GOUVERNEUR DES INDES NÉERLANDAISES,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous, qui verront ou entendront lire la présente, SALUT !

FAIT SAVOIR :

Que, jugeant utile, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118), de déterminer les droits et obligations restants de l'emphythéote, en tant qu'il est nécessaire de s'écarter des prescriptions relatives au droit d'emphytéose insérées au Code civil des Indes néerlandaises ;

Agrarische aangelegenheden. — Regten en verpligtingen van den erfpachter.

IN NAAM DES KONINGS !

DE GOUVERNEUR-GENERAAL VAN NEDERLANDSCH-INDIE,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, SALUT !

DOET TE WETEN :

Dat Hij, het noodig achtende overeenkomstig het bepaalde bij artikel 15 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118) te omschrijven de overige regten en verpligtingen van den erfpachter, voor zoover afwijking noodzakelijk is van de voorschriften betreffende het erfpachtsregt in het burgerlijk wetboek van Nederlandsch-Indië;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises;

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

Les droits et obligations du preneur à bail emphythéotique de terrains domaniaux, en tant qu'ils ne sont pas réglés par les arrêtés royaux du 20 juillet 1870 n° 15 et du 16 avril 1872 n° 18 (*Indische Staatsbladen* de ces années n°s 118 et 116), sont régis par le titre 8 du livre II du Code civil des Indes Néerlandaises, sauf les dispositions des articles suivants.

Article 2.

L'emphytéote peut faire, pour son propre usage, des enlèvements ou des extractions de pierres, d'argile et

---

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Artikel één.

De regten en verpligtingen van den erfpachter van domeingrond, voor zoover die niet geregeld zijn bij de Koninklijke besluiten van 20 Juli 1870 n° 15 en 16 April 1872 n° 28 (*Indische Staatsbladen* van die jaren n°s 118 en 116), worden beheerscht door den 8sten titel van het 2de boek van het burgerlijk wetboek van Nederlandsch-Indië, behoudens de bepalingen in de volgende artikelen.

Artikel 2.

De erfpachter mag ten eigen gebruike af- of uitgravingen doen van steen, klei of andere soortgelijke tot het erf behoorende

d'autres espèces de terres semblables appartenant au terrain et qui ne font pas l'objet d'exploitations minières proprement dites.

ARTICLE 3.

L'emphythéote a la libre disposition de tous les arbres et plantations, qu'ils soient ou non plantés par lui, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement d'une façon formelle.

ARTICLE 4.

L'emphytéote doit tolérer l'établissement de nouvelles conduites d'eau, sauf droit à dédommagement.

ARTICLE 5.

Il doit communiquer à l'Administration, en déans un mois, sous peine d'une amende de 25 à 100 florins, toute transmission du droit d'emphytéose, ainsi que la remise

---

grondspeciën, welke niet het voorwerp zijn van eigenlijk gezegde mijn-ontginning.

ARTIKEL 3.

De erfpachter heeft de vrije beschikking over alle boomen en beplantingen, hetzij die al of niet door hem zelven zijn aangelegd, hetzij uitdrukkelijk anders is overeengekomen.

ARTIKEL 4.

De erfpachter moet het aanleggen van nieuwe waterleidingen dulden, behoudens regt op schadeloosstelling.

ARTIKEL 5.

Van iederen overgang van het erfpachtsregt, alsmede van de opdragt van het beheer der onderneming aan een gemagtigde moet, op verbeurte van eene geldboete van *f* 25. — (*vijf en twintig*

de la direction de l'entreprise, à un fondé de pouvoir.

Fait à Buitenzorg, le 27 décembre 1872.

LOUDON.

Le Secrétaire général,
VAN HARENCARSPEL.

Publié le 31 décembre 1872.

Le Secrétaire général,
VAN HARENCARSPEL.

---

gulden) tot *f* 100. — (*een honderd gulden*), binnen eene maand kennisgave geschieden aan het bestuur.

Gedaan te Buitenzorg, den 27 ten December 1872.

LOUDON.

De Algemeene Sekretaris,
VAN HARENCARSPEL.

Uitgegeven den een-en-dertigsten December 1872.

De Algemeene Sekretaris,
VAN HARENCARSPEL.

Terres vacantes. — Sumatra. — Règlement du mode de cession de terres vacantes dans les pays gouvernementaux de Sumatra.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu,

A tous ceux qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que, jugeant utile de faire disparaître toute incertitude concernant les droits de l'Etat sur les terres vacantes dans les pays gouvernementaux à Sumatra, et de fixer en même temps les règles suivant lesquelles ces terrains peuvent être cédés à bail emphytéotique ;

Woeste Gronden. — Sumatra. — Regeling der wijze van uitgifte van onbebouwde gronden in de gouvernements-landen van Sumatra.

In naam des KONINGS !

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indie

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord,

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut :

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende, allen twijfel weg te nemen omtrent de regten van den Staat op de woeste gronden in de gouvernementslanden op Sumatra, en tevens regelen vast te stellen, volgens welke die gronden in erfpacht kunnen worden uitgegeven;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, et l'article 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad*, n° 118).

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

Toutes les terres vacantes dans les pays gouvernementaux, à Sumatra, appartiennent au domaine de l'Etat, en tant qu'il n'y est pas exercé de droits, dérivant du droit de défrichement, par la population indigène.

La disposition de ces terres appartenant au domaine de l'Etat, est confiée exclusivement au Gouvernement, sauf le droit de défrichement de la population.

Article 2.

Les terres qui sont à la disposition du Gouvernement

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, en op artikel 20 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870, n° 15 (*Staatsblad* n° 118);

Heeft goedgevonden en verstaan:

Artikel één.

Alle woeste gronden in de gouvernementslanden op Sumatra behooren, voor zoover daarop door leden der inheemsche bevolking geen aan het ontginningsregt ontleende regten worden uitgeoefend, tot het Staatsdomein.

Over die tot het Staatsdomein behoorende gronden berust, behoudens het ontginningsregt der bevolking, de beschikking uitsluitend bij het Gouvernement.

Artikel 2.

De ter beschikking van het Gouvernement staande gronden

sont, sur requête et sur la production d'un bulletin d'arpentage, cédées à bail emphytéotique, par le Gouverneur général, pour 75 ans au plus, contre un fermage annuel de 1 florin par *bouw*.

Article 3.

Le sous-sol contenant des minéraux n'est pas compris dans le bail emphytéotique.

L'emphytéote est obligé de tolérer l'exploitation de minéraux par le Gouvernement ou en vertu de concessions octroyées par lui, suivant des règles à déterminer par ordonnance générale.

Article 4.

Sont admis comme emphytéotes :

Les Néerlandais,

Les résidents aux Pays-Bas,

Les résidents aux Indes Néerlandaises,

---

worden op aanvraag, onder overlegging van een meetbrief, door den Gouverneur-Generaal uitgegeven in erfpacht voor ten hoogste 75 jaren, tegen eene jaarlijksche erfpachtsom van *f* 1.— (*een gulden*) per bouw.

Artikel 3.

In de erfpacht is niet begrepen de delfstoffen bevattende ondergrond.

De erfpachter is verpligt, de ontginning van delfstoffen door of op concessie van het Gouvernement te gedoogen, volgens regelen, bij algemeene verordening te stellen.

Artikel 4.

Als erfpachters worden toegelaten :

Nederlanders,

Ingezetenen van Nederland,

Ingezetenen van Nederlandsch-Indië.

Les sociétés de commerce, établies dans les Pays-Bas ou aux Indes Néerlandaises.

Cette disposition n'apporte pas de modification dans les ordonnances déterminant, en vertu de l'article 105 du réglement sur l'administration du Gouvernement des Indes Néerlandaises, les conditions d'admission des Néerlandais et des étrangers.

Les dispositions existantes relatives à la participation des employés de l'État à des entreprises agricoles ou industrielles sont applicables en ce qui concerne leur admission en qualité d'emphytéotes, sauf règlement ultérieur, pour autant qu'il en soit besoin.

ARTICLE 5.

Les terrains cédés à bail emphytéotique, les bâtiments et constructions, y élevés, et les productions des terrains ou des entreprises industrielles y établies, sont soumis aux impôts existants ou aux impôts généraux à établir.

Vennootschappen van koophandel, gevestigd in Nederland of in Nederlandsch-Indië.

Deze bepaling brengt geen verandering in de verordeningen, krachtens art. 105 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, regelende de voorwaarden der toelating van Nederlanders en vreemdelingen.

Behoudens nadere regeling, voor zooveel noodig, gelden, met betrekking tot de toelating van landsdienaren als erfpachters, de bestaande bepalingen omtrent deelneming van landsdienaren in ondernemingen van landbouw en nijverheid.

ARTIKEL 5.

De in erfpacht afgestane gronden, de daarop geplaatste gebouwen en opstallen en de voortbrengselen der gronden of der daarop gevestigde ondernemingen van nijverheid zijn onderworpen aan de bestaande of in te voeren algemeene belastingen.

La contribution foncière n'est pas prélevée pendant l'année durant laquelle les terrains ont été cédés, ni pendant les cinq années suivantes.

Article 6.

La requête, est rendue publique dans les villages environnants par une commission nommée par le chef de l'Administration locale et composée d'un fonctionnaire européen et d'un fonctionnaire indigène, qui examinent, en même temps, et constatent par procès-verbal, si les terrains demandés appartiennent ou non à ceux dont le Gouvernement a la disposition de par l'article 1er.

Pendant un mois, il est permis aux indigènes et aux autres intéressés d'exposer leurs droits à ce sujet à l'Administration locale européenne.

Après l'expiration de ce terme, le chef de l'Administration locale envoie les pièces, accompagnées de ses

---

Verponding wordt niet geheven gedurende het jaar, waarin de gronden zijn afgestaan, en de vijf volgende jaren.

Artikel 6.

De aanvraag wordt in de naaste dorpen bekend gemaakt door een kommissie, benoemd door het hoofd van plaatselijk bestuur en bestaande uit een europeesch en een inlandsch ambtenaar, welke tevens onderzoeken en bij proces-verbaal konstateren, of de aangevraagde gronden al dan niet behooren tot die, over welke, ingevolge artikel 1, de beschikking is bij het Gouvernement.

Gedurende een maand wordt den inboorlingen en anderen belang hebbenden vrijgelaten, hunne belangen ter zake aan het europeesch plaatselijk bestuur voor te dragen.

Na verloop van dien termijn zendt het hoofd van plaatselijk bestuur de stukken, vergezeld van zijne consideratiën en advies,

observations et avis, au directeur de l'Administration de l'intérieur, par l'intermédiaire du chef de l'Administration départementale.

ARTICLE 7.

En faisant connaître son avis, le chef de l'Administration provinciale fait savoir si, et en cas d'affirmative,dans quelle mesure les institutions du pays comportent que les chefs du peuple soient consultés dans cette affaire, et ce qui dans ce cas, est ou doit encore être fait, pour s'assurer leur concours.

ARTICLE 8.

Dans les régions de Sumatra où le monopole du sel est encore en activité, la fabrication du sel est interdite sur les terrains cédés à bail emphytéotique.

ARTICLE 9.

Les droits et obligations de l'emphytéote sont régis

---

door tusschenkomst van het hoofd van gewestelijk bestuur, aan den direkteur van binnenlandsch bestuur.

ARTIKEL 7.

Bij het uitbrengen van zijn advies stelt het hoofd van gewestelijk bestuur bekend of en, zoo ja, in hoever de landsinstellingen medebrengen, dat de volkshoofden in de zaak gekend worden, en wat in dat geval door hem reeds is of alsnog behoort te worden gedaan om zich van hunne medewerking te verzekeren.

ARTIKEL 8.

In die gedeelten van Sumatra, waar het zoutmonopolie werkt, is op de in erfpacht uitgegeven gronden de zoutmaak verboden.

ARTIKEL 9.

De regten en verpligtingen van den erfpachter worden beheerscht door den 8sten titel van het 2de boek van het Burger-

par le Titre 8 du Livre II du Code civil pour les Indes néerlandaises, sauf les dispositions des articles suivants.

Article 10.

L'emphytéote peut faire, pour son propre usage, des enlèvements ou des extractions de pierres, d'argile ou d'autres espèces de terres semblables appartenant au terrain, qui ne font pas l'objet d'exploitations minières proprement dites.

Article 11.

L'emphytéote dispose librement de tous les arbres et plantations, qu'ils aient été ou non plantés par lui, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement d'une façon formelle.

Article 12.

L'emphytéote a besoin d'une permission spéciale du

---

lijk Wetboek voor Nederlandsch-Indië, behoudens de bepalingen in de volgende artikelen.

Artikel 10.

De erfpachter mag ten eigen gebruike af- of uitgravingen doen van steen, klei en andere soortgelijk tot het erf behoorende grondspeciën, welke niet het voorwerp zijn van eigenlijk gezegde mijnontginningen.

Artikel 11.

De erfpachter heeft de vrije beschikking over alle boomen en beplantingen, hetzij die al dan niet door hem zelven zijn aangelegd, tenzij uitdrukkelijk anders is overeengekomen.

Artikel 12.

De erfpachter heeft voor het aanleggen van waterwerken op de

Gouverneur général pour l'établissement de travaux hydrauliques sur les terrains cédés à bail emphytéotique, et pour l'usage, sur ces terrains, des rivières et conduites d'eau existantes.

Le Gouverneur général peut joindre à cette permission des prescriptions d'utilité publique.

L'emphytéote doit tolérer l'établissement de nouvelles conduites d'eau, sauf droit à dédommagement.

Article 13.

Les indigènes et les personnes y assimilées au service de l'emphytéote, résidant sur ses terrains, sont exempts des services déterminés par l'article 57 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, excepté le cas où ceux-ci seraient exigés temporairement par ordre supérieur, pour écarter des désastres ou un danger public.

---

erfpachtsgronden en het gebruik aldaar van de bestaande waterstroomen of leidingen bijzondere vergunning van den Gouverneur-Generaal noodig.

De Gouverneur-Generaal kan aan die vergunning voorschriften verbinden ten algemeenen nutte.

De erfpachter moet het aanleggen van nieuwe waterleidingen dulden, behoudens regt op schadeloosstelling.

Artikel 13.

De inlanders en met dezen gelijkgestelden, in dienst van den erfpachter, op diens gronden gevestigd, zijn vrij van de diensten, bedoeld bij art. 57 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, uitgezonderd het geval, waarin die tot wering van rampen van hooger hand, dan wel tot afwending van algemeen gevaar, tijdelijk mogten worden gevorderd.

Vrijstelling van diensten in het belang der openbare veiligheid heeft niet plaats.

Daarentegen betaalt de erfpachter voor elken werkbaren man,

Il n'y a pas d'exemption de services dans l'intérêt de la sûreté publique.

Par contre, l'emphytéote paie pour chaque homme valide, indigène ou oriental étranger, qui réside sur les terrains susmentionnés pour son service, une capitation de 2.50 florins par an.

ARTICLE 14.

L'administration doit être informée, endéans un mois, sous peine d'une amende de 25 à 100 florins, de chaque transfert du droit d'emphytéose, ainsi que de la remise de la direction de l'entreprise à un fondé de pouvoir.

Fait à Buitenzorg, le 26 mars 1874.

LOUDON.

Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

Publié le 15 avril 1874.
Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

---

inlander of vreemden oosterling, die in zijn dienst op de voorschreven gronden woont, een hoofdgeld van *f* 2.50 (*twee gulden vijftig cent*) per jaar.

ARTIKEL 14.

Van iederen overgang van het erfpachtsregt, alsmede van de opdragt van het beheer der onderneming aan een gemagtigde moet, op verbeurte van eene geldboete van *f* 25.—(*vijf-en-twintig gulden*) tot *f* 100.— (*een honderd gulden*), binnen ééne maand kennisgave geschieden aan het bestuur.

Gedaan te Buitenzorg, den 26ten Maart 1874.

LOUDON

De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Uitgegeven den vijftienden April 1874.
De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Affaires agraires. — Bail emphytéotique. — Contribution foncière. — Capitation. — Prolongation du terme d'exemption de la contribution foncière, abolition de la capitation, et fixation du fermage pour des terrains cédés à bai emphytéotique sur les possessions en dehors de Java et Madura.
Abolition de l'obligation, pour les emphytéotes à et en dehors de Java et Madura, de déposer des états nominatifs des hommes valides à leur service et établis sur leurs terres.

AU NOM DU ROI!

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DES INDES NÉERLANDAISES,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu;

A tous qui verront ou entendront lire la présente, SALUT!

FAIT SAVOIR :

Que, voulant revoir, comme suite à l'arrêté royal du 5 mars 1888, n° 16 (*Indisch Staatsblad*, n° 78), les dispo-

---

Agrarische Aangelegenheden. — Erfpacht. — Verponding. — Hoofdgeld. — Verlenging van den termijn van vrijstelling der verponding, opheffing van het hoofdgeld en vaststelling van den canon voor gronden, in erfpacht uitgegeven op de bezittingen buiten Java en Madoera.
Intrekking voor de erfpachters op en buiten Java en Madoera van de verplichting tot indiening van nominatieve staten der werkbare mannen, in hun dienst en op hun gronden gevestigd.

IN NAAM DES KONINGS!

DE GOUVERNEUR-GENERAAL VAN NEDERLANDSCH-INDIË,

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;
Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, SALUT!

sitions concernant les droits et obligations des emphythéotes; et désirant, en outre, favoriser l'établissement d'entreprises emphytéotiques dans les possessions en dehors de Java et Madura;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du réglement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, et l'article 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870 (*Indisch Staatsblad*, n° 118).

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

Au second alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 27 décembre (*Staatsblad*, n° 237*c*) et au second alinéa de l'article 5 de l'ordonnance du 26 mars 1874 (*Staatsblad*, n° 94*f*), portant tous les deux : « Il n'est pas perçu de

---

Doet te weten :

Dat Hij, de bepalingen aangaande de rechten en verplichtingen van den erfpachter, naar aanleiding van het Koninklijk besluit van 5 Maart 1888 n° 16 (*Indisch Staatsblad* n° 78) willende herzien, en voorts de vestiging van erfpachtsondernemingen in de bezittingen buiten Java en Madoera wenschende te bevorderen;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië en op artikel 20 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118);

Heeft goedgevonden en verstaan :

Te bepalen als volgt :

Artikel één.

In de tweede alinea van artikel 4 der ordonnantie van 27 December *Staatsblad* n° 237*c*) en in de tweede alinea van artikel 5 der ordonnantie van 26 Maart 1874 (*Staatsblad* n° 94*f*), beide luidende

contribution foncière pendant l'année durant laquelle les terrains ont été cédés, et les cinq années suivantes », le mot « dix » est substitué au mot cinq.

Article 2.

Le dernier alinéa de l'article 13 de l'ordonnance du 26 mars 1874 (*Staatsblad*, n° 94*f*), portant : « Par « contre, l'emphytéote paie pour chaque homme valide, « indigène ou oriental étranger, qui demeure à son « service sur les terrains susmentionnés, une capitation « de florins 2.50 par ans (deux florins, cinquante cents) « est abrogé.

Article 3.

Les ordonnances du 25 décembre 1875 et du 2 octobre 1876 (*Staatsblad*, nos 297 et 249) sont abolies.

« Verponding wordt niet geheven gedurende het jaar, waarin de « gronden zijn afgestaan, en de vijf volgende jaren », wordt in plaats van het woord « vijf » gesteld het woord « tien ».

Artikel 2.

Uit artikel 13 van de ordonnantie van 26 Maart 1874 (*Staatsblad* n° 94*f*) vervalt de laatste alinea, luidende :

« Daarentegen betaalt de erfpachter voor elken werkbaren man, « inlander of vreemden oosterling, die in zijnen dienst op de voor- « schreven gronden woont, een hoofdgeld van *f* 2.50 (twee gulden « vijftig cent) per jaar. »

Artikel 3.

De ordonnantiën van 25 December 1875 en 2 October 1876 (*Staatsblad* nos 297 en 249) worden ingetrokken.

Artikel 4.

In artikel 1 van de ordonnantie van 27 December 1872 (*Staatsblad* n° 237*c*), artikel 2 van de ordonnantie van 26 Maart 1874 (*Staatsblad* n° 94*f*), § I van artikel 1 der ordonnantie van 11 Februari 1886 (*Staatsblad* n° 39) en artikel 2 van de ordonnantie

Article 4.

A l'article 1er de l'ordonnance du 27 décembre 1872 (*Staatsblad*, n° 287*c*), à l'article 2 de l'ordonnance du 26 mars 1874 (*Staatsblad*, n° 94*f*), au § 1er de l'article de l'ordonnance du 11 février 1886 (*Staatsblad*, n° 39) et à l'article 2 de l'ordonnance du 21 mars 1888 (*Staastblad*, n° 58), au lieu de « 1 florin » il faut lire : « 1 florin au plus ».

Cette modification concerne seulement les parcelles qui sont cédées à bail emphytéotique après la mise en vigueur de cet article, conformément à l'article 6 de cette ordonnance.

Article 5.

Les dispositions prescrites par les articles 1, 2 et 4 sont aussi valables pour les provinces dans lesquelles les prescriptions mentionnées dans ces articles sont applicables, en vertu des ordonnances du 4 février 1876 (*Staatsblad*, n° 35*a*), du 8 mars 1877 (*Staatsblad*, n° 55), du 26 décembre 1877 (*Staatsblad*, n° 194), du 12 janvier 1880 (*Staatsblad*, n° 8), du 18 décembre 1880 (*Staatsblad*, n° 223) et du 21 avril 1886 (*Staatsblad*, n° 80).

---

van 21 Maart 1888 (*Staatsblad* n° 58) wordt in stede van *f* 1.— (één gulden) gelezen : « hoogstens *f* 1.— (één gulden) ».

Deze wijziging betreft alleen perceelen, die na de inwerkingtreding van dit artikel volgens artikel 6 dezer ordonnantie, in erfpacht worden afgestaan.

Artikel 5.

Het bepaalde bij de artikelen 1, 2 en 4 geldt ook voor de gewesten, waarop de in die artikelen vermelde voorschriften toepasselijk zijn krachtens de ordonnantiën van 4 Februari 1876 (*Staatsblad* n° 35*a*), 8 Maart 1877 (*Staatsblad* n° 55), 26 September 1877 (*Staatsblad* n° 194), 12 Januari 1880 (*Staatsblad* n° 8), 18 December 1880 (*Staatsblad* n° 223) en 21 April 1886 (*Staatsblad* n° 80).

ARTICLE 6.

Cette ordonnance sortira ses effets : pour ce qui concerne l'article 4, le jour de son insertion au *Staatsblad* des Indes néerlandaises, et pour le reste, à partir du 1er janvier 1888.

Elle n'apporte pas de modification dans la perception de la contribution foncière pour les années antérieures à l'année 1888.

Fait à Buitenzorg, le 16 septembre 1888.

O. VAN REES.

Le Secrétaire général,
GALLOIS.

Publié le 21 septembre 1888.
Le Secrétaire général,
GALLOIS.

ARTIKEL 6.

Deze ordonnantie treedt in werking : voor zoover artikel 4 aangaat, op den dag van hare plaatsing in het *Staatsblad* van Nederlandsch-Indië, en overigens te rekenen van 1 Januari 1888. Zij brengt geene verandering in den aanslag in de verponding over jaren, voorafgaande van het jaar 1888.

Gedaan te Buitenzorg, den 16den September 1888.

O. VAN REES.

De Algemeene Secretaris,
GALLOIS.

Uitgegeven den één en twintigsten September 1888.
De Algemeene Secretaris,
GALLOIS.

Affaires agraires. — Emphytéose. — Complément et modification aux dispositions réglant la cession à bail emphytéotique des terres situées dans les possessions hors de Java et Madura et appartenant au domaine de l'Etat.

AU NOM DU ROI!

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DES INDES NÉERLANDAISES,

Le Conseil d'Etat entendu,

A tous ceux qui liront ou entendront lire les présentes, SALUT,

FAIT SAVOIR :

Que désirant encourager l'établissement d'entreprises emphytéotiques dans les possessions hors de Java et Madoera ;

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement d'administration des Indes néerlandaises et l'article 20 du

---

Agrarische aangelegenheden. — Erfpacht. — Aanvulling en wijziging der bepalingen regelende den afstand in erfpacht van tot het Staatsdomein behoorende gronden op de bezittingen buiten Java en Madoera.

IN NAAM DES KONINGS!

DE GOUVERNEUR-GENERAAL VAN NEDERLANDSCH-INDIE,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, SALUT!

DOET TE WETEN :

Dat Hij, de vestiging van erfpachtsondernemingen in de bezittingen buiten Java en Madoera wenschende te bevorderen ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op

décret royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 48);

Il a arrêté et arrête :

Comme complément et modification aux dispositions réglant la cession à bail emphytéotique de terres situées dans les possessions hors de Java et Madura et appartenant au domaine de l'Etat, et avec abrogation de l'article 1er § 1 de l'ordonnance du 11 février 1886 (*Staatsblad*, n° 39), il est décrété ce qui suit :

Article premier.

L'obligation de produire un certificat d'arpentage et un plan, soit lors de la demande de cession de terres à bail emphytéotique, soit lors de l'inscription aux registres du droit d'emphytéose des terrains cédés avec ce droit, est rapportée.

S'il est fait usage de l'exemption de cette obligation,

---

het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië en op artikel 20 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118);

Heeft goedgevonden en verstaan :

Met nadere aanvulling en wijziging in zoover van de bepalingen, regelende den afstand in erfpacht van tot het Staatsdomein behoorende gronden op de bezittingen buiten Java en Madoera, en met intrekking van artikel 1 § 1 van de ordonnantie van 11 Februari 1886 (*Staatsblad* n° 39), te bepalen als volgt :

Artikel één.

De verplichting tot overlegging van meetbrief en kaart, hetzij bij de aanvraag om afstand van gronden in erfpacht, hetzij bij de inschrijving in de registers van het erfpachtsrecht van met dat recht toegezegde gronden, wordt opgeheven.

le Gouverneur fixe le loyer emphytéotique à une somme fixe, calculée à raison de 1 florin au plus par *bouw* de la surface évaluée, sans qu'aucun mesurage ultérieur puisse la modifier.

Article 2.

Si des différends surgissent sur les limites des terres cédées sans certificat d'arpentage, l'emphytéote doit se soumettre à la décision du chef de l'autorité provinciale dont il peut être interjeté appel devant le Gouverneur général.

Article 3.

L'article 5 de l'ordonnance du 27 décembre 1872 (*Staatsblad*, n° 237 *b*)et les articles 6 et 7 de l'ordonnance du 26 mars 1873 (*Staatsblad*, n° 94 *f*) sont rapportés.

Article 4.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa

Wordt van deze ontheffing gebruik gemaakt, dan stelt de Gouverneur-Generaal de erfpachtssom op een vast bedrag, waaraan ten grondslag ligt de geschatte oppervlakte, berekend tegen hoogstens *f* 1 (één gulden) per bouw, en waarop latermeting geen invloed uitoefent.

Artikel 2.

Indien grensgeschillen ontstaan ten aanzien van gronden, welke zonder meetbrief in erfpacht zijn uitgegeven, onderwerpt de erfpachter zich aan de beslissing van het hoofd van gewestelijk bestuur, van wiens beslissing hooger beroep is toegelaten op den Gouverneur-Generaal.

Artikel 3.

Artikel 5 van de ordonnantie van 27 December 1872 (*Staatsblad* nr 237*c*) en de artikelen 6 en 7 van de ordonnantie van 26 Maart 1874 (*Staatsblad* n° 94*f*) worden ingetrokken.

publication au *Staatsblad* des Indes néerlandaises.

Fait à Buitenzorg, le 4 janvier 1891.

C. PIJNACKER HORDIJK.
Le Secrétaire général,
GALLOIS.

Publié le 8 janvier 1891.
Le Secrétaire général,
GALLOIS.

Artikel 4.

Deze ordonnantie treedt in werking op den dag harer plaatsing in het *Staatsblad* van Nederlandsch-Indië.

Gedaan te Buitenzorg, den 4 Januari 1891.

C. PIJNACKER HORDIJK.
De Algemeene Secretaris,
GALLOIS.

Uitgegeven den achtsten Januari 1891.
De Algemeene Secretaris,
GALLOIS.

Affaires agraires. — Amboina. — Règles pour la cession à bail emphytéotique de terres dans cette résidence.

Au nom du ROI!

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes entendu,

A tous ceux qui liront ou entendront lire la présente, Salut!

Fait savoir :

Que, jugeant utile de fixer des règles en vertu desquelles des terres appartenant au domaine de l'État et situées dans la résidence d'Amboina seront cédées à bail emphytéotique ;

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement d'administration des Indes néerlandaises et l'article 20 du décret

---

Agrarische Aangelegenheden.— Amboina. — Regelen voor den afstand in erfpacht van gronden in residentie.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur van Nederlandsch-Indie,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die dezen zullen zien of hooren lezen, Salut!

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende regelen vast te stellen, volgens welke gronden, behoorende tot het Staatsdomein, in de residentie Amboina in erfpacht worden afgestaan;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië en op artikel 20

royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 118).

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

Dans la résidence d'Amboina, les terres du domaine de l'Etat sont, sur demande accompagnée de la production d'un certificat d'arpentage, cédées à bail emphytéotique, par le Gouverneur général, pour 75 années au plus et à raison d'un loyer annuel de 1 florin par *bouw.*

Article 2.

Ne sont pas comprises dans l'emphytéose :

a) Les terres sur lesquelles des tiers ont des droits auxquels ils ne veulent pas renoncer ;

---

van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118) ;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Artikel één.

In de residentie Amboina worden gronden, behoorende tot het Staatsdomein, op aanvraag, onder overlegging van een' meetbrief, door den Gouverneur-Generaal uitgegeven in erfpacht voor ten hoogste 75 jaar, tegen een jaarlijksche erfpachtsom van *f* 1 per bouw.

Artikel 2.

In de erfpacht worden niet begrepen :

a) Gronden, waarop anderen regt hebben, indien zij ongenegen zijn zich van hun regt te ontdoen ;

b) Gronden, naar de inzettingen den inboorlingen als gewijde beschouwd ;

b) Les terres considérées comme sacrées d'après les coutumes indigènes ;

c) Les terres réservées aux marchés publics ou affectées au service public ;

d) Les forêts de djati et les autres, pour autant qu'elles soient régulièrement exploitées.

L'exclusion des terres en *a*, *b* et *c* n'empêche pas la cession des terres voisines, pourvu que l'emphytéote s'engage à ne pas entraver l'usage des terres exclues.

Le sous-sol minier n'est pas compris dans l'emphytéose. L'emphytéote doit permettre l'exploitation des mines par le Gouvernement ou par des concessionnaires admis par lui, conformément à des règles fixées par une ordonnance générale.

ARTICLE 3.

Sont admis comme emphytéotes :

Les Néerlandais ;

---

c) Gronden, voor openbare markten afgezonderd of voor de openbare dienst bestemd ;

d) djati- en andere houtbosschen, de laatste voor zoover zij onder geregeld beheer zijn gebragt.

Door uitsluiting der onder *a*, *b* en *c* genoemde gronden wordt de afstand in erfpacht der omliggende, daartoe geschikte niet belet, mits de erfpachter zich verbinde aan het gebruik der uitgesloten gronden geen hinder toe te brengen.

In de erfpacht is mede niet begrepen de delfstoffen bevattende ondergrond. De erfpachter is verpligt de ontginning van delfstoffen door of op koncessie van het Gouvernement te gedoogen, volgens regelen, bij algemeene verordening te stellen.

ARTIKEL 3.

Als erfpachters worden toegelaten ;

Nederlanders ;

Ingezetenen van Nederland ;

Les résidents aux Pays-Bas;

Les résidents aux Indes néerlandaises;

Les Sociétés de commerce fixées aux Pays-Bas ou aux Indes néerlandaises.

La présente disposition ne modifie pas les ordonnances prises en vertu de l'article 105 du règlement organique des Indes néerlandaises, déterminant les conditions d'admission des Néerlandais et étrangers.

Sous réserve de dispositions ultérieures, pour autant qu'elles seraient nécessaires, les dispositions existantes relatives à la participation des fonctionnaires dans les entreprises agricoles et industrielles sont applicables à leur admissibilité comme emphytéotes.

Article 4.

Les terres cédées à bail emphytéotique, les constructions et bâtiments y établis ainsi que les produits de ces terres ou des exploitations industrielles y établies sont soumis aux

---

Ingezetenen van Nederlandsch Indië;

Vennootschappen van koophandel, gevestigd in Nederland of in Nederlandsch-Indië.

Deze bepaling brengt geene verandering in de verordeningen krachtens artikel 105 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch Indië, regelende de voorwaarden der toelating van Nederlanders en vreemdelingen.

Behoudens nadere regeling, voor zooveel noodig, gelden met betrekking tot de toelating van landsdienaren als erfpachters de bestaande bepalingen omtrent deelneming van landsdienaren in ondernemingen van landbouw en nijverheid.

Artikel 4.

De in erfpacht afgestane gronden, de daarop geplaatste gebouwen en opstallen en de voortbrengselen der gronden of der daarop gevestigde inrigtingen van nijverheid zijn onderworpen aan de bestaande of in te voeren algemeene belastingen.

impôts existants ou qui seraient ultérieurement créés.

L'impôt foncier n'est pas prélevé pendant l'année de la cession et les cinq années suivantes.

Article 5.

La demande est portée à la connaissance des villages avoisinants par une commission nommée par le chef de l'autorité provinciale et composée d'un fonctionnaire européen et d'un fonctionnaire indigène, qui recherchent et constatent par procès-verbal si les terres demandées n'appartiennent pas à celles qui sont exclues par l'art. 2.

Les indigènes et autres intéressés pourront, pendant un mois, faire valoir leurs droits en la matière auprès de l'administration locale européenne.

A l'expiration de ce délai, le chef de l'administration locale envoie les pièces, avec ses considérations et avis, au Directeur de l'intérieur, par l'intermédiaire du chef de l'administration provinciale.

Verponding wordt niet geheven gedurende het jaar, waarin de gronden zijn afgestaan en de volgende jaren.

Artikel 5.

De aanvraag wordt in de naaste negorijen bekend gemaakt door een kommissie, benoemd door het Hoofd van plaatselijk bestuur en bestaande uit een europeesch en een inlandsch ambtenaar, welke tevens onderzoeken en bij proces-verbaal konstateren, of de aangevraagde gronden al dan niet behooren tot die, welke bij artikel 2 zijn uitgesloten.

Gedurende een maand wordt den inboorlingen en anderen belanghebbenden vrijgelaten, hunne belangen ter zake aan het europeesch plaatselijk bestuur voor te dragen.

Na verloop van dien termijn zendt het Hoofd van plaatselijk bestuur de stukken, vergezeld van zijne konsideratiën en advies, door tusschenkomst van het Hoofd van gewestelijk bestuur, aan den Direkteur van Binnenlandsch Bestuur.

ARTICLE 6.

Les droits et obligations de l'emphytéote sont régis par le titre 8 du 2e livre du Code civil des Indes néerlandaises, sous réserve des dispositions des articles suivants.

ARTICLE 7.

L'emphytéote peut, pour son usage personnel, extraire les pierres, l'argile et autres espèces de matériaux appartenant aux terrains, s'ils ne sont pas l'objet d'exploitation minière proprement dite.

ARTICLE 8.

L'emphytéote peut librement disposer des arbres ou plantations plantés ou non par lui, à moins qu'il n'ait été expressément convenu du contraire.

ARTICLE 9.

L'emphytéote doit obtenir une autorisation spéciale du

ARTIKEL 6.

De regten en verplichtingen van den erfpachter worden beheerscht door de 8sten titel van het 2de boek van het Burgerlijk wetboek voor Nederlandsch Indië, behoudens de bepalingen in de volgende artikelen.

ARTIKEL 7.

De erfpachter mag ten eigen gebruike af- of uitgravingen doen van steen, klei of andere soortgelijke tot het erf behoorende grondspeciën, welke niet het voorwerp zijn van eigenlijk gezegde mijn-ontginningen.

ARTIKEL 8.

De erfpachter heeft de vrije beschikking over alle boomen en beplantingen, hetzij die al of niet door hem zelven zijn aangelegd, tenzij uitdrukkelijk anders is overeengekomen.

Gouverneur pour l'installation de travaux hydrauliques et pour l'utilisation des sources ou conduites d'eau existantes.

Le Gouverneur général peut subordonner cette autorisation à des clauses d'utilité publique.

L'emphytéote doit tolérer l'installation de nouvelles canalisations d'eau, sous réserve de son droit à une indemnité.

Article 10.

Toute cession du droit d'emphytéose ainsi que le transfert de l'administration de l'entreprise à un fondé de pouvoir doit être portée à la connaissance de l'administration, sous peine d'une amende de 25 à 100 florins.

Artikel 9.

De erfpachter heeft voor het aanleggen van waterwerken op de erfpachtsgronden en het gebruik aldaar van bestaande waterstroomen of leidigen, bijzondere vergunning van den Gouverneur-Generaal noodig.

De Gouverneur-Generaal kan aan de vergunning voorschriften verbinden ten algemeen nutte.

De erfpachter moet het aanleggen van nieuwe waterleidingen dulden, behoudens regt op schadeloosstelling.

Artikel 10.

Van iederen overgang van het erfpachtsregt, alsmede van de opdracht van het beheer der onderneming aan een gemagtigde, moet, op verbeurte van eene geldboete van *f* 25 (vijf-en-twintig gulden), tot *f* 100 (een honderd gulden), binnen eene maand kennisgave geschieden aan het bestuur.

Fait à Buitenzorg, le 27 décembre 1872.

LOUDON.

Le Secrétaire général,
VAN HARENSCARPEL.

Publié le 31 décembre 1872.

Le Secrétaire général,
VAN HARENSCARPEL.

Gedaan te Buitenzorg, den 27sten December 1872.

LOUDON.
De Algemeene Secretaris,
VAN HARENCARSPEL.

Uitgegeven den een-en-dertigsten December 1893.

De Algemeene Sekretaris,
VAN HARENCARSPEL.

Affaires agraires. — Célèbes et dépendances. — Les règles édictées au « Staatsblad » 1872, n° 237c, déclarées applicables au Gouvernement de Célèbes et ses dépendances.

AU NOM DU ROI !

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DES INDES NÉERLANDAISES,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous qui verront et entendront lire la présente, SALUT !

FAIT SAVOIR :

Que, jugeant utile de déterminer les règles suivant lesquelles des terrains appartenant au domaine de l'Etat dans le Gouvernement de Célèbes et dépendances sont cédés à bail emphytéotique.

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, l'article 20 de l'arrêté royal du

---

Agrarische Aangelegenheden. — Celebes en Onderhoorigheden. — Toepasselijk verklaring op het Gouvernement Celebes en Onderhoorigheden der regelen in « Staatsblad » 1872, n° 237c.

IN NAAM DES KONINGS !

DE GOUVERNEUR-GENERAAL VAN NEDERLANDSCH-INDIË,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, SALUT !

DOET TE WETEN :

Dat Hij, het wenschelijk achtende regelen vast te stellen, volgens welke gronden, behoorende tot het Staats-domein, in het gouvernement van Celebes en Onderhoorigheden in erfpacht worden afgestaan ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op

20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118) et l'ordonnance du 14 septembre 1875 (*Staatsblad*, n° 199*i*);

Il a arrêté et arrête :

Les règles fixées par l'ordonnance du 27 décembre 1872 (*Staatsblad*, n° 237*c*), suivant lesquelles des terrains appartenant au domaine de l'Etat sont cédés, dans la résidence d'Amboina, à bail emphytéotique, sont applicables au Gouvernement de Célèbes et ses dépendances.

Fait à Buitenzorg, le 4 février 1876.

VAN LANSBERGE.

Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

P blié le 16 février 1876.

Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

---

het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, op artikel 20 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118) en op de ordonnance van 14 September 1875 (*Staatsblad* n° 199*a*) ;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Te bepalen, dat de bij de ordonnancie van 27 December 1872 (*Staatsblad*, n° 237*c*), vastgestelde regelen volgens welke gronden behoorende tot het Staats-domein, in de residentie Amboina in erfpacht worden afgestaan, van toepassing zijn op het gouvernement van Celebes en Onderhoorigheden.

Gedaan te Buitenzorg, den 4den Februari 1876.

VAN LANSBERGE.

De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Uitgegeven den zestienden Februari 1876.

De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Terres vacantes. — Menado. — Dispositions relatives à l'emphytéose de terres vacantes dans les terres du Gouvernement faisant partie de la résidence de Menado.

Au nom du ROI!

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu;

A tous ceux qui liront ou entendront lire les présentes, Salut!

Fait savoir :

Que, jugeant utile de faire disparaître tout doute relatif aux droits de l'Etat sur les terres vacantes parmi les terres domaniales faisant partie de la résidence de Menado et de fixer en même temps les règles suivant lesquelles ces terres peuvent être données en emphytéose;

Woeste Gronden. — Menado. — Bepalingen omtrent de uitgifte in erfpacht van woeste gronden in de tot de residentie Menado behoorende Gouvernements landen.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut!

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende, allen twijfel weg te nemen omtrent de regten van den Staat op de woeste gronden in de tot de residentie Menado behoorende Gouvernements landen en tevens regelen vast te stellen, volgens welke die gronden in erfpacht kunnen worden uitgegeven;

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, l'article 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118).

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

Toutes les terres vacantes dans les terres du Gouvernement, dans la province de Menado, appartiennent au domaine pourvu que la population indigène n'y exerce pas de droits résultant du droit de défrichement.

Seul le Gouvernement a le droit de disposer de ces terres du domaine, sous réserve du droit de défrichement appartenant à la population.

Article 2.

Les terres à la disposition du Gouvernement peuvent,

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, en op artikel 20 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118);

Heeft goedgevonden en verstaan :

Te bepalen:

Artikel één.

Alle woeste gronden in de Gouvernements landen binnen het gewest Menado behooren, voor zoover daarop door leden der inheemsche bevolking geen aan het ontginningsregt ontleende regten worden uitgeoefend, tot het Staatsdomein.

Over die tot het Staatsdomein behoorende gronden berust, behoudens het ontginningsregt der bevolking,de beschikking uitsluitend bij het Gouvernement.

Artikel 2.

De ter beschikking van het Gouvernement staande gronden

sur demande, être données à bail emphytéotique par le Gouverneur général.

A cette cession sont applicables les dispositions des articles 2 à 7 inclus et 9 à 14 inclus de l'ordonnance du 26 mars 1874 (*Staatsblad*, nº 94*f*).

Fait à Batavia, le 8 mars 1877.

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises :
En son absence :
Le Vice-Président du Conseil des Indes néerlandaises chargé de l'expédition des affaires journalières,
O. VAN REES.

Le Premier Secrétaire du Gouvernement,
STORTENBEKER.

Publié le 12 mars 1877.
Le Premier Secrétaire du Gouvernement,
STORTENBEKER.

---

kunnen, op aanvraag, door den Gouverneur-Generaal in erfpacht worden uitgegeven.

Op deze uitgifte zijn toepasselijk de voorschriften van artikelen 2 tot en met 7 en 9 tot en met 14 van de ordonnancie van 26 Maart 1874 (*Staatsblad* nº 94*f*).

Gedaan te Batavia, den 8sten Maart 1877.

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,
Bij afwezigheid :
De Vice-President van den Raad van Nederlandsch-Indië, belast met het dagelijks beleid der zaken,
O. VAN REES.

De 1ste Gouvernements Sekretaris,
STORTENBEKER.

Uitgegeven den twaalfden Maart 1877.
De 1ste Gouvernements Sekretaris,
STORTENBEKER.

Billiton. — Terres. — Déclaration d'application à la résidence adjointe de Billiton des règles pour la cession en emphytéose des terres, publiées dans le « Staatsblad », 1872, n° 237*c*.

Au Nom du ROI !

Le Gouverneur général des Indes Néerlandaises,

Le Conseil des Indes Néerlandaises entendu,

A tous ceux qui liront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que jugeant utile de déterminer les règles suivant lesquelles des terres du domaine sont cédées à bail dans la résidence adjointe de Billiton ;

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement d'admi-

Billiton. — Gronden. — Toepasselijk verklaring op de assistent-residentie Billiton van de regelen voor den afstand in erfpacht van gronden vastgestetd bij « Staatsblad » 1872, n° 237*c*.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië.

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut!

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende regelen vast te stellen, volgens welke gronden, behoorende tot het Staats-domein, in de assistent-residentie Billiton in erfpacht worden afgestaan ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, op artikel 20

nistration des Indes néerlandaises, suivant l'art. 20 du décret royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad* des Indes Néerlandaises, n° 118), et suivant l'ordonnance du 14 septembre 1875 (*Staatsblad*, n° 199*a*) ;

Il a arrêté et arrête :

Les règles fixées par l'ordonnance du 27 décembre 1872 (*Staatsblad*, n° 237*c*) pour la cession en emphytéose de terres du domaine dans la résidence d'Amboina sont applicables à la résidence adjointe de Billiton.

Fait à Buitenzorg, le 26 septembre 1877.

VAN LANSBERGE.
Le Secrétaire général,
SPRENGER VAN EYK.

Publié le 29 septembre 1877.

Le Secrétaire général,
SPRENGER VAN EYK.

---

van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118) en op de ordonnancie van 14 September 1875 (*Staatsblad* n° 199*a*);

Heeft goedgevonden en verstaan :

Te bepalen, dat de bij de ordonnancie van 27 December 1872 (*Staatsblad* n° 237*c*) vastgestelde regelen volgens welke gronden, behoorende tot het Staats-domein, in de residentie Amboina in erfpacht worden afgestaan, van toepassing zijn op de assistent-residentie Billiton.

Gedaan te Buitenzorg, den 26sten September 1877.

VAN LANSBERGE
De Algemeene Sekretaris,
SPRENGER VAN EIJK.

Uitgegeven den negen-en-twintigsten September 1877.

De Algemeene Sekretaris,
SPRENGER VAN EIJK.

Terres. — Ternate. — Les règles pour la cession à bail emphytéotique de terrains appartenant au domaine de l'Etat, à Amboina, déclarés applicables à Ternate.

Au nom du ROI!

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous qui verront ou entendront lire la présente, Salut!

Fait savoir :

Que, jugeant utile de déterminer les règles suivant lesquelles des terres appartenant au domaine de l'Etat sont cédées à bail emphytéotique dans la résidence de Ternate ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des

---

Gronden. — Ternate. — Toepasselijk verklaring op Ternate van de regelen voor den afstand in erfpacht van gronden, behoorende tot het Staats domein in Amboina.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut!

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende regelen vast te stellen, volgens welke gronden, behoorende tot het Staatsdomein, in de residentie Ternate in erfpacht worden afgestaan ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op

Indes néerlandaises, l'article 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, nº 15 (*Indisch Staatsblad*, nº 118) et l'ordonnance du 14 septembre 1875 (*Staatsblad*) nº 199*a*.

Il a arrêté et arrête :

De décider que les règles fixées par l'ordonnance du 27 décembre 1872 (*Staatsblad*, nº 237*c*) suivant lesquelles des terres appartenant au domaine de l'Etat sont cédées à bail emphytéotique dans la résidence d'Amboina sont applicables à la résidence de Ternate.

Fait à Buitenzorg, le 12 janvier 1880.

VAN LANSBERGE.
Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

Publié le 17 janvier 1880.
Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

---

het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, op artikel 20 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 nº 15 (*Indisch Staatsblad* nº 118) en op de ordonnancie van 14 September 1875 (*Staatsblad* nº 199a);

Heeft goedgevonden en verstaan :

Te bepalen, dat de bij de ordonnancie van 27 December 1872 (*Staatsblad* nº 237c) vastgestelde regelen, volgens welke gronden, behoorende tot het Staatsdomein, in de residentie Amboina in erfpacht worden afgestaan, van toepassing zijn op de residentie Ternate.

Gedaan te Buitenzorg, den 12den Januari 1880.

VAN LANSBERGE.
De Algemeene Sekretaris,
PANNEKOEK.

Uitgegeven den zeventienden Januari 1880.
De Algemeene Sekretaris,
PANNEKOEK.

Affaire agraire. — Banka. — Règles pour la cession à bail emphytéotique de terres, dans cette Résidence.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises ;

Le Conseil des Indes entendu.

A tous ceux qui verront ou entendront lire les présentes, Salut !

Fait savoir .

Que, jugeant utile de fixer les règles d'après lesquelles des terres du domaine de l'Etat, dans la résidence de Banka, à l'exception de l'île de ce nom, seront cédées à bail emphytéotique.

Vu les art. 20, 29, 31 et 33 du règlement d'administration des Indes néerlandaises, l'article 20 du décret

---

Agrarische aangelegenheden. — Banka. — Regelen voor den afstand in erfpacht van gronden in die residentie.

In naam des KONINGS !

De Gouverneur van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord :

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut !

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende regelen vast te stellen, volgens welke gronden, behoorende tot het Staatsdomein, in de residentie Banka met uitzondering van het eiland van dien naam, in erfpacht worden afgestaan :

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, op artikel 20 van

royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad* des Indes n° 118 et l'ordonnance du 14 septembre 1895 (*Staatsblad* n° 199*a*).

A ARRÊTÉ ET ARRÊTE :

Les règles fixées par l'ordonnance du 27 décembre 1872 (*Staatsblad*, n° 237 *c*) en conformité desquelles les terres du domaine de l'Etat situées dans la résidence d'Amboina sont cédées à emphytéose sont applicables à la résidence de Banka, à l'exception de l'île de ce nom.

Fait à Buitenzorg, le 18 décembre 1880.

VAN LANSBERGE.

Le Secrétaire général,

PANNEKOEK.

Publié le 23 décembre 1880.

Le Secrétaire général,

PANNEKOEK.

---

het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870, nr 15 (*Indisch Staatsblad*, nr 118) en op de ordonnancie van 14 September 1875 (*Staatsblad* nr 199*a*);

HEEFT GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Te bepalen, dat de bij de ordonnancie van 27 December 1872 (*Staatsblad* nr 237*c*) vasgestelde regelen, volgens welke gronden behoorende tot het Staatsdomein, in de residentie Amboina in erfpacht worden afgestaan, van toepassing zijn op de residentie Banka met uitzondering van het eiland van dien naam.

Gedaan te Buitenzorg, den 18 December 1880.

VAN LANSBERGE.

De Algemeene Secretaris,

PANNEKOEK.

Uitgegeven den drie-en-twintigsten December 1880.

De Algemeene Secretaris,

PANNEKOEK.

Affaires agraires. — Emphytéose. — Riouw et dépendances. — Règles pour la cession à bail emphytéotique de terrains dans cette résidence.

AU NOM DU ROI !

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DES INDES NÉERLANDAISES ;

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous, qui verront ou entendront lire la présente, SALUT !

FAIT SAVOIR :

Que, jugeant utile de déterminer les règles, suivant lesquelles des terrains, appartenant au domaine de l'Etat, sont cédés, dans la résidence de Riouw et dépendances, à bail emphythéotique ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33

Agrarische Aangelegenheden. — Erfpacht. — Riouw en Onderhoorigheden. — Regelen voor den afstand in erfpacht van gronden in die residentie.

IN NAAM DES KONINGS !

DE GOUVERNEUR-GENERAAL VAN NEDERLANDSCH-INDIË,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, SALUUT !

DOET TE WETEN :

Dat Hij, het wenschelijk achtende regelen vast te stellen, volgens welke gronden, behoorende tot het staatsdomein, in de residentie Riouw en Onderhoorigheden in erfpacht worden afgestaan;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië, op artikel 20

du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, l'article 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118) et l'ordonnance du 14 septembre 1875 (*Staatsblad*, n° 199*a*) ;

Il a arrêté et arrête :

Les règles fixées par l'ordonnance du 27 décembre 1872 (*Staatsblad*, n° 237*e*), suivant lesquelles des terrains appartenant au domaine de l'État sont cédés à bail emphytéotique dans la résidence d'Amboina, sont applicables à la résidence de Riouw et dépendances.

Fait à Buitenzorg, le 21 avril 1886.

O. VAN REES.

Le Secrétaire général,

BERGSMA.

Publié le 22 avril 1886.

Le Secrétaire général,

BERGSMA.

---

van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118) en op de ordonnantie van 14 September 1875 (*Staatsblad* n° 199*a*);

Heeft goedgevonden en verstaan :

Te bepalen, dat de bij de ordonnantie van 27 December 1872 (*Staatsblad* n° 237*c*) vastgestelde regelen, volgens welke gronden, behoorende tot het staatsdomein, in de residentie Amboina in erfpacht worden afgestaan, van toepassing zijn op de residentie Riouw en Onderhoorigheden.

Gedaan te Buitenzorg, den 21sten April 1886.

O. VAN REES.

De Algemeene Sekretaris,

BERGSMA.

Uitgegeven den twee en twintigten April 1886.

De Algemeene Sekretaris,

BERGSMA.

Terres. — Division méridionale et orientale de Bornéo. — Règles pour la cession à bail emphytéotique de terrains appartenant au domaine de l'Etat, dans la résidence de la section méridionale et orientale de Bornéo.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que, jugeant utile de fixer des règles suivant lesquelles les terres appartenant au domaine de l'Etat, dans les terres gouvernementales de la résidence de la division méridionale et orientale de Bornéo, peuvent être cédées à bail emphytéotique ;

Gronden. — Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo. — Regelen voor den afstand in erfpacht van tot het Staatsdomein behoorende gronden in de residentie Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo.

In naam des KONINGS !

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen die deze zullen zien of hooren lezen, Salut !

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende regelen vast te stellen, volgens welke gronden, behoorende tot het Staatsdomein in de Gouvernementslanden der residentie Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo, in erfpacht kunnen worden uitgegeven ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, l'article 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118) et l'ordonnance du 14 septembre 1875 (*Staatsblad*, n° 199*a*).

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

Toutes les terres vacantes dans les terres gouvernementales de la résidence de la division méridionale et orientale de Bornéo, en tant qu'il n'y est pas exercé de droits résultant du droit de défrichement appartenant à la population indigène, appartiennent au domaine de l'Etat.

La disposition de ces terrains appartenant au domaine de l'Etat, est confiée exclusivement au Gouvernement, sauf le droit de défrichement appartenant à la population.

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië, op. art. 20 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118) en op de ordonnantie van 14 September 1875 (*Staatsblad* n° 199a) ;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Artikel één.

Alle woeste gronden in de Gouvernementslanden der residentie Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo, voor zoover daarop door leden der inheemsche bevolking geen aan het ontginningsrecht ontleende rechten worden uitgeoefend, behooren tot het Staatsdomein.

Over die tot het Staatsdomein behoorende gronden berust, behoudens het ontginningsrecht der bevolking, de beschikking uitsluitend bij het Gouvernement.

Article 2.

Les terrains qui sont à la disposition du Gouvernement sont, sur requête et sur la production d'un bulletin d'arpentage, cédés à bail emphytéotique par le Gouverneur général, pour 75 ans au plus, moyennant un fermage annuel de 1 florin par *bouw* qui commence à courir dès la sixième année après celle où l'inscription du droit d'emphytéose a eu lieu.

Article 3.

Ne sont pas compris dans le bail emphytéotique :

1° Les terrains sur lesquels des tiers exercent des droits, s'ils ne sont pas disposés à s'en désister ;

2° Les terrains considérés comme sacrés d'après les institutions du pays ;

3° Les terrains réservés pour marchés publics ou pâturages, ou destinés au service public, à un titre quelconque ;

Artikel 2.

De ter beschikking van het Gouvernement staande gronden kunnen op aanvraag, onder overlegging van een meetbrief, door den Gouverneur-Generaal in erfpacht worden uitgegeven voor ten hoogste 75 jaren, tegen eene jaarlijksche erfpachtsom van *f* 1 (*een gulden*) per bouw, welke ingaat met het zesde jaar na dat, waarin de inschrijving van h t erfpachtrecht heeft plaats gehad.

Artikel 3.

In de erfpacht worden niet begrepen :

1° Gronden, waarop anderen rechten uitoefenen, indien zij ongenegen zijn zich van die rechten te ontdoen ;

2° Gronden, naar de landsinstellingen als gewijde beschouwd ;

3° Gronden. voor openbare markten of weiden afgezonderd of uit eenigen hoofde voor den openbaren dienst bestemd ;

4° Les forêts de djati ou autres forêts, ces dernières pour autant qu'elles soient régies par une administration régulière ;

5° Les petites rivières (nommées *Soengei badatoe*) et les canaux creusés (*tatah* ou *autasan*) sur lesquels il est exercé des droits concernant la pêche et la rentrée et le transport de productions forestières et agricoles par la population ;

6° Les arbres portant des ruches, ainsi que les autres arbres et plantations sur lesquels il est exercé des droits d'usage par la population ;

L'exclusion des droits mentionnés sous les n°s 5° et 6° a seulement lieu au cas où la population ne serait pas disposée à s'en désister.

Par l'exclusion des biens susmentionnés, la cession à bail emphytéotique des terrains environnants et propres à cette cession n'est pas empêchée, à condition que l'emphytéote s'engage à ne pas nuire à l'usage de ces biens

---

4° Djatie- en andere houtbosschen, de laatste voor zoover zij onder geregeld beheer zijn gebracht ;

5° Riviertjes (de zoogenaamde *Soengei-badatoe*) en gegraven kanaaltjes (*tatah* of *antasan*), waarop door de bevolking rechten worden uitgeoefend ten aanzien van de vischvangst en de inzameling of den afvoer van bosch- en landbouw producten ;

6° Boomen, waarop bijennesten voorkomen, zoomede andere boomen en beplantingen, waarop door de bevolking gebruiksrechten worden uitgeoefend.

De uitsluiting der sub 5° en 6° bedoelde rechten heeft alleen plaats ingeval de bevolking ongenegen is zich daarvan te ontdoen.

Door uitsluiting der hierboven genoemde zaken wordt de afstand in erfpacht van de omliggende, daartoe geschikte gronden niet belet, mits de erfpachter zich verbindt aan het gebruik dier uitgesloten zaken geen hinder toe te brengen, en bij eventueele

exceptés, et, en cas de différends éventuels sur ce qu'il faut entendre par là, de se conformer sans conditions, à la décision du chef de l'administration provinciale.

Le sous-sol contenant des minéraux n'est pas compris dans le bail emphytéotique. L'emphytéote est tenu de tolérer l'exploitation de mines par le Gouvernement ou ses concessionnaires, suivant les règles fixées par ordonnance générale ou à fixer ultérieurement.

Article 4.

Sont admis comme emphytéotes :

Les Néerlandais;

Les résidents des Pays-Bas;

Les résidents aux Indes néerlandaises;

Les Sociétés de commerce établies dans les Pays-Bas ou les Indes néerlandaises.

Cette disposition n'apporte aucune modification dans les ordonnances en vertu de l'article 105 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlan-

---

geschillen omtrent de vraag, wat daaronder moet worden verstaan, zich onvoorwaardelijk neer te leggen bij de beslissing van het hoofd van gewestelijk bestuur.

In de erfpacht is mede niet begrepen de delfstoffen bevattende ondergrond. De erfpachter is verplicht de ontginning van delfstoffen door of op concessie van het Gouvernement te gedoogen, volgens regelen bij algemeene verordening gesteld, of nader te stellen.

Artikel 4.

Als erfpachters worden toegelaten :

Nederlanders ;

Ingezetenen van Nederland ;

Ingezetenen van Nederlandsch-Indië ;

Vennootschappen van Koophandel, gevestigd in Nederland of in Nederlandsch-Indië.

daises, déterminant les conditions d'admission des Néerlandais et des étrangers.

Les dispositions existantes relatives à la participation des employés de l'Etat à des entreprises agricoles ou industrielles, sont valables, sauf règlement ultérieur, pour autant qu'il en sera besoin, concernant l'admission d'employés de l'Etat comme emphytéotes.

Article 5.

Les terrains cédés à bail emphytéotique, les bâtiments et constructions y élevés, sont soumis aux impôts existants ou aux impôts généraux à établir.

Article 6.

Les indigènes et les personnes y assimilées, au service de l'emphytéote et domiciliés sur ses terres, sont exempts de services personnels, à l'exception de ceux qui sont exigés dans l'intérêt de la sûreté publique, du transport de voyageurs et marchandises du Gouvernement en tant

---

Deze bepaling brengt geen verandering in de verordeningen krachtens art. 105 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië, regelende de voorwaarden der toelating van Nederlanders en vreemdelingen.

Behoudens nadere regeling, voor zooveel noodig, gelden met betrekking tot de toelating van landsdienaren als erfpachters de bestaande bepalingen omtrent deelneming van landsdienaren in ondernemingen van landbouw en nijverheid.

Artikel 5.

De in erfpacht afgestane gronden, de daarop gevestigde personen, geplaatste gebouwen en opstallen en de voortbrengselen der gronden of der daarop gevestigde inrichtingen van nijverheid zijn onderworpen aan de bestaande of in te voeren algemeene belastingen.

que ce transport n'est pas effectué par des entrepreneurs, ainsi que pour écarter des désastres et un danger public.

ARTICLE 7.

Les droits et obligations de l'emphytéote sont régis par le titre 8 du livre II du Code civil des Indes néerlandaises, sauf les dispositions de cette ordonnance.

ARTICLE 8.

L'emphytéote peut faire, pour son propre usage, des enlèvements et extractions de pierre, d'argile et d'autres espèces de terres semblables appartenant au terrain et qui ne font pas l'objet d'exploitations minières proprement dites.

ARTICLE 9.

L'emphytéote a la libre disposition de tous les arbres et plantations, qu'ils soient ou non plantés par lui,

---

ARTIKEL 6.

De Inlanders en met deze gelijkgestelde personen, in dienst van den erfpachter op diens gronden gevestigd, zijn vrijgesteld van persoonlijke diensten met uitzondering van die, welke in het belang der openbare veiligheid, het vervoeren van Gouvernements reizigers en goederen voor zooveel dat niet door aannemers geschiedt en tot wering van allgemeene rampen en algemeen gevaar, gevorderd worden.

ARTIKEL 7.

De rechten en verplichtingen van den erfpachter worden beheerscht door den 8^{en}. Titel van het boek II van het Burgerlijk Wetboek van Nederlandsch-Indië behoudens de bepalingen dezer ordonnantie.

ARTIKEL 8.

De erfpachter mag ten eigen gebruike af- en uitgravingen doen

à moins qu'il n'en soit convenu autrement d'une façon formelle.

ARTICLE 10.

L'emphytéote a besoin d'une permission spéciale du Gouverneur général pour l'établissement de travaux hydrauliques sur les terrains cédés à bail emphytéotique et l'usage sur ces terrains des rivières et conduites d'eau existantes.

Le Gouverneur général peut joindre à cette permission des prescriptions d'utilité publique.

L'emphytéote doit tolérer l'établissement de nouvelles conduites d'eau, sauf dédommagement.

ARTICLE 11.

L'emphytéote est tenu de présenter, à fin décembre de

---

van steen, klei of andere soortgelijke tot het erf behoorende grondspeciën, welke niet het voorwerp zijn van eigelijk gezegde mijnontginningen.

ARTIKEL 9.

De erfpachter heeft de vrije beschikking over alle boomen en beplantingen, hetzij die *al* dan *niet* door hem zelven aangelegd zjin, tenzij uitdrukkelijk anders is bedongen.

ARTIKEL 10.

De erfpachter heeft voor het aanleggen van waterwerken op de erfpachtgronden en het gebruik aldaar van bestaande waterstroomen of leidingen, bijzondere vergunning van den Gouverneur-Generaal noodig.

De Gouverneur-Generaal kan aan de vergunning voorschriften ten algemeene nutte verbinden.

De erfpachter moet het aanleggen van nieuwe waterleidingen dulden, behoudens recht op schadeloosstelling.

chaque année, sous offre de serment, un état nominatif des hommes valides qui sont à son service ou résidants sur ses terres, à l'administration locale, et de confirmer la vérité de sa déclaration sous serment, sur le désir du chef de l'administration locale.

Il sera encouru une amende de 100 à 1,000 florins pour chaque omission dans l'état nominatif susmentionné.

Article 12.

Le chef de l'administration provinciale doit être informé endéans un mois, sous peine d'une amende de 25 à 100 florins, de chaque transmission du droit d'emphytéose, ainsi que de la nomination à la direction de l'entreprise d'un fondé de pouvoir.

Artikel 11.

De erfpachter is gehouden om op ultimo December van elk jaar, onder aanbod van eede, aan het plaatselijk bestuur een nominatieven staat in te dienen der werkbare mannen, welke bij hem in dienst of op zijne onderneming gevestigd zijn en de waarheid zijner opgave, op verlangen van het hoofd van plaatselijk bestuur, met eede te bevestigen.

Voor elk verzuim in den bovenbedoelden nominatieven staat wordt eene boete verbeurd van *f* 100.— (*een honderd gulden*) tot *f* 1000.— (*een duizend gulden*).

Artikel 12.

Van iederen overgang van het erfpachtrecht alsmede van de opdracht van het beheer der onderneming aan een gemachtigde moet, op verbeurte van eene geldboete van *f* 25.— (*vijf en twintig gulden*) tot *f* 100.— (*een honderd gulden*), binnen eene maand schriftelijk kennisgave geschieden aan het hoofd van gewestelijk bestuur.

Fait à Buitenzorg, le 21 mars 1888.

O. VAN REES.

Le Secrétaire général,
GALLOIS.

Publié le 27 mars 1888.

Le Secrétaire général,
GALLOIS.

Gedaan te Buitenzorg, den 21sten Maart 1888.

O. VAN REES.

De Algemeene Sekretaris,
GALLOIS.

Uitgegeven den zeven en twintigsten Maart 1888.

De Algemeene Sekretaris,
GALLOIS.

Affaires agraires. — Emphytéose. — Dispositions en vue de favoriser l'établissement des entreprises emphytéotiques dans les possessions en dehors de Java et Madura.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises ;

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que désirant favoriser l'établissement d'entreprises emphytéotiques dans les possessions en dehors de Java et Madura ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33

Agrarische Aangelegenheden. — Erfpacht. — Bepalingen ter bevordering van de vestiging van erfpachtsondernemingen in de bezittingen buiten Java en Madoera.

In naam des KONINGS !

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Saluut !

Doet te weten :

Dat Hij, de vestiging van erfpachtsondernemingen in de bezittingen buiten Java en Madoera wenschende te bevorderen ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië en op artikel 20 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118) ;

du Règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes Néerlandaises, et l'article 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118) ;

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

De déterminer ce qui suit : en complétant et en modifiant pour autant que besoin est, les dispositions réglant la cession à bail emphytéotique de terrains appartenant au domaine de l'Etat dans les possessions en dehors de Java et Madura.

I. Le Gouverneur général peut, s'il l'estime nécessaire, accorder l'exemption de l'obligation de produire un bulletin d'arpentage lors de la demande en bail emphytéotique de toute une île.

En faisant usage de ce droit il détermine, comme fermage, une somme fixe basée sur la superficie présumée,

---

Heeft goedgevonden en verstaan :

Artikel één.

Met aanvulling en wijziging in zooverre van de bepalingen, regelende den afstand in erfpacht van gronden, behoorende tot het Staatsdomein in de bezittingen buiten Java en Madoera, te bepalen als volgt :

I. De Gouverneur-Generaal kan, zulks noodig achtende, bij de aanvrage om een geheel eiland in erfpacht te verkrijgen, ontheffing verleenen van de verplichting tot inlevering van een meetbrief.

Van deze bevoegdheid gebruik makende, stelt Hij den canon (erfpachtsom) op een vast bedrag, waaraan ten grondslag ligt de geschatte oppervlakte, berekend tegen *f* 1.— (*één gulden*) per bouw, en waarop latere meting geen invloed uitoefent.

calculée à raison de 1 florin par *bouw*, et sur laquelle un mesurage ultérieur ne peut exercer d'influence.

II. Pour ce qui concerne les parcelles qui sont cédées à bail emphytéotique après la mise en vigueur de la présente ordonnance, il est accordé exemption de paiement du fermage pendant l'année où le droit d'emphytéose a été inscrit, et durant les cinq années suivantes.

Article 2.

Comme complément à l'ordonnance du 7 mai 1874 (*Staatsblad*, n° 129), d'ordonner ce qui suit :

L'article 1er de cette ordonnance n'est pas applicable aux bulletins d'arpentage concernant les terrains à demander à bail emphytéotique dans les possessions en dehors de Java et Madura, pour le mesurage desquels un fonctionnaire du cadastre est désigné, sur la demande de l'intéressé, par le Directeur de l'administration de l'intérieur.

II. Voor zooveel betreft perceelen, welke na de inwerkingtreding dezer ordonnantie in erfpacht worden afgestaan, wordt gedurende het jaar, waarin het erfpachtsrecht is ingeschreven, en de vijf volgende jaren, vrijstelling verleend van de betaling van canon (erfpachtsom).

Artikel 2.

Met aanvulling der ordonnantie van 7 Mei 1874 (*Staatsblad* n° 129), te bepalen als volgt :

Artikel 1 dier verordening is niet toepasselijk op meetbrieven, betreffende in erfpacht aan te vragen gronden in de bezittingen buiten Java en Madoera, tot welker opmeting, op verzoek van belanghebbende, een ambtenaar van het Kadaster door den Directeur van Binnenlandsch Bestuur wordt aangewezen.

Deze meetbrieven worden afgegeven door bedoelden ambtenaar van het Kadaster.

Ces bulletins d'arpentage sont délivrés par le susdit fonctionnaire du cadastre.

Pour la confection de ces bulletins le salaire fixé par l'article 6 de l'ordonnance du 4 septembre 1881 (*Staatsblad*, n° 188) est porté en compte à l'intéressé.

ARTICLE 3.

Cette ordonnance sortira ses effets le jour de son insertion au *Staatsblad* des Indes néerlandaises.

Fait à Buitenzorg, le 11 février 1886.

O. VAN REES.

Le Secrétaire général,
BERGSMA.

Publié le 18 février 1886.

Le Secrétaire général,
BERGSMA.

Voor de opmaking daarvan wordt aan belanghebbende in rekening gebracht het bij artikel 6 der ordonnantie van 4 September 1881 (*Staatsblad* n° 188) vastgesteld salaris.

ARTIKEL 3.

Deze ordonnantie treedt in werking op den dag harer plaatsing in het *Staatsblad* van Nederlandsch-Indië.

Gedaan te Buitenzorg, den 11den Februari 1886.

O. VAN REES.

De Algemeene Sekretaris,
BERGSMA.

Uitgegeven den achttienden Februari 1886.

De Algemeene Skretaris,
BERGSMA.

Affaires agraires. — Emphytéose. — Règles à observer, à la demande à bail emphytéotique de terrains appartenant au domaine de l'Etat dans les possessions en dehors de Java et Madura.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises du 4 janvier 1891, *n°* 8.

Ayant pris en considération, etc. ;

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

IL EST ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Premièrement : Etc.

Deuxièmement : Avec abolition des arrêtés du 25 juin 1874, n° 24 (*Staatsblad*, n° 168) tel qu'il a été modifié par celui du 1er avril 1876, n° 12 (*Staatsblad*,

---

Agrarische Aangelegenheden. — Erfpacht. — Regelen in acht te nemen bij aanvraag in erfpacht van tot het Staatsdomein behoorende gronden op de bezittingen buiten Java en Madoera.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië van 4 Januari 1891 n° 8.

Gelet enz.;

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

IS GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Eerstelijk : enz.

Ten tweede : Met intrekking van de besluiten van 25 Juni 1874 n° 24 (*Staatsblad* n° 168), zooals het is gewijzigd bij dat van

nº 86), et du 21 mars 1888, nº 1/*c* (*Staatsblad*, nº 59) ; de prescrire les règles suivantes à observer pour la demande à bail emphytéotique de terrains appartenant au domaine de l'Etat, dans les possessions en dehors de Java et Madura.

§ 1. Celui qui désire obtenir à bail emphytéotique des terrains appartenant au domaine de l'Etat dans les possessions en dehors de Java et Madura, s'adresse par écrit au Chef de l'administration provinciale, avec production d'une requête au Gouverneur général, accompagnée d'un croquis mentionnant l'étendue présumée des terrains demandés.

§ 2. Le Chef de l'Administration provinciale remet sans retard la requête au Chef intéressé de l'administration locale, qui procède immédiatement à la nomination d'une commission, composée d'un fonctionnaire européen et d'un fonctionnaire indigène, qui examine et constate si

---

1 April 1876 nº 12 (*Staatsblad* nº 86); van 8 Maart 1877 nº 2 (*Staatsblad* nº 55*a*) en van 21 Maart 1888 nº 1/*c* (*Staatsblad* nº 59), vast te stellen de volgende regelen, in acht te nemen bij aanvraag in erfpacht van tot het Staatsdomein behoorende gronden op de bezittingen buiten Java en Madoera :

§ 1. Hij, die op de bezittingen buiten Java en Madoera gronden, behoorende tot het Staatsdomein, in erfpacht wenscht te bekomen wendt zich schriftelijk tot het Hoofd van gewestelijk bestuur, onder overlegging van een aanvraag bij request aan den Gouverneur-Generaal, vergezeld van een schetskaart, de vermoedelijke uitgestrektheid der aangevraagde gronden vermeldende.

§ 2. Het Hoofd van gewestelijk bestuur stelt het verzoekschrift onverwijld in handen van het betrokken Hoofd van plaatselijk bestuur, dat terstond overgaat tot de benoeming eener commissie, bestaande uit een Europeesch en een Inlandsch

les terrains demandés appartiennent ou non au domaine de l'Etat.

§ 3. Après s'être fait indiquer clairement sur le terrain par le demandeur ou de sa part, par une personne capable, les terres qu'il désire, la Commission rend, aussitôt que possible, la demande publique dans les villages environnants, en indiquant d'une façon précise les terrains demandés et en informant les indigènes et autres intéressés qu'ils peuvent exposer leurs droits sur ces terrains pendant un mois, à l'administration locale européenne.

En même temps elle fait l'enquête désignée au § 2, et envoie son rapport et procès-verbal endéans deux mois après la réception de l'ordre, au Chef de l'administration locale.

Dans les région où la culture gouvernementale du café existe, elle examine en même temps dans quelle mesure

---

ambtenaar, welke onderzoekt en constateert of de aangevraagde gronden al dan niet behooren tot het Staatsdomein.

§ 3. De commissie, na op het terrein door den aanvrager of door een geschikt persoon van zijnentwege duidelijk zich te hebben doen aanwijzen de gronden, die hij begeert, maakt zoo spoedig mogelijk de aanvraag in de naaste dorpen bekend, onder duidelijke aanwijzing van de aangevraagde gronden en onder mededeeling, dat de inboorlingen en andere belanghebbenden, gedurend één maand, hunne belangen ter zake aan het Europeesch plaatselijk bestuur kunnen voordragen.

Tevens houdt zij het bij § 2 bedoeld onderzoek en zendt zij haar rapport en proces-verbaal, binnen één maand na de ontvangst van den last, aan het Hoofd van plaatselijk bestuur.

In streken, waar de Gouvernementskoffiecultuur bestaat, onderzoekt zij tevens in hoever de aangevraagde gronden behooren beschikbaar te blijven voor uitbreiding dier cultuur en maakt zij melding van hare bevindingen in het proces-verbaal.

il convient que les terrains demandés restent disponibles pour l'extension de cette culture, et fait mention de ce qu'elle a constaté dans son procès-verbal.

§ 4. Le chef de l'administration locale tient note de ce que les indigènes ou autres intéressés ont fait savoir pour faire valoir leurs droits, s'ils n'ont pas exposé leurs intérêts par écrit.

§ 5. Après l'expiration du terme d'un mois, fixé au § 3, le Chef de l'administration locale envoie les pièces, accompagnées de ses considérations et avis, au chef de l'administration provinciale, avec mention si, et en cas d'affirmative dans quelle mesure les institutions du pays comportent que les chefs indigènes soient consultés dans cette affaire, et ce qui, dans ce cas, est ou doit encore être fait pour s'assurer de leur concours.

Le chef de l'administration provinciale envoie ensuite les pièces par l'intermédiaire du directeur de l'admi-

---

§ 4. Het Hoofd van plaatselijk bestuur houdt aanteekening van hetgeen door de inboorlingen en andere belanghebbenden in hun belang wordt aangevoerd, indien zij hunne belangen niet schriftelijk hebben voorgedragen.

§ 5. Na verloop van den in § 3 genoemden termijn van één maand, zendt het Hoofd van plaatselijk bestuur de stukken, vergezeld van zijne consideratiën en advies, aan het Hoofd van gewestelijk bestuur, met vermelding of en, zoo ja, in hoever de landsinstellingen mede brengen, dat de volkshoofden in de zaak gekend worden, en wat in dat geval door hem reeds is of alsnog behoort gedaan te worden om zich van hun medewerking te verzekeren.

Het Hoofd van gewestelijk bestuur zendt de stukken daarna, door bemiddeling van den Directeur van Binnenlandsch Bestuur, aan den Gouverneur-Generaal met een gemotiveerd voorstel tot toe- of afwijzing van de aanvraag.

nistration de l'Intérieur, au Gouverneur général avec une proposition motivée tendant à l'acceptation ou au rejet de la demande.

§ 6. Si de l'avis du Gouverneur général il ne se présente pas d'obstacles à la cession, les terrains sont promis par lui au demandeur sous la condition expresse que l'acquéreur du droit d'emphytéose s'engage :

a) A délimiter exactement les terrains, en tant qu'il n'en est pas dressé de bulletin d'arpentage, à chaque angle de la limite, et là où ils sont coupés par des routes ou des rivières, par des bornes durables et bien visibles, satisfaisant, autant que possible, aux exigences de l'ordonnance du 16 décembre 1882 (*Staatsblad*, n° 311), et ce à la satisfaction de la Commission désignée au § 2 ;

b) Sur production d'un bulletin d'arpentage ou bien d'une esquisse avec le tracé exact des limites des terrains promis, cette dernière accompagnée d'une déclaration de la

---

§ 6. Indien bij den Gouverneur-Generaal geen bezwaren tegen den afstand bestaan, worden de gronden door Hem aan den aanvrager toegezegd, onder uitdrukkelijk beding dat de verkrijger van het erfpachtsrecht zich verbindt :

a) De gronden, voor zoover daarvan geen meetbrief is opgemaakt, in elken hoek der grens en daar, waar deze door wegen of rivieren gesneden wordt, nauwkeurig af te bakenen door duurzame, goed zichtbare merkteekenen, zooveel mogelijk voldoende aan de eischen, gesteld bij de ordonnantie van 16 December 1882 (*Staatsblad* n° 311), een en ander ten genoegen van de in § 2 bedoelde commissie ;

b) Onder overlegging van een meetbrief dan wel van een schetskaart met nauwkeurige omschrijving van de grenzen der toegezegde gronden, de laatste vergezeld van eene verklaring der in § 2 bedoelde commissie dat de noodige merkteekenen naar behooren geplaatst zijn, binnen den tijd van één jaar na de dag-

Commission mentionnée au § 2, que des bornes nécessaires sont placées convenablement, à prêter son concours dans le délai d'un an après la date de l'arrêté, à la publication du titre de la constitution du droit d'emphytéose, à défaut de quoi l'arrêté sera considéré comme non avenu.

Troisièmement : Etc.

Copie, etc.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes Néerlandaises :
Le Secrétaire général,
GALLOIS.

Publié le 8 janvier 1891.

Le Secrétaire général,
GALLOIS.

---

teekening van het besluit zijne medewerking te verleenen voor de openbaarmaking van den titel van aankomst van het erfpachtsrecht, zullende bij gebreke van dien het besluit als vervallen worden beschouwd.

Ten derde : enz.

Afschrift enz.

Ter ordonnantie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Secretaris,
GALLOIS.

Uitgegeven den achtsten Januari 1891.

De Algemeene Secretaris,
GALLOIS.

Affaires agraires — Emphythéose — Retrait de l'art. 11, § 6, litt. *a*, du décret n° 5, « Staatsblad », 1891, n° 5.

ORDONNANCE

du Gouverneur général des Indes Néerlandaises du 13 août 1893, n° 1.

Vu, etc. ;

Le Conseil des Indes entendu ;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Premièrement : Etc.

Deuxièmement : Relativement à ce qui est stipulé par l'ordonnance de ce jour (*Staatsblad*, n° 195), à la date du jour où la présente ordonnance générale entre en vigueur,

---

Agrarische Aangelegenheden. — Erfpacht. — Intrekking van art. 2, § 6, letter *a*, van het besluit in « Staatsblad », 1891, n° 5.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indie van 13 Augustus 1893, n° 1.

Herlezen enz. ;

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

IS GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Eerstelijk : Enz. ;

Ten tweede : In verband met het bepaalde bij de ordonnantie van heden (*Staatsblad*, n° 195), met ingang van den datum, waarop

l'art. 2, § 6, litt. *a*, du décret du 4 janvier 1891, n° 8 (*Staatsblad* n° 5), est retiré.

Troisièmement : Etc.

Copie, etc.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
SWEERTS.

Publié le 17 août 1893.

Le Secrétaire général,
SWEERTS.

---

die algemeene verordening in werking treedt, in te trekken artikel 2, § 6, letter *a*, van het besluit van 4 Januari 1891, n° 8 (*Staatsblad*, n° 5).

Ten derde : Enz.

Afschrift enz.

Ter ordonnantie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Secretaris,
SWEERTS.

Uitgegeven den zeventienden Augustus 1893.

De Algemeene Secretaris,
SWEERTS.

Affaires agraires. — Emphytéose. — Complément à l'article premier de l'ordonnance du « Staatsblad » 1891, n° 4, complétant et modifiant les dispositions relatives à la cession à bail emphytéotique de terres du domaine de l'Etat aux possessions hors de Java et Madura.

Au nom de la REINE !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu,

A tous ceux qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que, jugeant utile de compléter comme ci-dessous l'ordonnance du 4 juin 1891 (*Staatsblad*, n° 4) ;

Agrarische aangelegenheden. — Erfpacht. — Aanvulling van artikel 1 der ordonnantie in « Staatsblad » 1891, nr 4. houdende aanvulling in wijziging van de bepalingen, regelende den afstand in erfpacht van tot Staatsdomein behoorende gronden op de bezittingen buiten Java en Madoera.

In naam der KONINGIN !

De Gouverneur-generaal van Nederlandsch-Indie,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord :

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Saluut !

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende de ordonnantie van 4 Januari 1891 (*Staatsblad* nr 4) in den hieronder volgenden zin aan te vullen ;

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration des Indes néerlandaises ;

Il a arrêté et arrête :

De compléter comme suit l'ordonnance du 4 janvier 1891 (*Staatsblad*, n° 5) :

Les terres ainsi cédées à bail emphytéotique doivent, avant la publication du titre d'ouverture de l'emphytéose, être soigneusement délimitées par le requérant au moyen de bornes satisfaisant aux conditions fixées par l'article 3 de l'ordonnance du 16 décembre 1882 (*Staatsblad*, n° 321), modifié par l'ordonnance du 20 juin 1893 (*Staatsblad*, n° 16), et placées à chaque angle de la terre et aux endroits où elle est coupée par des chemins ou des rivières.

En ce qui concerne l'entretien des bornes pour les terres cédées à bail emphytéotique sans dépôt d'un levé ou d'un certificat d'arpentage, les dispositions de l'ar-

---

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië ;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Artikel 1 der ordonnantie van 4 Januari 1891 (*Staatsblad* nr 4) aan te vullen als volgt :

De aldus in erfpacht toegezegde gronden moeten, vóór de openbaarmaking van den titel van aankomst van het erfpachtsrecht, door de zorg en op kosten van den aanvrager nauwkeurig worden afgeteekend door de plaatsing, in elken hoek der grens en daar, waar deze door wegen of rivieren gesneden wordt, van merkteekenen, voldoende aan de eischen, gesteld bij artikel 3 der ordonnantie van 16 December 1882 (*Staatsblad* nr 311), zooals het is gewijzigd bij de ordonnantie van 13 Januari 1893 (*Staatsblad* nr 16).

Ten aanzien van het onderhoud der merkteekenen voor gronden, welken zonder overlegging van kaart en meetbrief in erf-

ticle 5 de l'ordonnance indiquée à l'alinéa précédent seront appliquées.

Fait à Batavia, le 13 août 1893.

Le Gouverneur général,
C. PIJNACKER HORDIJK.

Publié le 17 août 1893.

Le Secrétaire général,
SWEERTS.

---

pacht zijn uitgegeven, geldt het bepaalde bij artikel 5 der in het vorig lid in de eerste plaats genoemde ordonnantie.

Gedaan te Batavia, den 13 Augustus 1893.

C. PIJNACKER HORDIJK.

De Algemeene Secretaris,
SWEERTS.

Uitgegeven den zeventienden Augustus 1893.

De Algemeene Secretaris,
SWEERTS.

Terres domaniales. — Dispositions relatives à la cession des terres domaniales sollicitées pour la construction d'habitations, d'installations industrielles ou autres constructions.

ARRÈTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises en date du 7 août 1863, n° 24.

Vu :

1° Le paragraphe 2 de l'article 62 du règlement sur l'administration des Indes néerlandaises, en vertu duquel les parcelles destinées à l'agrandissement des villes et villages et à des installations industrielles ne sont pas comprises dans la défense de vendre des terrains ;

2° Etc.

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

Gouvernements gronden. — Bepaling omtrent den afstand van gouvernements gronden, begeerd voor den aanbouw van woonhuizen en inrigtingen van nijverheid of voor andere bebouwingen.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, van den 7den Augustus 1863, *n°* 24.

Gelet :

1e Op het 2de lid van artikel 62 van het reglement op het beleid der regering in Nederlandsch-Indië, waarbij is bepaald, dat in het verbod van gronden te verkoopen niet zijn begrepen kleine stukken gronds, bestemd tot uitbreiding van steden en dorpen en tot het oprigten van inrigtingen van nijverheid;

2e Enz.

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Il est arrêté ce qui suit :

Que les terres domaniales demandées pour la construction d'habitations, d'installations industrielles ou autres constructions, pour autant qu'elles soient situées dans les chefs-lieux des résidences ou des divisions ou doivent servir à l'extension de ces chefs-lieux, ne seront plus cédées qu'en toute propriété contre le paiement de leur valeur taxée, sauf les cas particuliers dans lesquels il se produirait des objections péremptoires contre cette cession.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
A. LOUDON.

Publié le 12 août 1863.
Le Secrétaire général,
A. LOUDON.

Is goedgevonden en verstaan :

Te bepalen, dat gouvernements-gronden, begeerd voor den aanbouw van woonhuizen en inrigtingen van nijverheid of voor andere bebouwingen, voor zoo ver die gelegen zijn binnen den omtrek der hoofdplaatsen van de residentiën en afdeelingen of tot uitbreiding van die hoofdplaatsen moeten dienen, voortaan niets anders dan in eigendom tegen den taxatie-prijs zullen worden afgestaan, behoudens die bijzondere gevallen, waarin zich hiertegen overwegende bedenkingen bij de regering mogten voordoen.

Ter ordonnancie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Sekretaris,
A. LOUDON.

Uitgegeven den twaalfden Augustus 1863.
De Algemeene Sekretaris,
A. LOUDON.

Terrains. — Vente publique de petites parcelles situées dans ou près des chefs-lieux et demandées en propriété.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises du 26 mars 1876, n° 29.

Vu, etc...,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu;

IL EST ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Comme modification à l'arrêté du 7 août 1863, n° 24 (*Staatsblad*, n° 90) relatif à la cession faite en toute propriété comme il est dit dans le dit arrêté, de petites parcelles, situées dans les chefs-lieux de provinces ou de divisions, ou devant servir à l'extension de ces chefs-lieux

---

Gronden. — Openbare verkoop van kleine stukken grond op of bij hoofdplaatsen gelegen en in eigendom begeerd.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië van 26 Maart 1876, *n°* 29.

Gelezen enz.;

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

IS GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Met wijziging in zoover van het besluit van 7 Augustus 1863 n° 24 (*Staatsblad* n° 90), ten aanzien van den daarbij bedoelden afstand in eigendom van kleine stukken grond op de hoofdplaatsen van gewesten en afdeelingen gelegen of tot uitbreiding van die hoofdplaatsen moetende dienen, waarover de Regering vrije

dont le Gouvernement a la libre disposition, et qui ne sont pas occupées par les demandeurs, il est prescrit ce qui suit :

§ 1. La parcelle demandée est vendue publiquement aux enchères, avec l'autorisation du Gouvernement — si le Gouvernement est disposé à la cession en propriété — et sous des conditions à poser par lui, pour chaque cas particulier, à moins que, à cause de circonstances particulières, la cession de la main à la main ne soit estimée préférable.

§ 2. Est acquéreur, celui qui fait l'offre la plus élevée au-dessus d'un prix minimum à fixer dans les conditions.

§ 3. Lorsque l'acquéreur n'est pas en même temps premier requérant, il n'est admis à l'inscription de la parcelle qu'après la production de la preuve que les frais de mesurage, comme il appert d'une quittance de

---

beschikking heeft en die door de aanvragers niet worden geoccupeerd, te bepalen als volgt:

§ 1. Het aangevraagd stuk grond wordt op magtiging van de Regering—indien deze tot den afstand in eigendom genegen is — en onder voorwaarden, door Haar voor elk afzonderlijk geval te stellen, in het openbaar bij opbod verkocht, tenzij, wegens bijzondere omstandigheden, onderhandsche afstand verkieslijk wordt geacht.

§ 2. Kooper is hij, die het hoogste bod doet boven een bij de voorwaarden te stellen minimum-prijs.

§ 3. Wanneer de kooper niet tevens eerste aanvrager is, wordt hij tot de inschrijving van het perceel niet toegelaten dan na overlegging van het bewijs, dat de kosten van opmeting, zooals die blijken uit eene bij de aanvraag over te leggen kwitantie van den landmeter, verhoogd met 10 %, door hem ten behoeve van den eersten aanvrager in 's lands kas zijn gestort.

l'arpenteur à produire avec la demande, augmentés de 10 p. c., sont versés par lui au profit du premier requérant, dans la caisse de l'Etat.

Copie, etc.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

Publié, le 1er mai 1876.

Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

Afschrift enz.

Ter Ordonnancie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Uitgegeven den eersten Mei 1876.

De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Terres. — Cession de terres du Gouvernement avec droit de superficie à l'intérieur ou comme extension des chefs-lieux de résidences et de sections, pour des installations temporaires.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises du 26 août 1893, *n°* 1.

Vu l'arrêté du 7 août 1863, n° 24 (*Staatsblad* n° 90), stipulant que les terres demandées pour la construction de maisons d'habitation et d'installations industrielles, ou pour d'autres constructions pour autant qu'elles soient situées dans les chefs-lieux des résidences et de divisions, ou qui doivent servir à l'extension de ces chefs-lieux, ne seront plus, à l'avenir, cédées qu'en toute propriété contre le prix d'estimation, sauf le cas où,

---

Gronden. — Afstand van Gouvernements gronden met recht van opstal binnen den omtrek- of als uitbreiding van de hoofdplaatsen der residentiën en afdeelingen, ten behoeve van inrichtingen van tijdelijken aard.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indie van 26 April 1893, n° 1.

Gelet op het besluit van 7 Augustus 1863, n° 24 (*Staatsblad*, n° 90), houdende bepaling dat Gouvernements gronden, begeerd voor den aanbouw van woonhuizen en inrichtingen van nijverheid of voor andere bebouwingen, voor zoover die gelegen zijn binnen den omtrek der hoofdplaatsen van de residentiën en afdeelingen of tot uitbreiding van die hoofdplaatsen moeten dienen, voortaan niet

selon l'avis du Gouvernement, des objections péremptoires se produiraient ;

Vu, etc. ;

Le Conseil des Indes entendu ;

Il est arrêté ce qui suit :

Premièrement Comme modification, pour autant que de besoin, au décret précité et comme conséquence des décrets du 27 mars 1866, n° 27 (*Journal Officiel*, n° 25) et du 26 avril 1876, n° (*Journal Officiel*, n° 117), les terres du Gouvernement dans l'enceinte ou dans les extensions des chefs-lieux de résidence et de sections pourront également être cédées avec droit de superficie pour des installations temporaires.

Deuxièmement : Etc.

---

anders dan in eigendom tegen den taxatie prijs zullen worden afgestaan, behoudens de gevallen, waarin zich hiertegen overwegende bedenkingen bij de Regeering mochten voordoen ;

Gelezen enz. ;

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Is goedgevonden en verstaan :

Eerstelijk : Met wijziging in zoover van hooger aangehaald besluit en ten vervolge van de besluiten van 27 Maart 1866, n° 27 (*Staatsblad*, n° 25), en 26 April 1876, n° 29 (*Staatsblad*, n° 117), te bepalen dat binnen den omtrek- of als uitbreiding van de hoofdplaatsen der residentiën en afdeelingen, Gouvernements gronden ook met recht van opstal kunnen worden afgestaan ten behoeve van inrichtingen van tijdelijken aard.

Ten tweede : Enz.

Copie, etc.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
SWEERTS.

Publié le 29 avril 1893.

Le Secrétaire général,
SWEERTS.

Afschrift enz.

Ter ordonnantie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Secretaris,
SWEERTS.

Uitgegeven den negen en twintigsten April 1893.

De Algemeene Secretaris,
SWEERTS.

Terres du Gouvernement — Réglementation de l'usage de ces terres à Java et Madura pour des établissements particuliers ou autrement.

Au Nom du ROI !

Le Gouverneur des Indes Néerlandaises,

Le Conseil des Indes entendu .

A tous ceux qui liront ou entendront lire les présentes, Salut !

Faisons savoir :

Vu la nécessité d'établir par un titre légal l'usage actuel des terres du Gouvernement à Java et Madura pour des établissements particuliers ou autrement, si ce titre n'existe pas, pour autant que l'article 62 du règle-

---

Gouvernements Gronden. — Wettiging van het gebruik van die gronden op Java en Madura voor particuliere nederzettingen als anderzins.

In naam des KONINGS !

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch Indië.

Den Raad van Nederlandsch-Indie gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut !

Doet te weten :

Dat Hij, in overweging genomen hebbende de noodzakelijkheid, om het thansreeds gevestigde gebruik van Gouvernements gronden op *Java* en *Madura* voor particuliere nederzettingen als anderzins door eenen wettigen titel, waar die niet bestaat, te bestendigen, voor zoover het bepaalde bij artikel 62 van het reglement op het

ment d'administration des Indes Néerlandaises ne s'y oppose pas ;

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 dudit règlement ;

Arrête :

Article premier.

Les terres du Gouvernement, à Java et Madura, occupées par des particuliers, des établissements ou autrement, sont reprises par le Gouvernement, pour autant que cette occupation ne résulte pas d'un droit de superficie, d'emphytéose ou d'usufruit.

Article 2.

Quiconque occupe ces terres devra les quitter au plus tard le 31 mars 1862, à moins qu'il n'en ait acquis la propriété ou qu'il n'y ait acquis le droit de superficie établi

---

beleid der regering van Nederlandsch-Indië zich daartegen niet verzet ;

En lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der regering van Nederlandsch-Indie ;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Artikel één.

Gouvernements gronden op Java en Madura, in gebruik bij particulieren tot nederzetting als anderzins, voor zoo ver dat gebruik niet is uit kracht van verkregen *regt van opstal, regt van erfpacht* of *regt van vruchtgebruik*, worden door het Gouvernement terug genomen.

Artikel 2.

Een ieder, in het gebruik van die gronden, zal dezelve moeten verlaten uiterlijk vóór den laatsten Maart 1862, ten ware hij vóór dien tijd daarvan hebbe erlangd den eigendom, of wel daarop hebbe verkregen regt van opstal, gevestigd bij geregtelijke acte,

par un titre légal. conformément aux dispositions en vigueur, ou qu'il ne se soit adressé au Gouverneur général pour obtenir l'un ou l'autre de ces droits.

En vue de l'acquisition du droit de propriété ou de superficie sur ces terres, les intéressés pourront s'adresser au Gouverneur général en déposant les pièces nécessaires par l'entremise des chefs de l'Administration provinciale.

Fait à Buitenzorg, le 12 juin 1861.

CHS. P. PAHUD.

Le Secrétaire général,

LOUDON.

Publié le 18 juin 1861.

Le Secrétaire général,

LOUDON.

---

overeenkomstig de deswege bestaande verordeningen, dan wel zich ter erlanging van een of ander mogt hebben gewend tot den Gouverneur-Generaal.

Tot verkrijging van den eigendom van — of regt van opstal op de hier bedoelde gronden, kunnen belanghebbenden zich, onder overlegging der vereischte bescheiden, wenden tot den Gouverneur Generaal, door tusschenkomst van de betrokkene hoofden van gewestelijk bestuur.

Gedaan te Buitenzorg, den 12den Juni 1861.

CHS. F. PAHUD.

De Algemeene Secretaris,

A. LOUDON.

Uitgegeven den achttienden Juni 1861.

De Algemeene Secretaris,

A. LOUDON.

Droit de superficie. — Retrait des dispositions des décrets de 1858, n° 98 et de 1861, n° 6.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises du 2 juillet 1872, *n°* 15.

Arrête :

Premièrement : Les arrêtés du 30 août 1858, n° 50 (*Staatsblad*, n° 98) et du 24 février 1861, n° 26 (*Staatsblad*, n° 6) sont retirés. Les terres du domaine, dont on remettra le certificat d'arpentage, demandées avec droit de superficie en vue d'y ériger des habitations, des installations industrielles, même si elles sont en rapport avec des entreprises agricoles — mais non pour des

---

Regt van Opstal. — Intrekking der bepalingen in de besluiten opgenomen in « Staatsblad » 1858, n° 98 en 1861, n° 6.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, van den 2den Juli 1872, n° 16.

Gelezen, enz.;
De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Is goedgevonden en verstaan :

Eerstelijk : Met intrekking der besluiten van 30 Augustus 1858 n° 50 (*Staatsblad* n° 98) en 24 Februari 1861, n° 26 (*Staatsblad* n° 6), te bepalen, dat grond, behoorende aan tot het staatsdomein, onder overlegging van een meetbrief, aangevraagd met regt van opstal, hetzij voor woonerven, hetzij voor inrigtingen van nijverheid-ook zoo dezen tot landbouw-ondernemingen in verband staan, —

exploitations agricoles et spécialement pour des plantations — seront concédées à cette fin pour une période de 30 ans et pour une étendue de 10 *bouws* au plus, moyennant paiement de la moitié de la redevance qui serait due pour une cession en toute propriété, en observant les dispositions ci-dessous :

1° Que si la terre est défrichée par les indigènes pour leur usage, ou appartient au village comme commune pâture ou à tout autre titre, les intéressés devront consentir à la cession et le prix à payer chaque année pour la privation continue de la terre devra être convenu avec eux ;

2° Qu'il sera loisible à l'acquéreur, à l'expiration du terme pour lequel le droit de superficie lui aura été accordé, de faire disparaître tous les bâtiments, travaux et plantations faits sur le terrain possédé en superficie, à la condition de remettre le terrain dans son état primitif, à moins que le Gouvernement ne lui ait fait savoir six

---

niet echter voor inrigtingen van landbouw, speciaal tot het aanleggen van beplantingen, — zal worden afgestaan met dat regt voor een tijdvak van ten hoogste 30 jaren en tot eene uitgestrektheid van hoogstens 10 bouws tegen betaling van *de helft* van hetgeen betaald zou moeten worden bij afstand in eigendom, — met in achtneming der volgende bepalingen :

1° Dat indien de grond door inlanders voor eigen gebruik ontgonnen is, of als algemeene weide of uit eenigen anderen hoofde tot de dorpen behoort, de regthebbenden in den afstand moeten hebben gewilligd en met dezen moet zijn overeengekomen omtrent den prijs, in jaarlijksche termijnen voor het blijvend gemis van den grond te voldoen;

2° Dat het den verkrijger zal vrijstaan bij het eindigen van den termijn, waarvoor hem regt van opstal is verleend, alle door hem op den in opstal bezeten grond geplaatste gebouwen, werken en beplantingen te sloopen, mits den grond in den vroegeren staat

mois à l'avance qu'il désire reprendre les uns et les autres contre un prix à fixer, auquel cas l'article 715 du Code civil sera applicable ;

3° Que l'acquéreur, dans les six mois après la date de l'ordonnance du Gouvernement y relative, devra s'adresser à l'autorité compétente pour s'en faire délivrer le droit de superficie, à défaut de quoi ladite ordonnance sera non avenue.

Deuxièmement : etc.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
VAN HARENSCARPEL.

Publié le 7 juillet 1872.
Le Secrétaire général,
VAN HARENSCARPEL.

---

herstellende, ten ware het Gouvernement hem een halfjaar vooruit mogt hebben te kennen gegeven, dat het een en ander tegen taxatie wenscht over te nemen, in welk geval het bepaalde bij art. 715 van het Burgerlijk Wetboek toepasselijk is;

3° Dat de verkrijger zich binnen den tijd van zes maanden na de dagteekening der betrekkelijke Regeringsbeschikking voor de levering van het regt van opstal zal hebben te wenden tot de bevoegde autoriteit : zullende bij niet voldoening aan dit beding die beschikking als vervallen worden beschouwd.

Ten tweede : enz.

Afschrift, enz.

Ter ordonnancie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Sekretaris,
VAN HARENSCARSPEL.

Uitgegeven den zevenden Juli 1872.
De Algemeene Sekretaris,
VAN HARENSCARSPEL.

Droit de superficie. — Modication de la disposition première de l'arrêté, au « Staatsblad » 1872, n° 124.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises du 14 août 1875, n° 47.

Relu la missive du Ministre des colonies, du 27 mai 1875, litt. A3, n°20/1014 ;

Entendu le conseil des Indes néerlandaises ;

Il est arrêté ce qui suit :

Premièrement : etc...

Troisièmement : De décider, que la disposition « in primo », de l'arrêté du 2 juillet 1872, n° 16 (*Staatsblad,* n° 124) soit lue désormais comme suit :

1° Que, si le terrain est défriché par des indigènes pour leur propre usage ou appartient aux villages, soit

---

Regt van opstal. — Wijziging van de bepaling in Eerstelijk, 1e van het besluit in « Staatsblad » 1872, n° 124.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië van den 14den Augustus 1875, n° 47.

Herlezen de missive van den Minister van Koloniën, van 27 Mei 1875 La. A3, N° 26/1014;

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord :

Is goedgevonden en verstaan :

Eerstelijk : Enz.

Ten derde ; Te bepalen, dat de bepaling van *Eerstelijk*, 1° van het besluit van 2 Juli 1872 N° 16 (*Staatsblad* N° 124) in het vervolg aldus wordt gelezen :

comme pâturage commun, ou à un autre titre quelconque, les ayants droit doivent avoir consenti à la cession, et qu'un accord doit être conclu avec ceux-ci, concernant le prix à payer pour la privation permanente de ce terrain.

Quatrièmement : etc...

Copie, etc....

Par ordonnance du Gouverneur général,
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

Publié, le 10 août 1875.
Le Secrétaire général.
LEVYSSOHN NORMAN.

1e. Dat, indien de grond door inlanders voor eigen gebruik ontgonnen is, of als gemeene weide of uit eenigen anderen hoofde tot de dorpen behoort, de regthebbenden in den afstand moeten hebben bewilligd en met dezen moet zijn overeengekomen omtrent den prijs, voor het *blijvend* gemis van dien grond te voldoen.

Ten vierde : enz.
Afschrift enz.

Ter ordonnancie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indie :
De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Uitgegeven den tienden Augustus 1875.
De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Affaires agraires. — Droit de superficie. — Modification de la disposition sous 2° de l'article 1er de l'arrêté inséré au « Staatsblad », 1872, n° 124.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises du 13 janvier 1897, n° 3.

Prenant en considération l'article 3 de l'arrêté du 4 août 1875, n° 47 (*Staatsblad*, n° 180);

Vu, etc...

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu;

Il a été arrêté et est arrêté :

Comme modification de l'article 1er de l'arrêté du 2 juillet 1872, n° 16 (*Staatsblad*, n° 124), de décider que la disposition 2° de cet article soit conçue comme suit :

Agrarische aangelegenheden. — Recht van opstal. — Wijziging van de bepaling sub 2° van artikel 1 van het besluit in « Staatsblad » 1871, n° 124.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indie van 13 Januari 1897, n° 3.

Gelet op artikel 3 van het besluit van 4 Augustus 1875, n° 47 (*Staatsblad*, n° 180);

Gelezen, enz.:

De Raad vad Nederlandsch-Indië gehoord;

Is goedgevonden en verstaan :

Met nadere wijziging van artikel 1 van het besluit van 2 Juli

2° Que le détenteur du droit de superficie est obligé, à l'expiration du terme pour lequel ce droit lui est accordé, d'enlever les bâtiments, travaux et plantations placés par lui sur le terrain, à l'égard desquels le Gouvernement ne l'a pas informé une demi-année à l'avance du désir de reprise à son compte, et de remettre le terrain dans son état primitif, auquel cas, le prix de ce qui est repris sera déterminé par une commission de trois personnes, dont chacune des parties en nommera une, le Conseil de justice locale désignant la troisième ;

Toutefois si l'enlèvement, en tant que le détenteur du droit de superficie y est obligé, n'a pas été effectué un mois après l'expiration du droit de superficie, le Gouvernement peut procéder à l'enlèvement aux frais du contrevenant et sans aucune indemnité quelconque.

Copie, etc...

1872, n° 16 (*Staatsblad*, 124), te bepalen dat de bepaling sub 2° van dat artikel wordt gelezen als volgt :

2° Dat de houder van het recht van opstal bij het eindigen van den termijn, waarvoor hem dat recht is verleend, verplicht is de door hem op den grond geplaatste gebouwen, werken en beplantingen, ten opzichte waarvan het Gouvernement hem niet een half jaar te voren het verlangen van overneming heeft te kennen gegeven, op te ruimen en den grond in den vorigen staat te herstellen, in welk geval de prijs van hetgeen wordt overgenomen, bepaald wordt door eene commissie van drie personen, waarvan door elk der partijen één en de derde door den plaatselijk bevoegden Raad van Justitie te benoemen;

Met dien verstande, dat indien de opruiming, voor zoover de houder van het recht van opstal daartoe verplicht is, een maand na het eindigen van het recht van opstal niet heeft plaats gehad, het Gouvernement tot de opruiming kan overgaan ten koste van den nalatige en zonder eenige vergoeding welke ook.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
A. D. H. HERINGA.

Publié le dix-neuf janvier 1897.
Le Secrétaire général,
A. D. H. HERINGA.

Afschrift, enz.

Ter ordonnantie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsche-Indië,
De Algemeene Secretaris,
A. D. H. HERINGA.

Uitgegeven den negentiende Januari 1897.
De Algemeene Secretaris,
A. D. H. HERINGA.

Conditions auxquelles le droit de superficie pour des terres destinées à des établissements industriels sera accordé.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises du 30 *août* 1858, *n*° 50.

Vu, etc. ;

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

ARRÊTE .

Aucune demande de droit de superficie pour des terres destinées à des établissements industriels ou d'exploitation agricole, ne sera accordée si les conditions ci-dessous ne sont pas observées :

Voorwaarden waarop verzoeken tot het verleenen van het regt van opstal voor inrigtingen van nijverheid zullen worden ingewilligd.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, van den 30sten Augustus 1858, n° 50:

Gelezen, enz.

De Raad van Nederlandsche-Indië gehoord;

IS GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Aan te teekenen, dat geene verzoeken tot het verleenen van het regt van opstal voor inrigtingen van nijverheid en landbouw zullen worden ingewilligd, dan behoudens de hieronder vermelde voorwaarden:

I. Les terres à céder doivent être dans une situation telle que l'Administration intérieure soit en état de protéger le superficiaire et aussi de l'empêcher de commettre des actes non autorisés.

II. L'étendue de terres cédées ne dépassera pas ce qui est censé raisonnablement nécessaire pour le but poursuivi.

III. Les possesseurs ou usufruitiers de terres dont la cession est demandée doivent y consentir ou avoir reçu un dédommagement suffisant.

IV. Celui qui a obtenu les terres reste soumis à telle contribution qui pourrait être imposée plus tard sur les terres.

V. La terre cédée sera mesurée et un plan en sera dressé.

I. — Dat de af te stane grond zoodanig gelegen zij, dat het binnenlandsch bestuur in staat is, des gevorderd dengeen, die het regt van opstal heeft, te beschermen en tevens te waken tegen verkeerde handelingen zijnerzijds;

II. — Dat niet meer gronds in opstal worde afgestaan, dan redelijker wijze kan geacht worden voor het doel, waartoe de aanvrage gedaan is, benoodigd te zijn;

III. — Dat de bezitters of vruchtgebruikers van den grond, welks afstand verlangd wordt, in den afstand hebben bewilligd en daarvoor naar genoegen zijn schadeloos gesteld ;

IV. — Dat de verkrijger van den grond onderworpen blijve aan zoodanige belasting, als later mogt worden uitgeschreven op het bezit van gronden met regt van opstal ;

V. — Dat de af te stane grond behoorlijk worde opgemeten en bij meetbrief omschreven ;

VI. — Dat de afstand geschiede voor een bepaald tijdvak, niet bovengaande den tijd van twintig jaren, onverminderd 's gou-

VI. La cession aura lieu pour une durée limitée de vingt ans au plus, sans préjudice du droit du Gouvernement d'accorder une prolongation si elle est demandée.

VII. Le droit de superficie ne sera ni cédé, ni hypothéqué sans autorisation du Gouvernement.

VIII. Le preneur s'engage, à l'expiration de la durée de la cession, à abattre tous les bâtiments, travaux et plantations faits sur le terrain cédé, qui sera remis en l'état primitif, à moins que le Gouvernement ne l'avertisse en temps utile qu'il les reprendra à la valeur taxée; en ce cas, l'article 715 du Code civil est applicable ;

IX. Pour des motifs politiques ou si des difficultés sérieuses surgissent entre le superficiaire et la population, le Gouvernement peut faire cesser la jouissance de la superficie et faire évacuer immédiatement les terres, à la

---

vernements regt om verlenging te verleenen, indien daartoe na expiratie van den gestelden tijd, verzoek mogt worden gedaan ;

VII. — Dat het regt van opstal door den verkrijger niet mag worden vervreemd, noch met hypotheek bezwaard, dan met toestemming van het gouvernement ;

VIII. — Dat de verkrijger zich verbinde bij het eindigen van het regt van opstal alle door hem op den in opstal bezetenen grond daargestelde gebouwen, werken en beplantingen te sloopen en den grond in den vroegeren staat te herstellen, ten ware het gouvernement hem in tijds mogt hebben te kennen gegeven, dat het een en ander tegen taxatie wenscht over te nemen, in welk geval het bepaalde bij art. 715 van het burgerlijk wetboek, van toepassing zijn zal ;

IX. — Dat het gouvernement bevoegd is, om ingeval redenen van staatkundigen aard, of ernstige verwikkelingen tusschen dengeen, die het regt van opstal heeft en de bevolking zulks noodzakelijk doen keuren, het regt van opstal te doen ophouden, en den grond terstond te laten ontruimen, onder verpligting, om

condition de rembourser à l'intéressé la valeur des bâtiments, travaux et plantations.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
LOUDON.

Publié le 6 septembre 1858.
Le Secrétaire général,
LOUDON.

---

alsdan de waarde der aanwezige gebouwen, werken en beplantingen te vergoeden.

Afschrift, enz.

Ter ordonnantie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Sekretaris,
LOUDON.

Uitgegeven den zesden September 1858.
De Algemeene Sekretaris,
LOUDON.

Superficie. — Complément des conditions fixées par le décret du 30 août 1858, n° 50, « Staatsblad », n° 98

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises, en date du 24 février 1861, n° 26.

Vu, etc.

Le conseil des Indes néerlandaises entendu ;

ARRÊTE

Comme suite au décret du 7 juillet 1859, n° 107 (*Staatsblad*, n° 44), les conditions du décret du 30 août 1858, n° 50 (*Staatsblad*, n° 98), sans lesquelles aucune demande du droit de superficie en vue d'établissements industriels ou d'exploitations agricoles ne sera admise, sont complétées comme suit :

Opstallen. — Aanvulling van de voorwaarden vermeld in het besluit van 30 Augustus 1858, n° 50, « Staatsblad » n° 98.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, van den 24sten Februari 1861, N° 26.

Gelezen, enz.

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

IS GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Ten vervolge van het besluit van 7 Juli 1859, n° 17 (*Staatsblad* n° 44), de bij het besluit van 30 Augustus 1858, n° 50 (*Staatsblad* n° 98), vermelde voorwaarden, zonder welke geene verzoeken tot het verleenen van het regt van opstal voor inrigtingen van nijverheid en landbouw worden ingewilligd, aan te vullen met :

Lors de la demande du droit de superficie, un délai sera fixé dans lequel, sous peine de déchéance du droit, les bâtiments nécessaires à l'exploitation et qui y seront décrits, devront être construits, condition qui sera inscrite dans le titre légal rédigé à cette fin.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
A. LOUDON.

Publié le vingt-huit février 1861.
Le Secrétaire général,
A. LOUDON.

---

§ X. Dat bij het verzoek om regt van opstal een geschikte termijn worde opgenomen, binnen welken, op straffe van verval van dat regt, de voor de inrigting benoodigde daarbij te omschrijven gebouwen zullen zijn opgerigt, welke voorwaarde in de ter zake te verlijden geregtelijke acte uitdrukkelijk zal moeten worden opgenomen.

Ter ordonnancie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Secretaris,
A. LOUDON.

Uitgegeven den acht-en-twintigsten Februarij 1861.
De Algemeene Secretaris,
A. LOUDON.

Règles d'après lesquelles le Gouverneur général des Indes néerlandaises peut donner des terres en location.

Nous, GUILLAUME III, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.

Sur la proposition de notre Ministre des colonies, en date du 7 juin 1856;

Vu notre arrêté du 24 octobre 1850, n° 54, concernant la cession des terrains miniers situés dans les Indes néerlandaises;

Vu l'art. 62 du réglement sur l'administration des Indes néerlandaises qui fait l'objet de la loi du 2 septembre 1854, n° 129 ; voulant fixer des régles suivant lesquelles le Gouverneur général peut donner en location des terres pour la culture.

Vatstelling der regels, volgens welke de Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië gronden voor den landbouw in huur kan uitgeven.

Wij WILLEM III, Bij de gratie Gods Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz.. enz., enz.

Op de voordragt van Onzen Minister van Koloniën, van den 7den Junij 1856 litt. H n° 31 ;

Gelet op Ons besluit van 24 October 1850 n° 54, betreffende de ontginning van delfstoffen bevattende gronden in Nederlandsch Indië ;

Willende, naar aanleiding van art. 62 van het reglement op het beleid der regering van Nederlandsch-Indië, vastgesteld bij de wet van 2 September 1854, *Staatsblad* n° 129, mede overgaan tot het stellen van regels, volgens welke de Gouverneur-Generaal gronden voor den landbouw in huur kan uitgeven ;

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 27 juin 1856, n° 2.)

Vu le rapport ultérieur de notre Ministre des colonies du 8 juin 1856 ;

Avons décrété et décrétons :

Article premier.

Les terres situées dans l'île de Java à la disposition du Gouvernement, qui ne sont pas cultivées par des indigènes ou n'appartiennent pas à un village comme commune pâture ou autrement, peuvent être données en location par le Gouverneur général aux Européens ou assimilés qui, aux conditions ordinaires, peuvent se fixer définitivement au lieu où ces terres sont situées.

Sous réserve des conditions ci-dessous des terres peuvent être données en location, sur le pied du présent article, à

Den Raad van State gehoord (advies van den 27sten Juni 1856 n° 2) ;

Gelet op het nader rapport van Onzen Minister van Koloniën, van 1 Juli 1856 litt. H n° 19 ;

Hebben besloten en besluiten :

Artikel één.

Gronden op het eiland Java, ter beschikking van het Gouvernement, en niet door de inlanders ontgonnen noch als gemeene weide of uit eenigen anderen hoofde, tot de dorpen of dessa's behoorende, kunnen door den Gouverneur-Generaal in huur worden uitgegeven aan Europeanen en daarmede gelijkgestelde personen, die, volgens de algemeene bepalingen, bevoegd zijn zich te vestigen ter plaatse waar de gronden gelegen zijn.

Behoudens de overige hier genoemde voorwaarden, kunnen op de eilanden buiten *Java*, waar zulks tot dus ver gebruikelijk was of nader nuttig wordt geacht ook aan anderen dan Europeanen en daarmede gelijk gestelde personen, gronden, op den voet van dit Ons besluit, in huur worden uitgegeven.

d'autres qu'à des Européens ou assimilés, dans les îles autres que Java où la chose s'est faite ou est jugée utile.

Article 2.

Le locataire doit, autant que possible, administrer lui-même ce qui lui est loué.

De son vivant il ne peut remettre ni l'administration, ni ses droits à un autre, sans l'assentiment du Gouvernement.

Article 3.

Si les droits des locataires, par suite de leur décès, passent à une personne qui, conformément à l'article 1er, ne peut recevoir personnellement les terres, cette personne doit procéder ou faire procéder à la remise de l'administration à l'entière satisfaction du Gouvernement.

Artikel 2.

De huurder is verpligt het gehuurde, zooveel mogelijk zelf te beheeren.

Hij mag het beheer niet aan een ander opdragen, noch zijne regten, bij zijn leven, overdragen zonder toestemming van het Gouvernement.

Artikel 3.

Gaan de regten des huurders door zijn overlijden over op eenen persoon, die, ingevolge art. 1, niet bevoegd is uit eigen hoofde gronden in huur te ontvangen, dan moet door dezen of van zijnentwege worden voorzien in het beheer, ten genoege van het Gouvernement

Bij gebreke hiervan wordt in het beheer op zijne kosten door het Gouvernement voorzien.

Artikel 4.

De uitgifte der gronden heeft niet plaats vóór dat :

a) De gronden van Gouvernementswege zijn opgenomen en,

Faute par elle d'y satisfaire, le Gouvernement fait administrer la terre à ses frais et dépens.

Article 4.

La cession des terres n'a lieu que :

a) Lorsque les terres sont enregistrées par le fait du Gouvernement et pour autant que les circonstances locales l'exigent, lorsqu'elles ont été mesurées et qu'un plan en a été dressé.

b) Lorsqu'il est prouvé que n'y sont pas comprises :

1° Celles défrichées par les indigènes ;

2° Celles qui font partie du territoire d'un village et sont employées, soit comme commune pâture, soit pour tout autre usage, par ses habitants, à l'exclusion des habitants d'autres villages ;

3° Celles dont la distribution serait contraire aux intérêts de la population indigène voisine ou du Gouvernement.

---

voor zooveel de plaatselijke omstandigheden dit vereischen, zijn opgemeten en in kaart gebragt.

b) Is onderzocht en aangetoond, dat daaronder niet zijn begrepen gronden :

1° Door inlanders ontgonnen ;

2° Behoorende tot het grondgebied van bepaalde dessa's en door de bewoners dier dessa's gebruikt wordende, hetzij als gemeene weide, hetzij tot eenig ander doel, met uitsluiting van de bewoners van andere dessa's ;

3° Welker uitgifte zou strijden met de belangen der naburige inlandsche bevolking, of met de belangen van het Gounement.

c) Aan de belanghebbenden de gelegenheid tot kennisneming van ingekomen verzoeken of van 's Gouvernements voornemen tot uitgifte is verschaft, door tijdige aankondiging in het officieel

c) Que lorsque les intéressés ont été mis au courant des demandes introduites et du projet de cession du Gouvernement, par la publication dans la partie officielle du *Journal de Java* et l'affichage au chef-lieu de la province où les terres sont situées. Cette publication et cet affichage mentionnent si la location se fera, ou non, par adjudication publique.

ARTICLE 5.

Aucune terre n'est louée dans l'île de Java, qu'à la condition que l'on prévienne toute atteinte à l'organisation locale indigène et à l'influence des chefs indigènes. Pour les îles autres que celle de Java, les prescriptions ci-dessus sont appliquées pour autant que les circonstances locales l'exigent.

ARTICLE 6.

La location ne peut être faite pour plus de vingt années consécutives sans notre autorisation préalable.

---

gedeelte der *Javasche Courant* en door aanplakking op de hoofdplaats van het gewest, waarin de gronden gelegen zijn.

Die aankondiging en aanplakking vermelden tevens, of de verhuring al dan niet, door middel van uitbesteding zal geschieden.

ARTIKEL 5.

Geene uitgifte van gronden op het eiland Java heeft plaats, dan onder zoodanige voorwaarden, dat worde voorgekomen alle inbreuk op de inrigting van het inlandsch dorpsbestuur en op den regtmatigen invloed der inlandsche hoofden.

Op de eilanden buiten Java wordt dit voorschrift toegepast voor zooveel de plaatselijke omstandigheden dit vereischen.

ARTIKEL 6.

De verhuring geschiedt, zonder Onze voorafgaande magtiging voor niet meer dan twintig achtereenvolgende jaren.

Le preneur, les trois quarts de son terme écoulé, doit demander alors la prolongation de son bail; suite est donnée à cette demande dans le délai d'un an. Sous réserve des droits acquis ou à faire valoir, les dispositions de l'article 4 sont applicables à la demande de prolongation.

ARTICLE 7.

Sur les terres en location peuvent être récoltés tous les produits non interdits par les dispositions générales ou par le bail.

Sans le consentement du Gouvernement, aucune terre ne peut être employée qu'à la culture.

Cette autorisation n'est pas refusée pour les bâtiments nécessaires aux locataires et à sa famille ainsi qu'aux cultures.

ARTICLE 8.

Aucune avance, sous quelque dénomination que ce soit, n'est accordée au locataire par le Gouvernement.

De huurder is bevoegd, na verloop van drie vierde gedeelten van den huurtijd, verlenging aan te vragen. De beschikking op die aanvrage volgt binnen den tijd van één jaar na de indiening.

Behoudens verkregen regten of aanspraken, wordt ook op aanvrage om verlenging van huur toegepast het bepaalde in het laatste lid van art. 4.

ARTIKEL 7.

Op den gehuurden grond mogen worden geteeld alle produkten door algemeene verordeningen of door het huurkontrakt niet bepaaldelijk uitgesloten.

Zonder toestemming van het Gouvernement mogen de gronden tot geen ander einde dan tot den landbouw worden gebruikt.

Deze toestemming wordt niet geweigerd, voor zoover gebouwen noodig zijn voor den huurder en zijn gezin, of ten dienste van den landbouw zelven.

Article 9.

Tout contrat de location stipulera si le locataire pourra laisser s'établir à demeure une population sur les terres en location et, le cas échéant, sous quelles conditions.

Article 10.

Le locataire se procure, par arrangement amiable, les ouvriers nécessaires.

Toute convention dont les clauses seraient contraires à cette disposition du bail est nulle.

Article 11.

Hormis toutes autres raisons, le Gouvernement peut annuler le bail pour mauvais traitements infligés aux indigènes par le fait ou la négligence du locataire ou de son délégué.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'exécution

Artikel 8.

Voorschotten, onder welke benaming ook, worden door het Gouvernement den huurder niet verleend.

Artikel 9.

In elk huurkontrakt wordt bepaald of, en zoo ja, onder welke voorwaarden de vestiging eener blijvende bevolking op de verhuurde gronden zal worden toegelaten.

Artikel 10.

De huurder verschaft zich de noodige arbeiders door vrijwillige overeenkomst.

Elke overeenkomst strijdig met het daaromtrent in het huurkontrakt bepaalde, is nietig.

du présent arrêté, dont copie sera envoyée au Conseil de l'Etat, pour information.

's Gravenhage, le 3 juillet 1856.

GUILLAUME.

Le Ministre des colonies
P. MYER.

Artikel 11.

Behalve om andere redenen, is het Gouvernement bevoegd ontbinding van het huurkontrakt te vorderen, wegens mishandeling of slechte behandeling der inlanders door toedoen of nalatigheid van den huurder of van dengeen dien hij het beheer heeft opgedragen.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State, tot informatie.

's Gravenhage, den 3den Juli 1856.

WILLEM.

De Minister van Kolonien,
P. MIJER.

Fixation de la durée des contrats pour la location des terres spécialement destinées à la plantation des cocotiers et la préparation de l'huile.

Nous, GUILLAUME III, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.

Vu notre décret du 3 juillet dernier, n° 93 (1), fixant les règles conformément auxquelles le Gouverneur général pourra louer des terres pour la culture ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies, en date du 6 novembre 1856.

Avons arrêté et arrêtons :

Notre Gouverneur général des Indes néerlandaises est

(1) Publié dans le *Journal de Java*, du 8 octobre 1856, n° 81, et dans le *Staatsblad* van Nederlandsch-Indie, de 1856, n° 64.

Vaststelling van een tijdvak bij het aangaan van overeenkomsten voor den afstand in huur van gronden, bepaaldelijk bestemd voor de aanplant van klapperboomen en de bereiding van olie.

Wij WILLEM III, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Gezien Ons besluit van den 3den Juli n°. 93 (1), houdende vaststelling der regels, volgens welke de Gouverneur-Generaal gronden voor den landbouw in huur kan uitgeven.

Gelet op de voordragt van Onzen Minister van Koloniën, van den 6den November 1856 litt. A n° 15;

(1) Opgenomen in de *Javascke Courant* van den 8sten Oktober 1856 n° 81 en het *Staatsblad* van Nederlandsch-Indie van 1856 n° 64.

autorisé, par dérogation à l'article 6 de notre susdit décret, lors de la conclusion de contrats pour la location de terres spécialement destinées à la plantation de cocotiers et la préparation de l'huile, à accorder un bail de 40 années.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'exécution de la présente.

La Haye, le 7 novembre 1856.

GUILLAUME.

Le Ministre des colonies,
P. MIJER.

HEBBEN GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Onzen Gouverneur-Generaal van Nederlansch-Indië te magtigen, gelijk geschiedt bij deze, om. in afwijking in zoo verre van het bepaalde bij art. 6 van Ons vorengemeld besluit, bij het aangaan van eene overeenkomst voor den afstand in huur van gronden, bepaaldelijk bestemd voor de aanplant van klapperboomen en de bereiding van olie, de verhuring voor een tijdvak van *veertig* jaren toe te staan.

Onze Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering dezes.

's Gravenhage, den 7den November 1856.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
P. MIJER.

Terres vacantes. — Modification de l'art. 1er du décret royal inséré au « Staatsblad » de 1856, n° 64.

NOUS, GUILLAUME III, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND DUC DE LUXEMBOURG, etc., etc.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies en date du 30 novembre 1876, Litt. A³, n° 29 ;

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 9 janvier 1877, n° 19) ;

Vu le dernier rapport de Notre Ministre des Colonies en date du 11 janvier 1877, n° 11 ;

Attendu que l'article 1er de Notre décret du 3 juillet 1856 (*Staatsblad* des Indes Néerlandaises, n° 64) doit être modifié et mis en rapport avec l'art. 11 de Notre décret du 20 juillet 1870 (*Staatsblad* des Indes Néerlandaises, n° 118), tel qu'il est conçu dans Notre décret

---

Woeste gronden, — Wijziging van art. 1 van het Koninklijk besluit in « Staatsblad » 1856, n° 64.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, enz., enz., enz.

Op de voordragt van Onzen Minister van Koloniën, dd. 30 November 1876, La. A³, n° 29;

Den Raad van State gehoord (advies van 9 Januari 1877, n° 19);

Gelet op het nader rapport van Onzen Minister van Koloniën, dd. 11 Januari 1877, Lett. A, ³ n° 11;

Overwegende dat art. 1 van Ons besluit van 3 Juli 1856 (*Indisch Staatsblad* n° 64) behoort te worden gewijzigd in verband met art. 11 van Ons besluit van 20 Juli 1870 (*Indisch Staatsblad* n° 118), zooals het gelezen wordt krachtens Ons besluit van 16 April 1872 (*Indisch Staatsblad* n° 116);

du 18 avril 1872 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 116)

Avons décrété et décrétons :

L'art. 1er de Notre décret du 3 juillet 1856 (*Staatsblad* des Indes Néerlandaises, n° 64) sera conçu comme suit :

Des terres à la disposition du Gouvernement aux Indes néerlandaises et non défrichées par des indigènes, et n'appartenant pas aux villages à titre de commune pâture ou autrement, peuvent être cédées à bail par le Gouverneur général :

Aux Néerlandais ;

Aux résidents aux Pays-Bas ;

Aux résidents aux Indes Néerlandaises ;

Aux Sociétés de commerce établies aux Pays-Bas ou aux Indes Néerlandaises.

Hebben goedgevonden en verstaan :

Artikel 1 van Ons besluit van 3 Juli 1856 (*Indisch Staatsblad* n° 64) wordt gelezen als volgt :

Gronden, in Nederlandsch Indië ter beschikking van het gouvernement, en niet door inlanders ontgonnen, noch als gemeene weide of uit eenigen anderen hoofde tot dorpen behoorende, kunnen door den Gouverneur-Generaal in huur worden uitgegeven aan :

Nederlanders ;

Ingezetenen van Nederland ;

Ingezetenen van Nederlandsch Indië ;

Vennootschappen van koophandel, gevestigd in Nederland of in Nederlandsch Indië.

Deze bepaling brengt geene verandering in de verordeningen krachtens art. 105 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië regelende de voorwaarden der toelating van Nederlanders en vreemdelingen. Behoudens nadere regeling,

Cette disposition ne modifie pas les ordonnances prises en vertu de l'article 105 du règlement d'administration des Indes néerlandaises, déterminant les conditions de l'admission des Néerlandais et étrangers. Sont applicables, sous réserve d'une réglementation ultérieure, pour autant que de besoin, en ce qui concerne l'admission des employés de l'Etat à titre de locataire, les dispositions relatives à la participation des employés de l'Etat aux entreprises agricoles et industrielles.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution de ce décret, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat.

Le 15 janvier 1877.

GUILLAUME.

Le Ministre des Colonies,
F. ALTING MEES.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général près du
Ministère des colonies,
E. v. ALPHEN.

---

voor zooveel noodig, gelden, met betrekking tot de toelating van landsdienaren als huurders, de bestaande bepalingen omtrent deelneming van landsdienaren in ondernemingen van landbouw en nijverheid.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Het Loo, den 15 Januari 1877.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
F. ALTING MEES.

Accordeert met deszelfs origineel,
De Secretaris Generaal bij het
Ministerie van Koloniën,
E. v. ALPHEN.

Location des terres pour la culture. — Complément de l'art. 4 des dispositions de l'arrêté royal du 3 juillet 1856, n° 93 (« Staatsblad » des Indes néerlandaises, n° 64).

NOUS GUILLAUME III, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, etc., etc.

Vu notre décret du 3 juillet 1856, n° 93 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 64), fixant les règles d'après lesquelles le Gouverneur général peut louer des terres des Indes néerlandaises pour la culture,

Sur la proposition de notre Ministre des Colonies en date du 18 août 1863, litt. AAZ. n° 9 ;

Le Conseil d'Etat entendu. (Avis du 2 octobre 1863, n° 16) ;

Vu le dernier rapport de notre ministre précité, en date du 26 octobre 1863, litt. AAZ., n° 16 ;

Verhuur van gronden voor den Landbouw. — Aanvulling van art. 4 van de bepalingen vervat in het Koninklijk besluit van 3 Juli 1856, n° 93, « Indisch Staatsblad » n° 64.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, enz., enz., enz.

Gezien Ons besluit van 3 Juli 1856, n° 93, (*Indisch Staatsblad* n° 64), houdende vaststelling der regels, volgens welke de Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië gronden in huur kan uitgeven voor den landbouw;

Op de voordragt van Onzen Minister van Koloniën van 18 Augustus 1863, litt. AAZ, n° 9;

Den Raad van State gehoord (advies van 2 October 1863, n° 16);

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van 26 October 1863, litt. AAZ, n° 16;

Avons décrété et décrétons :

En attendant une revision du susdit décret, l'art. 4 en sera complété par la disposition suivante :

En cas de cession de terres, situées dans les possessions hors de Java et de Madura, le Gouverneur général peut accorder la dispense de l'application du § C dudit article.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat.

La Haye, le 29 octobre 1863.

GUILLAUME.

Le Ministre des colonies,
J. D. Fransen van de Putte.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général au Ministère des colonies,
FEITH.

Hebben goedgevonden en verstaan :

In afwachting eener herziening van het aangehaald besluit, artikel 4 dier verordening aan te vullen met deze bepaling :

« Bij de uitgifte van gronden, gelegen in de bezittingen buiten Java en Madura, kan de Gouverneur-Generaal ontheffing verleenen van het onder litt. C van dit artikel gegeven voorschrift. »

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

's Gravenhage den 29sten October 1863.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
J.-D. FRANSEN van de PUTTE.

Accordeert met deszelfs origineel :
De Secretaris-Generaal bij het Ministerie van Koloniën,
FEITH.

Location de terres. — Disposition explicative de l'article 4 du règlement sur la location de terres vacantes. « Staatsblad », n° 64.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises, en date du 8 juin 1862 n° 1.

Vu, etc.

Le Conseil des Indes entendu ;

IL EST ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Premièrement : que, à l'occasion de demande de location de terres vacantes, la location, conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 3 juillet 1856 n° 93 (*Staatsblad*, n° 64), se fera comme suit :

§ 1.

Si une enquête a établi que les terres demandées ne

Verhuur van Gronden. — Voorschriften tot nadere verklaring van art. 4 van het reglement op den verhuur van woeste gronden « Staatsblad » 1856, n° 64.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, van den 8sten Juni 1862, n° 1,

Gelet, enz.

Gelezen, enz.

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

IS GOED GEVONDEN EN VERSTAAN :

Eerstelijk : Te bepalen, dat bij aanvragen om uitgifte in huur van woeste gronden, de verhuring er van, met toepassing van het voorkomende in art. 4 van het Koninklijk besluit van 3 Juli 1856, n° 93 (*Staatsblad* n° 64), op de navolgende wijs geschieden zal.

tombent pas sous l'application de l'article 4 *b* de l'arrêté ci-dessus et sont susceptibles d'être louées, le requérant peut les faire mesurer et en faire dresser le plan à ses frais ; le certificat d'arpentage et la carte seront mis par lui à la disposition du chef de l'administration provinciale, en même temps que le compte des frais payés.

§ II.

Le Gouvernement détermine ensuite, sur la proposition du chef des cultures, les conditions auxquelles les terres demandées seront louées.

§ III.

Le chef de la province dans laquelle les terres sont situées fait ensuite insérer l'avis ci-dessous, dûment rempli dans le *Journal de Java* :

« Le Résident (Gouverneur, Résident adjoint) de

---

§ I.

Wanneer is onderzocht en aangetoond, dat de aangevraagde gronden niet vallen in de termen van art. 4 litt. *b* van evengenoemd *Staatsblad*, en dus voor uitgifte in huur vatbaar zijn, wordt den aanvrager vrijgelaten, die voor zijne rekening te doen opmeten en in kaart brengen, waarvan de meetbrief en kaart vervolgens door hem ter beschikking van het hoofd van gewestelijk bestuur zullen worden gesteld, onder overlegging eener rekening van de daarvoor betaalde kosten.

§ II.

De Regering stelt vervolgens op voordragt van den directeur der kultures de voorwaarden vast, waarop de aangevraagde gronden in huur zullen worden uitgegeven.

§ III.

Het hoofd van het gewest, waarin de gronden gelegen zijn,

« y autorisé, par application de l'alinéa *c* de l'article 4
« de l'arrêté royal du 3 juillet 1856 (*Staatsblad*, n° 64),
« fait savoir que le Gouvernement, comme suite à une
« ou (des requêtes) lui adressées, se propose de donner
« en location (ou de redonner en location) une étendue
« de   *bouws* de terres vacantes, le *bouw* étant
« de 500 verges de Rhinlande, situées dans le district
«   , régence   (ou au cas d'une autre
« subdivision territoriale, la désignation de celle-ci),
« connues sous le nom de   en vertu d'un
« contrat de   années.

« Pour la location de ces terres, si elle ne se fait pas
« par adjudication, on prendra d'abord en considération
« celui qui en offre le plus haut prix, le Gouvernement se
« réservant toutefois expressément le droit de désigner la
« personne à qui la location sera accordée.

« Les intéressés peuvent, à dater de ce jour, jusqu'à

---

laat hierop de navolgende aankondiging — naar behooren ingevuld — in de *Javasche Courant* opnemen :

« Daartoe gemagtigd, maakt de resident (gouverneur, adsistent-
« resident) van. . . . . . in opvolging van alinea *c* art. 4 van het
« Koninklijk besluit van 3 Juli 1856 (*Staatsblad* n° 64) bekend,
« dat de Regering naar aanleiding van een gedaan verzoek (gedane
« verzoeken) het voornemen heeft om eene uitgestrektheid
« van. . . . bouws woeste gronden, de bouw gerekend tegen
« 500 vierkante Rhijnlandsche roeden, gelegen in het district
« . . . . . regentschap. . . . . . residentie. . . . . . (of bij an-
« dere indeeling van het betrokken gewest dien overeenkomstig
« te omschrijven) bekend onder den naam van . . . . . bij
« kontract voor een tijdvak van . . . . jaaren in huur (of op
« nieuw in huur) af te staan. »

« Voor de uitgifte in huur dezer gronden, welke niet door
« middel van uitbesteding geschieden zal, komt in eene eerste
« plaats in aanmerking hij, die daarvoor den hoogsten huurprijs

« (six mois après la date) prendre
« connaissance des requêtes adressées, des conditions de
« location, du certificat d'arpentage et du plan.

« Les amateurs sont priés de faire parvenir leurs
« demandes d'inscription à , au plus tard
« le (quatorze jours à l'expiration du délai
« fixé pour prendre connaissance des inscriptions).

« Ces demandes, rédigées en néerlandais (en néerlan-
« dais ou malais si les terres sont situées hors de Java) et
« franches de timbre doivent être fermées et l'enveloppe
« doit indiquer leur objet.

« Elles doivent contenir le nom et le domicile du sous-
« cripteur, sa signature, la description des terres qui
« sont demandées, la déclaration que le signataire con-
« naît les conditions du bail, le prix de location par *bouw*,
« offert par lui, et les noms de deux garants qui,

« zal bieden, behoudende de Regering zich evenwel uitdrukke-
« lijk het regt voor den persoon aan te wijzen, met wien voor
« deze verhuring zal worden overeengekomen. »

« Aan belanghebbende zal van heden tot den . . . .
« (zes maanden na dato) dagelijks, met uitzondering van zon- en
« feest-dagen de gelegenheid worden gegeven tot kennisneming
« van de ingekomene verzoeken, van de voorwaarden, waarop de
« verhuring zal geschieden en van den meetbrief en de kaart der
« gronden. »

« Gegadigden worden uitgenoodigd hunne billetten van inschrij-
« ving in te zenden aan . . . . uiterlijk vóór of op den
« (14 dagen na het verstrijken van den gestelden termijn van
« inzage.) »

« De billetten, geschreven in de Nederduitsche (in de Neder-
« duitsche of Maleische taal, zoo de gronden buiten Java zijn
« gelegen) en vrij van zegel, moeten gesloten zijn en van een
« opschrift op den omslag voorzien, waaruit blijkt het doel, waar-
« voor zij bestemd zijn. »

« comme preuve de l'engagement contracté par eux,
« doivent signer la demande.

« Les demandes d'inscriptions seront ouvertes en public
« dans le bureau de   de   matin à
« heures ; procès-verbal en sera dressé.

§ IV.

Des affiches en néerlandais et dans la langue indigène donnant le contenu de l'annonce ci-dessus seront apposées au chef-lieu de la province intéressée.

§ V.

Le procès-verbal d'ouverture des demandes sera envoyé cacheté par le chef de la province, au directeur des cultures ; il y joindra ses considérations et avis.

« Zij moeten bevatten den naam en de woonplaats van den
« inschrijver, zijne handteekening, de omschrijving van de gron-
« den, waarvoor wordt ingeschreven, de verklaring, dat de
« inzender met de voorwaarden van uitgifte in huur der gronden
« bekend is, den huurprijs per bouw, welke door hem wordt
« geboden, en de namen van twee door hem te stellen borgen, die
« ten blijke van de verbintenis door hen aan te gaan het billet
« mede onderteekenen. »

« De inschrijvings-billetten zullen in het openbaar worden
« geopend ten kantore van den . . . . des ochtends ten
« . . . ure, waarvan proces-verbaal zal worden opgemaakt. »

§ IV.

Van den inhoud dezer aankondiging zal ook door middel van aanplak-billetten, zoo in de Nederduitsche als Inlandsche taal, aan belanghebbenden, ter hoofdplaats van het betrokken gewest worden kennis gegeven.

§ V.

Het proces-verbaal van opening der billetten wordt door het betrokken hoofd van gewestelijk bestuur, vergezeld van zijne

Le directeur des cultures fait rapport au Gouvernement du résultat de l'inscription et fait les propositions nécessaires en vue de la location de la parcelle demandée.

Le directeur des cultures devra prendre en considération que s'il n'y a pas d'objections, le Gouvernement s'entendra de préférence avec le premier requérant, pourvu que celui-ci, après avoir pris part lui-même à l'inscription, se déclare prêt à payer le plus haut prix offert avec les garanties voulues.

Si le premier requérant n'y est pas disposé et s'il n'y a pas lieu de lui faire des conditions plus favorables, sur quoi le Gouvernement se réserve un jugement entièrement libre et non motivé, le souscripteur auquel les terres seront cédées devra, dans un délai de six mois après

---

consideratiën en advies, aan den directeur der kultures toegezonden.

Deze brengt hierop aan de Regering verslag uit nopens de uitkomsten der gehoudene inschrijving en doet tevens de noodige voorstellen tot afstand in huur van het aangevraagd perceel.

Hierbij zal de directeur der kultures hebben in acht te nemen, dat, zoo overigens daartegen geene bedenkingen bestaan, de Regering bij voorkeur wenscht overeen te komen met den eersten aanvrager, mits deze, na zelf aan de inschrijving te hebben deel genomen, zich bereid verklare om den hoogsten huurschat, waarvoor bij de gehoudene mededinging onder behoorlijke borgstelling is ingeschreven, te voldoen.

Is de eerste aanvrager hiertoe ongenegen en zijn er ook geene termen, om hem op gunstiger voorwaarden het perceel af te staan, waaromtrent de Regering zich een vrij en ongemotiveerd oordeel voorbehoudt, dan zal nogtans, bij toewijzing der gronden aan eenen anderen inschrijver, door dezen, binnen den tijd van *zes* maanden, na den dag, waarop het kontrakt gesloten is, aan den aanvrager een bij het vaststellen der voorwaarden bepaalde som gelds moeten worden uitgekeerd, bij wege van ver-

le jour de la conclusion du contrat, payer au requérant une somme fixée dans les conditions du contrat à titre d'indemnité pour ses peines et frais inutiles, laquelle somme sera égale aux honoraires dus à l'arpenteur, pour l'arpentage et le levé des terres, augmentés de 50 p. c.

Ce qui est stipulé à ce sujet lors de la fixation des conditions sera aussi, le cas échéant, porté au contrat.

§ VI.

L'adjudication des terres à céder en location entraîne l'autorisation de faire un contrat à cette fin.

§ VII.

Dans le cas de cession nouvelle de terres déjà louées, sont applicables les §§ 2, 3 et 4 et les alinéas 1, 2 et 3 du § 5 ainsi que le § 6 ; toutefois, le premier locataire aura droit à l'indemnité prévue à l'alinéa 3 ou 5, pourvu qu'il

---

goeding voor de noodeloos genomen moeite en gemaakte onkosten, welke som zal gelijk staan met de aan den landmeter, voor het opmeten en in kaart brengen der gronden, betaalde rekening, verhoogd met 50 p. c.

Hetgeen hier omtrent bij het vaststellen der voorwaarden bepaald wordt, zal ook casu quo in het aan te gaan kontrakt worden opgenomen.

§ VI.

De toewijzing der in huur uit te geven gronden gaat gepaard met de magtiging om tot dat einde eene overeenkomst aan te gaan.

§ VII.

Bij wederuitgifte van reeds in huur bezeten gronden zijn van toepassing de §§ II, III en IV, zoomede de eerste, tweede en derde alinea van §§ V en VI, met dien verstande, dat de vroegere huurder het voorregt zal genieten bij de derde alinea van § V aan

remette le certificat d'arpentage et le plan de la parcelle au chef de l'administration provinciale.

S'il ne le faisait pas, les terres seraient à nouveau mesurées et un nouveau plan en serait fait ; les frais en seront à la charge de celui à qui les terres seront éventuellement cédées et il devra les verser au trésor dans le délai prévu à l'alinéa 4 et 5.

Deuxièmement : Etc.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises.
Le 1er Secrétaire du Gouvernement,
WATTENDORFF.

Publié le 12 juin 1862.

Le 1er Secrétaire du Gouvernement,
WATTENDORFF.

---

den eersten aanvrager toegekend, mits hij den meetbrief en de kaart van het perceel ter beschikking stelle van het hoofd van gewesteljk bestuur.

Mogt hij dit niet willen doen, zoo zullen de gronden op nieuw worden opgemeten en in kaart gebragt voor Gouvernements rekening, waarvan de kosten door hem, aan wien de gronden eventueel zullen worden toegewezen, binnen den bij de vierde alinea van § V gestelden termijn, in's lands kas zullen moeten terug betaald worden.

Ten tweede : Enz.

Ter ordonnancie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De 1e Gouvernements Secretaris,
WATTENDORFF.

Uitgegeven den twaalfden Juni 1862.

De 1e Gouvernements Secretaris,
WATTENDORFF.

Location de terres. — Modification au décret du 8 juin 1862, n° 1, « Staatsblad », n° 56.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes Néerlandaises, en date du 30 *septembre* 1862, *n°* 1.

Vu la dépêche ministérielle du 29 août 1865, litt. Aaz, n° 88/*c* ;

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu :

Arrête :

Premièrement : Comme suite et modification au décret du 8 juin 1862, n° 1 (*Staatsblad*, n° 56), à considérer :

I. Pour chaque parcelle de terre vacante à donner à bail, on fixera et inscrira, dans les conditions de bail, un loyer annuel et minimum par *bouw*.

Verhuur van gronden. — Wijziging van het besluit van 8 Juni 1862, n° 1 « Staatsblad » n° 56.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië van den 30sten September 1865, n° 1.

Gelezen de ministeriële depeche, van 29 April 1865, Lt. Aaz., n° 88/*c*;

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Is goedgevonden en verstaan ;

Eerstelijk : Ten vervolge en met wijziging van het besluit van 8 Juni 1862, n° 1 (*Staatsblad* n° 56), te bepalen :

I. — Dat voor elk perceel woeste gronden, in huur uit te geven, wordt vastgesteld en opgenomen in de voorwaarden waarop de verhuur zal geschieden, een minimum jaarlijksche huurschat per bouw;

II. Ce minimum, sous réserve de l'approbation ultérieure du Gouvernement qui décide en cas de différend, sera fixé par une Commission à nommer par le Chef de la province où est située la terre.

III. Cette Commission sera composé de deux Régents et de deux contrôleurs qui n'entreront en fonctions qu'après s'être entendus avec les chefs des dessas les plus rapprochés de la parcelle.

Deuxièmement : Etc.

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
WATTENDORFF. [1]

Publié le 5 octobre 1865.
Le Secrétaire général,
WATTENDORFF.

II. — Dat bedoeld minimum onder nadere goedkeuring der Regering, die ingeval van verschil beslist, zal worden vastgesteld door eene kommissie, te benoemen door het hoofd van bestuur van het gewest, waarin de aangevraagde grond gelegen is ;

III. — Dat die kommissie zal zijn zamengesteld uit *twee* Regenten en *twee* kontrôleurs, die tot hare werkzaamheden niet zal overgaan, dan na overleg met de hoofden der dessa's, het meest nabij het uit te geven perceel gelegen.

Ten tweede : Enz.

Ter ordonnancie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Sekretaris,
WATTENDORFF.

Uitgegeven den vijfden October 1865.
De Algemeene Sekretaris,
WATTENDORFF.

Affaires agraires. — Célèbes et dépendances. — Article 17 de l'arrêté royal au « Staatsblad » 1870, n° 118, déclaré applicable au Gouvernement de Célèbes et ses dépendances.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous, qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que, jugeant utile, en faisant usage du pouvoir conféré par l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118), de déclarer applicable au Gouvernement de Célèbes et les dépendances, l'article 17 de cet arrêté, comme il a été

Agrarische Aangelegenheden. — Celebes en Onderhoorigheden. Toepasselijk verklaring op het Gouvernement van Celebes en Onderhoorigheden van art. 17 van het Koninklijk besluit in « Staatsblad » 1870, n° 118.

In naam des KONINGS !

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut !

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende om, met gebruikmaking van de bevoegdheid, verleend bij artikel 20, alinea 2, van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118), artikel 17 van dat besluit, zoo als het is gewijzigd bij het Koninklijk besluit van 16 April 1872, n° 28 (*Indisch Staatsblad* n° 116),

modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1872, n° 28 (*Indisch Staatsblad*, n° 116) :

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du réglement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises ;

Il a arrêté et arrête :

L'article 17 susmentionné, portant :

« Les conventions pour la location de terrains, conclues « en vertu de l'article 62 du réglement sur l'administra- « tion du Gouvernement des Indes néerlandaises, sont « remplacées à la requête des locataires, par le Gouver- « neur général, par la cession à bail emphytéotique « suivant cet arrêté, pourvu que ce changement soit « avantageux pour le pays, et qu'il n'y ait point, du « reste, d'intérêts généraux qui s'y opposent.

« A l'égard des terrains désignés ci-dessus, il n'y a

---

op het gouvernement van Celebes en Onderhoorigheden van toepassing te verklaren ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië ;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Bovenbedoeld artikel 17, luidende :

« Overeenkomsten tot verhuur van gronden, krachtens het derde lid van artikel 62 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië aangegaan, worden door den Gouverneur-Generaal op aanzoek des huurders vervangen door afstand in erfpacht volgens dit besluit, mits die vervanging voor den lande voordeelig zij en overigens geene algemeene belangen zich daartegen verzetten.

Ten aanzien van de hierbedoelde gronden heeft geene vrijstelling van pachtsom noch van verponding plaats. »

« pas lieu à exemption de loyer, ni de contribution fon-
« cière »,

est aussi applicable au Gouvernement de Célèbes et ses dépendances.

Fait à Buitenzorg, le 4 février 1876.

VAN LANSBERGE.

Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

Publié, le 16 février 1876.

Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

Is ook van toepassing op het gouvernement van Celebes en Onderhoorigheden.

Gedaan te Buitenzorg, den 4den Februari 1876.

VAN LANSBERGE.

De Algemeene Sekretaris
LEVYSSOHN NORMAN.

Uitgegeven den zestienden Februari 1876.

De Algemeene Sekretaris.
LEVYSSOHN NORMAN.

Affaires agraires. — Article 17 de l'Arrêté agraire déclaré applicable sur les pays gouvernementaux, à Sumatra, aux résidences de Banka (à l'exception de l'île de ce nom), Riouw et dépendances, Menado, Ternate, Amboine et la section méridionale et orientale de Bornéo, ainsi qu'au territoire du Résident-adjoint de Billiton.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu :

A tous, qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir ;

Que jugeant utile, en faisant usage du pouvoir, conféré par l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad*, n° 118), de

---

Agrarische Aangelegenheden. — Toepasselijk verklaring van artikel 17 van het Agrarisch besluit op de Gouvernementslanden op Sumatra, de residentiën Banka (met uitzondering van het eiland van dien naam), Riouw en Onderhoorigheden, Menado, Ternate, Amboina en Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo, zoomede op de assistent-residentie Billiton.

In naam des KONINGS !

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Saluut !

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende om, met gebruikmaking van de bevoegdheid, verleend bij artikel 20, alinea 2, van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118),

déclarer l'article 17 de cet arrêté, comme il a été modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1872, n° 28 (*Indisch Staatsblad*, n° 116), applicable en outre à ces régions en dehors de Java et Madura, pour lesquelles sont déjà déterminées des règles pour la cession à bail emphytéotique de terrains, appartenant au domaine de l'Etat ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du Règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, et l'ordonnance du 4 février 1876 (*Staatsblad*, n° 35B) ;

Il a arrêté et arrête :

L'article 17 susmentionné, portant :

« Des conventions pour la location de terrains, con-
« clues en vertu du membre de l'article 62 du règle-
« ment sur l'administration du gouvernement des Indes
« néerlandaises, sont remplacées par le Gouverneur

---

artikel 17 van dat besluit, zooals het is gewijzigd bij het Koninklijk besluit van 16 April 1872 n° 28 (*Indisch Staatsblad* n° 116), verder van toepassing te verklaren op die gewesten buiten Java en Madoera, waarvoor reeds regelen voor den afstand in erfpacht van tot het staatsdomein behoorende gronden zijn vastgesteld ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië en op de ordonnantie van 4 Februari 1876 (*Staatsblad* n° 35*b*) ;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Bovenbedoeld artikel 17, luidende :

« Overeenkomsten tot verhuur van gronden, krachtens het
« derde lid van artikel 62 van het reglement op het beleid der
« Regeering van Nederlandsch-Indië aangegaan, worden door den
« Gouverneur-Generaal op aanzoek des huurders vervangen door
« afstand in erfpacht volgens dit besluit, mits die vervanging

« général, sur requête des locataires, par la cession à
« bail emphytéotique suivant cet arrêté, pourvu que ce
« remplacement soit avantageux pour le pays, et que, du
« reste, il n'y ait pas d'intérêts généraux qui s'y
« opposent.

« A l'égard des terrains sumentionnés, il n'y a pas lieu
« à exemption de loyer ni de contribution foncière, »
est aussi applicable aux pays gouvernementaux de Sumatra, Banka (à l'exception de l'île de ce nom), Riouw et dépendances, Menado, Ternate, Amboina et la section méridionale et orientale de Bornéo, ainsi qu'au territoire du Résident-adjoint de Billiton.

Fait à Buitenzorg, le 23 octobre 1890.

C. PIJNACKER HORDIJK.

Le Secrétaire général,

GALLOIS.

Publié le 27 octobre 1890.

Le Secrétaire général,

GALLOIS.

« voor den Lande voordeelig zij en overigens geene algemeene
« belangen zich daartegen verzetten.

« Ten aanzien van de hierbedoelde gronden heeft geene vrij-
« stelling van pachtsom noch van verponding plaats. »

Is mede van toepassing op de Gouvernements-landen op Sumatra, Banka (met uitzondering van het eiland van dien naam), Riouw en Onderhoorigheden, Menado, Ternate, Amboina en Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo, zoomede op de assistent-residentie Billiton.

Gedaan te Buitenzorg, den 23sten October 1890.

C. PIJNACKER HORDIJK.

De Algemeene Sekretaris,

GALLOIS.

Uitgegeven den zeven en twintigsten October 1890.

De Algemeene Sekretaris,

GALLOIS.

Ordonnance du Gouverneur général, du 10 sepfembre 1895, pour la publication de l'arrêté royal du 13 mars 1895, n° 30, concernanf l'établissement de travaux hydrauliques sur les terrains cédés à bail emphytéotique à Java et Madura, et l'usage sur ces terraius de cours ou conduifes d'eau existants.

Ce décret royal est ainsi conçu :

Au nom de S. M. WILHELMINE, etc.

Nous EMMA, Reine veuve, Régente du Royaume,

Sur la proposition du Ministre des colonies, du 20 février 1895, litt. A³, n° 64 ;

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 5 mars 1895, n° 20);

Vu le rapport plus récent du Ministre des colonies, du 9 mars 1895, litt. A³, n° 18 ;

Agrarische Aangelegenheden. — Java en Madoera. — Aanleg van waterwerken op erfpachts gronden en gebruik aldaar van bestaande waterstroomen of leidingen.

In Naam van Hare Majesteit WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Wij EMMA, Koningin Weduwe, Regentes van het Koninkrijk,

Op de voordracht van den Minister van der Koloniën dd. 20 Februari 1895, Lett. A³, n° 64 ;

Den Raad van State gehoord (advies van den 5 Maart 1895, n° 20) ;

Gezien het nader rapport van den Minister van Koloniën van den 9 Maart 1895, Litt. A³, n° 18 ;

Avons décrété et décrétons :

Les alinéas 3me et 4me de l'article 12 de l'arrêté royal du 20 juillet 1870, n° 15, (*Indisch Staatsblad*, n° 118), comme il a été modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1872, n° 28, (*Indisch Staatsblad*, n° 116), seront lus comme suit :

« Pour l'établissement de travaux hydrauliques sur les terrains cédés à bail emphytéotique et l'usage sur ces terrains des cours ou conduites d'eau existants, il faut une autorisation spéciale du Gouverneur général ou d'une autorité désignée par le Gouverneur général.

« A cette autorisation peuvent être attachées des prescriptions d'utilité publique. »

Hebben goedgevonden en verstaan :

De 3e en 4e alinea van artikel 12 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118), zooals het is gewijzigd bij het Koninklijk besluit van 16 April 1872 n° 28 (*Indisch Staatsblad* n° 116), worden gelezen als volgt :

« Voor het aanleggen van waterwerken op de erfpachtsgronden en het gebruik aldaar van bestaande waterstroomen of leidingen is bijzondere vergunning van den Gouverneur-Generaal of van eene door den Gouverneur-Generaal aangewezen autoriteit noodig.

« Aan die vergunning kunnen voorschriften ten algemeenen nutte verbonden worden. »

De Minister van Kolonien is belast met de uitvoering van dit

Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat.

La Haye, le 13 mars 1895.

EMMA,

Le Ministre des Colonies,
RERGSMA.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général
du Département des Colonies,
A.-E. ELIAS.

---

besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

's Gravenshage, den 13 Maart 1895.

EMMA.

De Minister van Koloniën,
BERGSMA.

Accordeert met het origineel.
De Sekretaris-Generaal
bij het Department van Koloniën,
A. E. ELIAS.

Ordonnance du Gouvernenr général, du 10 septembre 1895, ccncernant l'établissement de travaux hydrauliques sur des terrains cédés à bail emphytéotique dans les possessions extérieures, et l'usage sur ces terrains de cours ou de conduites d'eau existants.

Le Gouverneur général,

Le Conseil des Indes Néerlandaises entendu,

A tous ceux qui verront ou entendront lire les présentes, Salut !

Fait savoir .

Que, comme suite au décret royal du 13 mars 1895, n° 30, (*Indisch Staatsblad*, n° 199), voulant apporter des modifications aux ordonnances citées ci-après ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du réglement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises ;

Agrarische Aangelegenheden. — Buitenbezittingen. — Aanleg van waterwerken of erfpachtsgronden en gebruik aldaar van bestaande waterstroomen of leidingen.

In Naam der Koningin.

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indie,

Den Raad van Nederlandsch Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Saluut !

Doet te weten :

Dat Hij, naar aanleiding van het Koninklijk besluit van 13 Maart 1895 n° 30 (*Indisch Staatsblad* n° 199), wijziging willende brengen in de na te noemen ordonnantien ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië ;

Il a arrêté et arrête :

De décider que :

a) L'article 9 des règles, établies par l'ordonnance du 27 décembre 1872, (*Staatsblad*, nº 237 *c*), pour la cession à bail emphytéotique de terrains appartenant au domaine de l'Etat, dans la résidence d'Amboina, qui sont déclarées applicables :

Au Gouvernement de Célèbes et dépendances, par l'ordonnance du 4 février 1876, (*Staatsblad*, nº 35 *a*);

Au territoire du Résident-adjoint de Billiton, par l'ordonnance du 26 septembre 1877, (*Staatsblad*, nº 194);

A la résidence de Ternate, par l'ordonnance du 12 janvier 1880, (*Staatsblad*, nº 8);

A la résidence de Banka, à l'exception de l'île de ce nom, par l'ordonnance du 18 décembre 1880, (*Staatsblad*, nº 223); et

---

Heeft goedgevonden en verstaan :

Te bepalen dat :

a) Artikel 9 van de bij de ordonnantie van 27 december 1872 *Staatsblad* nº 227*c*) vastgestelde regelen voor den afstand in erfpacht van gronden, behoorende tot het Staatsdomein, in de residentie Amboina, welke van toepassing zijn verklaard :

Op het gouvernement Celebes en Onderhoorigheden bij de ordonnantie van 4 Februari 1876 (*Staatsblad* nº 35*a*) ;

Op de assistent-residentie Billiton bij de ordonnantie van 26 September 1877 (*Staatsblad* nº 194);

Op de residentie Ternate bij de ordonnantie van 12 Januari 1880 (*Staatsblad* nº 8) ;

Op de residentie Banka, met uitzondering van het eiland van dien naam, bij de ordonnantie van 18 December 1880 (*Staatsblad* nº 223) ; en

A la résidence de Riouw et dépendances, par l'ordonnance du 21 avril 1886 (*Staatsblad*, n° 80);

b) L'article 12 du règlement établi par l'ordonnance du 26 mars 1874 (*Staatsblad*, n° 94 *f*) pour le mode de cession de terrains incultes dans les pays gouvernementaux de Sumatra, qui a été déclaré applicable, par l'article 2 de l'ordonnance du 8 mars 1877 (*Staatsblad*, n° 55), à la cession à bail emphytéotique de terrains incultes dans les pays gouvernementaux appartenant à la résidence de Menado;

c) L'article 10 des règles établies par l'ordonnance du 21 mars 1888 (*Staatsblad*, n° 58), pour la cession à bail emphytéotique des terrains appartenant au domaine de l'Etat dans la résidence de la section méridionale et orientale de Bornéo :

Seront lus comme suit :

« L'emphytéote a besoin d'une autorisation spéciale

Op de residentie *Riouw en Onderhoorigheden* bij de ordonnantie van 21 April 1886 (*Staatsblad* n° 80);

b) Artikel 12 van de bij de ordonnantie van 26 Maart 1874 (*Staatsblad* n° 94*f*) vastgestelde regeling der wijze van uitgifte van onbebouwde gronden in de Gouvernements landen van Sumatra, dat bij artikel 2 van de ordonnantie van 8 Maart 1877 (*Staatsblad* n° 55) van toepassing is verklaard op de uitgifte in erfpacht van woeste gronden in de tot de residentie Menado behoorende Gouvernements landen;

c) Artikel 10 van de bij de ordonnantie van 21 Maart 1888 (*Staatsblad* n° 68) vastgestelde regelen voor den afstand in erfpacht van tot het Staatsdomein behoorende gronden in de residentie Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo;

Worden gelezen als volgt :

« De erfpachter heeft voor het aanleggen van waterwerken op
« de erfpachtsgronden en het gebruik aldaar van bestaande
« waterstroomen of leidingen, bijzondere vergunning noodig van

du Gouverneur général ou d'une autorité désignée par le Gouverneur général, pour l'établissement de travaux hydrauliques pour les terrains cédés à bail emphytéotique, et l'usage sur ces terrains de cours ou conduites d'eau existants.

« A cette autorisation peuvent être attachées des prescriptions d'utilité publique.

« L'emphytéote doit tolérer l'établissement de nouvelles conduites d'eau, sauf droit à indemnité. »

Fait à Buitenzorg, le 10 septembre 1895.

Van der WIJCK.

Le ff. de Secrétaire du Gouvernement,
C.-B. NEDERBURGH.

Publié le 12 septembre 1895.

Le ff. de Secrétaire du Gouvernement,
C.-B. NEDERBURGH.

« den Gouverneur-Generaal of van eene door den Gouverneur-
« Generaal aangewezen autoriteit. »

« Aan die vergunning kunnen voorschriften ten algemeen nutte
« verbonden worden.

« De erfpachter moet het aanleggen van nieuwe waterlei-
« dingen dulden, behoudens recht op schadeloosstelling. »

Gedaan te Buitenzorg, den 10 September 1895.

VAN DER WIJCK.

De w^de^ Algemeene Secretaris,
C. B. NEDERBURGH.

Uitgegeven den twaalfden September 1895.

De Algemeene w^de^ Secretaris,
C. B. NEDERBURGH.

Cadastre. — Nouvelles prescriptions pour assurer les limites exactes de pièces de terre du Gouvernement, demandées ou cédées à un titre quelconque, et n'étant pas portées sur une carte topographique ou sur la nouvelle carte cadastrale.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises ;

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous, qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que, estimant nécessaire de nouvelles prescriptions, pour assurer les limites exactes de parcelles de terres appartenant au Gouvernement, demandées ou cédées à un titre quelconque, et n'étant pas portées sur une carte topographique ou nouvelle carte cadastrale ;

Kadaster. — Nieuwe voorschriften ter verzekering der juiste grenzen van stukken Gouvernements grond, onder eenigen titel aangevraagd of uitgegeven en niet op eene blokkaart of nieuwe kadastrale kaart voorkomende.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut!

Doet te weten :

Dat Hij, nieuwe voorschriften noodzakelijk achtende ter verzekering der juiste grenzen van stukken Gouvernements grond, onder eenigen titel aangevraagd of uitgegeven en niet op eene blokkaart of nieuwe kadastrale kaart voorkomende ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du réglement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises, et l'article 8 de l'ordonnance du 3 avril 1872 (*Staatsblad*, n° 65) portant des pénalités contre la destruction, le renversement, la dégradation, l'endommagement ou déplacement de bornes, servant à la triangulation géodésique et au cadastre ;

Il a arrêté et arrête :

De déterminer, avec abolition de l'ordonnance du 12 novembre 1874 (*Staatsblad*, n° 262), comme suit :

Article premier.

Lors de l'arpentage d'un terrain du Gouvernement, requis ou cédé à un titre quelconque, et n'étant pas porté sur une carte topographique ou cadastrale, les limites en sont désignées à l'arpenteur par le demandeur ou son fondé de pouvoir.

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië en op artikel 8 der ordonnancie van 3 April 1872 (*Staatsblad* n° 65), houdende strafbepalingen tegen het vernielen, omverwerpen, schenden, beschadigen of verplaatsen van merkteekenen ten behoeve der geodesische triangulatie en van het kadaster;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Met intrekking der ordonnancie van 12 November 1874 (*Staatsblad* n° 262) te bepalen, als volgt :

Artikel één.

Bij opmeting van Gouvernements grond, onder eenigen titel aangevraagd of uitgegeven en niet op een blokkaart of kadastrale kaart voorkomende, worden de grenzen daarvan door den aanvrager of diens gemagtigde aan den landmeter aangewezen.

Article 2.

Pour ce qui concerne des terrains dont les limites sont plantées, il doit être frayé, avant le mesurage, des sentiers d'arpentage, d'au moins 1.5 mètre de largeur, en lignes droites, qui doivent être prises aussi longues que possible, le long ou dans la proximité immédiate de ces limites, par les soins du réquérant et avec avertissement préalable du chef de l'administration locale.

Article 3.

A défaut de points fixes, comme il est entendu à l'article 7 du *Staatsblad*, 1837, n° 3, il y est pourvu par l'établissement de bornes en pierres, constituées par des colonnes en maçonnerie de six décimètres de hauteur, au moins, au-dessus du sol, et de cinq décimètres de côté, et portées sur une fondation de quatre décimètres de

---

Artikel 2.

Voor zoover betreft gronden, waarvan de grenzen begroeid zijn, moeten langs of in de onmiddellijke nabijheid dezer grenzen vóór de opmeting, door de zorg van den aanvrager en met voorkennis van het hoofd kan plaatselijk bestuur, meetpaden, ter breedte van minstens 1.5 meter, uitgekapt zijn in regtlijnige slagen, die zoo lang mogelijk genomen moeten worden.

Artikel 3.

In het gemis van vaste punten, als bedoeld in artikel 7 van *Staatsblad* 1837 n° 3, wordt voorzien door het stellen van steenen merkteekenen, bestaande uit gemetselde pilaren van minstens zes decimeters hoog boven den grond, vijf decimeters in het vierkant en staande op eene in den grond gemetselde fundeering van vier decimeters hoog en zeven decimeters in het vierkant.

hauteur, et de sept décimètres de côté, maçonnée dans le sol.

Ces colonnes doivent être numérotées d'une manière durable, conformément aux numéros à citer sur le bulletin d'arpentage.

Il est admis comme règle que, pour fixer les limites, sont suffisantes, pour une parcelle

	de 10 acres et moins				2	colonnes
au-dessus	de 10	jusque et y compris	100	acres	3	id.
id.	100	id.	300	id.	5	id.
id.	300	id.	500	id.	6	id.
id.	500	id.	750	id.	7	id.
id.	750	id.	1000	id.	8	id.

Les intéressés doivent avoir soin qu'un ou plusieurs ouvriers capables soient présents sur la parcelle, pendant le mesurage, avec les matériaux nécessaires pour la construction du nombre de colonnes prescrit.

Deze pilaren moeten, overeenkomstig de daarvan op den meetbrief te geven nummers,op eene duurzame wijze genummerd worden.

Als regel wordt aangenomen, dat, voor het vastleggen der grenzen, voldoende zijn, voor perceelen

	van 10 bouws en minder				2	pilaren.
van boven de	10	tot en met	100	bouws. .	3	id.
id.	100	id.	300	id. . .	5	id.
id.	300	id.	500	id. . .	6	id.
id.	500	id.	750	id. . .	7	id.
id.	750	id.	1000	id. . .	8	id.

Belanghebbenden moeten zorg dragen, dat één of meer geschikte werklieden met de benoodigde materialen voor den bouw van het voorgeschreven aantal pilaren tijdens de opmeting op het perceel aanwezig zijn.

Waar metselsteenen niet of moeijelijk verkrijgbaar zijn, kunnen ook berg- of keisteenen dienen.

Là où l'on ne peut pas, ou du moins difficilement, se procurer des briques, le roc ou le silex peuvent servir aussi.

L'arpenteur fait connaître, au moins quatorze jours d'avance, le jour où le mesurage commencera.

ARTICLE 4.

Le placement des bornes se fait par les soins et aux frais du demandeur, sur les indications de l'arpenteur et pendant le mesurage.

ARTICLE 5.

L'acquéreur du terrain est obligé d'entretenir ces bornes dans un état convenable, au gré de l'administration locale, sous peine d'une amende de vingt-cinq florins par colonne.

Minstens 14 dagen te voren doet de landmeter mededeeling van den dag, waarop met de opmeting een begin zal worden gemaakt.

ARTIKEL 4.

De plaatsing der merkteekenen geschiedt door de zorg en op kosten van den aanvrager op aanwijzing van den landmeter en gedurende de opmeting.

ARTIKEL 5.

De verkrijger van den grond is verpligt die merkteekenen in behoorlijken staat, ter beoordeeling van het plaatselijk bestuur, te onderhouden, op verbeurte eener boete van vijf-en-twintig gulden per pilaar.

Bij verzuim wordt door bedoeld bestuur op kosten van den nalatige in dat onderhoud voorzien.

En cas d'omission, il sera pourvu à l'entretien par l'administration susmentionnée, aux frais de l'acquéreur négligent.

Fait à Buitenzorg, le 16 décembre 1882.

F. s'JACOB.

Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

Publié le 21 décembre 1882.

Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

Gedaan te Buitenzorg, den 16den December 1882.

F. s'JACOB.

De Algemeene Sekretaris,
PANNEKOEK.

Uitgegeven den een en twintigsten December 1882.

De Algemeene Sekretaris,
PANNEKOEK.

Cadastre. — Modification de l'article 3 de l'ordonnance, au « Staatsblad » 1882, n° 311, concernant l'érection de bornes pour la détermination des limites de terrains domaniaux demandés à un titre quelconque.

AU NOM DE LA REINE !

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DES INDES NÉERLANDAISES,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous, qui verront ou entendront lire la présente. SALUT!

FAIT SAVOIR :

Que, estimant nécessaire une modification des prescriptions contenues dans l'ordonnance du 15 décembre 1882 (*Staatsblad*, n° 311);

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33

Kadaster. — Wijziging van artikel 3 der Ordonnantie in Staatsblad 1882, n° 311, betreffende de oprichting van merkteekenen tot vaststelling der grenzen van onder eenigen titel aangevraagde Gouvernements gronden.

IN NAAM DER KONINGIN !

DE GOUVERNEUR-GENERAAL VAN NEDERLANDSCH-INDIË,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, SALUUT !

DOET TE WETEN :

Dat Hij, een wijziging noodig achtende van de voorschriften, opgenomen in de ordonnantie van 16 December 1882 (*Staatsblad* n° 311).

du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises ;

Il a arrêté et arrête :

De décider :

Premièrement : Le premier alinéa de l'article 3 de l'ordonnance du 15 décembre 1882 (*Staatsblad*, n° 311) sera lu comme suit :

« A défaut de points fixes, tels quils sont désignés à l'article 7 du *Staatsblad*, 1837 n° 3, il sera pourvu par l'érection de bornes, consistant soit en colonnes de maçonnerie, d'au moins six décimètres de hauteur au-dessus du sol, et cinq décimètres de côté, et s'élevant sur un fondement maçonné dans le sol, de quatre décimètres de hauteur, et sept décimètresde côté, soit par des colonnes d'une matière durable autre que la pierre, des mêmes dimen-

---

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van *Nederlandsch-Indië* ;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Te bepalen :

Eerstelijk. De eerste alinea van artikel 3 der ordonnantie van 16 December 1882 (*Staatsblad* n° 311) wordt gelezen als volgt :

« In het gemis van vaste punten, als bedoeld in artikel 7 van Staatsblad 1837 n° 3, wordt voorzien door het stellen van merkteekenen, bestaande of uit gemetselde pilaren van minstens *zes* decimeters hoog boven den grond, *vijf* decimeters in het vierkant en staande op eene in den grond gemetselde fundeering van *vier* decimeters hoog en *zeven* decimeters in het vierkant, of uit pilaren van ander duurzaam materiaal dan steen, van dezelfde afmetingen en behoorlijk, ten genoegen van het Hoofd van plaatselijk bestuur, in den grond bevestigd. »

sions et dûment fixées dans le sol, à la satisfaction du chef de l'administration locale. »

Deuxièmement : Cette ordonnance sortira ses effets le jour de sa publication.

Fait à Buitenzorg, le 13 janvier 1893.

C. PYNACKER-HORDIJK.

Le Secrétaire général,
SWEERTS.

Publié le dix-huit janvier 1893.
Le Secrétaire général,
SWEERTS.

Ten tweede. Deze ordonnantie treedt in werking op den dag harer afkondiging.

Gedaan te Buitenzorg, den 13 Januari 1893.

C. PIJNACKER HORDIJK.

De Algemeene Secretaris,
SWEERTS.

Uitgegeven den achttienden Januari 1893.
De Algemeene Secretaris,
SWEERTS.

Propriété foncière. — Remplacement de la jouissance individuelle héréditaire indigène de terrains par la propriété..

NOUS, GUILLAUME III, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND-DUC DU LUXEMBOURG, etc., etc., etc.

Vu l'article 4 de Notre décret du 20 juillet 1870, n° 15, (*Indisch Staatsblad*, n° 118) ;

Sur la proposition de Notre Ministre des colonies en date du 14 octobre 1871, Litt. AAZ, n° 46*a* ;

Le Conseil d'État entendu (avis du 16 janvier 1872, n° 12) ;

Vu le rapport ultérieur de Notre Ministre prénommé, du 5 avril 1872, Litt. AAZ, n° 26 ;

Grondbezit. — Vervanging van inlandsch erfelijk individuëel grondbezit door eigendom.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, enz., enz., enz.

Gezien artikel 4 van Ons besluit van 20 Juli 1870, n° 15 (*Indisch staatsblad*, n° 118)

Op de voordragt van Onzen Minister van Koloniën van den 14 Oktober 1871, Litt. AAZ., n° 46*a* ;

Den Raad van State gehoord (advies van den 16 Januarij 1872, n° 12) ;

Gezien het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van den 5 April 1872, Litt. AAZ., n° 26 ;

Avons décrété et décrétons :

Article premier.

Chaque indigène qui, étant en possession d'un terrain en vertu du droit de jouissance individuel héréditaire, désire l'obtenir en propriété conformément à la disposition quatrième de la loi du 9 avril 1870 (*Indisch Staatsblad*, n° 55), doit s'adresser par requête écrite, pour faire prouver son droit de jouissance, au Président du tribunal indigène dans le ressort duquel le terrain est situé, avec production d'un bulletin d'arpentage et, en tant qu'il s'agit de terrains pour lesquels il n'est dû ni rente foncière ni autre contribution semblable, d'un état estimatif.

Article 2.

La requête doit être signée par le requérant ou par

Hebben goedgevonden en verstaan :

Artikel 1.

Elk inlander, die den door hem krachtens erfelijk individueel gebruiksregt bezeten grond, overeenkomstig de vierde bepaling der wet van 9 April 1870 (*Indisch staatsblad*) n° 35), in eigendom wenscht te verkrijgen, moet zich, tot uitwijzing van zijn gebruiksregt, met een verzoekschrift wenden tot den president van den landraad, binnen welks gebied de grond gelegen is, onder overlegging van een meetbrief, en, voor zoover het gronden betreft waarvan geen landrente of gelijksoortige belasting verschuldigd is, ook van een taxatiebrief.

Artikel 2.

Dit verzoekschrift moet door den verzoeker, of door zijnen van eene bijzondere schriftelijke lastgeving voorzienen gemagtigde, worden onderteekend, en inhouden :

son fondé de pouvoir pourvu d'une procuration écrite spéciale, et contenir :

1° Son nom et celui qu'il a porté étant enfant, son domicile et sa profession ;

2° La déclaration qu'il est en possession légitime du terrain, en vertu du droit de jouissance individuel héréditaire ;

3° L'indication de la nature, de la situation et de l'étendue de ce terrain, et de sa dénomination, si le terrain est connu sur les lieux sous une détermination particulière ;

4° Une déclaration constatant la manière dont il est entré en possession de ce terrain et l'indication de l'époque;

5° La déclaration qu'il désire obtenir le terrain en propriété ;

6° La demande d'approbation de son droit de jouissance de ce terrain.

1° Zijn naam, en dien, welken hij als kind gedragen heeft, zijn woonplaats en beroep ;

2° De verklaring dat hij regtmatig bezitter is van grond, krachtens erfelijk individueel gebruiksregt ;

3° De aanduiding van den aard, de ligging en de uitgestrektheid van dien grond, en van zijne benaming, zoo de grond plaatselijk onder een naam bekend is;

4° Eene opgave van de wijze en van het tijdstip, waarop de grond in zijn bezit is gekomen ;

5° De verklaring, dat hij den grond in eigendom wenscht te verkrijgen :

6° Het verzoek tot uitwijzing van zijn gebruiksrecht op den grond.

Article 3.

Quand le requérant ou son fondé de pouvoir ne sait pas écrire ni signer son nom, il peut présenter ou faire présenter verbalement sa requête, sans communication des déclarations exigées de par l'article précédent, et sur production des pièces prescrites par l'article 1er, au président du tribunal indigène, qui en tiendra ou en fera tenir note.

Article 4.

Le greffier du tribunal indigène inscrit la requête écrite ou les notes prises conformément à l'article précédent, dans un registre destiné à cet usage, disposé suivant un modèle arrêté par le Chef du département intéressé de l'administration générale.

Article 5.

Le président du tribunal indigène rédige immédiatement, sur la requête écrite présentée ou sur la note prise de la requête verbale, une ordonnance par laquelle

---

Artikel 3.

Wanneer de verzoeker of zijn gemachtigde niet kan schrijven, noch zijn naam teekenen, kan hij zijn verzoek, onder mededeeling der in het vorig artikel vereischte opgaven en onder overlegging van het bij artikel 1 gevorderde, mondeling voordragen, of doen voordragen, aan den president van den landraad, die daarvan aanteekening zal houden of doen houden.

Artikel 4.

De griffier van den landraad schrijft het schriftelijk verzoek, of de overeenkomstig het voorgaande artikel gehouden aanteekening, in een daartoe bestemd register, ingericht volgens model, vastgesteld door het hoofd van het betrokken departement van algemeen bestuur.

il est enjoint que la requête sera publiée dans le dessa dans le territoire duquel le terrain est situé, par affichage et de vivė voix dans la langue indigène, et cela deux fois, avec un intervalle de six mois entre les deux publications.

Article 6.

Les publications doivent contenir :

1° Le nom du requérant et celui qu'il a porté étant enfant, son domicile et sa profession ;

2° Le contenu essentiel de la requête ;

3° L'indication de la nature, de la situation et de l'étendue du terrain, dont les limites doivent être marquées clairement par des bornes, et de sa dénomination, si le terrain est connu sur les lieux sous une dénomination particulière ;

4° La déclaration du requérant qu'il est possesseur légitime du terrain, en vertu du droit de jouissance individuel héréditaire ;

Artikel 5.

De president van den landraad stelt op het ingediend verzoekschrift, of op de van het mondeling verzoek gehouden aanteekening, onmiddelijk een bevelschrift, waarbij wordt gelast dat het verzoek in de dessa, binnen wier gebied de grond gelegen is, zal worden aangekondigd, door middel van aanplakking en mondelinge bekendmaking in de landstaal, tweemaal, met een tijdsverloop van zes maanden tusschen beide aankondigingen.

Artikel 6.

De aankondigingen moeten behelzen :

1° Den naam van den verzoeker, en dien, welke hij als kind gedragen heeft, zijn woonplaats en beroep :

2° Den hoofdzakelijken inhoud van zijn verzoek :

3° De aanduiding van den aard, de ligging en de uitgestrektheid van den grond, welks grenzen door merkteekenen duidelijk

5° La déclaration de la manière dont il est entré en possession de ce terrain, et l'indication de l'époque ;

6° Que chacun est autorisé à s'opposer endéans les neuf mois après la première — trois mois après la seconde — publication, à l'acceptation de la requête présentée.

La pièce à afficher doit mentionner en outre le jour de la publication et être signée par le fonctionnaire qui fait la publication.

Article 7.

Une copie authentique de la requête et de l'ordonnance y relative est envoyée par le greffier du tribunal indigène, endéans les quinze jours après qu'elle a été reçue par le président, au chef de l'administration locale, qui désigne immédiatement un fonctionnaire pour publier la requête dans le dessa et pour veiller à l'affichage.

Cet affichage et cette publication de vive voix ont lieu

---

moeten zijn aangewezen en van zijne benaming, zoo de grond plaatselijk onder een naam bekend is ;

4° De verklaring van den verzoeker dat hij regtmatig bezitter is van den grond, krachtens erfelijk individueel gebruiksregt ;

5° De opgave van de wijze en van het tijdstip, waarop de grond in zijn bezit is gekomen ;

6° Dat iedereen bevoegd is om, binnen de negen maanden na de eerste — drie maanden na de tweede — aankondiging zich tegen de toewijzing van het gedaan verzoek te verzetten.

Het aan te plakken stuk moet bovendien den dag der aankondiging vermelden en door den ambtenaar, die de aankondiging doet, worden onderteekend.

Artikel 7.

Van het verzoek en het daarop gesteld bevelschrift wordt door den griffier van den landraad, binnen veertien dagen nadat het bij den president is ingekomen, een authentiek afschrift gezonden aan het hoofd van plaatselijk bestuur, dat onmiddelijk een

endéans le mois après la désignation, de telle façon que, par ce moyen, la plus large publicité possible soit donnée à la requête sur les lieux.

ARTICLE 8.

Le fonctionnaire chargé de la publication présente le plus tôt possible un rapport écrit de ses actes au chef de l'administration locale, qui l'envoie immédiatement au président du tribunal indigène.

Le greffier tient note de ce rapport dans le registre, désigné à l'article 4.

ARTICLE 9.

Il ne peut être prononcé sur la requête qu'au bout de trois mois, après que la seconde publication a eu lieu.

Jusqu'à l'expiration de ce terme un chacun est autorisé à s'opposer à l'acceptation de la requête présentée.

---

ambtenaar aanwijst om het verzoek in de dessa bekend te maken en voor de aanplakking zorg te dragen.

De aanplakking en bekendmaking geschieden binnen eene maand na de aanwijzing op zoodanige wijze, dat daardoor aan het verzoek plaatselijk de meest mogelijke openbaarheid worde gegeven.

ARTIKEL 8.

De ambtenaar, met de aankondiging belast, dient ten spoedigste van zijne handeling een schriftelijk relaas in aan het hoofd van plaatselijk bestuur, dat het onmiddellijk aan den president van den landraad toezendt.

De griffier houdt hiervan aanteekening in het register bedoeld bij artikel 4.

ARTIKEL 9.

Op het verzoekschrift kan geen uitspraak worden gedaan dan na verloop van drie maanden nadat de tweede aankondiging is geschied.

Article 10.

L'opposition est faite par déclaration écrite ou verbale, avec indication des terrains sur lesquels elle s'appuie, soit auprès du fonctionnaire chargé de la publication pendant sa présence dans le dessa, soit auprès du greffier du tribunal indigène.

Le fonctionnaire dresse procès-verbal de l'opposition, qu'il renvoie dans le plus bref délai possible au greffier du tribunal indigène.

Le greffier tient note de ce procès-verbal, ainsi que de l'opposition faite au greffe, dans le registre désigné à l'article 4.

Article 11.

S'il est fait opposition, le président du tribunal indigène fixe le jour où l'affaire sera traitée devant le tribunal indigène, et le fait notifier aux parties, avec l'ordre

---

Tot aan het einde van dien termijn is iedereen bevoegd om zich tegen de toewijzing van dit gedaan verzoek te verzetten.

Artikel 10.

Het verzet wordt, onder opgave der gronden, waarop het steunt, gedaan door middel eener schriftelijke of mondelinge verklaring, hetzij bij den met de aankondiging belasten ambtenaar, tijdens diens aanwezen in de dessa, hetzij bij den griffier van den landraad.

De ambtenaar maakt van het verzet een proces-verbaal op, hetwelk hij ten spoedigste zendt aan den griffier van den landraad.

De griffier houdt van dit proces verbaal, alsmede van het ter griffie gedaan verzet, aanteekening in het register bedoeld bij artikel 4.

Artikel 11.

Indien er verzet is aangeteekend, bepaalt de president den dag, waarop de zaak voor den landraad zal dienen, en doet dien aan

de se faire accompagner par les témoins qu'ils désirent faire entendre, et d'apporter les documents écrits, dont ils voudraient se servir.

Ensuite la procédure se poursuit de la manière prescrite par le Règlement sur l'exercice de la police, la procédure civile et la procédure criminelle entre les indigènes et les personnes y assimilées à Java et Madura.

Le tribunal indigène est autorisé à réunir les différentes oppositions, s'il en est fait plus d'une, et à les traiter en une seule affaire.

Si l'opposition est déclarée fondée, et que le jugement qui en a décidé a obtenu force de chose jugée, la requête en approbation du droit de jouissance est rejetée, même si à cette époque le terme désigné à l'article 9 n'est pas encore expiré.

Article 12.

Quand le terme désigné à l'article 9 est expiré, et

---

partijen aanzeggen, met last om zich te doen vergezellen van de getuigen, die zij wenschen te doen hooren, en de schriftelijke bewijsstukken mede te brengen, waarvan zij zich mogten willen bedienen.

Alsdan wordt verder geprocedeerd op de wijze, voorgeschreven bij het reglement op de uitoefening der politie, de burgerlijke regtspleging en de strafvordering onder de inlanders en daarmede gelijkgestelde personen op Java en Madura.

De landraad is bevoegd om, wanneer er meer dan een verzet is gedaan, de verschillende oppositien bij elkander te voegen en als ééne zaak te behandelen.

Indien het verzet is gegrond verklaard, en het vonnis, waarbij dit is geschied, kracht van gewijsde zaak heeft bekomen, wordt het verzoek tot uitwijzing van het gebruiksregt afgewezen, al is ook alsdan de termijn, bij artikel 9 bedoeld, nog niet verstreken.

Artikel 12.

Wanneer de termijn bij artikel 9 bedoeld, is verstreken, en

qu'il n'est pas fait d'opposition, ou que celle-ci a été déclarée non fondée, et que le jugement qui en a décidé a obtenu force de chose jugée, le président présente la requête dans la première réunion suivante du tribunal indigène, qui l'accepte sur le champ, si toutes les pièces sont trouvées en règle, par sentence rendue publiquement.

Article 13.

Le jugement pour lequel la demande en approbation du droit de jouissance individuel héréditaire a été accordée ou rejetée, en vertu des deux articles précédents, n'est susceptible d'aucun recours.

Article 14.

Le greffier du tribunal indigène envoie, dans les quinze jours après que le jugement d'acceptation a été rendu, une copie authentique de ce jugement au chef de l'administra-

---

geen verzet is gedaan, of dit ongegrond verklaard is en het vonnis, waarbij dit geschiedde, kracht van gewijsde zaak heeft bekomen, brengt de president het verzoek in de eerstvolgende vergadering van den landraad, die, wanneer alle stukken in orde bevonden worden, het dadelijk bij een in het openbaar uit te spreken vonnis toewijst.

Artikel 13.

Het vonnis, waarbij het verzoek om uitwijzing van het erfelijk individueel gebruiksregt ingevolge de beide voorgaande artikelen is af- of toegewezen, is aan geenerhande voorziening onderhevig.

Artikel 14.

De griffier van den landraad zendt, binnen veertien dagen na het uitspreken van het vonnis van toewijzing, een authentiek afschrift daarvan aan het hoofd van plaatselijk bestuur, dat alsdan

tion locale, qui fait alors le nécessaire pour céder la propriété au requérant, au nom du Gouverneur général.

Article 15.

Le chef de l'administration locale envoie à cet effet les pièces au fonctionnaire chargé de l'enregistrement dans la section dirigée par lui, afin de le mettre en état de rédiger le titre de propriété, et fait notifier au requérant le lieu, le jour et l'heure, où la propriété sera cédée avec invitation d'y être présent, soit en personne, soit par son fondé de pouvoir.

Pour la détermination du jour, il prend en considération la distance entre le domicile du requérant et le lieu, où la propriété sera cédée.

Article 16.

Au jour fixé et au lieu désigné par lui, le chef de

---

het noodige verrigt om, namens den Gouverneur-Generaal, aan den verzoeker den eigendom aftestaan.

Artikel 15.

Het hoofd van plaatselijk bestuur zendt daartoe de stukken aan den ambtenaar, in de door hem bestuurde afdeeling, belast met de inschrijving, ten einde dezen in de gelegenheid te stellen de eigendomsakte optemaken, en doet den verzoeker plaats, dag en uur aanzeggen, waarop de eigendom zal worden afgestaan, met uitnoodiging om daarbij, hetzij in persoon, hetzij bij gemagtigde, tegenwoordig te zijn.

Bij de bepaling van den dag, let hij op den afstand tusschen de woonplaats van den verzoeker en de plaats, waar de eigendom zal afgestaan worden.

Artikel 16.

Op den bepaalden dag verklaart het hoofd van plaatselijk

l'administration locale déclare devant le fonctionnaire chargé de l'enregistrement, aussitôt que l'heure indiquée est arrivée, et en présence ou en l'absence du requérant ou de son fondé de pouvoir, que la propriété du terrain désigné dans le jugement est cédée au demandeur au nom du Gouverneur général des Indes néerlandaises, sous les conditions mentionnées aux articles 18 et 19.

L'acte qui en est dressé est inscrit dans un registre spécial et la grosse, accompagnée d'une traduction dans la langue indigène, remise au requérant ou son fondé de pouvoir, ou bien, dans le cas où aucun des deux ne serait présent, envoyée au requérant à ses frais.

Article 17.

Le mode d'inscription et de transcription est réglé par ordonnance du Gouverneur général.

---

bestuur, ter plaatse door hem aangewezen en ten overstaan van den met de inschrijving belasten ambtenaar, zoodra het bepaalde uur is verschenen, hetzij in, hetzij buiten de tegenwoordigheid van den verzoeker of diens gemagtigde, dat aan den aanvrager, onder de in de artikelen 18 en 19 vermelde voorwaarden, namens den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië wordt afgestaan de eigendom van den grond, in het vonnis bedoeld.

De hiervan opgemaakte akte wordt ingeschreven in een afzonderlijk register, en de grosse, vergezeld van eene vertaling in de landstaal, aan den verzoeker of zijn gemagtigde uitgereikt, dan wel, in geval geen van beiden tegenwoordig is, aan den verzoeker, ten zijnen koste, toegezonden.

Artikel 17.

De wijze van in- en overschrijving wordt door den Gouverneur-Generaal bij ordonnancie geregeld.

Article 18.

L'indigène devenu, en vertu de cet arrêté, propriétaire d'un terrain possédé auparavant par droit de jouissance individuel héréditaire, reste soumis, outre les charges et contributions générales résultant d'ordonnances spéciales, comme l'expropriation pour cause d'utilité publique, le payement d'une rente foncière, etc..., et sauf la disposition de l'article 21, aux obligations de corvée et de services de culture, en tant que celles-ci sont attachées au terrain, ainsi qu'aux obligations envers la commune, en tant qu'elles reposent çà ou là, suivant des règlements communaux, sur le possessoire, et cela du chef de ses droits sur le terrain, en même temps que le Gouvernement conserve le droit de disposer du terrain au profit des cultures, introduites par autorité supérieure, suivant les ordonnances y relatives, et contre indemnité équitable, ou de

---

Artikel 18.

De inlander, die ingevolge dit besluit eigenaar is geworden van grond, vroeger krachtens erfelijk individueel gebruiksregt bezeten, blijft, behalve aan de algemeene lasten en belastingen, uit speciale verordeningen voortvloeijende, als de onteigening ten algemeenen nutte, de betaling van landrente, enz. en behoudens de bepaling van artikel 21, uit hoofde van zijn regt op den grond onderworpen aan de heeren- en kultuurdienstpligtigheid, voor zoover die rusten op den grond, en aan de verpligtingen jegens de gemeente, voor zoover die hier of daar, volgens gemeentelijke regelingen, aan het grondbezit mogten verbonden zijn; terwijl de Regering het regt behoudt om, ten behoeve der op hoog gezag ingevoerde kultures, volgens de daarop betrekkelijke verordeningen, tegen behoorlijke schadeloosstelling over den grond te beschikken, of wel om zich de vruchten der koffijplantsoenen, tegen een door haar te bepalen prijs, te doen leveren.

se faire livrer les fruits des plantations de caféiers, au prix à fixer par ledit Gouvernement.

Article 19.

Le terrain acquis en propriété en vertu de cet arrêté, ne peut être aliéné, jusqu'à nouvel ordre, à des non-indigènes, sous peine de nullité de l'acte. Aucun autre droit réel ne peut y être accordé que celui d'hypothèque.

L'expropriation pour cause d'utilité publique peut cependant en avoir lieu.

Le Gouverneur général est autorisé à admettre des exceptions à la disposition du premier alinéa pour des pièces de terrain destinées et requises pour des établissements industriels ou agricoles, d'une étendue non supérieure à dix bouws, pour l'extension d'habitations communes existantes d'Européens ou d'Orientaux étrangers, ou à d'autres fins importantes.

Artikel 19.

De ingevolge dit besluit in eigendom verkregen grond mag voor 's hands, op straffe van nietigheid der handeling, niet worden vervreemd aan niet-inlanders. Geen ander zakelijk regt mag daarop worden verleend dan dat van hypotheek.

Onteigening daarvan ten algemeenen nutte kan nogtans plaats vinden.

De Gouverneur-Generaal is bevoegd op het bepaalde bij de eerste alinea uitzonderingen toetestaan voor stukken grond, bestemd en gevorderd voor inrigtingen van nijverheid of landbouw van geene grootere uitgestrektheid dan tien bouws, voor uitbreiding van bestaande zamenwoningen van Europeanen of vreemde Oosterlingen, of voor andere gewigtige doeleinden.

Artikel 20.

Het bij de artikelen 18 en 19 voorgeschrevene wordt als uit-

Article 20.

Les stipulations des articles 18 et 19 sont inscrites comme conditions expresses à la cession dans le titre de propriété.

Article 21.

Les terrains, acquis en propriété en vertu du présent décret, sont soumis à la contribution foncière, en tant qu'il n'en est pas dû de rente foncière ou d'autre contribution semblable.

Article 22.

Tous les écrits et actes, mentionnés dans le présent décret sont exempts du droit de timbre.

La procédure devant le tribunal indigène se fait gratuitement.

Article 23.

Parmi les indigènes ne sont pas comprises dans ce décret les personnes y assimilées.

---

drukkelijke voorwaarde van den afstand in de eigendomsakte opgenomen.

Artikel 21.

De gronden, die krachtens dit besluit in eigendom verkregen worden, zijn, voor zoover daarvan geen landrente of gelijksoortige belasting verschuldigd is, onderworpen aan de belasting der verponding.

Artikel 22.

Alle schrifturen en akten, in dit besluit genoemd, zijn vrij van zegel.

De procedure bij den landraad geschiedt kosteloos.

Artikel 23.

Onder inlanders worden in dit besluit niet begrepen de met hen gelijkgestelde personen.

ARTICLE 24.

Le présent décret est, sauf la disposition au deuxième membre de l'article 27 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes Néerlandaises, applicable seulement à Java et Madura.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat pour information.

La Haye, le 16 avril 1872.

GUILLAUME.

Le Ministre des colonies,
VAN BOSSE.

Conforme à l'original ;
Le Secrétaire général du Ministère des colonies,
FEITH.

ARTIKEL 24.

Dit besluit is, behoudens het bepaalde bij het tweede lid van artikel 27 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië alleen van toepassing op Java en Madura.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State tot informatie.

's Gravenhage, den 16 April 1872.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
VAN BOSSE.

Akkordeert met deszelfs origineel :
De Sekretaris-Generaal bij het Ministerie van Koloniën,
FEITH.

Affaires agraires. — Propriété foncière. — Modification des articles 5, 6, 9, 13, 14 et 22 du décret royal, au « Staatsblad » 1872, n° 117.

Au nom de Sa Majesté WILHELMINE, par la grace de Dieu, Reine des Pays-Bas, Princesse d'Orange-Nassau etc..., etc..., etc...

Nous, EMMA, Reine-Douairière, Régente du Royaume ;

Sur la proposition du Ministre des colonies en date du 3 février 1897, litt. A³, n° 58.

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 2 mars 1897, n° 18);

Vu le rapport plus récent du susdit Ministre du 17 avril 1897, litt. A³, n° 1 ;

Considérant que les articles 5, 6, 9, 13, 14 et 22 de

Agrarische aangelegenheden. — Grondbezit. — Wijziging van de artikelen 5, 6, 9, 13, 14 en 22 van het Koninklijk besluit in Staatsblad 1872, n° 117.

In naam van Hare Majesteit WILHELMINA, bij de gratie Gods, Koningin der Nederlanden, Prinses van Oranje-Nassau, enz., enz., enz.

Wij EMMA, Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk ;

Op de voordracht van den Minister van Koloniën van den 3en Februari 1897, Litt. A³, n° 58 ;

Den Raad van State gehoord (advies van 2 Maart 1897 n° 18);

Gezien het nader rapport van den voornoemden Minister van den 17 April 1897, Litt. A³, n° 1 ;

Overwegende, dat de artikelen 5, 6, 9, 13, 14 en 22 van het

l'arrêté royal du 16 avril 1872, n° 29 (*Indisch Staatsblad*, n° 117), ont besoin d'être modifiés et complétés ;

Avons décrété et décrétons de modifier et de compléter le décret royal susmentionné, comme il est dit ci-dessous:

1. Dans l'article 5 les mots finals « deux fois, avec un laps de temps de six mois entre les deux publications » sont supprimés.

2. Le commencement de l'article 6 porte :

« La publication doit contenir » et la disposition 6° de cet article doit être lue : qu'un chacun est autorisé à s'opposer, endéans des trois mois après la publication, à l'admission de la requête. »

3. Dans le 1er alinéa de l'article 9 le mot « deuxième » est supprimé.

4. L'article 13 est conçu comme suit :

« Du jugement par lequel la demande de prononciation

Koninklijk besluit van 16 April 1882, n° 29 (*Indisch Staatsblad* n° 117) wijziging en aanvulling behoeven ;

Hebben goedgevonden en verstaan het voormeld Koninklijk besluit te wijzigen en aan te vullen zooals hieronder is aangegeven :

I. In artikel 5 vervallen de slotwoorden : « tweemaal, met een tijdsverloop van zes maanden tusschen beide aankondigingen ».

II. De aanhef van artikel 6 luidt :

« De aankondiging moet behelzen », en de bepaling sub 6° van dat artikel wordt gelezen : « dat iedereen bevoegd is om binnen drie maanden na de aankondiging zich tegen de toewijzing van het verzoek te verzetten ».

III. In de eerste alinea van artikel 9 vervalt het woord « tweede ».

IV. Artikel 13 wordt gelezen :

« Van het vonnis, waarbij het verzoek om uitwijzing van het

sur le droit de jouissance individuel héréditaire est accordée, il sera envoyé par le greffier du tribunal indigène une copie authentique endéans les huit jours après la sentence au chef de l'administration locale, qui en fait la publication de la manière prescrite par l'article 7. La disposition de l'article 8 est applicable à ce sujet.

Quiconque ne s'est pas opposé déjà précédemment à l'admission de la requête en vertu de l'article 10, ou à l'opposition duquel il n'aura pas été fait droit par le tribunal indigène, ou bien dont l'opposition ultérieure est fondée sur des moyens sur lesquels il n'a pas encore été décidé par arrêt de justice à l'occasion de l'opposition précédente, peut endéans les trois mois après la sentence s'opposer au jugement d'admission.

Les dispositions de l'article 10 et les trois premiers

---

erfelijk individueel gebruiksrecht is toegewezen, wordt door den griffier van den landraad binnen acht dagen na de uitspraak een authentiek afschrift gezonden aan het Hoofd van plaatselijk bestuur, dat daaraan openbaarheid geeft op de bij artikel 7 voorgeschreven wijze. De bepaling van artikel 8 is te dien aanzien van toepassing.

Ieder, die niet reeds vroeger tegen de toewijzing van het verzoek volgens artikel 10 zich verzet heeft, of op wiens verzet door den landraad geen recht gedaan is, of wel wiens nader verzet berust op middelen, waaromtrent nog niet ter gelegenheid van het vorig verzet bij rechterlijk gewijsde beslist is, kan binnen drie maanden na de uitspraak tegen het vonnis van toewijzing zich verzetten.

De bepalingen van artikel 10 en de eerste drie leden van artikel 11 zijn op dit verzet van toepassing.

Indien het verzet gegrond verklaard is, en het vonnis, waarbij dit geschied is, kracht van gewijsde bekomen heeft, wordt, met

membres de l'article 11 sont applicables à cette opposition.

Si l'opposition est déclarée fondée, et que l'arrêt, qui en a décidé, ait obtenu force de chose jugée, la demande de prononciation sur le droit de jouissance est rejetée, avec annulation de l'arrêt d'admission.

Si le délai désigné dans le second membre s'est écoulé sans qu'aucune opposition fût faite, ou que l'opposition ait été déclarée non fondée, et que le jugement qui en a décidé, ait obtenu force de chose jugée, il en sera tenu note en-dessous de la sentence d'admission, annotation qui est signée par le président et le greffier.

Il n'est pas admis de recours ultérieur contre les jugements de rejet désignés dans l'article 11 et le quatrième membre de cet article, et le jugement d'admission, après que l'annotation, désignée dans le membre précédent, y aura été faite.

---

vernietiging van het vonnis van toewijzing, het verzoek tot uitwijzing van het gebruiksrecht afgewezen.

Indien de in het tweede lid bedoelde termijn verstreken is zonder dat eenig verzet gedaan werd, of het verzet ongegrond verklaard is en het vonnis, waarbij dit geschiedde, kracht van gewijsde heeft bekomen, wordt daarvan aanteekening gehouden onder het vonnis van toewijzing, welke aanteekening door den president en den griffier onderteekend wordt.

Tegen de vonnissen van afwijzing, bedoeld bij artikel 11 en het vierde lid van dit artikel, en het vonnis van toewijzing, nadat daarop de in het voorgaande lid bedoelde aanteekening gesteld is, wordt geen nadere voorziening toegelaten. »

V. Artikel 14 wordt gelezen :

« Onmiddellijk na de in het voorlaatste lid van het voorgaande artikel voorgeschreven aanteekening, zendt de griffier van den landraad een authentiek afschrift van het vonnis van toewijzing en van die aanteekening aan het Hoofd van plaatselijk bestuur,

5. L'article 14 est conçu comme suit :

« Immédiatement après l'annotation, prescrite par l'avant-dernier alinéa de l'article précédent, le greffier du tribunal indigène envoie une copie authentique du jugement d'admission et de cette annotation au chef de l'administration locale, qui fait sans délai le nécessaire, pour céder, au nom du Gouverneur général, la propriété au requérant. »

6. L'article 22 est conçu comme suit :

« Tous les écrits et actes, mentionnés dans le présent décret, sont libres du droit de timbre. »

La procédure devant le tribunal indigène et auprès du Conseil de justice, se fait gratuitement. »

Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat.

---

dat onverwijld het noodige verricht om, namens den Gouverneur-generaal, aan den verzoeker den eigendom af te staan ».

VI. Artikel 22 wordt gelezen :

« Alle schrifturen en akten, in dit besluit genoemd, zijn vrij van zegel.

De procedure bij den landraad en bij den Raad van Justicie geschiedt kosteloos ».

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

's Gravenhage, den 22 April 1897.

EMMA.

De Minister van Koloniën,
BERGSMA.

La Haye, le 22 avril 1897.

EMMA.

Le Ministre des colonies,
BERGSMA.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général
auprès du Département des Colonies,
A. E. ELIAS.

Accordeert met het origineel :
De Secretaris-generaal
bij het Departement van Koloniën,
A. E. ELIAS.

Des terrains. — Règlement du mode d'inscription et de transfert de la propriété et de l'inscription d'hypothèque sur des terrains acquis en propriété par des indigènes, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 avril 1872, n° 29, « Journal officiel des Indes néerl. », n° 117.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous, qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que, conformément à l'article 17 de l'arrêté royal du 16 avril 1872, n° 29 (*Indisch Staatsblad*, n° 117), désirant régler le mode d'inscription et de transfert de

---

GRONDEN. — Regeling van de wijze van in- en overschrijving van den eigendom van- en het inschrijven van hypotheek op gronden, door inlanders in eigendom verkregen overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijke besluit van 16 April 1872, n° 29, « Indisch staatsblad », n° 117.

In naam des KONINGS !

De Gouverneur-generaal van Nederlandsch-Indie,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut !

doet te weten :

Dat Hij, ingevolge art. 17 van het Koninklijk besluit van 16 April 1872, n° 29 (*Indisch Staatsblad*, n° 117), wenschende te regelen de wijze van in- en overschrijving van den eigendom

la propriété et l'inscription d'hypothèque sur des terrains acquis en propriété par des indigènes, conformément aux dispositions du décret royal susdit;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises;

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

Les titres de propriété et de transmission de terrains, acquis en propriété par des indigènes, conformément aux dispositions du décret royal du 16 avril 1872, n° 29 (*Indisch Staatsblad*, n° 117), et tous les actes par lesquels le droit d'hypothèque est accordé sur des terrains semblables, et enfin tous les actes de cession de ces hypothèques sont passés, sous peine de nullité, devant

---

van- en het inschrijven van hypotheek op gronden, door inlanders in eigendom verkregen overeenkomstig de bepalingen van genoemd Koninklijk besluit :

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Artikel één.

De bewijzen van eigendom en overgang van gronden, door inlanders in eigendom verkregen overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk besluit van 16 April 1872, n° 29 (*Indisch Staatsblad*, n° 117), voorts alle akten, waarbij op zoodanige gronden het regt van hypotheek word verleend; en eindelijk alle akten van cessie van die hypotheken worden, op straffe van nietigheid, verleden voor den President van den landraad, bijgestaan door den Griffier of den als zoodanig fungerenden ambtenaar.

le président du tribunal indigène, assisté par le greffier ou le fonctionnaire en faisant fonctions.

Dans les sections où le chef de l'administration locale est chargé de la présidence du tribunal indigène, l'acte d'inscription désigné au 2e alinéa de l'article 16 du décret royal susmentionné, sera passé devant le contrôleur local auprès de l'administration de l'intérieur, ou, là où un tel contrôleur n'est pas établi, par le fonctionnaire disponible, assisté du greffier du tribunal indigène ou du fonctionnaire en faisant fonctions.

ARTICLE 2.

Les transferts désignés dans cette ordonnance doivent avoir lieu dans les délais déterminés par l'ordonnance sur le transfert de la propriété de biens immeubles et l'inscription d'hypothèque sur ces biens, dans les Indes néerlandaises (*Staatsblad*, 1834, n° 27).

ARTICLE 3.

Le transfert de ces terrains est soumis, sauf les excep-

In de afdeelingen, waar het Hoofd van plaatselijk bestuur belast is met het voorzitterschap van den landraad, wordt de akte van inschrijving, bedoeld bij het 2de lid van artikel 16 van vermeld Koninklijk besluit, verleden voor den plaatselijken Kontroleur bij het binnenlandsch bestuur of, waar een zoodanige niet is aangesteld, voor den ambtenaar ter beschikking, bijgestaan door den Griffier van den landraad of den als zoodanig fungerenden ambtenaar.

ARTIKEL 2.

De overschrijvingen, in deze ordonnancie bedoeld, moeten geschieden binnen dezelfde termijnen, als bij de ordonnancie op de overschrijving van den eigendom van vaste goederen en het inschrijven van hypotheken op dezelve in Nederlandsch-Indië (*Staatsblad* 1834, n° 27) zijn bepaald.

tions mentionnées dans l'article 4, à un droit de cinq pour cent, payable au bureau du receveur local, chaque fois qu'ils changent, en tout ou en partie, de propriétaire.

Ce droit est perçu sur le montant entier du prix d'acha ou de la valeur, pour laquelle le transfert a lieu, que la transmission de la propriété se fasse à la suite d'une vente publique, ou d'une vente de gré à gré, d'une donation, d'un échange, ou d'une aliénation semblable, sauf cependant la condition, que si en vertu d'une aliénation de la main à la main le transfert se fait pour une valeur moindre que celle pour laquelle la parcelle est taxée pour la contribution, ou moindre que le décuple du revenu sur lequel la rente foncière due à ce sujet est calculée, le droit de transfert sera calculé et payé sur le bon de cette taxation ou de ce décuple.

Article 4.

Les exemptions mentionnées par l'art. 7 de l'ordonnance sur le transfert de la propriété de biens immeubles, etc. (*Indisch Staatsblad* 1834, nº 27), et par d'autres

---

Artikel 3.

De overschrijving van deze gronden is, behoudens de uitzonderingen in artikel 4 vermeld, onderworpen aan een regt van vijf ten honderd, betaalbaar ten kantore van den plaatselijken ontvanger, zoo dikwijls ze geheel af gedeeltelijk van eigenaar veranderen.

Dit regt wordt geheven over het volle bedrag van den koopschat of van de waarde, waarvoor de overdragt geschiedt, onverschillig of de eigendomsovergang ten gevolge van openbaren dan wel onderhandschen verkoop, schenking, ruiling of dergelijke vervreemding plaats hebbe, behoudens evenwel de bepaling dat, indien ten gevolge van een onderhandsche vervreemding de overdragt geschiedt voor een mindere waarde, dan waarvoor het perceel is aangeslagen in de verponding, of

dispositions légales, sont appplicables aux transferts désignés dans cette ordonnance.

Article 5.

Quand le transfert de terrains soumis au payement du droit n'a pas lieu endéans les termes fixés, ce droit est réclamé avec une augmentation d'un dixième.

Quand un transfert exempté du payement du droit, n'a pas lieu endéans le terme fixé, il sera payé une amende de deux pour cent de la valeur taxée du terrain ou de la valeur pour laquelle la parcelle est taxée dans la contribution foncière, ou bien du décuple du revenu sur lequel la rente foncière due par cette parcelle est calculée.

Pour chaque mois d'omission, il est dû une amende semblable, à condition pourtant que l'amende ne puisse dépasser le quadruple de l'impôt qui est dû ou qui serait dû s'il n'y avait pas lieu à exemption.

---

wel het tienvoud der opbrengst, waarnaar de daarover verschuldigde landrente is berekend, het regt van overschrijving volgens dien aanslag of dat tienvoud wordt berekend en betaald.

Artikel 4.

De vrijstellingen, genoemd bij artikel 7 der ordonnancie op de overschrijving van den eigendom van vaste goederen enz (*Staatsblad* 1834, n° 27) en bij andere wettelijke bepalingen, zijn op de in deze ordonnancie bedoelde overschrijvingen toepasselijk.

Artikel 5.

Wanneer de overdragt van gronden, aan de betaling van het regt onderworpen, niet binnen de vastgestelde termijnen plaats heeft, wordt dat regt met een tiende verhooging ingevorderd.

Wanneer een overschrijving, van de betaling van het reg ontheven, niet binnen den bepaalden termijn plaats heeft, wordt verbeurd eene boete van twee ten honderd van de getaxeerde

Article 6.

Si lors de la vente ou de quelque autre aliénation il n'a pas été convenu par qui seront payés les droits de tranfert et les frais de copie, de timbre et d'enregistrement ainsi que les amendes à payer en cas d'omission, le payement est tacitement à la charge de l'acheteur ou du nouvel acquéreur.

Article 7.

Aucune transmission de terrains soumis au droit de transfert, ne sera permise par les fonctionnaires qui en ont la charge, avant que cet impôt ne soit acquitté, et cela sous peine d'une amende égale au montant de l'impôt, à payer par le fonctionnaire qui sera pris en défaut.

Article 8.

Pour effectuer les transferts désignés dans cette ordon-

---

waarde van den grond of van de waarde, waarvoor het perceel bij de verponding is aangeslagen, of wel van het tienvoud der opbrengst, waarnaar de daarover verschuldigde landrente is berekend.

Voor elke volle maand verzuim is een gelijke boete verschuldigd met dien verstande evenwel, dat de boete nimmer meer kan beloopen, dan vier maal het bedrag der belasting, die verschuldigd is of die verschuldigd zou zijn. indien geen reden van vrijstelling bestond.

Artikel 6.

Indien bij den verkoop of eenige andere vervreemding van deze gronden niet overeengekomen is door wien het regt van overschrijving en de daarbij behoorende leges-, zegel- en akte-gelden, mitsgaders de bij verzuim te verbeuren boeten zullen worden voldaan, komt die voeldoening stilzwijgend ten laste van den kooper of nieuwen verkrijger.

nance, on s'adresse au greffier du tribunal indigène qui, après avoir trouvé en règle les titres de propriété, les quittances de la contribution foncière payée ou de la rente foncière et toutes les autres pièces nécessaires pour effectuer le transfert, délivre une ordonnance de versement en double, que l'intéressé doit présenter au fonctionnaire chargé de la perception du droit de transfert ; il sera rendu à l'intéressé, après payement effectué, une expédition de cette ordonnance, signée pour acquit.

Article 9.

Quand les terrains changent de propriétaire, non à la suite d'une vente publique mais de quelque autre façon, il est compris aussi dans les pièces à produire en vertu de l'article précédent pour l'obtention, du transfert, un avis de l'arpenteur, pour l'obtention duquel le vendeur et l'acheteur, ou le transmettant et l'acquéreur, se ren-

---

Artikel 7.

Geen overdragt van gronden aan het regt van overschrijving onderworpen, zal door te daartoe gestelde ambtenaren worden toegelaten, zoo niet vooraf die belasting is gekweten, en zulks op verbeurte van eene boete, gelijk aan het bedrag der belasting, te betalen door den ambtenaar, die in verzuim bevonden wordt.

Artikel 8.

Om overschrijvingen, in die ordonnancie bedoeld, te bewerkstelligen, vervoegt men zich bij den Griffier van den landraad, die, na de bewijzen van eigendom, de quitantiën der betaalde verponding of van de landrente en alle andere, tot het doen van overdragt benoodigde stukken te hebben in orde bevonden, eene ordonnancie van storting verleent in duplo, welke de belanghebbende aanbieden moet aan den ambtenaar, belast met de ontvangst van het regt van overschrijving, van welke ordonnancie, na volbragte betaling, een expeditie, voor voldaan geteekend, aan den belanghebbende wordt teruggegeven.

dront au bureau de l'arpenteur du Gouvernement, afin de faire la déclaration du changement de propriétaire, sur production des derniers actes d'indication ou de transfert et d'autres pièces semblables, d'où conste le droit de faire le transfert demandé, avec information, en cas de vente, du prix convenu, et par qui seront payées les charges relatives au transfert.

L'arpenteur ne peut recevoir la déclaration prescrite, à moins que de la production de la quittance il ne conste que la contribution ou rente foncière a été acquittée convenablement jusqu'à l'époque de la déclaration, et cela sous peine d'une amende égale au montant de l'impôt dû.

L'avis de l'arpenteur, à remettre aux intéressés par celui-ci comme preuve de la déclaration effectuée, doit mentionner, outre la description du bien et le nom du propriétaire, l'époque de la déclaration, les noms et prénoms de ceux auxquels la propriété doit être trans-

---

Artikel 9.

Wanneer de gronden niet ten gevolge van openbaren verkoop, maar op eenige andere wijze van eigenaar veranderen, behoort onder de stukken, volgens het voorgaand artikel ter bekoming van overschrijving in te leveren, ook een landmeterskennis, ter erlanging waarvan de verkooper en kooper, of overschrijver en verkrijger zich zullen vervoegen ten kantore van den Gouvernements landmeter, ten einde onder overlegging van de laatste akte van in- of overschrijving en zoodanige verdere stukken, waaruit de bevoegdheid tot het doen der verlangde overschrijving blijkt, aangifte te doen van de verandering van eigenaar, met bekendstelling, ingeval van verkoop, van den overeengekomen prijs, en door wien de ongelden, op de overschrijving vallende, zullen betaald worden.

De Gouvernements landmeter mag de voorschreven aangifte niet ontvangen, tenzij door overlegging der quitantie blijke dat de verponding of landrente, tot het tijdstip der aangifte, behoor-

mise, ainsi que la valeur pour laquelle la parcelle est taxée dans les registres de la contribution foncière pour l'année alors en cours, ou bien le montant pour lequel elle est taxée dans la rente foncière, en y joignant, le cas échéant, le prix de vente qui lui a été déclaré.

La déclaration faite de la manière prescrite, et la remise de l'avis de l'arpenteur seront inscrites par l'arpenteur du Gouvernement dans un registre.

En cas de division en lots ou de partage de quelque bien immeuble, il sera fait mention dans l'avis de l'arpenteur de la quote-part proportionnelle dans la contribution ou la rente foncière de chaque portion ainsi divisée ou partagée, et en même temps il sera remis aux intéressés les bulletins d'arpentage ou de délimitation nécessaires, aussi bien de la partie divisée ou partagée que de celle qui restera.

Si les terrains sont situés dans des sections où il n'y a

---

lijk is aangezuiverd, en zulks op verbeurte van eene boete, gelijk aan het bedrag van de verschuldigde belasting.

De landmeterskennis door den Gouvernements landmeter, ten bewijze der gedane aangifte aan de belanghebbenden te verleenen, moet, behalve de beschrijving van het goed en den naam van den eigenaar, ook vermelden het tijdstip der aangifte, de namen en voornamen dergenen, op wie de eigendom moet overgaan, alsmede de waarde, waarvoor het perceel in de registers der verponding voor het dan loopend jaar, of wel het bedrag waarvoor het in de landrente is aangeslagen, met bijvoeging van den verkoopprijs, die aan hem is opgegeven.

Van de invoege voorschreven gedaan aangifte en de uitreiking van de landmeterskennis wordt door den Gouvernements landmeter in een register aanteekening gehouden.

Bij splitsing of deeling van eenig vast goed wordt in de landmeterskennis bekendgesteld het evenredig aandeel in de verponding of landrente van elk zoodanig gesplitst of afgescheiden

pas d'arpenteur du Gouvernement, la déclaration peut se faire par l'intermédiaire du Chef de l'Administration locale.

Article 10.

Dans le cas où le terrain à transférer a été vendu en entier publiquement, il n'est pas exigé de déclaration de l'arpenteur du Gouvernement, mais il suffit qu'un extrait authentique du rôle des ventes publiques soit joint aux pièces mentionnées à l'article 8.

Si au contraire à la vente publique le terrain a été divisé en lots, il sera alors procédé conformément à l'article précédent.

Article 11.

L'ordonnance signée pour acquit comme preuve que le droit de transfert est payé, si ce payement est dû, l'avis de l'arpenteur et les pièces y jointes sont remis ensuite

---

gedeelte, als van dat, hetwelk daarna nog van het geheel overblijft.

Indien de gronden gelegen zijn in afdeelingen, waarin geen Gouvernements landmeter gevestigd is, kan de aangifte geschieden door tusschenkomst van het Hoofd van plaatselijk bestuur.

Artikel 10.

Ingeval de over te schrijven grond, in zijn geheel, openbaar is verkocht, wordt geen aangifte bij den Gouvernements landmeter vereischt, maar is het voldoende dat een autenthiek extrakt uit de vendurol bij de in artikel 8 vermelde stukken wordt gevoegd.

Is daarentegen de grond bij den openbaren verkoop gesplitst, dan wordt gehandeld overeenkomstig het vorig artikel.

Artikel 11.

De voor voldaan geteekende ordonnancie, ten bewijze dat het regt van overschrijving is betaald indien die betaling verschul-

par les intéressés à l'autorité devant laquelle le transfert doit avoir lieu, afin d'y être admis.

Article 12.

Quant on passera les actes de transfert, à la suite d'une vente, l'acheteur doit être également présent pour déclarer qu'il accepte le transfert à son nom.

Article 13.

Les indigènes et les personnes y assimilées ne sont admis à passer un acte quelconque, sauf ceux de constitution de propriété, qu'assistés du quartenier ou du chef de la section ou du village où ils sont domiciliés, ou bien de son remplaçant légitime, qui confirment l'identité des personnes qui doivent être citées dans l'acte.

Il peut être exigé des Européens qui ne sont pas connus du fonctionnaire chargé du transfert, une preuve d'identité émanant de l'Administration locale.

---

digd is, de landmeterskennis en de daarbij behoorende stukken worden vervolgens door de belanghebbenden overgegeven aan de autoriteit, voor welke de overschrijving moet geschieden, ten einde daartoe te worden toegelaten.

Artikel 12.

Bij het verlijden der akten van overschrijving ten gevolge van een verkoop, moet de kooper mede tegenwoordig zijn, om te verklaren dat hij de overdragt te zijnen name aanneemt.

Artikel 13.

Inlanders of met dezen gelijkgestelden worden niet tot het erlijden van eenige akte, uitgezonderd die van eigendomsvesting, toegelaten, dan bijgestaan door den wijkmeester of het hoofd van de buurt of dessa, waarin zij woonachtig zijn, of wel diens wettigen plaatsvervanger, die de identiteit der personen verklaren en bij de akte genoemd moeten worden.

Article 14.

Les minutes et tous les actes désignés dans cette ordonnance (écrits pour autant qu'il en est besoin sur le timbre déterminé à cet effet) doivent être signés par les comparants et ceux qui les assistent, ainsi que par les fonctionnaires, par et devant lesquels les actes sont rédigés et passés.

Si les comparants ne savent pas écrire, il en est fait mention dans l'acte.

Article 15.

La grosse de l'acte, sous signature du greffier du tribunal indigène, ou du fonctionnaire en faisant fonction, et pourvue du sceau de ce tribunal, est remise à l'intéressé sur le timbre, déterminé par l'ordonnance, avec mention sur la grosse de la quotité du timbre, sur lequel la minute est écrite.

Van de Europeanen, die aan den ambtenaar, met de overschrijving belast, niet bekend zijn, kan gevorderd worden een bewijs van identiteit, verleend door het plaatselijk bestuur.

Artikel 14.

De minuten van al de bij deze ordonnancie bedoelde akten (geschreven voor zoo ver noodig op het zegel, daarvoor bij de ordonnancie op dat middel vastgesteld) moeten worden geteekend zoo door de komparanten en degenen, die hen bijstaan, als door de ambtenaren, door en voor wie de akten worden opgemaakt en verleden.

Indien de komparanten niet kunnen schrijven, wordt daarvan in de akte melding gemaakt.

Artikel 15.

De gros der akte wordt onder de handteekening van den Griffier van den landraad of den als zoodanig fungerenden ambte-

D'autres copies de l'acte ne peuvent être délivrées sans l'autorisation expresse du tribunal indigène, autorisation dont il doit être fait mention au bas de l'acte-copie ; un greffier, ou un fonctionnaire en faisant fonction donnant copie d'un acte, sans cette autorisation, encourt une amende de cent à cinq cents florins.

Article 16.

Il est tenu des registres particuliers des actes d'inscription et de ceux de transfert, où ils sont inscrits sous des numéros suivis, numéros qui seront mentionnés aussi bien sur la minute que sur la grosse ; le registre pour les actes de transfert doit indiquer en outre le montant en argent, indiqué à l'article 3, ainsi que le montant de l'impôt et de l'amende payés par l'intéressé au sujet de la transmission de la propriété.

Il est tenu un registre semblable pour les lettres d'hypothèque et les actes de cession.

---

naar en voorzien van het zegel van die regtbank aan den belanghebbende uitgereikt op het zegel, bij de ordonnancie op dat middel bepaald, met bekendstelling op de gros van de hoegrootheid van het zegel, waarop de minuut geschreven is.

Geen andere kopijen der akte mogen worden uitgegeven zonder uitdrukkelijke magtiging van den landraad, van welke magtiging aan den voet der kopij-akte melding moet worden gemaakt; een Griffier of als zoodanig fungerend ambtenaar, zonder die magtiging, kopij van een akte gevende, verbeurt een boete van een honderd tot vijf honderd gulden.

Artikel 16.

Van de akten van inschrijving en van die van overschrijving worden afzonderlijke registers gehouden, waarin zij onder een doorloopend nommer worden ingeschreven, welk nommer zoo wel op de minuut als op de gros moet worden bekend gesteld; het register voor de akten van overschrijving moet voorts aanwijzen het geldelijk bedrag, bedoeld bij artikel 3, zoomede het

Ces registres doivent être numérotés et paraphés par le président du tribunal indigène.

Article 17.

Les minutes des actes inscrits sont brochées et conservées soigneusement en liasses particulières, et doivent, après chaque demi-année écoulée, être reliés en volumes.

Les greffiers des tribunaux indigènes et les fonctionnaires en faisant fonction, sont responsables de la conservation des minutes.

Article 18.

Non seulement les noms de tous les comparants et intéressés, mais aussi les noms de tous ceux au nom desquels ils comparaissent seront écrits dans les actes en toutes lettres et mentionnés, sans qu'aucune abréviation puisse être employée.

---

bedrag van de belasting en boete ter zake van den eigendomsovergang door den belanghebbende betaald.

Een gelijk register wordt gehouden van de hypotheekbrieven en van de akten van cessie.

Deze registers worden gefolieerd en geparafeerd door den President van den landraad.

Artikel 17.

De minuten der ingeschreven akten worden in afzonderlijke bundels zorgvuldig ingenaaid en bewaard, en moeten na verloop van ieder halfjaar van hechte banden voorzien en tot boekdeelen gevormd worden.

De Griffiers van de landraden of als zoodanig fungerende ambtenaren zijn voor de bewaring der minuten verantwoordelijk.

Artikel 18.

In de akten moeten niet alleen de namen van al de komparanten en belanghebbenden, maar ook de namen van allen, in wier

Les prix d'achat et les capitaux empruntés doivent toujours être écrits en toutes lettres, le tout sous peine d'une amende de vingt-cinq à cent florins pour chaque contravention par le fonctionnaire compromis.

Article 19.

A l'inscription ou au transfert du terrain, indiqué dans cette ordonnance, les servitudes et les restrictions. auxquelles il est soumis, doivent être déterminées clairement dans l'acte, sous peine, pour le fonctionnaire négligent, de la même amende que celle déterminée à l'article précédent.

Article 20.

Les procurations ou autres pièces, dont les comparants tiennent leur pouvoir, sont spécifiées clairement dans l'acte, sous peine, pour le fonctionnaire négligent, de la même amende que celle déterminée aux derniers articles ci-dessus.

---

naam zij kompareren, voluit geschreven en bekend gesteld worden, zonder dat eenige verkorting mag gebruikt worden.

De koopsommen en de geleende kapitalen moeten steeds in schrijfletters voluit geschreven worden, alles onder verbeurte van eene boete van vijf-en-twintig tot een honderd gulden voor elke overtreding der betrokken ambtenaar.

Artikel 19.

Bij in- of overschrijving van den in deze ordonnancie bedoelden grond moeten de servituten of beperkingen, waaraan hij onderworpen is, in de akte duidelijk worden omschreven, op gelijke boete tegen den nalatigen ambtenaar, als bij het vorig artikel is bepaald.

Artikel 20.

De prokuratiën of andere stukken, waaruit de komparanten hunne bevoegdheid ontleenen, worden in de akte duidelijk omschreven, op gelijke boete tegen den nalatigen ambtenaar, als bij de laatstvoorgaande artikelen is bepaald.

Quand ces pièces ont été accordées spécialement pour passer l'acte, elles sont attachées à la minute, mais autrement elles sont remises à l'intéressé.

Les commis ou autres employés auprès du greffe ou des bureaux de protocole des tribunaux indigènes ne sont admis comme représentants de tiers dans la confectior des lettres d'achat ou d'hypothèque et d'autres semblables, que seulement dans le cas où ils paraissent comme exécuteurs testamentaires ou comme fondés de pouvoirs généraux.

Article 21.

Il est strictement défendu de rendre quelque partie de l'acte illisible ; toute radiation doit être effectuée au moyen d'une mince rature, de telle façon que les mots rayés, dont le nombre sera mentionné dans la marge de l'acte, restent clairement visibles.

Des additions ou des modifications ne peuvent avoir

Wanneer deze stukken speciaal tot het verlijden der akte verleend zijn, worden ze aan de minuut gehecht, doch anders aan den belanghebbende teruggegeven.

Klerken of andere geëmploijeerden bij de griffie of protokolkantoren der landraden worden niet toegelaten, om bij het verlijden van koop- of hypotheek-brieven en dergelijke anderen te vertegenwoordigen, dan alleen in het geval dat zij als executeuren in sterfboedels of als algemeene gemagtigden verschijnen.

Artikel 21.

Het is uitdrukkelijk verboden eenig gedeelte der akte onleesbaar te maken ; alle doorhalingen moeten worden bewerkstelligd door middel van een dunne streep, zoodanig dat de doorgehaalde woorden, welker getal in margine der akte moet worden bekend gesteld, duidelijk leesbaar blijven.

Bijvoegingen of veranderingen mogen niet anders plaats hebben, dan bij wijze van renvooi in margine, onder vermelding van het getal bijgevoegde of veranderde woorden.

lieu autrement qu'au moyen de renvois en marge, avec mention du nombre de mots ajoutés ou modifiés.

Quand les renvois ou les apostilles sont trop développés, pour être placés en marge, ils sont écrits au bas ou à la fin, avant la clôture de l'acte.

Les radiations, additions ou modifications en marge ou au bas de l'acte doivent être approuvées par tous les soussignés, et comme preuve signées par eux.

Le fonctionnaire préposé, qui n'observe pas les prescriptions de cet article, encourt chaque fois une amende de vingt-cinq à cent florins.

Article 22.

A chaque transfert ou hypothèque du terrain désigné dans cette ordonnance, il en sera tenu clairement note par le fonctionnaire préposé, sur la minute ainsi que sur la grosse du dernier titre de propriété, au bas de celui-ci, sous sa signature, avec mention en cas d'hypothèque de

---

Wanneer de renvooijen of apostillen te uitgebreid zijn, om in margine gesteld te worden, worden ze, voor het sluiten der akte, aan den voet of het einde geschreven.

De doorhalingen, bijvoegingen of veranderingen in margine of aan den voet der akte moeten door al de onderteekenaren goedgekeurd en ten blijke daarvan door hen onderteekend worden.

De betrokken ambtenaar, welke de voorschriften van dit artikel niet in acht neemt, verbeurt telkens eene boete van vijf-en-twintig tot een honderd gulden.

Artikel 22.

Bij elke overschrijving of beleening van den in deze ordonnancie bedoelden grond wordt daarvan door den betrokken ambtenaar, zoo op de minuut, als op de gros van den laatsten eigendomsbrief, aan den voet, onder zijne handteekening, duidelijke aanteekening gehouden, met vermelding, in het geval van beleening, van den

la date et du numéro de l'acte hypothécaire, du nom du détenteur de l'hypothèque et de la somme pour laquelle le bien a été engagé, écrite en toutes lettres, l'un et l'autre sous peine d'une amende de vingt-cinq à cent florins pour chaque contravention.

Les annotations prescrites par cet article, sur la grosse du dernier titre de propriété, ne doivent avoir lieu que quand la présentation en est possible et n'est pas refusée.

Article 23.

En cas d'extinction d'une hypothèque, il en sera tenu aussi clairement note, et sous peine de la même amende, non seulement sur la minute, dans le protocole et la grosse de l'acte de reconnaissance de la dette, mais aussi sur la minute et la grosse du titre de propriété du terrain qui a été engagé.

Le second alinéa de l'article précédent est également applicable ici.

---

datum en het nummer van den verbandbrief, den naam van den verbandhouder en de som, waarvoor het goed verbonden is, in letters voluit geschreven, een en ander op verbeurte van eene boete van vijf-en-twintig tot één honderd gulden voor elke overtreding.

De bij dit artikel bevolen aanteekeningen op de gros van den laatsten eigendomsbrief behoeven slechts dan plaats te hebben, wanneer de vertooning daarvan mogelijk is of niet geweigerd wordt.

Artikel 23.

Ingeval van roija van een hypotheek, wordt daarvan eveneens en op verbeurte derzelfde boete duidelijk aanteekening gehouden niet alleen op de minuut van den schuldbrief, in het protokol en op de gros er van, maar ook op de minuut en gros van den eigendomsbrief van den grond, die verbonden is geweest.

De tweede alinea van het vorig artikel is ook hier toepasselijk.

Article 24.

Aucune annulation d'un acte hypothécaire ne peut avoir lieu, si le créancier ou son ayant cause n'a pas signé pour acquit la grosse de l'acte, reconnaissance qui doit être rapportée textuellement sur la minute au bas de l'acte, et signée pour copie conforme par le fonctionnaire préposé.

Ceux qui ne savent pas écrire, les indigènes et les personnes y assimilées, doivent comparaître personnellement devant les fonctionnaires, en présence desquels les actes sont passés, et déclarer qu'il a été satisfait au contenu ; cette déclaration est notée sur la grosse, sous la signature des fonctionnaires par-devant lesquels les actes sont passés et de ceux qui les assistent dans cette opération, et rapportée ensuite sur la minute comme ci-dessus.

Ceux qui, par suite de maladie ou d'autres empêchements, ne peuvent comparaître, peuvent faire la déclara-

---

Artikel 24.

Geen roija van eenigen hypotheekbrief mag plaats hebben, zoo niet de krediteur of zijn regtverkrijgende de gros der akte voor voldaan geteekend heeft, welke erkenning letterlijk op de minuut aan den voet der akte overgebragt en voor eensluidend afschrift door den betrokken ambtenaar onderteekend moet worden.

Zij, die niet kunnen schrijven en voorts inlanders en met dezen gelijkgestelden moeten in persoon voor de ambtenaren, te wier overstaan de akten worden verleden, verschijnen, en verklaren dat aan den inhoud voldaan is; deze verklaring wordt onder de handteekening van de ambtenaren, te wier overstaan de akten worden verleden en van hen, die hen daarin bijstaan, op de gros aangeteekend en vervolgens als boven op de minuut overgebragt,

Zij, die door ziekte of andere verhinderingen worden belet te kompareren kunnen, de bovengemelde verklaring bij notariële

tion susmentionnée par acte d'acquit notarié, cas auquel il sera fait une annotation exacte de cet acte, autant sur la minute que sur la grosse, également signée par le fonctionnaire assistant.

Ce dernier encourt, en cas d'omission d'une disposition quelconque prescrite par cet article, l'amende déterminée à l'article 15.

ARTICLE 25.

Les greffiers chargés de la conservation des protocoles de titres de propriété et d'hypothèque, sont tenus de rechercher, à la requête d'un chacun, qui est propriétaire d'un bien quelconque et si ce bien est déjà grevé d'une hypothèque, ainsi que d'en donner un témoignage écrit confirmé par leur signature, si cela est réclamé.

ARTICLE 26.

Les fonctionnaires chargés de passer et de conserver les actes d'inscription et de transfert, et d'hypothèque, sont personnellement responsables en droit pour le dom-

---

akte van acquit geven, in welk geval, zoo op de minuut, als op de gros, een naauwkeurige aanteekening van die akte gehouden wordt, alsmede onderteekend door den bijstaanden ambtenaar.

Deze laatste verbeurt bij verzuim van eenige bepaling, bij dit artikel voorgeschreven, de boete bij artikel 15 vastgesteld.

ARTIKEL 25.

De Griffiers, met de bewaring der protokollen van eigendoms- en hypotheekbrieven belast, zijn gehouden om ten verzoeke van ieder na te zien, wie als eigenaar van eenig goed bekend staat en of het reeds met hypotheek is bezwaard, alsmede om, zulks gevorderd wordende, daarvan een schriftelijk bewijs, met hunne handteekening bekrachtigd, af te geven.

ARTIKEL 26.

De ambtenaren, met het verlijden en bewaren van de akten van in- en van overschrijving en van hypotheek belast, zijn

mage qui sera causé par l'omission de quelque disposition à eux prescrite dans cette ordonnance.

Article 27.

Pour mieux empêcher les omissions de transfert et les lésions des droits de l'Etat, les notaires et les arpenteurs sont tenus, sous peine d'une amende de vingt-cinq à cent florins, de déposer, avant le dixième jour de chaque mois, au greffe du conseil de province de leur ressort, une déclaration — les premiers des actes de ventes passés par devant eux, pendant le mois écoulé, — les derniers des déclarations reçues par eux des ventes effectuées.

Les bureaux de ventes publiques et les maîtres de ventes sont obligés, de la même manière, de faire une déclaration, mensuellement, au greffier du conseil de province, des terrains vendus par eux.

---

persoonlijk in regten aansprakelijk voor de schade, welke door het verzuimen van eenige der in deze ordonnancie aan hen voorgeschreven bepalingen veroorzaakt wordt.

Artikel 27.

Tot betere wering zoo van verzuimen der overschrijvingen, als van verkorting van 's lands regten, dienen de Notarissen en de Landmeters, op verbeurte van eene boete van vijf-en-twintig tot één honderd gulden, vóór den tienden dag van elke maand aan den Griffier van den landraad in hun ressort eene opgave in, — de eerstgenoemden van de koopbrieven der gronden voor hen gedurende de afgeloopen maand verleden, en de laatstgenoemden van de bij hen ontvangen aangifte van gedane verkoopen.

Op gelijke wijze zijn de vendukantoren of vendumeesters verpligt om maandelijks aan den Griffier van den landraad opgave te doen von de gronden, door hen verkocht.

Article 28.

Les greffiers des conseils de province envoient, avant le dix de chaque mois, à l'arpenteur et à celui qui tient le registre de la contribution foncière, ainsi qu'au chef de l'administration locale, une liste des transferts de propriété effectués dans le dernier mois écoulé, pour être notés dans les registres et sur les listes des contribuables.

Article 29.

Les greffiers examinent attentivement si les transferts de terrains, conformément aux déclarations reçues par eux, ont lieu endéans des délais déterminés, et ne peuvent, si ces délais sont écoulés, ni rédiger ni délivrer l'ordonnance en double pour le receveur, que pour l'impôt et l'amende encourue.

Article 30.

Quand un mois s'est écoulé après celui, dans lequel le

Artikel 28.

De Griffiers van de landraden zenden vóór den tienden van elke maand aan den Landmeter en aan den houder van het register der verponding, zoomede aan het Hoofd van plaatselijkbestuur eene lijst van de, in de laatst voorgaande maand plaats gehad hebbende overgangen van eigendom, om bij de registers en kohieren te worden bekend gesteld.

Artikel 29.

De Griffiers zien naauwkeurig toe of de overschrijvingen van gronden, overeenkomstig de bij hen ontvangen opgaven, binnen de bepaalde termijnen plaats hebben en mogen, als die verstreken zijn, de ordonnancie in duplo op den ontvanger niet anders opmaken en afgeven, dan voor de belasting en verbeurde boete te zamen.

Artikel 30.

Wanneer een maand verstreken is na die, waarin de over-

transfort aurait dû avoir lieu, et que le contrevenant ne s'est pas présenté pour faire le transfert avec payement de l'amende, le fonctionnaire préposé informe de l'omission commise le procureur du Roi compétent, qui poursuit alors le contrevenant en justice pour le payement de l'impôt et de l'amende dus.

ARTICLE 31.

Le premier jour des mois de janvier, avril, juin et octobre, il sera présenté à la Cour des comptes par le greffier préposé, un état des ordonnances, signées pour acquit par le receveur pour le droit de transfert payé, rentrées chez lui en vertu de l'article 11, pendant le trimestre écoulé.

ARTICLE 32.

Les présidents des tribunaux indigènes, sont chargés de la surveillance des protocoles des titres de propriété

---

schrijving had moeten plaats hebben, en de nalatige zich tot het doen der overschrijving met bijbetaling der boete niet heeft aangemeld, geeft de betrokken ambtenaar van het begaan verzuim kennis aan den kompetenten Officier van Justitie, die alsdan den nalatige tot de betaling der verschuldigde belasting en boete in regten vervolgt.

ARTIKEL 31.

Op den eersten dag der maanden Januari, April, Juni en Oktober wordt door den betrokken Griffier aan de Algemeene Rekenkamer ingediend een staat van de gedurende het laatst verloopen kwartaal, ingevolge artikel 11, bij hem ingekomen, door den ontvanger voor voldaan geteekende ordonnanciën van het betaald regt van overschrijving.

ARTIKEL 32.

De Presidenten der landraden zijn belast met het toevoorzigt over de protokollen van eigendoms-en hypotheekbrieven, waarvan

et d'hypothèque, dont les greffiers auprès de ces tribunaux sont les détenteurs et les conservateurs. Ils sont obligés de les examiner de temps en temps, pour s'assurer qu'il est satisfait aux dispositions prescrites par cette ordonnance, et prennent, en cas d'écarts, les mesures de précaution qu'ils jugeront nécessaires.

Après chaque examen, ils signent les registres pour vu.

Article 33.

Une copie authentique du registre des actes de transfert passés est adressée annuellement par les greffiers des conseils de province, à la Cour des comptes.

Article 34.

Aux procureurs du Roi auprès des Conseils de justice il sera donné, en tout temps communication, sur leur requête, des protocoles des titres de propriété et d'hypothèque tenus dans toute l'étendue de leur ressort, afin de faire

---

de Griffiers bij die regtbanken de houders en bewaarders zijn. Zij zijn verpligt ze van tijd tot tijd na te gaan, en zich te verzekeren dat aan de bij deze ordonnancie voorgeschreven bepalingen voldaan wordt en nemen, in geval van afwijkingen, zoodanige maatregelen van voorziening, als zij noodig oordeelen.

Zij teekenen bij elke onderzoeking de registers voor gezien.

Artikel 33.

Jaarlijks wordt een authentiek afschrift van het register der verleden akten van overschrijving door de Griffiers der landraden aan de Algemeene Rekenkamer toegezonden.

Artikel 34.

Aan de Officieren bij de Raden van Justitie wordt ten allen tijde op hunne aanvraag visie gegeven van de protokollen der eigendoms- en hypotheekbrieven, in de geheele uitgestrektheid van hun ressort gehouden, ten einde bij bevinding van overtredingen, ambtshalve, de vervolgingen te kunnen doen of door den Djaksa te laten doen.

d'office ou de les faire faire par le Djaksa les poursuites, en cas de contraventions.

Article 35.

Les fonctionnaires, chargés de rédiger et de délivrer les actes désignés dans cette ordonnance, sont autorisés à percevoir de ce chef le même salaire que celui qui est accordé aux greffiers auprès des Conseils de justice.

Fait à Batavia, le 21 février 1873.

LOUDON.

Le Secrétaire général,
VAN HARENCARSPEL.

Publié le vingt-huit février 1873.

Le Secrétaire général,
VAN HARENCARSPEL.

Artikel 35.

De ambtenaren, met het opmaken en uitgeven der in deze ordonnancie bedoelde akten belast, zijn bevoegd daarvoor hetzelfde salaris te rekenen, als aan de Griffiers bij de Raden van Justitie is toegestaan.

Gedaan te Batavia, den 21 Februari 1873.

LOUDON.

De Algemeene Secretaris,
VAN HARENCARSPEL.

Uitgegeven den acht-en-twintigsten Februari 1873.

De Algemeene Secretaris,
VAN HARENCARSPEL.

Terres. — Tarifs.

1° Modification de l'ordonnance n° 38 du *Staatsblad* de 1873.

2° Tarif des honoraires pour la confection et délivrance des actes prévus dans cette ordonnance.

Au nom du ROI!

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu;

A tous qui liront ou entendront lire la présente, Salut!

Fait savoir :

Que, jugeant nécessaire de modifier les articles 15 et 35 de l'ordonnance du 21 février 1873 (*Staatsblad*, n° 38);

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement d'admi-

Gronden. — Tarieven.

1° Wijziging der ordonnancie in *Staatsblad*, 1873, n° 38.

2° Tarief voor het salaris voor het opmaken en uitgeven van in die ordonnancie bedoelde acten.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut!

Doet te weten :

Dat Hij, het noodig achtende de artikelen 15 en 35 van de ordonnancie van 21 Februari 1873 (*Staatsblad* n° 38) te wijzigen;

nistration des Indes néerlandaises et suivant l'article 22 du décret royal du 16 avril 1872, n° 29 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 117);

Il a arrêté et arrête :

Le 1er alinéa de l'article 15 de l'ordonnance du 21 février 1873 (*Staatsblad*, n° 38) sera conçu comme suit :

La grosse de l'acte sera remise aux intéressés revêtue de la signature du greffier du tribunal indigène ou du fonctionnaire qui en remplit les fonctions et munie du sceau de ce tribunal. Si l'acte doit être écrit sur timbre, la dimension du timbre sur lequel la minute est écrite, sera indiquée dans la grosse.

L'article 35 de cette ordonnance est conçu comme suit :

Les fonctionnaires chargés de dresser et de délivrer

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië, en op artikel 22 van het Koninklijk besluit van 16 april 1872 n° 29 (*Indisch Staatsblad* n° 117);

Heeft goedgevonden en verstaan :

Te bepalen;

De eerste alinea van artikel 15 der ordonnancie van 21 Februari 1873 (*Staatsblad* n° 38) wordt gelezen als volgt :

De gros der acte wordt onder de handteekening van den griffier van den landraad of den als zoodanig fungerenden ambtenaar, en voorzien van het zegel van die regtbank, aan den belanghebbende uitgereikt. Indien de acte op zegel moet worden geschreven, wordt de hoegrootheid van het zegel, waarop de minuut is geschreven, in de gros bekend gesteld.

Artikel 35 dier ordonnancie wordt gelezen als volgt :

De ambtenaren, met het opmaken en uitgeven der in deze ordon-

les actes indiqués dans les présentes peuvent demander les honoraires portés au tarif ci-annexé.

Fait à Buitenzorg, le 12 février 1881.

VAN LANSBERGE.

Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

Publié le dix-huit février 1881.

Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

---

nancie bedoelde acten belast, zijn bevoegd daarvoor salaris te berekenen volgens het hieraan gehecht tarief.

Gedaan te Buitenzorg, den 12den Februari 1881.

VAN LANSBERGE.

De Algemeene Sekretaris,
PANNEKOEK.

Uitgegeven den achttienden Februari 1881.

De Algemeene Sekretaris
PANNEKOEK.

TARIF

Des honoraires pour la confection et la publication des actes prévus par l'ordonnance du 21 février 1873 (Staatsblad, n°38) et pour tous autres travaux imposés au greffier du tribunal indigène à cette occasion.

1° Pour minuter les actes de propriété agraire, si la valeur reste en dessous de 200 fl. . . . . . fl. 1 —
Pour la grosse. . . . . » 0.50
de 200 à 500 fl. . . . . » 2 —
pour la grosse. . . . . » 1 —
de 500 à 5000 fl. . . . . » 3 —
pour la grosse. . . . . » 1.50
de 5000 à 10000 fl. . . . . » 1 —
pour la grosse. . . . . » 2 —
de 10000 et plus. . . . . » 5 —
pour la grosse. . . . . » 2.50

TARIEF

van salaris voor het opmaken en uitgeven der acten, bedoeld bij de ordonnancie van 21 Februarij 1873 (Staatsblad *n° 38*) *en voor de verdere te dier zake aan de betrokken ambtenaren opgelegde werkzaamheden.*

---

1. Voor het minuteren van acten van agrarischen eigendom, wanneer de waarde blijft beneden de *f* 200.— . . . . *f* 1.—
voor de gros . . . . » 0.50
van *f* 200.— tot beneden *f* 500.— . . . . » 2.—
voor de gros . . . . » 1.—
van *f* 500.— tot beneden *f* 5000. — . . . . » 3.—
voor de gros . . . . » 1.50
van *f* 5000.— tot beneden *f* 10,000.— . . . . » 4.—
voor de gros . . . . » 2.—
van *f* 10000.— en daarboven . . . . » 5.—
voor de gros . . . . » 2.50

2° Pour des titres d'hypothèques et des actes de cession d'hypothèques les honoraires seront calculés d'après le montant fixé en 1.

3° Pour copie d'acte, il sera perçu vingt-cinq cents par page de 20 lignes, chaque ligne de douze syllables.

4° Pour l'enregistrement de la radiation d'hypothèques, il sera porté en compte cinquante cents.

5° Pour rechercher dans les protocoles de titres d'hypothèques ou de propriété qui est le propriétaire d'un bien et s'il est grevé d'hypothèques, cinquante cents pour chaque parcelle au sujet de laquelle des renseignements sont demandés; cette taxe est perçue en tout cas, qu'il y ait un écrit délivré ou non.

6° Le greffier ou le fonctionnaire qui en remplit les fonctions, doit mentionner séparément au dos les droits dus, sous peine d'une amende de 10 fl. pour chaque pièce ne portant pas cette indication.

---

2. Voor hypotheekbrieven en acten van cessie van hypotheek wordt het salaris berekend naar het bedrag der hypotheek op de wijze sub 1 aangegeven.

3. Voor copijen der acten worden schrijfloonen berekend, ten bedrage van vijf en twintig cents voor elke bladzijde van twintig regels, elke regel van twaalf lettergrepen.

4. Voor de aanteekening van roya van hypotheek wordt vijftig cents in rekening gebragt.

5. Voor het nazien in de protocollen van eigendoms- en hypotheekbrieven, wie als eigenaar van eenig goed bekend staat, alsmede of het reeds met hypotheek is bezwaard, voor elk perceel waaromtrent inlichtingen worden gevraagd, vijftig cents ; en zulks onverschillig of daarvan al of niet een schriftelijk bewijs wordt gevorderd.

6. De griffier van den landraad of de als zoodanig fungerende ambtenaar, is verpligt om in dorso der afgegeven stukken de verschuldigde regten afzonderlijk aan te teekenen, op straffe eener

Il ne peut, sous aucun prétexte, exiger des droits autres ou plus élevés que ceux qui lui sont accordés par le présent tarif; en cas de contravention, il devra restituer et rembourser les frais, dommages et intérêts, sans préjudice de l'application de la loi pénale s'il y a lieu.

Annexé à l'ordonnance du 12 février 1881 (*Staatsblad*, n° 52).

Vu :
Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

---

boete van hoogsten *f* 10.— voor ieder stuk, hetwelk zonder zoodanige aanteekening is afgegeven.

Hij mag, onder welk voorwendsel ook, geene andere of hoogere regten vorderen, dan die hem bij dit tarief zijn toegestaan ; bij overtreding is hij tot teruggave en vergoeding van kosten, schaden en interessen verpligt, onverminderd de toepassing der strafwet, indien daartoe termen zijn.

Behoort bij ordonnancie van 12 Februari 1881 (*Staatsblat* n° 52).

Mij bekend :
De Algemeene Sekretaris,
PANNEKOEK.

Actes. — Biens immeubles. — Complément et modification aux dispositions réglant la rédaction d'actes judiciaires, relatifs à la propriété et d'autres droits réels sur les biens immeubles.

AU NOM DU ROI!

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DES INDES NÉERLANDAISES,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu;

A tous, qui verront ou entendront lire la présente, SALUT!

FAIT SAVOIR .

Que, jugeant utile de compléter et de modifier les dispositions réglant la rédaction d'actes judiciaires relatifs à la propriété et autres droits réels sur les biens immeubles;

Akten. — Onroerende goederen. — Aanvulling en wijziging van de bepalingen regelende de opmaking van gerechtelijke akten, betrekkelijk den eigendom en andere zakelijke rechten op onroerende goederen.

IN NAAM DES KONINGS!

DE GOUVERNEUR-GENERAAL VAN NEDERLANDSCH-INDIË,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, SALUUT!

DOET TE WETEN:

Dat Hij, het noodig achtende de bepalingen, regelende de opmaking van gerechtelijke akten, betrekkelijk den eigendom en andere zakelijke rechten op onroerende goederen, aan te vullen en te wijzigen;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises;

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

L'article 13 de l'ordonnance établie par la publication du 21 avril 1834 (*Staatsblad*, n° 27), et le premier alinéa de l'article 9 de l'ordonnance du 21 février 1873 (*Staatsblad*, n° 38), sont conçus comme suit :

« Il n'y a pas lieu à transcription avant qu'il ne « conste d'une communication de l'arpenteur à pro- « duire par l'intéressé, que l'arpenteur ou le conser- « vateur du cadastre a été informé de la transcription « que l'on désire; devra être faite — en cas de vente — « en même temps cette information, une déclaration du

---

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Te bepalen :

Artikel één.

Artikel 13 der ordonnantie, vastgesteld bij de publicatie van 21 April 1834 (*Staatsblad* n° 27), en de eerste alinea van artikel 9 der ordonnantie van 21 Februari 1873 (*Staatsblad* n° 38) worden gelezen als volgt :

« Overschrijving heeft niet plaats vóórdat uit eene door « belanghebbenden over te leggen landmeterskennis blijkt, dat « aan den landmeter of aan den bewaarder van het kadaster « kennis is gegeven van de overschrijving, welke wordt ver- « langd; zullende — in geval van verkoop — bij die kennisgeving « tevens opgaaf moeten worden gedaan van het bedrag, waarvoor

« montant de la somme pour laquelle la transcription a « lieu, et de la personne qui est tenue de payer les taxes « établies sur la transcription. »

ARTICLE 2.

Les mots : « de celui à qui la propriété doit passer » de l'article 15 de l'ordonnance établie par la publication du 21 avril 1834 (*Staatsblad*, n° 27), et « de ceux à qui la propriété doit passer » du troisième alinéa de l'article 9 de l'ordonnance du 21 février 1873 (*Staatsblad*, n° 38), sont remplacés par : « de ceux sur le nom desquels la transcription est demandée ».

ARTICLE 3.

Au lieu de la phrase : « ne pouvant pas pourtant, etc... » de l'article 16 de l'ordonnance publiée le 21 avril 1834 (*Staatsblad*, n° 27), il faut lire : « ne pouvant pas men- « tionner la transcription comme effectuée dans les regis-

---

« de overdracht geschiedt, en van den persoon, die verplicht is « tot de betaling der op de overschrijving vallende ongelden. »

ARTIKEL 2.

De worden : « desgenen, op wien de eigendom moet overgaan » in artikel 15 der ordonnantie, vastgesteld bij de publicatie van 21 April 1834 (*Staatsblad* n° 27), en « dergenen op wie de eigen- « dom moet overgaan », in de derde alinea van artikel 9 der ordonnantie van 21 Februari 1873 (*Staatsblad* n° 38), worden vervangen door : « van hen, te wier name de overschrijving « wordt verlangd ».

ARTIKEL 3.

Voor de zinsnede : « zullende hij nogtans, enz. » in artikel 16 der ordonnantie, vastgesteld bij de publicatie van 21 April 1834 (*S aatsblad* n° 27), wordt gelezen : « zullende hij de overschrij- « ving niet als tot stand gekomen in de registers of cohieren der

« tres et cahiers de la contribution foncière, avant qu'il « n'en ait reçu communication de la manière prescrite « par l'article 37 ».

Article 4.

L'article 37 de l'ordonnance établie par la publication du 21 avril 1834 (*Staatsblad*, n°29), sera lu comme suit:

« Les greffiers et secrétaires, ou ceux qui sont chargés « de par leurs fonctions de l'inscription et de la trans-« cription, enverront, avant le dixième jour de chaque « mois, à l'arpenteur ou au conservateur du cadastre, « ainsi qu'au receveur chargé de la perception de la « contribution foncière, une déclaration de tous les actes « judiciaires d'inscription et de transcription, du mois « précédent écoulé, relatifs à des droits de propriété, « d'emphytéose, de construction, d'usufruit ou de jouis-« sance de biens immeubles ou de servitudes, pour être « mentionnés dans les registres et cahiers. »

« verponding mogen vermelden vóórdat hij, op de bij artikel 37 « voorgeschreven wijze, daarvan kennis heeft ontvangen ».

Artikel 4.

rtikel 37 der ordonnantie, vastgesteld bij de publicatie van 21 April 1834 (*Staatsblad* n° 27), wordt gelezen als volgt :

« De griffiers en sekretarissen of zij, die ten aanzien der in- en « overschrijvingen met hunne functiën zijn belast, zullen vóór « den tienden dag van elke maand aan den landmeter of aan den « bewaarder van het kadaster, zoomede aan den ontvanger, belast « met de inning der verponding, eene opgaaf zenden van alle in « de laatstvoorgaande maand verleden gerechtelijke akten van « in- en overschrijving, betrekkelijk rechten van eigendom, « erfpacht, opstal, vruchtgebruik of gebruik van onroerende « goederen of erfdienstbaarheden, om bij de registers en cohieren « te worden bekend gesteld. »

Article 5.

Les mots « transmissions de propriété » de l'article 28 de l'ordonnance du 21 février 1873 (*Staatsblad*, n° 38) sont remplacés par : « transcriptions ».

Article 6.

Cette ordonnance sortira ses effets à Java et Madura le jour de sa publication; dans les régions en dehors de Java et Madura, dès que le *Staatsblad*, où elle est publiée, sera reçu sur les lieux.

Fait à Buitenzorg, le 28 février 1886.

O. VAN REES.

Le Secrétaire général,

BERGSMA.

Publié le 9 mars 1886.

Le Secrétaire général,

BERGSMA.

Artikel 5.

De woorden : « overgangen van eigendom » in artikel 28 der ordonnantie van 21 Februari 1873 (*Staatsblad* n° 38) worden vervangen door : « overschrijvingen ».

Artikel 6.

Deze ordonnantie treedt in werking op Java en Madoera op den dag harer afkondiging, in de gewesten buiten Java en Madoera zoodra het *Staatsblad*, waarin zij is afgekondigd, ter plaatse is ontvangen.

Gedaan te Buitenzorg, den 28sten Februari 1886.

O. VAN REES.

De Algemeene Sekretaris,

BERGSMA.

Uitgegeven den negenden Maart 1886.

De Algemeene Sekretaris,

BERGSMA.

Propriété foncière. — Règles suivant lesquelles la possession communale dans les terres du Gouvernement à Java et Madura, peut être changée en possession individuelle héréditaire en ce qui concerne les terrains à bâtir.

Nous, GUILLAUME III, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand Duc de Luxembourg, etc.. etc.,

Sur la proposition de Notre Ministre des colonies en date du 31 mai 1884, A^3, n° 20;

Le Conseil d'Etat entendu (avis du 4 août 1884, n° 18);

Vu le dernier rapport de Notre Ministre précité, en date du 4 avril 1885, litt. A^3, n° 48;

Attendu que la population indigène des terres du Gouvernement à Java et Madura a le droit de choisir pour la

---

Grondbezit. — Regeling van de wijze, waarop het communaal bezit in de gouvernementslanden op Java en Madura, wat de bouwgronden betreft, kan worden veranderd in erfelijk individueel bezit.

Wij WILLEM III, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Op de voordracht van Onzen Minister van Koloniën van den 31sten Mei 1884, A^3, n° 20;

Den Raad van State gehoord (advies van den 12den Augustus 1884, n° 18);

Gelet op het nader rapport van Onzen voornoemden Minister van den 4den April 1885, Litt. A^3, n° 48;

Overwegende dat de Inlandsche bevolking der gouvernementslanden, op Java en Madura het recht heeft om voor haar grond-

possession du sol la forme qu'elle préfère; que ce droit implique celui de convertir la possession communale en possession individuelle héréditaire; et qu'il importe de régler la façon dont cette conversion, en ce qui concerne les terrains à bâtir, a lieu en est consentie;

Avons décrété et décrétons :

Article premier

Sous réserve de l'art. 29, alinéa 2, du règlement d'administration des Indes néerlandaises, les règles ci-dessous seront suivies à Java et Madura par ceux qui ont un droit d'usage sur les champs possédés en communauté des villages, lorsqu'ils voudront transformer cette possession en possession individuelle héréditaire.

Article 2.

Pour transformer une possession communale en possession individuelle héréditaire, il faut :

---

bezit den vorm te kiezen waaraan zij de voorkeur geeft; dat dit recht in zich sluit het recht om het communaal bezit te veranderen in erfelijk individueel bezit; en dat de wijze, waarop die verandering, wat de bouwgronden betreft, kan worden tot stand gebracht en wordt geconstateerd, dient te worden geregeld.

Hebben goedgevonden en verstaan :

Artikel één.

Behoudens artikel 27 alinea 2 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië gelden voor Java en Madura de volgende regelen ten aanzien van de wijze waarop de gerechtigden tot het gebruik van communaal bezeten bouwgronden der dorpsgemeenten, dat bezit in erfelijk individueel bezit kunnen veranderen.

Artikel 2.

Voor verandering van communaal in erfelijk individueel bezit wordt vereischt :

1° Qu'au moins les trois quarts de ceux qui ont le droit d'usage de ces terres désirent la transformation et approuvent le mode de subdivision ;

2° Que chacun des intéressés reçoive une parcelle de terre à titre de possession individuelle héréditaire, et

3° Que là où une partie des terres communales est employée soit perpétuellement soit de façon alternante comme apanage par le chef ou d'autres membres de l'administration du village, on exclura à cette fin de la répartition une étendue au moins égale à celle des terres servant à cet usage, après déduction d'une part ordinaire pour tous ceux qui jouissent d'un apanage, mais n'ont pas de part qui leur revienne personnellement à titre de copartageant.

Toutefois le résident peut réduire l'étendue des terres prévue à l'alinéa 3° s'il la juge trop grande.

1° Dat minstens drie vierden der gerechtigden tot het gebruik der gronden de verandering wenschen en de wijze van verdeeling goedkeuren;

2° Dat elk gerechtigde tot het gebruik van den communaal bezeten grond daarvan een deel in erfelijk individueel bezit verkrijgt, en

3° Dat, waar van communaal bezeten gronden een vast dan wel een afwisselend gedeelte als ambtsvelden in gebruik is bij het dessahoofd of andere leden van het dessabestuur, voor dat zelfde doel buiten de verdeeling wordt gehouden eene oppervlakte niet kleiner dan daarvoor gebezigd wordt, na aftrek van een gewoon aandeel voor ieder dergenen, die in het genot zijn van een ambtsveld doch geen persoonlijk aandeel hebben als hun als deelgenoot zou toekomen.

Met afwijking van het sub 3e gestelde vereischte kan de Resident toelaten dat eene oppervlakte kleiner dan de daar

Article 3.

La demande de transformation de possession communale en possession individuelle héréditaire, après que le partage aura été projeté par les intéressés, est transmise par la voie administrative ordinaire au résident, qui fait faire une enquête sur place au sujet de l'observation des clauses de l'art. 2 par une Commission nommée par lui et qui se compose d'au moins un fonctionnaire européen et d'un fonctionnaire indigène.

La Commission ne doit s'occuper que de l'enquête dont on l'a chargée. Toute immixtion dans d'autres affaires lui est interdite.

Article 4.

La Commission informe les intéressés du jour où elle commencera son enquête sur place et les invite à comparaître devant elle. Le résident détermine la façon dont se

---

bedoelde, buiten de verdeeling blijft, wanneer hij die oppervlakte te groot acht.

Artikel 3.

Van het verlangen naar verandering van communaal in erfelijk individueel bezit wordt, nadat de te maken verdeeling door de deelgerechtigden is ontworpen, langs den gewonen administratieven weg kennis gegeven aan den Resident, die door eene door hem te benoemen commissie, bestaande uit ten minste één Europeeschen en een Inlandschen ambtenaar van het binnenlandsch bestuur, ter plaatse doet onderzoeken of aan de vereischten van het vorig artikel is voldaan.

De werkkring der commissie mag zich niet verder uitstrekken dan tot het haar opgedragen onderzoek. Elle andere inmenging is haar verboden.

Artikel 4.

De in artikel 3 bedoelde commissie geeft aan de belanghebbenden kennis van het tijdstip waarop zij met het onderzoek ter

feront cette notification et cette convocation, et l'intervalle qui devra s'écouler entre la convocation et l'arrivée de la Commission.

Article 5.

A l'issue de l'enquête et après avoir entendu les intéressés, la Commission dresse un procès-verbal qui mentionnera la façon dont elle a fait son enquête, les résultats de celle-ci, les noms des intéressés, l'étendue des terres officielles et la qualité de ceux à qui elles sont destinées, les dispositions prises en ce qui concerne le partage, les objections que celui-ci soulève, ainsi que son opinion à ce sujet.

Article 6.

Si le résident estime qu'aucun intéressé n'a été exclu, que les conditions de l'article 2 sont remplies, que les objections soulevées ne sont pas justifiées par les cou-

---

plaatse een aanvang zal maken en roept hen op om voor haar te verschijnen. De wijze waarop die kennisgeving en oproeping plaats hebben en de tijd die er tusschen de oproeping en de komst der commissie in de dessa ten minste moet verloopen, worden door den Resident bepaald.

Artikel 5.

Na afloop van het onderzoek en na de belanghebbenden te hebben gehoord, maakt de commissie een proces-verbaal op, bevattende mededeeling van de wijze waarop zij haar onderzoek heeft ingesteld, van de resultaten van dat onderzoek, van de namen der deelgerechtigden, van de uitgestrektheid der ambtsvelden en van de qualiteiten dergenen waarvoor zij bestemd zijn, van de regeling die ten aanzien der verdeeling gemaakt is en van de ingebrachte bezwaren zoomede van haar oordeel daarover.

Artikel 6.

Wanneer den Resident niet blijkt dat deelgerechtigden zijn

tumes de la population, il déclare par décision que la transformation de la possession communale en possession individuelle héréditaire est opérée.

Dans le cas contraire il fait connaître les objections aux intéressés, et aucune transformation ultérieure ne pourra s'accomplir sans qu'il soit de nouveau satisfait aux articles 3, 4 et 5.

Article 7.

La décision prévue à l'alinéa 1er de l'art. 6 qui approuve la transformation de la possession communale en possession individuelle héréditaire, et le procès-verbal de la Commission d'enquête qui y sera joint, seront traduits en langue indigène et les traductions seront remises au chef ou sous-chef de district et au chef de la dessa qui devront conserver ces pièces.

---

uitgesloten en hij overigens bevindt dat aan de in art. 2 gestelde vereischten voldaan is en dat de ingebrachte bezwaren naar de volksinstellingen niet gegrond zijn, verklaart hij bij besluit dat de verandering van communaal in erfelijk individueel bezit wettig is tot stand gekomen.

In het tegenovergesteld geval doet hij de gerezen bedenkingen aan de belanghebbenden mededeelen. Er kan dan geene verandering van communaal in erfelijk individueel bezit plaats hebben zonder dat op nieuw aan de artikelen 3, 4 en 5 voldaan is.

Artikel 7.

Van het in de eerste alinea van art. 6 bedoelde besluit, dat tot bewijs strekt van de tot stand gebrachte verandering van communaal in erfelijk individueel bezit, alsmede van het aan dat besluit te hechten proces-verbaal der commissie van onderzoek, wordt eene vertaling of een afschrift in de Inlandsche taal uitge-

ARTICLE 8.

Les pièces nécessitées pour l'exécution du présent décret sont exemptes du timbre.

Notre Ministre des colonies est chargé de l'exécution dudit décret, dont copie sera envoyée au Conseil d'Etat.

Amsterdam, le 11 avril 1885.

GUILLAUME.

Le Ministre des colonies,
SPRENGER VAN EYK.

Conforme à l'original :
Le Secrétaire général
près du département des Colonies,
H. VANDER WYCK.

---

reikt aan het districts- of onderdistricts-hoofd en aan het dessa-hoofd, die genoemde stukken moeten bewaren.

ARTIKEL 8.

De stukken, welke voor de toepassing van dit besluit worden opgemaakt, zijn vrij van recht van zegel.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

Amsterdam, den 11den April 1885.

WILLEM.

De Minister van Koloniën,
SPRENGER VAN EIJK.

Accordeert met het Origineel :
De Sekretaris-Generaal
bij het Departement van Koloniën,
H. VAN DER WIJCK.

Ordonnance du Gouverneur général, du 26 novembre 1895, pour la revision des règles concernant les locations indigènes de terrains, à Java et Madura.

Le Gouverneur général,

Fait savoir :

Que, estimant nécessaire de remplacer par d'autres dispositions les règles établies en vertu de l'article 5 du décret royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Indisch Staatsblad,* n° 118), suivant lesquelles la cession à bail d'un terrain, par des indigènes à des non-indigènes peut avoir lieu ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31, 33 et 62 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises ;

Grondverhuring. — Herziening der regelen omtrent de Inlandsche grondverhuringen op Java en Madoera.

In Naam der KONINGIN !

De Gouverneur-generaal van Nederlandsch-Indie,

De Raad van Nederlandsch Indië gehoord ;
Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Saluut !

Doet te weten :

Dat Hij, het noodig achtende de ingevolge artikel 5 van het Koninklijk besluit van 20 Juli 1870 n° 15 (*Indisch Staatsblad* n° 118) gestelde regelen, volgens welke verhuring van grond door Inlanders aan niet-Inlanders kan geschieden, door andere bepalingen te vervangen ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31, 33 en 62 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië ;

Il a arrêté et arrête :

Premièrement : De décider, avec abolition des ordonnances du 30 octobre 1871 (*Staatsblad*, n° 163), du 29 juin 1879 (*Staatsblad*, n° 209), et des 16 février et 3 mars 1894 (*Staatsblad*, n°s 52 et 64), ce qui suit :

Article premier.

Pour la cession à bail à des non-indigènes par des indigènes d'un terrain, soit acquis en propriété en vertu de la quatrième disposition de la loi du 9 avril 1870, (*Indisch Staatsblad*, n° 55), soit en jouissance individuelle héréditaire ou comme ayant part dans les terrains communaux, ou bien détenu par les administrateurs du village comme apanages, sont valables les règles suivantes :

2. La cession à bail d'un terrain planté, volontairement ou par autorité supérieure, de caféiers, est interdite.

Heeft goedgevonden en verstaan :

Eerstelijk : Met intrekking der ordonnantiën van 30 October 1871 (*Staatsblad* n° 163), 29 Juni 1879 (*Staatsblad* n° 209) en 16 Februari en 3 Maart 1894 (*Staatsblad* n°s 52 en 64) te bepalen als volgt :

Artikel één.

1. Voor het verhuren aan niet-Inlanders van grond, door Inlanders, hetzij krachtens de vierde bepaling der wet van 9 April 1870 (*Indisch Staatsblad* n° 55) in eigendom verkregen, hetzij in erfelijk individueel gebruik of als deelgenooten in de gemeentegronden, dan wel door dessabestuurders als ambtsvelden bezeten, gelden de volgende regelen.

2. De verhuring van grond, op hoog gezag of vrijwillig met koffieboomen beplant, is verboden.

3. Sauf les exceptions, établies par cette ordonnance, les conventions de location sont régies par les dispositions du Code civil.

Article 2.

Sont admis comme preneurs à bail :

a) Les Néerlandais ;

b) Les résidents des Pays-Bas ;

c) Les résidents des Indes Néerlandaises ;

d) Les Sociétés de commerce établies dans les Pays-Bas ou les Indes néerlandaises ;

2. Les preneurs à bail aussi bien que les bailleurs sont censés, par rapport aux conventions, avoir élu domicile en général au bureau du chef de l'administration locale de la division dans laquelle le terrain loué est situé.

---

3. Behoudens de uitzonderingen, bij deze ordonnantie gesteld, worden de krachtens het eerste lid van dit artikel opgemaakte huur-overeenkomsten beheerscht door de bepalingen van het Burgerlijke Wetboek.

Artikel 2.

1. Als huurders worden toegelaten :

a) Nederlanders ;

b) Ingezetenen van Nederland ;

c) Ingezetenen van Nederlandsch Indië ;

d) Vennootschappen van koophandel, gevestigd in Nederland of in Nederlandsch-Indië ;

2. Zoowel de huurders als de verhuurders worden geacht met betrekking tot de overeenkomsten in het algemeen domicilie te hebben gekozen ten kantore van het Hoofd van plaatselijk bestuur der afdeeling, waarin de verhuurde grond gelegen is.

Article 3.

La cession à bail n'a pas lieu pour plus longtemps que :

a) Vingt années consécutives pour un terrain, acquis en propriété en vertu de la disposition quatrième de la loi du 9 avril 1870 (*Indisch Staatsblad*, n° 55) ;

b) Douze années consécutives pour un terrain, acquis en jouissance individuelle héréditaire, ou bien de propriété communale en parts fixes, déterminées une fois pour toutes ;

c) Le temps où il est à la disposition de l'ayant part, et dans aucun cas pour plus de cinq années consécutives pour un terrain de propriété communale avec partage périodique, ou avec des parts fixes qui ne sont pas déterminées pour toujours.

d) Un an (année agricole) pour les terres bénéficiaires des administrateurs de dessa ; toutefois la convention peut

---

Artikel 3.

De verhuring geschiedt voor niet langer dan :

a) Twintig achtereenvolgende jaren voor grond, krachtens de vierde bepaling der wet van 9 April 1880 (*Indisch Staatsblad*, n° 55) in eigendom verkregen :

b) Twaalf achtereenvolgende jaren voor grond in erfelijk individueel bezit, dan wel in communaal bezit met vaste aandeelen, eens voor altijd aangewezen ;

c) Het tijdvak der beschikking door den deelhebber, en in geen geval voor langer dan vijf achtereenvolgende jaren, voor grond in communaal bezit met periodieke verdeeling of met vaste aandeelen, die niet voor altijd zijn aangewezen ;

d) Eén jaar (c. q. oogstjaar) voor de ambtsvelden der dessabestuurders, met dien verstande dat, zoolang de verhuurder zijn recht op den grond uitoefent, de overeenkomst, met toestemming van het Hoofd van plaatselijk bestuur, telkens voor een gelijk

être prolongée, avec le consentement du chef de l'administration locale, aussi longtemps que le cédant exerce son droit sur le terrain. Le preneur est obligé de payer, pour la privation temporaire de jouissance du terrain de celui qui pourrait être entré dans les droits du cédant pendant le terme du bail en cours, une indemnité proportionnée au fermage déterminé dans la convention.

ARTICLE 4.

1. La cession à bail, par l'ayant part, d'une terre de rizière, de propriété communale avec partage périodique ou en parts fixes non assignées pour toujours, n'a lieu qu'avec le consentement des deux tiers de la totalité des ayants droit au partage de la terre des rizières, appartenant à la commune.

2. La cession à bail d'un terrain de cette nature a lieu, par devant une commission de fonctionnaires.

---

tijdvak, mag verlengd werden. De huurder is verplicht om voor het tijdelijk gemis van beschikking over den grond van hem, die gedurende den loopenden huurtermijn in de rechten van den verhuurder mocht zijn getreden, eene schadeloosstelling te betalen in evenredigheid van de bij de overeenkomst bedongen huursom.

ARTIKEL 4.

1. Verhuring door den deelhebber van sawahgrond in communaal bezit met periodieke verdeeling of met vaste aandeelen, die niet voor altijd zijn aangewezen, geschiedt alleen met instemming van twee derde gedeelte der gezamenlijke deelgerechtigden in den tot de gemeente behoorenden sawahgrond.

2. De verhuring van grond op dien voet geschiedt ten overstaan van eene commissie van landsdienaren.

3. Ingeval door het ontbreken van het bij alinea 1 bedoelde

3. Dans le cas où, par défaut des deux tiers de la totalité des ayants droit au partage désignés par l'alinéa 1, le consentement prescrit n'a pas été établi, ce consentement sera censé être obtenu si, après qu'il leur sera donné le loisir, pendant un mois, de faire opposition à la cession à bail auprès d'un des membres de la commission mentionnée dans l'alinéa 2, il n'en aura pas été fait usage par plus d'un tiers des ayants droit au partage.

4. Quand la convention paraît satisfaire aux prescriptions de cette ordonnance, et ne contient pas de stipulations contraires à la loi, il en sera tenu note sur l'acte par la commission désignée dans les alinéas 2 et 3.

Article 5.

Lorsque plusieurs cédants sont disposés à louer leurs terrains, situés dans la même dessa et formant un tout complexe, à un même preneur à bail, il suffit d'un acte conventionnel pour ce complexe.

---

twee derde gedeelte der gezamenlijke deelgerechtigden, de vereischte instemming niet is gebleken, wordt die instemming geacht verkregen te zijn wanneer, nadat gedurende één maand gelegenheid is gegeven om bij een van de leden der commissie, vermeld in alinea 2, tegen de verhuring verzet aan te teekenen, daarvan niet door meer dan het een derde gedeelte der deelgerechtigden gebruik is gemaakt.

4. Wanneer de overeenkomst aan de vereischten dezer ordonnantie blijkt te voldoen en geen bedingen bevat, welke in strijd zijn met de wet, wordt daarvan op de akte aanteekening gehouden door de alinea's 2 en 3 bedoelde commissie.

Artikel 5.

Wanneer verschillende verhuurders genegen zijn hunne in dezelfde dessa gelegen en een complex vormende gronden aan

Article 6.

Les conventions désignées dans cette ordonnance ne sont valables que si elles sont enregistrées.

Article 7.

1. Dans la convention ne peuvent être insérées :

a) La stipulation de reprise à bail ou de prolongation du bail, après l'expiration des termes, déterminés dans l'article 3;

b) Des stipulations concernant la culture du terrain ou la fourniture des produits y cultivés.

2. Aucune convention ne peut être conclue avant le commencement de l'année précédant celle où elle entre en vigueur.

3. Si le terrain est déjà loué, la reprise à bail par le preneur actuel, ou bien la prise à bail de ce terrain par

---

denzelfden huurder te verhuren, kan voor dat complex met éène akte van overeenkomst worden volstaan.

Artikel 6.

De overeenkomsten, bij deze ordonnantie bedoelt, zijn slecht van waarde indien zij zijn geregistreerd.

Artikel 7.

1. In de overeenkomst mogen niet worden opgenomen :

a) Het beding van wederinhuur of van verlenging der huur, na verloop der in artikel 3 vastgestelde termijnen ;

b) Bedingen aangaande het bebouwen van grond of het leveren van daarop geteelde gewassen.

2. Geene overeenkomst mag worden gesloten vóór de intrede van het jaar, voorafgaande aan dat, waarop zij ingaat.

d'autres, ne peut avoir lieu que pendant les douze mois précédant l'expiration de la convention en cours.

4. Les terrains qui sont déjà loués ne peuvent être cédés à bail à nouveau pour la totalité ou une partie du terme de cession convenu à ce sujet.

5. Chaque payement par anticipation du fermage ne peut dépasser le montant du fermage d'une année (année agricole) et ne peut avoir lieu avant le commencement de l'année à laquelle se rapporte le payement par anticipation.

Le payement par anticipation contraire à cette disposition est non avenu.

ARTICLE 8.

1. Dès le cas de cession à bail de terrains pour plus d'une année (année agricole) le fermage est fixé à une somme égale pour toutes les années du terme de cession.

---

3. Wanneer de grond reeds verhuurd is, mag het wederinhuren daarvan door den tegenwoordig huurder, dan wel het inhuren van dien grond door anderen niet plaats hebben dan gedurende de twaalf maanden, voorafgaande aan de expiratie van de loopende overeenkomst.

4. Gronden, die reeds verhuurd zijn, mogen voor het geheel of een gedeelte van den daarbij overeengekomen huurtermijn niet op nieuw verhuurd worden.

5. Elke vooruitbetaling van huurschat mag niet meer bedragen dan het bedrag over één jaar (c. q. oogstjaar) en niet plaats hebben vóór de intrede van het jaar, voorafgaande aan dat, waarop de vooruitbetaling betrekking heeft.

De vooruitbetaling in strijd met deze bepaling is nietig.

ARTIKEL 8.

1. Bij verhuring van grond voor langer dan een jaar (c. q.

2. L'époque ou les époques de payement sont mentionnées dans l'acte conventionnel.

Article 9.

La convention est faite dans la langue néerlandaise — et pour des preneurs à bail non européens le préférant, dans la langue malaise — et dans la langue indigène, conformément à des modèles à établir par le Gouverneur général ; toutefois l'exemplaire de l'acte conventionnel, destiné au cédant, doit être rédigé seulement dans la langue indigène.

2. En cas de différend concernant le contenu des actes, le texte écrit en langue indigène est obligatoire pour les deux parties.

Article 10.

1. Le preneur à bail est obligé de présenter les deux exemplaires des conventions conclues par lui, après que

---

oogstjaar), wordt de huurschat gesteld op een voor alle jaren van den huurtermijn gelijk bedrag.

2. Het tijdstip of de tijdstippen voor de betaling worden in de akte der overeenkomst vermeld.

Artikel 9.

1. De overeenkomst wordt in de Nederlandsche — voor niet Europeesche verhuurders desverkiezende in de Maleische — en in de landstaal, overeenkomstig door den Gouverneur-Generaal vast te stellen modellen, in geschrift gebracht, met dien verstande dat het voor den verhuurder bestemd exemplaar der akte van de overeenkomst slechts in de landstaal behoeft te werden opgemaakt.

2. Bij geschil omtrent den inhoud der akten van overeenkomst is de in de landstaal geschreven tekst voor beide partijen verbindend.

Artikel 10.

1. De huurder is verplicht de beide exemplaren van de akten

ceux-ci ont été signés par les deux parties, ou, pour ce qui concerne le cédant, revêtus d'un seing, endéans le mois, au Chef de l'administration locale pour être enregistrés.

2. Le chef d'administration accorde ou refuse l'enregistrement, après qu'une enquête a été faite de la manière et dans le délai qui seront prescrits par le Gouverneur général.

ARTICLE 11.

Dans le cas où l'enregistrement est refusé, il peut être appelé de cette décision auprès du Chef de l'administration départementale, endéans les quinze jours, par l'intermédiaire du Chef de l'administration locale.

ARTICLE 12.

L'enregistrement de l'acte est refusé :

a) Si la convention ne satisfait pas aux prescriptions

---

der door hem aangegane overeenkomsten, nadat die door beide partijen zijn onderteekend of, voor zooveel den verhuurder betreft, van een handmerk voorzien, binnen een maand, aan het Hoofd van plaatselijk bestuur ter registratie aan te bieden of te deen aanbieden.

2. Dat bestuurshoofd verleent of weigert de registratie nadat een onderzoek is ingesteld op de wijze en binnen den tijd als door den Gouverneur-Generaal zal worden voorgeschreven.

ARTIKEL 11.

Ingeval de registratie geweigerd wordt, kan van die beschikking, mits binnen veertien dagen, door tusschenkomst van het Hoofd van plaatselijk bestuur, in hooger beroep worden gekomen bij het Hoofd van gewestelijk bestuur.

ARTIKEL 12.

De registratie der akte wordt geweigerd :

a) Wanneer de overeenkomst niet voldoet aan de voorschriften

de cette ordonnance, ou bien contient des stipulations contraires à la loi ;

b) Si le cédant n'a pas le droit ou l'autorisation de l'ayant droit de disposer du terrain ;

c) Si la cession n'a pas eu lieu librement;

d) Si l'étendue totale de terres de rizières, à prendre en jouissance dans une dessa par des non-indigènes pendant une année, dépasse, d'après évaluation, le tiers des terres de rizières appartenant au territoire de cette dessa, et que cela est estimé non conforme aux intérêts de la population indigène.

Article 13.

1. Le preneur entre de droit, par l'enregistrement, dans la jouissance du terrain, à la date de l'entrée en vigueur du bail mentionnée dans l'acte.

---

dezer ordonnantie, dan wel bedingen bevat, welke in strijd zijn met de wet ;

b) Wanneer de verhuurder geen recht of vergunning van den rechthebbende heeft om over den grond te beschikken ;

c) Wanneer de verhuring niet vrijwillig heeft plaats gehad;

d) Wanneer de gezamenlijke uitgestrektheid der in eene dessa gedurende een jaar door niet-Inlanders in gebruik te nemen sawahgronden, naar schatting, meer bedraagt dan één derde gedeelte der tot het gebied van die dessa behoorende sawahvelden en dit niet in overeenstemming wordt geacht met de belangen van de Inlandsche bevolking.

Artikel 13.

1. De huurder treedt door de registratie van rechtswege in het bezit van den grond op den datum van ingang der huur, in de akte vermeld.

2. A cette date, le cédant est censé avoir remis le terrain au preneur, et celui-ci, l'avoir pris en jouissance.

3. A la date, fixée dans l'acte, à laquelle le bail expire, le cédant rentre de droit dans la jouissance du terrain qui est censé être remis en même temps par le preneur au propriétaire.

ARTICLE 14.

Le preneur supporte, à moins que le contraire ne soit stipulé expressément, toutes les charges prévues et imprévues.

ARTICLE 15.

L'obligation du payement des impôts et l'accomplissement des services dus au sujet du terrain, restent imposés au cédant.

---

2. Op dien datum wordt de verhuurder gerekend den grond aan den huurder te hebben geleverd, en deze dien grond in bezit te hebben genomen.

3. Op den in de akte bepaalde datum, waarop de huur eindigt, treedt de verhuurder van rechtswege weder in het bezit van den grond, welke tezelfder tijd geacht wordt door den huurder aan den grondbezitter te zijn teruggeleverd.

ARTIKEL 14.

De huurder draagt, tenzij uitdrukkelijk het tegendeel is bedongen, alle zoowel voorziene als onvoorziene toevallen.

ARTIKEL 15.

De verplichting tot het betalen der belastingen en tot het doen van diensten, ter zake van den grond verschuldigd, blijft rusten op den verhuurder.

Article 16.

Là, où des bornes sont établies sur le terrain, le preneur est obligé de les entretenir en bon état, à la satisfaction du chef de l'administration locale; il pourra être pourvu, en cas de non observance de cette stipulation, à la réparation et l'entretien aux frais du preneur, par le dit chef de l'administration.

Article 17.

1. Il ne peut être bâti sur le terrain loué de hangars, de granges ou d'autres constructions, qui, conformément aux instructions à donner à ce sujet par le Gouverneur général, sont considérés comme pouvant servir, en tout ou en partie, à des entreprises agricoles ou des établissements d'industrie.

2. Il ne peut être élevé de bâtiments, de hangars, de granges ou d'autres constructions sur le terrain loué,

---

Artikel 16.

Waar op den grond grensteekenen voorkomen, is de huurder verplicht die merkteekenen ten genoegen van het Hoofd van plaatselijk bestuur in goeden staat te houden, zullende, bij niet voldoening aan dit beding, door genoemd bestuurshoofd, op kosten van den huurder, in de herstelling en het onderhoud kunnen worden voorzien.

Artikel 17.

1. Op den gehuurden grond mogen geene loodsen, schuren of andere opstallen worden gebouwd, welke, overeenkomstig de daaromtrent door den Gouverneur-Generaal te geven instructiën, worden beschouwd als geheel of gedeeltelijk te kunnen dienen voor onderneming van landbouw of inrichtingen van nijverheid.

2. Voor andere doeleinden mogen geene gebouwen, loodsen, schuren of andere opstallen op den gehuurden grond worden

dans d'autres buts, qu'après avoir obtenu une autorisation écrite du chef de l'administration locale.

Article 18.

1. Les non-indigènes qui plantent ou emploient d'une autre manière un terrain désigné dans l'article 1er, sans avoir conclu une convention enregistrée suivant cette ordonnance, sont punis d'une amende de 50 à 100 florins.

2. Est puni de la même manière celui qui se rend coupable de contravention à la disposition de l'article 17.

3. Les bâtiments, hangars, granges, machines ou outils et produits agricoles, trouvés lors de la découverte de la contravention désignée dans l'alinéa précédent, sont saisis et peuvent être confisqués par la sentence portant condamnation.

---

opgericht dan na verkregen schriftelijke vergunning van het Hoofd van plaatselijk bestuur.

Artikel 18.

1. Niet-Inlanders, die grond als bedoeld in artikel 1 beplanten of op andere wijze gebruiken zonder eene op den voet dezer ordonnantie geregistreerde overeenkomst te hebben aangegaan, worden gestraft met eene boete vat *f* 50 (vijftig gulden) tot *f* 100 (één honderd gulden).

2. Op dezelfde wijze wordt gestraft hij, die zich schuldig maakt aan overtreding van het bepaalde bij artikel 17.

3. De bij het ontdekken van de bij de voorgaande alinea bedoelde overtreding aangetroffen gebouwen, loodsen, schuren, werktuigen of gereedschappen en landbouwproducten worden in beslag genomen en kunnen bij het veroordeelend vonnis verbeurd worden verklaard.

ARTICLE 19.

Ne sont pas comprises parmi les indigènes aux termes de cette ordonnance les personnes y assimilées.

ARTICLE 20.

1. Cette ordonnance n'est, sauf la disposition au 2e alinéa de l'article 27 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes Néerlandaises, applicable qu'à Java et Madura.

2. Sont exclus, cependant, de cette application :

a) Les terrains, appartenant à des indigènes, faisant partie de terres cédées en propriété particulière ;

b) Les propriétés bâties situées dans les chefs-lieux de province ou de divisions, et d'autres lieux à indiquer par le Chef de l'administration provinciale, qui sont considérés comme des centres de commerce ou d'industrie.

ARTIKEL 19.

Onder Inlanders worden in deze ordonnantie niet verstaan de met hen gelijkgestelde personen.

ARTIKEL 20.

1. Deze ordonnantie is, behoudens het bepaalde bij het 2e lid van artikel 27 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië, alleen van toepassing op Java en Madoera.

2. Van die toepassing zijn echter uitgesloten :

a) De aan Inlanders toebehoorende gronden, deel uitmakende van in particulier eigendom afgestane landerijen;

b) Woonerven, gelegen op de hoofdplaatsen van gewesten en afdeelingen en op andere door het Hoofd van gewestelijk bestuur aan te wijzen plaatsen, welke te beschouwen zijn als centra van handel of nijverheid.

Dispositions transitoires.

1. A l'exception des baux annuels concernant des terrains qui seront pris en jouissance en 1896 par le preneur, les autres conventions conclues mais non enregistrées avant le jour de la publication de la présente ordonnance, doivent être présentées endéans les trois mois après cette publication, au Chef de l'administration locale y préposé, pour être enregistrées, après qu'elles auront été rendues, autant que possible, conformes aux dispositions de cette ordonnance.

2. Des écarts qui, suivant l'avis du fonctionnaire chargé de l'enregistrement, ne pourront être préjudiciables au cédant, n'empêchent pas l'enregistrement des conventions susmentionnées

3. Pour le maintien des hangars, granges ou autres constructions élevées sur le terrain loué lors de la publication de cette ordonnance, il doit être demandé une auto-

---

Overgangsbepalingen.

1. Met uitzondering van de eenjarige huurovereenkomsten betreffende gronden, die door den huurder in 1896 in gebruik zullen worden genomen, moeten de overige vóór den dag van afkondiging dezer ordonnantie aangegane, doch niet geregistreerde overeenkomsten, binnen drie maanden na die afkondiging, aan het betrokken Hoofd van plaatselijk bestuur ter registratie worden aangeboden, nadat zij zooveel mogelijk in overeenstemming zijn gebracht met de bepalingen van deze ordonnantie.

2. Afwijkingen, die naar het oordeel van den met de registratie belasten ambtenaar niet tot nadeel van den verhuurder zullen leiden, beletten de registratie van bovenbedoelde overeenkomsten niet.

3. Voor het in stand houden der bij de afkondiging dezer ordonnnantie op den gehuurden grond aanwezige loodsen, schuren of andere opstallen moet, binnen één maand na de

risation au Chef de l'administration locale, endéans le mois après l'entrée en vigueur de l'article 17.

4. Cette autorisation est accordée par écrit et reste valable pour le temps pendant lequel le terrain sur lequel les hangars, granges ou autres constructions sont bâtis est loué.

Deuxièmement : Cette ordonnance entre en vigueur pour ce qui concerne l'article 17, le jour de sa publication, et pour le reste le 1er mars 1896.

Fait à Batavia, le 26 novembre 1895.

VAN DER WIJCK.

Le Secrétaire général,
A.-D.-H. HERINGA.

Publié le 29 novembre 1895.

Le Secrétaire général,
A.-D.-H. HERINGA.

---

inwerkingtreding van artikel 17, vergunning worden gevraagd aan het Hoofd van plaatselijk bestuur.

4. Die vergunning wordt schriftelijk verleend en blijft van kracht voor den tijd, gedurende welken de grond is gehuurd, waarop de loodsen, schuren of andere opstallen zijn gebouwd.

Ten tweede : Deze ordonnantie treedt in werking, wat art. 17 betreft, op den dag harer afkondiging, en overigens op 1 Maart 1896.

Gedaan te Batavia, den 26 November 1895.

VAN DER WIJCK.

De Algemeene Secretaris,
A. D. H. HERINGA.

Uitgegeven den negen en twintigsten November 1895.

De Algemeene Sekretaris,
A. D. H. HERINGA.

Terres. — Menado. — Règles suivant lesquelles des terres peuvent être louées dans le Minahassa par des indigènes à des non-indigènes.

Au nom du ROI!

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,
Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;
A tous ceux qui liront ou entendront lire les présentes, Salut !

Fait savoir :

Que, jugeant nécessaire de fixer les règles d'après lesquelles les habitants peuvent louer des terres aux étrangers dans le Minahassa (résidence de Menado);

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement d'administration des Indes néerlandaises;

Gronden. — Menado. — Regelen volgens welke in de Minahassa verhuur van grond door inlanders aan niet-inlanders geschieden kan.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;
Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut !

Doet te weten :

Dat Hij, het noodig achtende de regelen vast te stellen, volgens welke in de Minahassa (residentie Menado) verhuur van grond door inlanders aan niet-inlanders geschieden kan ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië ;

A ARRÊTÉ ET ARRÊTE :

Article premier.

Les terres situées dans le Minahassa (résidence de Menado) et possédées au titre d'usage individuel héréditaire par des indigènes, peuvent être louées à des non-indigènes conformément aux règles ci-après.

Sauf les exceptions prévues aux présentes, ces contrats sont régis par les dispositions du Code civil.

Article 2.

Peuvent seules devenir locataires, les personnes ou associations reconnues, résidant aux Pays-Bas ou aux Indes néerlandaises

Elles élisent en général domicile pour l'exécution du contrat dans le Minahassa (résidence de Menado) à moins qu'elles n'y soient fixées.

HEEFT GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Artikel één.

Gronden in de Minahassa (residentie Menado), door inlanders in erfelijk individueel gebruik bezeten, kunnen aan niet-inlanders worden verhuurd volgens de bij deze verordening gestelde regels.

Behoudens de uitzonderingen, bij deze ordonnancie gesteld, worden die overeenkomsten beheerscht door de bepalingen van het burgerlijk wetboek.

Artikel 2.

Als huurders worden alleen toegelaten personen of vereenigingen, in Nederland of in Nederlandsch-Indië gevestigd.

Zij kiezen met betrekking tot de overeenkomst in het algemeen woonplaats in de Minahassa (residentie Menado), tenzij zij zelven daar gevestigd zijn.

Article 3.

Les terres possédées à titre d'usage individuel héréditaire ne pourront être louées plus longtemps que pour cinq années consécutives.

Article 4.

La clause de reconduction à l'expiration du terme fixé ci-dessus est interdite.

Article 5.

Les baux doivent être faits par écrit, sur timbre, en double, dans les langues néerlandaise, malaise ou celle du pays et signés par les deux parties.

La signature du bailleur doit être légalisée par le chef ou un fonctionnaire de village.

Article 6.

Les contrats doivent être enregistrés sous peine de nullité.

Artikel 3.

Grond, in erfelijk individueel gebruik bezeten, wordt voor geen langer termijn dan voor vijf achtereenvolgende jaren verhuurd.

Artikel 4.

Het beding van weder inhuur, na verloop van den in het voorgaand artikel gestelden termijn, is verboden.

Artikel 5.

De overeenkomsten van huur en verhuur moeten schriftelijk, op gezegeld papier, in duplo, in de Nederlandsche-, Maleische- of landstaal opgemaakt en door beide partijen onderteekend worden.

De handteekening van den verhuurder moet door het negorijhoofd en door een beambte der negorij worden gelegaliseerd.

L'enregistrement est fait par le chef de l'administration locale (le contrôleur de la section) dans le ressort duquel se trouve la terre louée ; il en fait mention sur chaque exemplaire de l'acte.

A défaut de ces formalités, l'acte est nul.

ARTICLE 7.

L'enregistrement n'est refusé que si le contrat renferme des clauses contraires à la loi ou s'il n'est pas fait dans la forme prescrite à l'article 5.

Dans le cas où l'enregistrement est refusé, appel peut être fait de cette décision du chef de l'administration locale auprès du Résident et de la décision de celui-ci auprès du directeur de l'Intérieur.

ARTICLE 8.

Le preneur supporte tous les frais prévus ou imprévus, à moins que le contraire ne soit expressément stipulé.

ARTIKEL 6.

De overeenkomsten moeten op straffe van nietigheid worden geregistreerd.

De registratie geschiedt door het hoofd van plaatselijk bestuur (den kontroleur der afdeeling), binnen wiens ressort de verhuurde grond gelegen is, die daarvan aanteekening houdt op ieder exemplaar van de akte.

De huurder is verplicht de akte der overeenkomst, in duplo, binnen éene maand, nadat ze is aangegaan, aan dien ambtenaar aan te bieden.

Bij gebreke daarvan is de overeenkomst van regtswege vervallen.

ARTIKEL 7.

De registratie wordt alleen geweigerd, indien de overeenkomst bepalingen bevat, strijdig met de wet, of indien ze niet is opgemaakt in den vorm, bij artikel 5 voorgeschreven.

Article 9.

La location des terres plantées de caféiers dont la récolte doit être livrée au Gouvernement en vertu de l'ordonnance du 27 octobre 1872 (*Staatsblad*, n° 180), ou de terres qui, à la désignation du Résident, doivent être réservées à la culture du café pour le Gouvernement, est défendue sous peine de nullité.

Article 10.

Le terme « indigènes » employé dans la présente ordonnance ne comprend pas les assimilés.

Article 11.

La présente ordonnance n'est pas applicable aux terres possédées en toute propriété par l'indigène ; comme telles ne sont considérées que celles dont il existe un titre de propriété conformément aux dispositions du *Staatsblad* 1884, n° 27.

Ingeval de registratie geweigerd wordt, kan van de beschikking van het hoofd van plaatselijk bestuur in beroep worden gekomen bij den resident en van diens beslissing bij den direkteur van binnenlandsch bestuur.

Artikel 8.

De huurder draagt, tenzij uitdrukkelijk het tegendeel is bedongen, alle zoowel voorziene als onvoorziene toevallen.

Artikel 9.

De verhuur van grond, beplant met koffijboomen, waarvan het produkt ingevolge de ordonnancie van 20 October 1872 (*Staatsblad* n° 180) aan het gouvernement moet worden geleverd, of van gronden, die ter bepaling van den resident voor de gouvernements koffijkultuur moeten blijven bestemd, is verboden op straffe van nietigheid.

Artikel 10.

Onder inlanders worden in deze ordonnancie niet verstaan de met hen gelijkgestelde personen.

Article 12.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour où le *Staatsblad* qui le publie arrive à Monado.

Fait à Buitenzorg, le 17 juin 1877.

VAN LANSBERGE.

Le Premier Secrétaire du Gouvernement,
DE BLAAUW.

Publié le vingt juin 1877.

Le Secrétaire général,
SPRENGER VAN EYK.

Artikel 11.

Deze ordonnancie is niet van toepassing op grond, door den inlander in eigendom bezeten, als hoedanig alleen wordt aangemerkt de grond, waarvan eene volgens de bepalingen van *Staatsblad* 1834 n° 27 verleden eigendomsakte bestaat.

Artikel 12.

Deze ordonnancie treedt in werking op den dag, waarop het *Staatsblad*, waarin zij voorkomt, te Menado wordt ontvangen.

Gedaan te Buitenzorg, den 17den Juni 1877.

VAN LANSBERGE.

De 1ste Gouvernements Sekretaris,
DE BLAAUW.

Uitgegeven den twintigsten Juni 1877.

De Algemeene Sekretaris,
SPRENGER VAN EIJK.

Terres. — Amboina. — Règles pour la location de terres par des indigènes à des non-indigènes.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes entendu,

A tous ceux qui verront ou entendront lire les présentes, Salut !

Fait savoir :

Que, jugeant nécessaire de fixer des règles pour la location des terres dans la résidence d'Amboina par des indigènes à des non-indigènes,

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 de la loi organique sur le gouvernement des Indes néerlandaises,

---

Gronden. — Amboina, — Regelen, volgens welke in de residentie Amboina verhuur van grond door inlanders aan niet-inlanders geschieden kan.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur-generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut!

Doet te weten:

Dat Hij, het noodig achtende de regelen vast te stellen, volgens welke in de residentie Amboina verhuur van grond door inlanders aan niet-inlanders geschieden kan;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië;

A arrêté et arrête :

Article premier.

Des terres possédées par des indigènes dans la résidence d'Amboina à usage héréditaire ou temporairement à titre individuel ou collectif peuvent être louées à des non-indigènes, conformément aux régles ci-dessous.

Sauf les exceptions prévues aux présentes, ces contrats sont régis par le Code civil.

Article 2.

Peuvent seuls être locataires les personnes ou sociétés fixées aux Pays-Bas ou aux Indes néerlandaises.

Elles élisent, en général, domicile, pour l'exécution du contrat, dans la section où se trouve située la terre, à moins qu'elles ne soient elles-mêmes fixées dans la section.

Heeft goedgevonden en verstaan :

Artikel één.

Gronden in de residentie Amboina door inlanders in erfelijk of tijdelijk individueel en in gemeenschappelijk gebruik bezeten, kunnen aan niet-inlanders worden verhuurd volgens de bij deze verordening gestelde regels.

Behoudens de uitzonderingen, bij deze ordonnancie gesteld, worden die overeenkomsten beheerscht door de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 2.

Als huurders worden alleen toegelaten personen of vereenigingen, in Nederland of in Nederlandsch-Indië gevestigd.

Zij kiezen met betrekking tot de overeenkomst in het algemeen woonplaats in de afdeeling, waarin de grond gelegen is, tenzij zij zelf in die afdeeling gevestigd zijn.

Article 3.

Les terres visées à l'article 1er ne peuvent être louées pour plus de vingt années consécutives, à l'exception toutefois des terres plantées de sagoutiers ou d'arbres fruitiers, possédées à usage collectif par les indigènes ou possédées à titre individuel et héréditaire par une ou plusieurs familles ; ces terres dites *doesoen-negrie*, — *dati* et *poesaka-dati*, ne peuvent être louées pour plus d'un an ; sont exceptés aussi les *regents-doesoens* (1), qui peu-

---

Artikel 3.

De bij artikel 1 bedoelde gronden worden voor geen langer termijn dan twintig achtereenvolgende jaren verhuurd, met uitzondering evenwel van de in gemeenschappelijk gebruik door de inlanders of erfelijk individueel door één of meer huisgezinnen bezeten, met sago- of vruchtboomen beplante gronden, bekend onder den naam van *doesoen-negrie*, — *dati* en — *poesaka-dati*, welke voor niet langer dan één jaar mogen worden verhuurd en de *Regents doesoens*, welke door den regthebbende voor het tijdvak van zijn genot, doch in geen geval langer dan één jaar, mogen verhuurd worden.

(1) Note. — Une grande partie de la population indigène d'Amboine (Moluques), les *orang negari*, c'est-à-dire les habitants des villages (*negari*, *negorij*, *negrie*), est divisée en familles responsables du paiement de l'impôt et qu'on nomme *dati*. Les terres appartiennent au village, dans les limites duquel elles sont situées. Le sagou étant la nourriture principale à Amboina, les terres plantées de sagoutiers et aussi d'arbres fruitiers sont partagées entre les dati en lots, qu'on nomme *doesoen* (doesoen-negri, doesoen-dati). Chaque dati détient donc un doesoen en possession inaliénable ; ce doesoen est exploité par les membres du dati, sous la surveillance du *Kassala dati*, le chef de la famille, qui reçoit une plus grande part de la récolte que les autres.

Les *doesoen-poesaka-dati* sont aussi des terres de famille inaliénables. Elles sont ainsi nommées par antithèse aux *doesoen poesaka* c'est-à-dire aux terres défrichées par un indigène qui a, par suite du défrichement, le droit d'usage de cette terre pour lui seul, droit qui, après sa mort, revient à ses héritiers.

Les *regent-doesoen* sont les lots (doesoeen) en usage comme apanage chez les régents, c'est-à-dire les chefs des negari ou villages Il ne faut pas confondre ces petits chefs avec les régents de Java, préposés à un territoire bien plus grand, et dont la position est beaucoup plus élevée.

vent être loués par l'ayant droit pour le temps de sa jouissance, mais en aucun cas pour plus d'un an.

Article 4.

Les contrats ne peuvent, sous peine de nullité de la clause de payement, stipuler aucune avance de loyer, sous quelque forme que ce soit, pour un terme de plus d'un an.

Article 5.

La clause de reconduction à l'expiration des termes prévus à l'article 3 est interdite.

Article 6.

Les contrats de bail doivent être faits par écrit, sur timbre, en double, en langue néerlandaise, malaise ou indigène, et signés par les deux parties.

Artikel 4.

Bij de huurovereenkomsten mag, op straffe van nietigheid van het beding of van de betaling, geen vooruitbetaling van huurschat, in welken vorm ook, worden bedongen of gedaan, dan over een termijn van één jaar.

Artikel 5.

Het beding van wederinhuur, na verloop der in artikel 3 gestelde termijnen, is verboden.

Artikel 6.

De overeenkomsten van huur en verhuur moeten schriftelijk op gezegeld papier, in duplo, in de Nederlandsche, Maleische of lands taal opgemaakt en door beide partijen onderteekend worden.

De onderteekening van den verhuurder moet worden gelega-

La signature du bailleur doit être légalisée par deux membres de l'administration de la negorij (village), s'ils savent suffisamment écrire ; s'il n'en est pas ainsi ou s'il y a présomption de fraude, le fonctionnaire désigné à l'article 7 s'assure, de la façon qu'il jugera convenable, que c'est, en effet, la personne désignée comme bailleur qui a conclu le contrat.

Article 7.

Les contrats doivent, sous peine de nullité, être enregistrés.

L'enregistrement se fait par le chef de l'administration locale (résident-adjoint ou contrôleur de la section) dans le ressort duquel se trouve la terre louée ; il indique l'enregistrement au dos des deux exemplaires de l'acte.

Le preneur doit présenter l'acte en double à ce fonctionnaire dans les trois mois après la conclusion du contrat.

---

liseerd door twee leden van het bestuur der negorij, indien deze daartoe voldoende de schrijfkunst verstaan ; als dit niet het geval is of er gegrond vermoeden bestaat van bedrog, overtuigt de in artikel 7 genoemde ambtenaar zich, op zoodanige wijze als hem doelmatig voorkomt, dat inderdaad de als verhuurder bekend gestelde persoon de verbindtenis heeft aangegaan.

Artikel 7.

De overeenkomsten moeten, op straffe van nietigheid, worden geregistreerd.

De registratie geschiedt door het hoofd van plaatselijk bestuur (den assistent-resident of controleur der afdeeling), binnen wiens ressort de verhuurde grond gelegen is, die daarvan aanteekening houdt op ieder exemplaar van de acte.

De huurder is verpligt de acte der overeenkomst, in duplo, binnen drie maanden, nadat ze is aangegaan, aan dien ambtenaar aan te bieden.

A défaut de quoi le contrat est nul de plein droit.

Article 8.

L'enregistrement n'est refusé que si le contrat contient des dispositions contraires à la loi ou s'il n'est pas fait dans la forme prescrite à l'article 6.

En cas de refus, appel peut être fait de la décision du chef de l'autorité locale au résident, et de la décision de celui-ci au directeur de l'Intérieur.

Article 9.

Le preneur supporte tous les frais prévus et imprévus, à moins que le contraire ne soit expressément stipulé.

Article 10.

Dans le terme « indigènes » ne sont pas comprises les personnes y assimilées.

Article 11.

La présente ordonnance n'est pas applicable aux terres

Bij gebreke daarvan is de overeenkomst van regtswege vervallen.

Artikel 8.

De registratie wordt alleen geweigerd, indien de overeenkomst bepalingen bevat, strijdig met de wet, of indien ze niet is opgemaakt in den vorm, bij artikel 6 voorgeschreven.

In geval de registratie geweigerd wordt, kan van de beschikking van het hoofd van plaatselijk bestuur in beroep worden gekomen bij den resident en van diens beslissing bij den directeur van binnenlandsch bestuur.

Artikel 9.

De huurder draagt, tenzij uitdrukkelijk het tegendeel is bedongen, alle zoowel voorziene, als onvoorziene toevallen.

Artikel 10.

Onder inlanders worden in deze ordonnancie niet verstaan de met hen gelijk gestelde personen.

possédées par l'indigène en toute propriété; ne sont considérées comme telles que celles pour lesquelles existe un titre de propriété conformément au n° 15 du *Staatsblad* de 1834.

Article 12.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour où le *Staatsblad* qui la publie arrivera à Amboina.

Fait à Buitenzorg, le 8 décembre 1880.

VAN LANSBERGE.

Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

Publié le 12 décembre 1880.

Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

Artikel 11.

Deze ordonnancie is niet van toepassing op grond, door den inlander in eigendom bezeten, als hoedanig alleen wordt aangemerkt de grond, waarvan eene volgens de bepalingen van *Staatsblad* 1834, nr 27, verleden eigendomsacte bestaat.

Artikel 12.

Deze ordonnancie treedt in werking op den dag, waarop het staatsblad, waarin zij voorkomt, te Amboina zal zijn ontvangen.

Gedaan te Buitenzorg den 8 december 1880.

VAN LANSBERGE.

De Algemeene Sekretaris,
PANNEKOEK.

Uitgegeven den twaalfden December 1880.

De Algemeene Sekretaris,
PANNEKOEK.

Terres.— Districts de Lampong.— Location de terres par des indigènes à des non-indigènes de la résidence « Districts de Lampong. »

AU NOM DU ROI !

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DES INDES NÉERLANDAISES,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous ceux qui verront ou entendront lire les présentes, SALUT !

FAIT SAVOIR :

Que, jugeant nécessaire de fixer les règles d'après lesquelles les indigènes pourront louer des terres à des non-indigènes dans la résidence « districts de Lampong »;

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 du Règlement sur l'administration des Indes néerlandaises,

---

Gronden. — Lampongsche Districten. — Verhuur van grond door Inlanders aan niet-Inlanders in de residentie Lampongsche districten.

IN NAAM DES KONINGS !

DE GOUVERNEUR-GENERAAL VAN NEDERLANDSCH-INDIE,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, SALUT !

DOET TE WETEN

Dat Hij, het noodig achtende regelende vast te stellen, volgens welke in de residentie Lampongsche districten verhuur van grond door Inlanders aan niet-Inlanders geschieden kan ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië ;

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

Les terres situées dans les districts de Lampong, dont les indigènes ont la jouissance individuelle, héréditaire ou temporaire, peuvent être louées par eux à des non-indigènes conformément aux règles fixées par la présente ordonnance.

Sauf les exceptions prévues par la présente ordonnance, ces contrats sont régis par les dispositions du Code civil des Indes néerlandaises.

Article 2.

Ne sont admises comme locataires que les personnes ou associations fixées aux Pays-Bas ou aux Indes néerlandaises.

Pour tout ce qui est relatif au bail, elles élisent en

Heeft goedgevonden en verstaan:

Artikel één.

Gronden in de residentie Lampongsche districten door Inlanders in erfelijk of tijdelijk individueel gebruik bezeten, kunnen aan niet-Inlanders worden verhuurd volgens de bij deze verordening gestelde regels.

Behoudens de uitzonderingen, bij deze ordonnantie gesteld, worden die overeenkomsten beheerscht door de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek voor Nederlandsch-Indië.

Artikel 2.

Als huurders worden alleen toegelaten personen of vereenigingen, in Nederland of in Nederlandsch-Indië gevestigd.

Zij kiezen met betrekking tot de overeenkomst in het algemeen

général domicile dans la section où la terre est située, à moins qu'elles n'y soient fixées.

Article 3.

Les terres désignées à l'article 1er ne peuvent être louées pour plus de vingt années consécutives.

Article 4.

Lors de la conclusion du contrat, il ne peut être stipulé ni fait d'avance du fermage pour plus d'une année, sous peine de la nullité de la clause ou du payement.

Article 5.

La clause de reconduction, à l'expiration du terme prévu à l'article 3, est interdite.

---

woonplaats in de afdeeling, waarin de grond gelegen is, tenzij zij zelf in die afdeeling gevestigd zijn.

Artikel 3.

De bij artikel 1 bedoelde gronden worden voor geen langeren termijn dan twintig achtereenvolgende jaren verhuurd.

Artikel 4.

Bij de huurovereenkomsten mag, op straffe van nietigheid van het beding of van de betaling, geen vooruitbetaling van huurschat, in welken vorm ook, worden bedongen of gedaan, dan over een termijn van één jaar.

Artikel 5.

Het beding van wederinhuur, na verloop van den in artikel 3 bedoelden termijn, is verboden.

ARTICLE 6.

Le bail doit être fait par écrit, sur papier timbré, en double exemplaire, dans la langue néerlandaise et dans la langue lampong ou malaise, ou dans les deux langues indigènes, selon ce que décidera le chef de l'administration locale ou provinciale ; il devra être signé par les deux parties.

La signature du bailleur devra être légalisée par le chef de Kampong intéressé et l'un de ses chefs de Soekoe.

ARTICLE 7.

Les baux doivent être enregistrés sous peine de nullité.

L'enregistrement se fait à Telok Betong par le Magistrat et ailleurs par le contrôleur intéressé ; mention en est faite sur chaque exemplaire de l'acte.

ARTIKEL 6.

De overeenkomsten van huur en verhuur moeten schriftelijk, op gezegeld papier, in duplo, worden opgemaakt in de Nederlandsch en in de Lampongsche of de Maleische taal, dan wel in beide deze Inlandsche talen, zulks ter beoordeeling van het Hoofd van Gewestelijk of Plaatselijk Bestuur, en door beide partijen onderteekend worden.

De onderteekening van den verhuurder moet worden gelegaliseerd door het betrokken kamponghoofd en een zijner soekoehoofden.

ARTIKEL 7.

De overeenkomsten moeten, op straffe van nietigheid, worden geregistreerd.

De registratie geschiedt te Telok Betong door den Magistraat, en elders door den betrokken Controleur, die daarvan aanteekening houdt op ieder exemplaar van de akte.

Le preneur doit présenter les deux exemplaires du bail, dans le mois après qu'il aura été conclu, à ce fonctionnaire pour être enregistré par lui ; à défaut de quoi le bail est annulé de droit.

Article 8.

L'enregistrement sera fait dans les deux mois après que le bail a été présenté.

Il est refusé si le bail contient des clauses contraires à la loi, s'il n'est pas fait dans les formes prescrites à l'article 6 ou si les droits du bailleur sur les terres louées ne sont pas suffisamment sauvegardés.

Appel peut être fait du refus de l'enregistrement auprès du Résident et de la décision de celui-ci auprès du Directeur de l'Intérieur.

De huurder is verplicht, de akte der overeenkomst, in duplo, binnen één maand, nadat ze is aangegaan, aan dien ambtenaar ter registratie aan te bieden, bij gebreke waarvan de overeenkomst van rechtswege vervallen is.

Artikel 8.

De registratie heeft plaats binnen twee maanden na de aanbieding.

Zij wordt geweigerd indien de overeenkomst bepalingen bevat, strijdig met de Wet,—indien zij niet is opgemaakt in den vorm, bij artikel 6 voorgeschreven, of indien omtrent de rechten van den verhuurder op den te verhuren grond geene voldoende zekerheid bestaat.

Ingeval de registratie geweigerd wordt, kan van die beschikking in beroop worden gekomen bij den Resident en van diens beslissing bij den Directeur van Binnenlandsch Bestuur.

ARTICLE 9.

Tous les frais prévus ou imprévus sont à la charge du preneur, à moins que le contraire ne soit expressément stipulé.

ARTICLE 10.

Parmi les « indigènes » ne sont pas comprises, aux termes de la présente ordonnance, les personnes y assimilées.

ARTICLE 11.

La présente ordonnance n'est pas applicable aux terres possédées par l'indigène en toute propriété ; comme telles ne sont considérées que celles pour lesquelles un acte de propriété a été dressé conformément au *Staatsblad*, 1834, n° 27.

ARTIKEL 9.

De huurder draagt, tenzij uitdrukkelijk het tegendeel is bedongen, alle zoowel voorziene als onvoorziene toevallen.

ARTIKEL 10

Onder Inlanders worden in deze ordonnantie niet verstaan de met hen gelijkgestelde personen.

ARTIKEL 11.

Deze ordonnantie is niet van toepassing op grond, door den Inlander in eingendom bezeten, als hoedanig alleen wordt aangemerkt de grond, waarvan eene volgens de bepalingen van *Staatsblad* 1834 n° 27 verleden eigendomsakte bestaat.

ARTIKEL 12.

Deze ordonnantie treedt in werking één maand nadat het *Staatsblad*, waarin zij voorkomt, te Telok-Betong zal zijn ontvangen.

ARTICLE 12.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour où le *Staatsblad* qui la publie arrivera à Telok-Betong.

Fait à Batavia, le 17 février 1885.

O. VAN REES.
Le Secrétaire général,
BERGSMA.

Publié le 18 février 1885.
Le Secrétaire général,
BERGSMA.

Gedaan te Batavia, den 17en Februari 1885.

O. VAN REES.
De Algemeene Sekretaris,
BERGSMA.

Uitgegeven den achttienden Februari 1885.
De Algemeene Secretaris,
BERGSMA.

Terrains. — Section méridionale et orientale de Bornéo. — Cession à bail de terrains par des indigènes à des non-indigènes dans la résidence de la section méridionale et orientale de Bornéo.

Au nom du ROI!

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,
Le Conseil des Indes néerlandaises entendu,
A tous, qui verront ou entendront lire la présente, Salut!

Fait savoir :

Que, jugeant utile de déterminer des règles suivant lesquelles peut se faire, dans les pays gouvernementaux de la résidence de la section méridionale et orientale de Bornéo, la cession à bail de terrains par des indigènes à des non-indigènes;

Gronden. —Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo. — Verhuur van grond door Inlanders aan niet-Inlanders in de residentie Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;
Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Saluut!

Doet te weten :

Dat Hij, het noodig achtende regelen vast te stellen, volgens welke in de gouvernements landen der residentie Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo verhuur van grond door Inlanders aan niet-Inlanders geschieden kan;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises;

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

Les terrains, situés dans les pays gouvernementaux de la résidence de la section méridionale et orientale de Bornéo, dont des indigènes ont la jouissance individuelle héréditaire ou temporaire, peuvent être loués à des non-indigènes suivant les règles fixées par cette ordonnance.

Sauf les exceptions établies par cette ordonnance, ces conventions sont régies par les dispositions du Code civil pour les Indes néerlandaises.

Article 2.

Sont seules admises comme locataires, les personnes

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Artikel één.

Gronden in de gouvernements landen der residentie Zuider- en Oosterafdeeling van Borneo, door Inlanders in erfelijk of tijdelijk individueel gebruik bezeten, kunnen aan niet-Inlanders worden verhuurd volgens de bij deze verordening gestelde regels.

Behoudens de uitzonderingen, bij deze ordonnantie gesteld, worden die overeenkomsten beheerscht door de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek voor Nederlandsch-Indië.

Artikel 2.

Als huurders worden alleen toegelaten personen of vereenigingen, in Nederland of in Nederlandsch-Indië gevestigd.

résidentes ou les associations établies dans les Pays-Bas ou les Indes néerlandaises.

Elle élisent en général, pour l'exécution de la convention, domicile au bureau du chef de l'administration locale dans le ressort duquel est situé le terrain en question.

Article 3.

Des terrains désignés dans l'article 1er ne seront pas loués pour un terme plus long que vingt années successives.

Article 4.

Il ne peut être ni stipulé ni fait, dans la convention de location, et ce sous peine de nullité de la stipulation ou du paiement, de paiement du fermage par anticipation que pour le terme d'une année.

Zij kiezen met betrekking tot de overeenkomst in het algemeen woonplaats ten kantore van het hoofd van plaatselijk bestuur, binnen wiens ressort de grond gelegen is.

Artikel 3.

De in artikel 1 bedoelde gronden worden voor geen langeren termijn dan twintig achtereen volgende jaren verhuurd.

Artikel 4.

Bij de huurovereenkomsten mag, op straffe van nietigheid van het beding of van de betaling, geen vooruitbetaling van huurschat, in welken vorm ook, worden bedongen of gedaan, dan over een termijn van één jaar.

Artikel 5.

Het beding van wederinhuur, na verloop van in art. 3 bedoelden termijn is verboden.

Article 5.

La stipulation de renouvellement du bail, après l'expiration du terme désigné dans l'article 3, est interdite.

Article 6.

Les conventions de location doivent être rédigées par écrit, sur papier timbré, en double, en néerlandais et dans la langue malaise ou indigène et en présence du chef de l'administration locale, et signées par les deux parties, après lecture et proposition pardevant ledit chef d'administration.

Si le cédant ne sait pas signer le contrat, le chef de l'administration locale doit faire mention de cette circonstance au bas de l'acte.

En outre, l'identité du cédant doit être confirmée par deux membres de l'administration, ou bien, par deux

---

Artikel 6.

De overeenkomsten van huur en verhuur moeten schriftelijk, op gezegeld papier, in duplo, worden opgemaakt in de Nederlandsche- en, ter beoordeeling van het hoofd van plaatselijk bestuur, in de Maleische- of landstaal en ten overstaan van dat bestuurshoofd, na voorlezing en voorhouding, door beide partijen worden onderteekend.

Wanneer de verhuurder de overeenkomst niet kan onderteekenen, moet van die omstandigheid door het hoofd van plaatselijk bestuur aan den voet der akte worden melding gemaakt.

Bovendien moet de identiteit van den verhuurder worden bevestigd door twee leden van het bestuur, dan wel door twee te goeder naam bekend staande ingezetenen der betrokken kampong, die als getuigen met het hoofd van plaatselijk bestuur de akte mede onderteekenen.

habitants, honorables du Kampong (village) intéressé, qui signent aussi l'acte, comme témoins, avec le chef de l'administration locale.

ARTICLE 7.

Le chef de l'administration locale refuse son visa sur l'acte, si :

a) Le contrat comprend des stipulations contraires à la loi ;

b) S'il n'y a pas de certitude suffisante concernant les droits du cédant sur le terrain à louer.

De ce refus, on peut en appeler au chef de l'administration départementale, et de la décision de celui-ci, au directeur de l'administration de l'intérieur.

ARTICLE 8.

Le preneur supporte, à moins que le contraire ne soit stipulé formellement, toutes les charges prévues et imprévues.

ARTIKEL 7.

Het hoofd van plaatselijk bestuur weigert zijn visum onder de akte indien :

a) De overeenkomst bepalingen bevat, strijdig met de wet;

b) Indien omtrent de rechten van den verhuurder op den te verhuren grond, geen voldoende zekerheid bestaat.

Van die weigering kan in beroep worden gekomen bij het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, en van diens beslissing bij den Direkteur van Binnenlandsch Bestuur.

ARTIKEL 8.

De huurder draagt, tenzij uitdrukkelijk het tegendeel is bedongen, alle zoowel voorziene als onvoorziene toevallen.

ARTIKEL 9.

Onder Inlanders worden in deze ordonnantie niet verstaan de met hen gelijkgestelde personen.

Article 9

Dans la présente ordonnance, ne sont pas comprises sous la dénomination d'indigènes, les personnes y assimilées.

Article 10.

Cette ordonnance n'est pas applicable au terrain possédé par l'indigène en propriété; est seul considéré comme tel, le terrain pour lequel il existe un titre de propriété passé suivant les prescriptions de l'ordonnance publiée au *Staatsblad*, 1843, n° 27.

Fait à Batavia, le 28 décembre 1888.

C. PIJNACKER-HORDIJK.

Le Secrétaire général,
GALLOIS.

Publié le 2 janvier 1889.

Le Secrétaire général,
GALLOIS.

Artikel 10.

Deze ordonnantie is niet van toepassing op grond, door den Inlander in eigendom bezeten, als hoedanig alleen wordt aangemerkt de grond, waarvan eene volgens de bepalingen van de ordonnantie in *Staatsblad* 1834, n° 27, verleden eigendomsakte bestaat.

Gedaan te Batavia, den acht-en-twintigsten December 1888.

C. PIJNACKER-HORDIJK.

De Algemeene Sekretaris,
GALLOIS.

Uitgegeven den tweeden Januari 1889.

De Algemeene Sekretaris,
GALLOIS.

Contributions. — Timbre. — Louage de terres. — Exemption du droit de timbre pour les Contrats relatifs à la location de terres par des indigènes à des non-indigènes prévue par le décret royal n° 118, « Staatsblad », 1870.

Au nom de la REINE !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes entendu,

A tous ceux qui verront ou entendront lire les présentes, Salut !

Fait savoir :

Que, en exécution de l'autorisation royale qu'il a obtenue d'exempter les contrats relatifs à la location de terres par des indigènes à des non-indigènes prévue à l'art. 5 du décret royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 218) ;

Belastingen. — Zegel. — Huur en verhuur. — Vrijstelling van zegelrecht van de overeenkomsten betreffende huur en verhuur van grond door Inlanders aan niet-Inlanders, bedoeld bij artikel 5 van het Koninklijk besluit in Indisch « Staatsblad » 1870, n° 118.

In naam der KONINGIN !

De Gouverneur-generaal van Nederlandsch-Indie,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Saluut !

Doet te weten :

Dat Hij, uitvoering willende geven aan de verkregen Koninklijke machtiging om overeenkomsten betreffende huur en verhuur van grond door Inlanders aan niet-Inlanders, als bedoeld in

Vu les art. 20, 29, 31 et 33 du règlement d'administration des Indes néerlandaises,

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

La liste des exemptions du droit de timbre aux Indes néerlandaises, fixée par l'art. 13 de l'ordonnance du 21 août 1885 (*Staatsblad*, n° 131), est complétée par le numéro suivant :

« 52. Les contrats pour la location de terres par des indigènes à des non-indigènes prévue par l'art. 5 du décret royal du 20 juillet 1870, n° 15 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 118). »

Article 2.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication.

---

artikel 5 van het Koninklijk besluit van 20 juli 1870, n° 15 (Indisch *Staatsblad*, n° 118), vrij te stellen van zegelrecht ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch Indië ;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Artikel één.

De lijst van vrijstellingen van het zegelrecht in Nederlandsch Indië, bedoeld bij artikel 13 der ordonnantie van 11 augustus 1885 (*Staatsblad*, n° 131), wordt aangevuld met het volgende nummer :

« 52. De overeenkomsten tot verhuring van grond door Inlanders aan niet-Inlanders, bedoeld bij artikel 5 van het Koninklijk besluit van 20 juli 1870, n° 15 (Indisch *Staatsblad*, n° 118). »

Artikel 2.

Deze ordonnantie treedt in werking op den dag harer afkondiging.

Fait à Buitenzorg, le 20 avril 1893.

C. PIJNACKER HORDIJK.

Le Secrétaire général,
SWEERTS.

Publié le 24 avril 1893.

Le Secrétaire général,
SWEERTS.

Gedaan te Buitenzorg, den 20 april 1893.

C. PIJNACKER HORDIJK.

De Algemeene Secretaris,
SWEERTS.

Uitgegeven den vier-en-twintigsten april 1893.

De Algemeene Secretaris,
SWEERTS.

Affaires agraires. — Revision des règles concernant les défrichements indigènes de terrains à Java et Madura.

Au nom de la REINE !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous, qui verront et entendront lire la présente. Salut !

Fait savoir :

Que, jugeant utile de remplacer par d'autres dispositions les règles établies par le § 1 de l'arrêté royal du 3 décembre 1873, n° 19 (*Indisch Staatsblad*, 1874, n° 78) pour Java et Madura concernant le droit des indigènes de défricher des terrains faisant partie du domaine de l'Etat et n'appartenant pas aux villages à titre de pâturages communs ou à quelque autre titre ;

Agrarische aangelegenheden. — Herziening der regelen omtrent de Inlandsche grond-ontginningen op Java en Madoera.

In naam der KONINGIN!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indie,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Saluut!

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende de ingevolge § 1 van het Koninklijk besluit van 3 December 1873 n° 19 (*Indisch Staatsblad* 1874 n° 78) voor Java en Madoera gestelde regelen omtrent het recht der Inlanders om gronden, deel uitmakende van het Staatsdomein en niet als gemeene weide of uit eenigen anderen hoofde tot de dorpen behoorende, te ontginnen, door andere bepalingen te vervangen;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises ;

Il a arrêté et arrête :

Premièrement : De décréter ce qui suit, tout en abolissant l'ordonnance du 7 mars 1874 (*Staatsblad*, n° 79).

Article premier.

Il est exigé une autorisation à délivrer par l'administration pour le défrichement par des indigènes de terrains faisant partie du domaine de l'État et n'appartenant pas aux villages comme pâturage commun ou de quelque autre titre.

Article 2.

1. Par « pâturage commun » on entend le terrain

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid de Regeering van Nederlandsch-Indië;

Hebben goedgevonden en verstaan :

Eerstelijk: Met intrekking van de ordonnantie van 7 Maart 1874 (*Staatsblad* n° 79), te bepalen als volgt :

Artikel een.

Voor het ontginnen door Inlanders van grond, deel uitmakende van het Staatsdomein en niet als gemeene weide of uit eenigen anderen hoofde tot de dorpen behoorende, wordt eene door het bestuur te verleenen vergunning vereischt.

Artikel 2.

1. Onder gemeene weide wordt verstaan de grond, welke tot weideplaats voor het uitsluitend gebruik van een of meer dorpen is afgezonderd.

réservé comme lieu de pâturage à l'usage exclusif d'un ou de plusieurs villages.

2. Par « terrain appartenant aux villages à quelque autre titre » on entend les terrains défrichés par des indigènes pour leur propre usage et non manifestement abandonnés, ainsi que les terrains possédés par eux ou par d'autres en vertu de quelque droit personnel ou réel; les routes, conduites d'eau et réservoirs d'eau, qui sont à la charge des villages; les terrains sacrés; les cimetières; les terres des mosquées et toutes les places et autres lieux publics situés à l'intérieur de l'enceinte du village.

3. En cas de différend ou d'incertitude concernant la question de savoir si quelque pièce de terrain appartient aux terrains désignés dans les précédents alinéas, le chef de l'administration provinciale décide, après que le village a été entendu sur ses intérêts et après enquête faite sur les lieux.

---

2. Onder grond, uit anderen hoofde tot de dorpen behoorende, worden verstaan de door Inlanders voor eigen gebruik ontgonnen en niet kennelijk verlaten. zoomede de door hen of anderen met eenig persoonlijk of zakelijk recht bezeten gronden: de wegen, waterleidingen of waterreservoirs, die ten laste van de dorpen zijn; gewijde gronden; begraafplaatsen; de erven van moskeeën en alle binnen de kom der dorpen gelegen pleinen en andere openbare plaatsen.

3. Ingeval verschil of onzekerheid bestaat ten aanzien van de vraag of eenig stuk grond behoort tot de gronden, in de vorige alinea's bedoeld, beslist het Hoofd van gewestelijk bestuur, nadat het dorp in zijn belang is gehoord en na plaatselijk onderzoek.

Artikel 3.

1. De vergunning tot ontginning wordt schriftelijk verleend :

a) Door het districtshoofd, wanneer de aangevraagde grond,

Article 3.

1. L'autorisation de défrichement est accordée par écrit :

a) Par le chef du district, si le terrain demandé, confinant directement à des terrains déjà possédés par la population, n'a pas une superficie supérieure à 1 bouw et n'est pas planté d'arbres de haute futaie ;

b) Par le chef de l'administration locale dans tous les autres cas.

2. Elle peut être refusée si les intérêts du pays ou de tiers l'exigent.

3. En cas de refus d'autorisation, l'appel est permis, dans le cas prévu lit. *a*), au chef de l'administration locale, dans le cas prévu lit. *b*), au chef de l'administration départementale, chefs qui décident en dernier ressort.

---

onmiddellijk grenzende aan reeds door de bevolking bezeten grond, geen grootere uitgestrektheid heeft dan één bouw en niet begroeid is met opgaand geboomte;

b) Door het Hoofd van plaatselijk bestuur in alle andere gevallen.

2. Zij kan geweigerd worden op grond dat de belangen van den Lande of van derden dit vereischen.

3. Bij weigering der vergunning is hooger beroep toegelaten, in het geval sub *a* op het Hoofd van plaatselijk bestuur, en in dat sub *b* op het Hoofd van gewestelijk bestuur, welke bestuurshoofden in hoogste ressort beslissen.

Artikel 4.

1. De vergunning wordt verleend onder voorwaarde :

a) Dat de ontginning zij volbracht binnen den in het vergunningsbewijs vermelden termijn;

Article 4.

1. L'autorisation est accordée sous condition :

a) Que le défrichement soit opéré endéans le terme mentionné dans le permis ;

b) Que le terrain, avant que l'on n'ait commencé le défrichement concédé, soit délimité aux principaux angles par des bornes durables ;

c) Que, en cas de terrain en pente, s'il y a danger d'enlèvement de la couche arable par les eaux, il soit disposé en terrasse,

Et en outre, sous les conditions que des circonstances locales rendraient désirables.

2. On peut s'écarter de la disposition prévue lit. *c* pour des terrains où, de l'avis des chefs de l'administration provinciale, il existe des difficultés trop grandes pour l'établissement de terrasses, par suite de la nature du terrain.

---

b) Dat de grond, alvorens met de toegestane ontginning een aanvang wordt gemaakt, op de voornaamste hoekpunten door duurzame grensteekenen worde afgebakend ;

c) Dat bij hellend terrein, zoo er gevaar bestaat voor afspoeling van den bouwkruin, de aanleg terrasgewijs geschiede ;

En voorts onder zoodanige voorwaarden als plaatselijke omstandigheden wenschelijk maken.

2. Van het bepaalde sub *c* kan worden afgeweken ten opzichte van terreinen, waar, ter beoordeeling van de Hoofden van gewestelijk bestuur, tegen het aanleggen van terrassen, in verband met den aard van den grond, overwegend bezwaar bestaat.

3. Behalve van die sub *a*, wordt ook van de overige aan de vergunning tot ontginning verbonden voorwaarden melding gemaakt in het vergunningsbewijs.

Artikel 5.

1. Zoodra, blijkens een daaromtrent in te stellen onderzoek,

3. Il est fait mention aussi dans le permis des conditions mises à l'autorisation de défrichement, sauf des conditions indiquées lit. *a*.

Article 5.

1. Aussitôt que, d'après une enquête à faire à ce sujet, il est satisfait à toutes les conditions fixées à l'autorisation, le défricheur est possesseur individuel héréditaire du terrain défriché par lui.

2. S'il n'a pas été satisfait à une ou plusieurs des conditions fixées dans l'autorisation, le chef de l'administration locale peut retirer l'autorisation.

Article 6.

1. L'autorisation de défrichement ne peut être transmise à d'autres.

2. En cas de décès du demandeur, ses héritiers peuvent continuer le défrichement.

---

is voldaan aan alle voorwaarden, bij de vergunning gesteld, is de ontginner erfelijk individueel bezitter van den door hem ontgonnen grond.

2. Is aan een of meer der bij de vergunning gestelde voorwaarden niet voldaan, dan kan het Hoofd van plaatselijk bestuur de vergunning intrekken.

Artikel 6.

1. De vergunning tot ontginning kan niet aan anderen worden overgedragen.

2. Bij het overlijden van den aanvrager mogen zijne erfgenamen de ontginning voortzetten.

Article 7.

1. Le défrichement d'un terrain sans autorisation est puni de sept jours à un mois de travail aux travaux publics moyennant la nourriture sans salaire.

2. Le terrain défriché illégitimement ne peut être cultivé ni utilisé ensuite sans l'autorisation stipulée par l'article 1er de la présente ordonnance.

Article 8.

Dans la présente ordonnance, parmi les indigènes ne sont pas comprises les personnes y assimilées.

Article 9.

Tous les écrits relatifs à la présente ordonnance ou à rédiger en vertu de celle-ci sont exempts du droit de timbre.

Deuxièmement : La présente ordonnance sortira ses effets le 1er juillet 1896.

Artikel 7.

1. Ontginning van grond zonder vergunning wordt gestraft met tenarbeidstelling aan de publieke werken voor den kost zonder loon van zeven dagen tot één maand.

2. De onwettig ontgonnen grond mag niet verder worden bearbeid of benut zonder de vergunning, bedoeld in artikel 1 dezer ordonnantie.

Artikel 8.

Onder Inlanders worden in deze ordonnantie niet verstaan de met hen gelijkgestelden.

Artikel 9.

Alle op deze ordonnantie betrekking hebbende of op den voet daarvan op te maken geschriften zijn vrij van zegel.

Fait à Buitenzorg, le 29 février 1896.

VAN DER WIJCK.

Le Secrétaire général,
A. D. H. HERINGA.

Publié le 2 mars 1896,
Le Secrétaire général,
A. D. H. HERINGA.

Ten tweede. Deze ordonnantie treedt in werking op 1 Juli 1896.

Gedaan te Buitenzorg, den 29sten Februari 1896.

VAN DER WIJCK.

De Algemeene Secretaris,
A. D. H. HERINGA.

Uitgegeven den tweeden Maart 1896.
De Algemeene Secretaris,
A. D. H. HERINGA.

Défrichement de terrains. — Menado. — Revision des règles concernant le défrichement de terrains incultes par des indigènes dans les pays gouvernementaux, pour le département de Menado.

Au nom de la REINE !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises :

Le Conseil des Indes néerlandaises, entendu ;

A tous, qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que jugeant utile de fixer de nouvelles règles relativement au droit de défrichement de la population indigène dans les pays gouvernementaux, pour le département de Menado ;

Grondontginning Menado. — Herziening der regelen omtrent de ontginning van woesten grond door inlanders in de Gouvernementslanden binnen het gewest Menado.

In naam der KONINGIN !

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indie,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;

Allen, die dezen zullen zien of hooren lezen, Saluut!

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende nieuwe regelen te stellen met betrekking tot het ontginningsrecht der inheemsche bevolking in de Gouvernementslanden binnen het gewest Menado;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du Règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises ;

Il a arrêté et arrête :

Premièrement : De prescrire ce qui suit : tout en abolissant l'ordonnance du 13 février 1879 (*Staatsblad*, n° 39) :

Article premier.

Il est exigé une autorisation à accorder par l'Administration, pour le défrichement par des indigènes de terrains faisant partie du domaine de l'Etat et n'appartenant pas aux villages, à titre de pâturage commun ou à quelque autre titre.

Article 2.

1. Par « terrain appartenant à quelque titre aux vil-

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Eerstelijk : Met intrekking van de ordonnantie van 13 Februari 1879 (*Staatsblad* n° 89), te bepalen als volgt :

Artikel één.

Voor het ontginnen door Inlanders van grond in de Gouvernementslanden binnen het gewest Menado, welke deel uitmaakt van het Staatsdomein en niet uit eenigen hoofde tot de dorpen behoort, wordt eene door het bestuur te verleenen vergunning vereischt.

Artikel 2.

1. Onder grond, uit eenigen hoofde tot de dorpen behoorende,

lages », on comprend les terrains défrichés par des indigènes pour leur propre usage et non manifestement abandonnés, ainsi que les terrains possédés par eux ou par d'autres du chef de quelque droit personnel ou réel ; les routes, conduites d'eau et réservoirs d'eau qui sont à la charge des villages ; les terrains sacrés ; les cimetières ; les terres des églises, mosquées et écoles des villages, ainsi que toutes les places et autres lieux publics situés dans l'enceinte des villages.

2. En cas de différend ou de doute, concernant la question de savoir si quelque pièce de terrain appartient aux terrains désignés au précédent alinéa, le chef de l'Administration provinciale décide, après que le village a été entendu sur ses intérêts et après enquête sur les lieux.

Article 3.

1. L'autorisation au défrichement est accordée par écrit :

---

worden verstaan de door Inlanders voor eigen gebruik ontgonnen en niet kennelijk verlaten, zoomede de door hen of anderen met eenig persoonlijk of zakelijk recht bezeten gronden; de wegen, waterleidingen en waterreservoirs, die ten laste van de dorpen zijn; gewijde gronden; begraafplaatsen; de erven der kerken, moskeeën en dorpsscholen, benevens alle binnen de kom der dorpen gelegen pleinen en andere openbare plaatsen.

2. Ingeval verschil of onzekerheid bestaat ten aanzien van de vraag of eenig stuk grond behoort tot de gronden, in de vorige alinea bedoeld, beslist het Hoofd van gewestelijk bestuur, nadat het dorp in zijn belang is gehoord en na plaatselijk onderzoek.

Artikel 3.

1. De vergunning tot ontginning wordt schriftelijk verleend :

a) Door het eerste districthoofd, wanneer de aangevraagde grond, onmiddellijk grenzende aan reeds door de bevolking bezeten grond, geen grootere uitgestrektheid heeft dan vijf bouws

a) Par le premier chef du district, si le terrain demandé, confinant directement à des terrains déjà possédés par la population, n'a pas une superficie supérieure à cinq *bouws* et n'est pas planté d'arbres de haute futaie qui contiennent des espèces de qualité, ou de bois de bambous et de marums ;

b) Par le chef de l'administration locale dans tous les autres cas.

2. Elle peut être refusée si les intérêts du pays ou de tiers l'exigent.

3. En cas de refus d'autorisation, le recours est permis dans le cas prévu lit. *a* au chef de l'administration locale, et dans celui prévu lit. *b* au chef de l'administration départementale, chefs qui décident en dernier ressort.

ARTICLE 4.

1. L'autorisation est accordée sous condition :

a) Que le défrichement soit opéré endéans le terme mentionné dans le permis ;

---

en niet begroeid is met opgaand geboomte, hetwelk deugdzame houtsoorten bevat, of met bamboe- of nipabosch;

b) Door het Hoofd van plaatselijk bestuur in alle andere gevallen.

2. Zij kan geweigerd worden op grond dat de belangen van den Lande of van derden dit vereischen.

3. Bij weigering der vergunning is hooger beroep toegelaten, in het geval sub *a* op het Hoofd van plaatselijk bestuur, en in dat sub *b* op het Hoofd van gewestelijk bestuur, welke bestuurhoofden in hoogste ressort beslissen.

ARTIKEL 4.

1. De vergunning wordt verleend onder voorwaarde :

a) Dat de ontginning zij volbracht binnen den in het vergunningsbewijs vermelden termijn ;

b) Que le terrain, avant que l'on n'ait commencé le défrichement concédé, soit délimité aux principaux angles par des bornes durables ;

c) Que, en cas de terrain en pente et s'il y a danger d'enlèvement de la couche arable par les eaux, il soit disposé en terrasses ;

Et en outre, sous les conditions que des circonstances locales rendraient désirables.

2. On peut s'écarter de la disposition prévue litt. *c* pour les parties de la section Gorontalo soumises à une administration directe, ainsi que dans les districts de Minahassa, mais là seulement pour des terrains où, de l'avis du chef de l'administration provinciale, il existe des difficultés trop grandes pour l'établissement de terrasses étant donnée la nature du terrain.

3. Il est fait mention aussi dans le permis des conditions mises à l'autorisation au défrichement sauf de celle en *a*.

---

b) Dat de grond, alvorens met de toegestane ontginning een aanvang wordt gemaakt, op de voornaamste hoekpunten door duurzame grensteekenen worde afgebakend ;

c) Dat bij ellend terrein, zoo er gevaar bestaat voor afspoeling van den bouwkruin, de aanleg terrasgewijs geschiede;

En voorts onder zoodanige voorwaarden als plaatselijke omstandigheden wenschelijk maken.

2. Van het bepaalde sub *c* kan in de onder rechtstreeksch bestuur gebrachte gedeelten der afdeeling Gorontalo worden afgeweken, zoomede in de Minahassa-districten, doch aldaar slechts ten opzichte van terreinen, waar, ter beoordeeling van het Hoofd van gewestelijk bestuur, tegen het aanleggen van terrassen, in verband met den aard van den grond, overwegend bezwaar bestaat.

Article 5.

1. Aussitôt que, d'après une enquête à faire à ce sujet, il a été satisfait à toutes les conditions fixées dans l'autorisation, le défricheur est possesseur individuel héréditaire du terrain défriché par lui.

2. S'il n'a pas été satisfait à une ou plusieurs des conditions fixées à l'autorisation, le chef de l'administration locale peut retirer l'autorisation.

Article 6.

1. L'autorisation de défrichement ne peut être transmise à d'autres.

2. En cas de décès du demandeur, ses héritiers peuvent continuer le défrichement.

Article 7.

1. Le défrichement d'un terrain sans autorisation est

---

3. Behalve van die sub *a.* wordt ook van de overige aan de vergunning tot ontginning verbonden voorwaarden melding gemaakt in het vergunningsbewijs.

Artikel 5.

1. Zoodra, blijkens een daaromtrent in te stellen onderzoek, is voldaan aan alle voorwaarden, bij de vergunning gesteld, is de ontginner erfelijk individueel bezitter van den door hem ontgonnen grond.

2. Is aan een of meer der bij de vergunning gestelde voorwaarden niet voldaan, dan kan het Hoofd van plaatselijk bestuur de vergunning intrekken.

Artikel 6.

1. De vergunning tot ontginning kan niet aan anderen worden overgedragen.

2. Bij overlijden van den aanvrager mogen zijne erfgenamen de ontginning voortzetten.

puni de sept jours à un mois de travail aux travaux publics moyennant la nourriture sans salaire.

2. Le terrain défriché illégitimement ne peut être cultivé ni utilisé ensuite sans l'autorisation désignée dans l'article 1er de cette ordonnance.

Article 8.

Aux termes de la présente ordonnance, parmi les indigènes ne sont pas comprises les personnes y assimilées.

Article 9.

Tous les écrits relatifs à cette ordonnance ou à rédiger en vertu de celle-ci, sont exempts du droit de timbre.

Deuxièmement : Cette ordonnance sortira ses effets le 1er septembre 1896.

Artikel 7.

1. Ontginning van grond zonder vergunning wordt gestraft met tenarbeidstelling aan de publieke werken voor den kost zonder loon van zeven dagen tot één maand.

2. De onwettig ontgonnen grond mag niet verder worden bearbeid of benut zonder de vergunning, bedoeld in artikel 1 dezer ordonnantie.

Artikel 8.

Onder Inlanders worden in deze ordonnantie niet verstaan de met hen gelijkgestelden.

Artikel 9.

Alle op deze ordonnantie betrekking hebbende of op den voet daarvan op te maken geschriften zijn vrij van zegel.

Ten tweede : Deze ordonnantie treedt in werking op 1 September 1896.

Fait à Tjipanas, le 9 juin 1896.

VAN DER WIJCK.

Le Secrétaire général,
A.-D.-H. HERINGA.

Publié le 16 juin 1896.

Le ff. de Secrétaire général,
C.-B. NEDERBURGH.

Gedaan te Tjipanas, den 9den Juni 1896.

VAN DER WIJCK.

De Algemeene Secretaris,
A. D. H. HERINGA.

Uitgegeven den zestienden Juni 1896.

De wde Algemeene Secretaris,
C. B. NEDERBURGH.

Terres vacantes. — De l'aliénation du droit d'usage sur des terres, par des indigènes à des non-indigènes.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes entendu ;

A tous ceux qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que, attendu qu'à défaut d'une ordonnance générale qui stipule le contraire, l'opinion pourrait s'établir que le droit d'usage individuel héréditaire sur les terres peut être aliéné par des indigènes à des non-indigènes ;

Vu les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement d'administration des Indes néerlandaises ;

Il a arrêté et arrête :

I. Il a été décidé, en vertu de la sanction royale :

Que le droit d'usage sur une terre n'est pas suscep-

Woeste gronden. — Omtrent de vervreemding van het gebruiksregt op gronden door inlanders aan niet-inlanders.

In naam des KONINGS !

de Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië

Den Raad van *Nederlandsch-Indië* gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut !

Doet te weten :

Dat Hij, uit overweging, dat bij het ontbreken eener algemeene verordering, welke het tegendeel bepaalt, de meening zou kunnen ontstaan, dat het erfelijk individueel gebruiksregt op grond door inlanders aan niet-inlanders kan worden vervreemd ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het reglement op het beleid der Regeering van *Nederlandsch-Indie* ;

tible d'aliénation par des indigènes à des non-indigènes, et que, par suite, tous les contrats qui, directement ou indirectement, ont pour objet une telle aliénation, sont nuls de plein droit.

II. La présente ordonnance est censée promulguée dans toutes les Indes néerlandaises au jour de sa publication dans le *Staatsblad* des Indes néerlandaises.

Fait à Buitenzorg, le 4 août 1875.

Van LANSBERGE.

Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

Publié le 10 août 1875.

Le Secrétaire général,
LEVYSSOHN NORMAN.

Heeft goedgevonden en verstaan :

I. Krachtens machtiging des Konings te bepalen :

Dat gebruiksregt op grond niet vatbaar is voor vervreemding door inlanders aan niet inlanders, zoodat alle overeenkomsten, die zoodanige vervreemding, regtstreeks of zijdelings, ten doel hebben, van rechtswege nietig zijn.

II. Van deze ordonnancie wordt de afkondiging gerekend in geheel *Nederlandsch-Indië* bekend te zijn met den dag harer plaatsing in het Staatsblad van *Nederlandsch-Indië*.

Gedaan te *Buitenzorg,* den 4 Augustus 1875.

VAN LANSBERGE.

De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Uitgegeven den tienden Augustus 1875.

De Algemeene Sekretaris,
LEVYSSOHN NORMAN.

Côte orientale de Sumatra. — Terrains. — Règlement du droit de défrichement des Indigènes dans l'île Bengkalis.

AU NOM DU ROI !

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DES INDES NÉERLANDAISES,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu,

A tous ceux qui verront ou entendront lire la présente, SALUT !

FAIT SAVOIR :

Que jugeant nécessaire, de déterminer des règles, concernant le droit des indigènes, de défricher des terrains, dans l'île Bengkalis (résidence de la côte orientale de Sumatra) ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises ;

Oostkust van Sumatra. — Gronden. — Regeling van het ontginningsrecht der Inlanders op het eiland Bengkalis.

IN NAAM DES KONINGS!

DE GOUVERNEUR-GENERAAL VAN NEDERLANDSCH-INDIË,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, SALUT!

DOET TE WETEN :

Dat Hij, het wenschelijk achtende, regelen vast te stellen omtrent het recht der Inlanders om gronden op het eiland Bengkalis (residentie Oostkust van Sumatra) te ontginnen ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regering van Nederlandsch-Indië ;

Il a arrêté et arrête :

Article premier.

Il faut à l'indigène un permis accordé par l'administration pour le défrichement de terres vacantes sur l'île de Bengkalis.

Article 2.

Le permis de défrichement est accordé :

a) A des personnes appartenant à la population indigène, quand la demande ne concerne pas une superficie, au-dessus de deux *bouws*, par le « panghoeloe », dans le ressort duquel se trouve le terrain à défricher ;

b) Aux indigènes, désignés au § *a* ci-dessus, quand la demande concerne plus de deux *bouws*, par le contrôleur de Bengkalis ;

Heeft goedgevoden en verstaan :

Artikel één.

Voor de ontginning van woeste gronden op het eiland Bengkalis behoeft de Inlander een door het bestuur verleende vergunning.

Artikel 2.

De vergunning tot ontginning wordt verleend :

a) Aan personen, behoorende tot de inheemsche bevolking, wanneer de aanvraag niet meer inhoudt dan een oppervlakte van twee bouws, door den panghoeloe, binnen wiens ressort de te ontginnen grond ligt ;

b) Aan de bij § *a* hiervoren bedoelde Inlanders, wanneer de aanvraag meer dan twee bouws omvat, door den Controleur van Bengkalis ;

c) Aux indigènes, n'appartenant pas à la population aborigène, également par le contrôleur de Bengkalis.

Celui-ci est tenu, avant d'accorder le permis, de prendre l'avis du « panghoeloe » dans le ressort duquel se trouve le terrain à défricher, et du chef indigène à Bengkalis.

En cas de refus du permis, le demandeur peut adresser ses griefs, dans le cas du § *a* au contrôleur de Bengkalis, et dans le cas des §§ *b* et *c*, au résident-adjoint de Bengkalis ; ces autorités décident alors en suprême ressort.

Article 3.

Le permis est accordé gratuitement sur du papier non-timbré.

Le chef indigène à Bengkalis tient un registre général, dans lequel il tient note, par numéros d'ordre, de tous les permis accordés.

---

c) Aan Inlanders, niet tot de inheemsche bevolking behoorende, mede door den Controleur van Bengkalis.

Deze is gehouden, alvorens vergunning te verleenen, het advies in te winnen van den panghoeloe, binnen wiens ressort de te ontginnen grond ligt en van het Inlandsch hoofd te Bengkalis.

Bij weigering van de vergunning kan de aanvrager zich in het geval van § *a* met zijn bezwaren wenden tot den Controleur van Bengkalis en in het geval van de §§ *b* en *c* tot den Assistent-Resident van Bengkalis; deze autoriteiten beslissen dan in het hoogste ressort.

Artikel 3.

De vergunning wordt kosteloos op ongezegeld papier verleend.

Het Inlandsch hoofd te Bengkalis houdt een algemeen register aan, waarin hij onder een doorloopend nummer aanteekening houdt van alle verleende vergunningen.

Il fait également, gratuitement, mention sur le permis de l'enregistrement effectué.

Si le panghoeloe impliqué ne sait pas écrire, l'acte écrit de la concession sera délivré par le chef indigène déjà nommé à Bengkalis en même temps que l'acte d'enregistrement de cette pièce.

L'institution du registre désigné en cet article, et la façon dont il devra être tenu, sont fixées par le résident-assistant de Bengkalis.

Article 4.

Le permis est accordé sous condition que, pour une demande de deux *bouws* et moins, le terrain soit mis en culture endéans les deux ans.

Si la demande concerne une plus grande étendue, il sera fixé, dans la disposition même, un terme en rapport avec les circonstances.

Van de plaats gehad hebbende registratie maakt hij, evenzeer kosteloos, op de vergunning melding.

Wanneer de betrokken panghoeloe niet mocht kunnen schrijven, wordt het schriftelijk bewijs van de vergunning door meergenoemd Inlandsch hoofd te Bengkalis afgegeven, tegelijk met het bewijs van de registratie daarvan.

De inrichting van het in dit artikel bedoeld register en de wijze, waarop het moet worden aangehouden, worden vastgesteld door den Assistent-Resident van Bengkalis.

Artikel 4.

De vergunning wordt verleend onder voorwaarde, voor een aanvraag van twee bouws en minder, dat de grond binnen twee jaren in bebouwing zij gebracht.

Indien de aanvraag een grooter uitgestrektheid betreft, wordt in de beschikking zelf een termijn bepaald naar gelang van de omstandigheden.

En cas de mauvais vouloir constaté d'observer la condition fixée, la concession peut être rapportée par le résident-adjoint de Bengkalis.

Article 5.

Le droit de défrichement obtenu par la concession ne peut être transmis qu'aux indigènes seuls.

Quand ce droit passe soit par transmission, soit par succession, l'ayant droit est tenu, endéans un mois après que ce droit lui sera transmis, d'en faire part, sous peine d'une amende d'un à dix florins, au panghoeloe, qui le communique au chef indigène à Bengkalis, pour l'inscription au registre.

Article 6.

Par le défrichement du terrain, il est acquis droit de possession héréditaire et individuelle.

Bij gebleken onwil of onvermogen om de gestelde voorwaarde na te komen, kan de vergunning door den Assistent-Resident van Bengkalis worden ingetrokken.

Artikel 5.

Het door de vergunning verkregen recht tot ontginning kan alleen aan Inlanders worden overgedragen.

Wanneer dit recht, hetzij door overdracht, hetzij door erfopvolging overgaat, is de rechtverkrijgende verplicht binnen één maand na den overgang, op verbeurte eener geldboete van één tot tien gulden, daarvan kennis te geven aan den panghoeloe, die het mededeelt aan het Inlandsch hoofd te Bengkalis ter opneming in diens register.

Artikel 6.

Door ontginning van den grond wordt erfelijk individueel bezitsrecht verkregen.

Des terrains, qui ne sont pas cultivés pendant trois ans, peuvent de nouveau être concédés à d'autres personnes.

Article 7.

Le défrichement du terrain sans permis est puni de travail forcé à des travaux publics, pendant un mois au plus, moyennant la nourriture sans salaire.

Article 8.

Sous le nom d'indigènes ne sont pas comprises, dans la présente ordonnance, les personnes y assimilées.

Fait à Buitenzorg, le 7 mars 1889.

C. PIJNACKER HORDIJK,

Le Secrétaire général,

GALLOIS.

Publié le 11 mars 1889.

Le Secrétaire général,

GALLOIS.

Gronden, die gedurende drie jaren niet bewerkt worden, kunnen wederom aan andere personen worden uitgegeven.

Artikel 7.

Ontginning van grond zonder vergunning wordt gestraft met tenarbeidstelling aan de publieke werken voor den kost zonder loon gedurende ten hoogste één maand.

Artikel 8.

Onder Inlanders worden in deze verordening niet verstaan de met hen gelijkgestelden.

Gedaan te Buitenzorg, den 7den Maart 1889.

C. PIJNACKER HORDIJK.

De Algemeene Secretaris,

GALLOIS.

Uitgegeven den elfden Maart 1889.

De Algemeene Secretaris,

GALLOIS.

Location de terrains. — Règlements. — Soerakarta. — Djokjakarta. — Règlement sur la location de terrains pour la culture.

Au nom du ROI !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises,

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous ceux qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir .

Que, jugeant qu'il est désirable de reviser les dispositions sur la location de terrains pour la culture dans Soerakarta et Djokjakarta ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises ;

Landverhuur. — Reglementen. — Soerakarta. — Djokjakarta. Reglement op de huur en verhuur van gronden voor den landbouw.

In naam des KONINGS!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Salut!

Doet te weten :

Dat hij, in aanmerking nemende de wenschelijkheid om de voorschriften op de huur en verhuur van gronden voor den landbouw in Soerakarta en Djokjakarta te herzien ;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië ;

Il a arrêté et arrête :

En vertu de l'autorisation du Roi, supprimant toutes les dispositions contraires et notamment l'ordonnance du 21 décembre 1857 (*Staatsblad*, n° 116) et les dispositions qui en dépendent.

Premièrement : De prescrire ce qui suit :

RÈGLEMENT

sur la prise et cession à bail de terrains pour la culture dans Soerakarta et Djokjakarta.

Article premier.

Sauf ce qui est stipulé au premier alinéa de l'article 33, sont seuls admis à prendre en location des terrains pour la culture dans Soerakarta et le Djokjakarta :

1° Les Européens et les personnes y assimilées, domiciliés dans les Indes néerlandaises ;

2° Les sociétés de commerce, établies dans les Pays-Bas

Heeft goedgevonden en verstaan :

Krachtens machtiging des Konings, met intrekking van alle daarmede strijdige bepalingen, met name van de ordonnantie van 21 December 1857 (*Staatsblad*, n° 116) en van de met haar samenhangende voorschriften.

Eerstelijk : Vast te stellen het volgende :

REGLEMENT

op de huur en verhuur van gronden voor den landbouw in Soerakarta en Djokjakarta.

Artikel één

Behoudens het bepaalde in de eerste alinea van artikel 33, worden tot het huren van gronden voor den landbouw in Soerakarta en Djokjakarta alleen toegelaten :

1e Europeanen en met hen gelijkgestelden, in Nederlandsch-Indië gevestigd;

2e Vennootschappen van koophandel, gevestigd in Nederland

ou les Indes néerlandaises, composées et administrées par des Européens ou des personnes y assimilées, et représentées dans Soerakarta et Djokjakarta par un fondé de pouvoir, établi par un acte authentique, qui satisfait à la condition fixée par le § 1 de cet article, qui est personnellement responsable, conjointement avec son constituant, de l'observation du présent règlement relativement aux obligations du preneur à bail de terrains.

Pour les personnes et sociétés mentionnées aux §§ 1 et 2, la faculté de prendre des terrains à bail est subordonnée à une autorisation préalable du Gouverneur général, à accorder par écrit, valable jusqu'à ce qu'elle soit révoquée.

Article 2.

Chaque entreprise agricole doit comprendre au moins une étendue de 200 bouws de 500 verges rhinlandiques carrées de terrains cultivables, dont aucune portion ne

---

of in Nederlandsch-Indië, samengesteld uit- en bestuurd door Europeanen of met hen gelijkgestelden, en binnen Soerakarta en Djokjakarta vertegenwoordigd door een bij authentieke akte aangestelden gemachtigde, die voldoet aan den eisch, gesteld bij § 1 van dit artikel, en die met hen benevens zijn lastgever persoonlijk aansprakelijk is voor de naleving van dit Reglement met opzichte tot de verplichtingen van den landhuurder.

Voor de in §§ 1 en 2 genoemde personen en vennootschappen is de bevoegdheid om gronden te huren ondergeschikt aan eene voorafgaande tot wederopzeggens te verleenen schriftelijke vergunning van den Gouverneur-Generaal.

Artikel 2.

Elke onderneming van landbouw behoort ten minste te bestaan eene uitgestrektheid van 200 bouws van 500 □ Rijnlandsche roeden bebouwbare gronden, zoodanig aanééngesloten, dat geen gedeelten daarvan tusschen andere ondernemingen geënclaveerd

doit être enclavée dans d'autres entreprises, à moins que les enclaves ne fassent partie inséparable d'une dessa appartenant à l'entreprise.

Les terrains cultivables sont ceux qui, par leur nature et leur situation, sont propres à être cultivés avantageusement.

ARTICLE 3.

Le bail ne peut être conclu pour plus de 20 ans. Cette disposition est également applicable en cas de prolongation.

ARTICLE 4.

L'autorisation préalable du chef de l'administration provinciale est requise pour la conclusion de la convention.

A cet effet il lui est présenté une requête par écrit, à laquelle sera joint un état des terrains que le requérant désire louer.

---

liggen, tenzij de enclaves een onafscheidbaar deel uitmaken van eene tot de onderneming behoorende hoofddessa.

Bebouwbare gronden zijn die, welke door hunnen aard en hunne ligging geschikt zijn om met voordeel bebouwd te worden.

ARTIKEL 3.

De huurovereenkomst mag voor geen langeren tijd worden gesloten dan 20 jaren.

Deze bepaling is ook toepasselijk bij verlenging.

ARTIKEL 4.

Tot het sluiten van de overereenkomst wordt de voorafgaande vergunning van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur gevorderd.

Hiertoe wordt dezen een schriftelijk verzoek aangeboden, verduidelijkt door een staat van de gronden, die de verzoeken wenscht te huren.

Die staat houdt in de namen en de uitgestrektheid der te huren

Cet état contient les dénominations et l'étendue des terrains à louer (la dernière exprimée en djoengs et en « bouws » de 500 verges rhinlandiques carrées) et les noms, attributs et titres des bailleurs, et est accompagné d'un plan d'arpenteur qui indiquera suffisamment la situation des terrains par rapport aux exploitations contiguës.

Le chef de l'administration provinciale donne reçu de la réception de ces pièces.

Article 5.

Le chef de l'administration provinciale examine :

1° Si le requérant possède l'autorisation citée au dernier alinéa de l'article 1er ;

2° Si les personnes indiquées sur l'état comme bailleurs, sont réellement aptes à cette cession.

3° Si le Prince indigène, qui en est chargé, a accordé l'autorisation pour la cession à bail des terrains demandés;

---

gronden (de laatste uitgedrukt in djoengs en in bouws van 500 □ Rijnlandsche roeden) en de namen, praedicaten en titels der verhuurders, en is vergezeld van een landmeterskaart, waaruit ook de ligging der gronden ten opzichte der aangrenzende ondernemingen voldoende blijkt.

Voor de ontvangst dier stukken geeft het Hoofd van Gewestelijk Bestuur reçu af.

Artikel 5.

Het Hoofd van Gewestelijk Bestuur onderzoekt :

1e Of de aanvrager de vergunning bezit, bedoeld bij de laatste alinea van artikel 1 ;

2e Of de personen die als verhuurders op dien staat voorkomen, werkelijk tot de verhuur gerechtigd zijn;

3e Of de betrokken Inlandsche Vorst vergunning tot de verhuur van de aangevraagde gronden heeft gegeven;

4° Si l'entreprise, pour laquelle les terrains sont demandés à bail, satisfait, pour ce qui concerne l'étendue, la situation et la « cultivabilité » des terrains, à la disposition contenue dans l'article 2.

Le chef de l'administration provinciale peut, pour l'examen de la cultivabilité des terrains, se faire éclairer par une commission consistant, à son choix, en trois fermiers ou administrateurs de terrains à louer.

Le requérant a le droit de réclamer la consultation d'une semblable commission.

Le chef de l'administration provinciale fixe les frais de voyage et de séjour des membres de la Commission, frais qui sont toujours à la charge du demandeur des terrains, lequel peut être obligé à déposer une somme d'argent auprès du chef de l'administration provinciale pour couvrir ces frais.

Suivant le résultat de cet examen, l'autorisation de

4e Of de onderneming, ten behoeve van welke de gronden in huur gevraagd worden, wat uitgestrektheid, ligging en bebouwbaarheid der gronden betreft, voldoet aan het voorschrift, vervat in artikel 2.

Voor het onderzoek naar de bebouwbaarheid der gronden kan het Hoofd van Gewestelijk Bestuur zich doen voorlichten door eene commissie, bestaande uit drie landhuurders of beheerders van gehuurde gronden te zijner keuze.

De aanvrager heeft recht om de raadpleging van eene zoodanige commissie te vorderen.

Het Hoofd van Gewestelijk Bestuur bepaald de reis- en verblijfkosten voor de gecomitteerden, welke altijd komen ten laste van den aanvrager van gronden, die verplicht kan worden eene som gelds bij het Hoofd van Gewestelijk Bestuur te deponeeren ter bestrijding van die kosten.

Naar gelang van den uitslag van dit onderzoek wordt de vergunning, om tot het sluiten der overeenkomst over te gaan,

passer à la conclusion de la convention est accordée ou refusée par écrit par le chef de l'administration provinciale endéans les quatre mois, après que la requête a été présentée.

S'il est prouvé au chef de l'administration provinciale que l'étendue de l'entreprise, pour laquelle la demande d'autorisation à la prise à bail de terrains est faite, n'atteint pas encore 200 bouws, mais au moins cependant 100 bouws de terrains cultivables, il ne peut refuser pour ce motif son autorisation, mais l'obligation est imposée au demandeur d'étendre son entreprise à une surface d'au moins 200 bouws de terrains cultivables endéans les deux ans après l'homologation de la convention à conclure.

Le refus est l'objet d'un arrêté motivé, qui peut être soumis, par les intéressés, endéans les trois mois après la date à la décision ultérieure du Gouverneur général.

---

door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur schriftelijk verleend of geweigerd binnen vier maanden, nadat de aanvrage is ingediend.

Indien het aan het Hoofd van Gewestelijk Bestuur blijkt, dat de uitgestrektheid der onderneming, ten behoeve van welke de aanvrage om vergunning tot het huren van gronden wordt gedaan, nog niet 200 bouws maar toch ten minste 100 bouws bebouwbare gronden bedraagt, kan hij dientengevolge zijne toestemming niet weigeren, maar wordt den aanvrager de verplichting opgelegd, om binnen twee jaren na de bekrachtiging der te sluiten overeenkomst zijne onderneming tot eene uitgestrektheid van minstens 200 bouws bebouwbare gronden uit te breiden.

Weigering geschiedt bij een met redenen omkleed besluit, dat binnen drie maanden na de dagteekening aan de nadere beslissing van den Gouverneur-Generaal door belanghebbenden kan worden onderworpen.

Article 6.

Après que l'autorisation dont il est question dans l'article 4 est accordée, le bail est passé par écrit, suivant un modèle à arrêter par le Gouverneur général, sous la forme d'un acte authentique ou sous seing privé.

Cet acte doit contenir :

1° La condition que la convention y constatée est régie par les dispositions du présent règlement ;

2° Les attributs, titres et noms des bailleurs Javanais;

3° Les noms et prénoms des preneurs, ou la désignation précise des sociétés de commerce, avec les noms et prénoms du directeur ou fondé de pouvoir, désigné au § 2 de l'article 1er du présent règlement;

4° Les dénominations et l'étendue des terrains loués en djoengs ou bouws, indiquées sur un état produit en double ; un plan d'arpenteur y sera joint, indiquant les terrains

---

Artikel 6.

Nadat de in artikel 4 bedoelde vergunning verleend is, wordt de huurovereenkomst, volgens een door den Gouverneur-Generaal vast te stellen model, in geschrifte verleden in den vorm eener authentieke of onderhandsche akte.

Deze akte moet bevatten :

1e De voorwaarde, dat de daarbij geconstateerde overeenkomst wordt beheerscht door de voorschriften van dit Reglement;

2e De praedicaten, titels en namen der Javaansche verhuurders :

3e De namen en voornamen van de huurders of de duidelijke omschrijving van de vennootschappen van koophandel, met de namen en voornamen van den bestuurder of gemachtigde, beedoeld bij § 2 van artikel 1 van dit Reglement ;

4e De namen en de uitgestrektheid der gehuurde gronden in djoengs en bouws, aangewezen op een in duplo overgelegden staat en verduidelijkt door eene landmeterskaart, aanwijzende de

loués par différentes conventions, et qui exprime l'étendue en bouws de 500 □ verges Rhinlandiques ;

5° Le terme du bail ;

6° Le fermage convenu, les termes de payement, le mode de liquidation du fermage payé par anticipation, en tant que ce payement par anticipation est convenu et est permis en vertu du présent réglement, la clause concernant la jouissance de la future récolte endéans une année après l'expiration du bail (alip) et toutes les autres conditions permises ;

7° Les droits et obligations qui passent au nom du preneur, en tant qu'ils soient susceptibles d'une désignation précise, en vertu des articles 22 et 23 du présent réglement.

Article 7.

Le contrat est présenté en double au chef de l'administration provinciale, contre reçu, endéans un an après que l'autorisation a été accordée.

---

gronden bij verschillende overeenkomsten gehuurd en die de uitgestrektheid aangeeft in bouws van 500 □ Rijnlandsche roeden ;

5e Den huurtijd ;

6e Den bedongen huurschat, de termijnen van betaling, de wijze van verrekening van den vooruitbetaalden huurschat, voor zoover die vooruitbetaling bedongen en volgens dit reglement geoorloofd is, het beding omtrent het genot van den aanstaanden oogst binnen één jaar na de expiratie van de huur (den alip) en alle andere geoorloofde voorwaarden ;

7e De rechten en verplichtingen, die op den huurder overgaan, voor zooveel die in algemeenen zin in verband met de artikelen 22 en 23 van dit reglement voor juiste omschrijving vatbaar zijn.

Artikel 7.

De overeenkomst wordt binnen één jaar na het verleenen van de vergunning in duplo aangeboden aan het Hoofd van Gewestelijk Bestuur tegen reçu.

Ce terme n'est prolongé que dans le cas où le demandeur prouve, à la satisfaction du chef de l'administration provinciale, qu'il a été empêché, par des raisons indépendantes de sa volonté, de présenter le contrat dans le terme fixé.

Article 8.

Le chef de l'administration provinciale se convainc :

1° Que la convention satisfait aux conditions fixées dans l'article 6, et ne contient du reste pas de stipulations contraires au présent règlement, aux mœurs ou à l'ordre public ;

2° Que le bailleur comprend le contrat auquel il s'engage et qu'il y a acquiescé.

Après cela le chef de l'administration provinciale présente le contrat au Prince Javanais que la chose concerne, pour l'apposition du sceau.

Cette apposition de sceau sert de preuve que le Prince

Die termijn wordt alleen verlengd ingeval de aanvrager ten genoegen van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur doet blijken, dat hij door redenen, niet afhankelijk van zijnen wil, verhinderd is geworden de overeenkomst binnen den gestelden termijn aan te bieden.

Artikel 8.

Het hoofd van Gewestelijk Bestuur overtuigt zich :

1e Dat de overeenkomst voldoet aan de eischen, gesteld in artikel 6, en overigens geen bedingen inhoudt, strijdig met dit reglement, de goede zeden of de openbare orde ;

2e Dat de verhuurder het door hem aangegane contract begrijpt en daarmede genoegen neemt.

Daarna biedt het Hoofd van Gewestelijk Bestuur de overeenkomst den betrokken Javaanschen Vorst ter bezegeling aan.

Deze bezegeling strekt tot bewijs, dat de Vorst met den inhoud genoegen neemt, het hem aankomend zegelrecht ontvangen, of

acquiesce au contenu, a reçu les droits de sceau qui lui reviennent ou en a réglé le paiement, et assure au preneur la jouissance du terrain loué.

Après l'apposition du sceau, le contrat est homologué et enregistré par le chef de l'administration provinciale.

L'enregistrement a lieu au bureau de la résidence, dans un registre paginé et paraphé par le chef de l'administration provinciale, dont le modèle est arrêté par le Gouverneur général. Il est tenu note de l'enregistrement au bas de l'acte, par le Résident.

L'acte ainsi homologué et enregistré est renvoyé aux intéressés endéans les quatre jours après l'enregistrement.

Si l'entreprise pour laquelle les conventions sont faites ne satisfait pas encore à la disposition de l'article 2, et ne forme par conséquent pas encore un tout autant que possible d'un seul tenant de 200 bouws de terrains culti-

---

de kwijting daarvan geregeld heeft, en aan den huurder het genot van het gehuurde verzekert.

Na de bezegeling wordt de overeenkomst door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur bekrachtigd en geregistreerd.

De registratie heeft plaats op het residentie-kantoor in een gefolieerd door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur geparafeerd register, waarvan het model door den Gouverneur-Generaal wordt vastgesteld. Van de registratie wordt aan den voet der akte door den Resident aanteekening gedaan.

De aldus bekrachtigde en geregistreerde akte wordt binnen 14 dagen na de registratie aan de belanghebbenden teruggezonden.

Indien de onderneming, ten behoeve van welke de overeenkomsten gesloten zijn, nog niet voldoet aan de bepaling van artikel 2 en mitsdien nog niet een zooveel mogelijk aaneengeschakeld geheel vormt van 200 bouws bebouwbare gronden, maar toch eene uitgestrektheid heeft van ten minste 100 bouws

vables, mais a cependant une étendue d'au moins 100 bouws de terrains cultivables, le chef de l'administration provinciale met à son homologation la condition sous laquelle l'autorisation indiquée à l'avant-dernier alinéa de l'article 5 a été accordée.

A chaque trimestre, un extrait du registre relatif au trimestre écoulé, est présenté par l'intermédiaire du directeur de l'administration de l'Intérieur, au Gouverneur général.

Article 9.

Le bail entre en vigueur le jour de l'enregistrement, à moins qu'une date ultérieure, un an au plus, ne soit stipulée, l'un et l'autre sans préjudice de ce qui est prescrit à l'article suivant.

Article 10.

Aucune convention de prolongation ne peut être faite

---

bebouwbare gronden, verbindt het Hoofd van Gewestelijk Bestuur aan zijne bekrachtiging dezelfde voorwaarde, onder welke de toestemming, bedoeld in de voorlaatste alinea van artikel 5 werd verleend.

Telken drie maanden wordt een extract uit het register, loopende over het verschenen kwartaal, door tusschenkomst van den Directeur van Binnenlandsch Bestuur, aan den Gouverneur-Generaal ingediend.

Artikel 9.

De huurovereenkomst treedt in werking op den dag der registratie, tenzij een later tijdstip van ten hoogste één jaar mocht zijn bedongen, een en ander behoudens hetgeen is omschreven bij het volgend artikel.

Artikel 10.

Geene overeenkomst tot verlenging van huur mag gesloten worden dan na verkregen toestemming van den Gouverneur-

qu'après avoir obtenu l'autorisation du Gouverneur général et après l'expiration des trois quarts du terme primitif du bail. Le modèle de contrat est arrêté par le Gouverneur général.

Quand par suite de la non-prolongation du bail expiré d'une partie des terrains loués, l'entreprise est réduite à une étendue moindre que 200 bouws de terrains cultivables, le preneur est obligé d'étendre de nouveau son entreprise, endéans les deux ans après qu'elle est entrée dans cette situation, par la conclusion de nouveaux contrats, à une superficie d'au moins 200 bouws de terrains cultivables.

Le preneur est autorisé, sauf consentement du bailleur, à céder ses droits de location en tout ou en partie et à les transmettre à d'autres, aptes à prendre à bail, à condition que, en cas de transmission partielle, l'étendue de chaque portion, en tant que celle-ci devient une entre-

---

Generaal en na verloop van drie-vierde van den oorspronkelijken huurtijd. Het model dier overeenkomst wordt door den Gouverneur-Generaal vastgesteld.

Wanneer door niet-verlenging van de verstreken huur van een gedeelte der gehuurde gronden de onderneming tot een mindere uitgestrektheid dan van 200 bouws bebouwbare gronden wordt teruggebracht, is de huurder verplicht om binnen twee jaren, nadat die toestand is ingetreden, door het sluiten van nieuwe overeenkomsten zijne onderneming weder tot eene uitgestrektheid van minstens 200 bouws bebouwbare gronden uit te breiden.

De huurder is, behoudens toestemming van den verhuurder, gerechtigd zijne huurrechten geheel of gedeeltelijk af te staan en over te dragen aan anderen, tot huren bevoegd, mits bij gedeeltelijke overdracht de uitgestrektheid van elk deel, voor zoover dit eene op zich zelf staande onderneming wordt, niet minder zij dan

prise indépendante, ne soit pas en dessous du minimum de 200 bouws fixé dans l'article 2.

Les dispositions fixées par le présent règlement sur la prise à bail de terrains sont applicables aux conventions désignées dans cet article, toutefois :

1° Par dérogation à la disposition de l'article 1er § 1, il n'est pas exigé, en cas de prolongation du bail, que le preneur soit domicilié dans les Indes néerlandaises ;

2° L'entrée en vigueur des baux commence :

En cas de prolongation, le jour, où le terme en cours expire ; et en cas de transmission du bail, aux époques, à convenir à ce sujet ;

3° En cas de transmission, il peut être présenté, au lieu de contrats particuliers du nouveau preneur avec tous les bailleurs intéressés, un acte de consentement, de transmission et de reprise des droits de location transmis

---

het minimum van 200 bouws bebouwbare gronden, aangegeven in artikel 2.

Ten opzichte der overeenkomsten, in dit artikel bedoeld, zijn van toepassing de bij dit reglement vastgestelde voorschriften op de inhuurneming van gronden met dien verstande :

1e Dat, met afwijking in zoover van de bepaling van artikel 1 § 1, bij verlenging van huur, niet vereischt wordt, dat de huurder in Nederlandsch-Indië gevestigd zij;

2e Dat de inwerkingtreding der overeenkomsten aanvangt :

In geval van verlenging : met den dag, waarop de loopende huurtijd eindigt;

En bij overdracht van huur : met de te dier zake te bedingen tijdstippen; en

3e Dat, bij overdracht, instede van afzonderlijke overeenkomsten van den nieuwen huurder met al de betrokken verhuurders, kan worden aangeboden een akte van toestemming,

suivant un modèle à déterminer par le Gouverneur général.

Les contrats de transmission de bail sont nuls de droit, si endéans un an après l'époque de l'entrée ou, après l'époque de l'entrée en vigueur, ils n'ont pas été présentés à l'homologation et à l'enregistrement.

Article 11.

Quand, dans les cas cités à l'article 5, alinéa 6, à l'article 8, alinéa 7, et l'article 10, alinéa 2, le terme de deux ans est expiré sans que le preneur ait donné l'extension prescrite à son entreprise, le bail ou les baux concernant cette entreprise sont considérés, au commencement d'une époque à déterminer par le chef de l'administration provinciale, comme rompus de droit, sans que le preneur puisse réclamer quelque remboursement pour fermage ou « bekti » payé, ni demander

---

overdracht en overneming van de overgedragen huurrechten, volgens een door den Gouverneur-Generaal vast te stellen model.

De overeenkomsten van overdracht van huur zijn van rechtswege nietig, indien zij niet binnen één jaar nà het tijdstip van inwerkingtreding ter bekrachtiging en registratie zijn ingediend.

Artikel 11.

Wanneer in de gevallen, bedoeld in artikel 5, alinea 6, in artikel 8, alinea 7 en artikel 10, alinea 2, de termijn van twee jaren is verstreken, zonder dat de huurder de vereischte uitbreiding aan zijne onderneming heeft gegeven, wordt de huurovereenkomst of worden de huurovereenkomsten, op die onderneming betrekking hebbende, met ingang van een door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur te bepalen tijdstip, als van rechtswege ontbonden beschouwd, zonder dat de huurder eenige teruggave kan eischen wegens betaalde bekti of huurschat, noch ook vergoeding mag vorderen wegens door hem opgerichte gebouwen of werken als anderszins.

quelque indemnité pour des bâtiments élevés par lui, ou pour des travaux, ou autrement.

Article 12.

L'exercice d'une autorité publique est interdit aux preneurs, à leurs mandataires et subordonnés.

Ils informent cependant immédiatement le chef de l'administration javanaise ou le chef de l'administration locale ou provinciale de tous les actes contraires au repos et à l'ordre publics qui sont venus à leur connaissance.

La contravention à la défense contenue dans le premier alinéa est punie, suivant l'article 32, alinéa 1, à moins que les faits commis ne tombent sous l'application d'une autre peine prescrite par quelque disposition.

Article 13.

Il est défendu aux preneurs, à leurs mandataires ou

Artikel 12.

De uitoefening van openbaar gezag is aan de huurders, hunne lasthebbers en ondergeschikten verboden.

Zij doen echter van alle handelingen, strijdig met de openbare rust en orde, die te hunner kennis komen, terstond mededeeling aan het betrokken Hoofd van Javaansch Bestuur en aan het Hoofd van Plaatselijk of Gewestelijk Bestuur.

Overtreding van het verbod, in de eerste alinea vervat, wordt gestraft op den voet van artikel 32, alinea 1, ten ware op de gepleegde feiten een andere straf bij eenige verordening mocht bedreigd zijn.

Artikel 13.

Het is aan de huurders, hunne lasthebbers en ondergeschikten verboden eenige daad van beheer op de gehuurde gronden te verrichten, vóórdat de bekrachtiging der overeenkomsten van huur, bedoeld aan het slot van artikel 10, heeft plaats gehad. Bij overtreding van dit verbod, wordt artikel 31 toegepast.

subordonnés d'exercer un acte quelconque d'administration sur les terrains loués, avant que l'homologation des baux, désignés dans l'article 8, et des contrats de reprise de bail, désignés à la fin de l'article 10, n'ait eu lieu. En cas de contravention à cette défense, l'article 31 est appliqué.

ARTICLE 14.

Le preneur est obligé d'administrer lui-même son entreprise, si possible, et de s'établir à cette fin sur les terrains loués.

Il ne peut charger une autre personne de l'administration qu'avec le consentement écrit du chef de l'administration provinciale. Ce consentement n'est accordé dans aucun cas si cette personne ne satisfait pas à la condition fixée à l'article 1er, § 1, et peut être révoqué en tout temps, pour des motifs graves, à mentionner dans l'arrêté y relatif, par le chef de l'administration provinciale.

ARTIKEL 14.

De huurder is verplicht zoo mogelijk zijne onderneming zelf te beheeren en zich tot dat einde op de gehuurde gronden te vestigen.

Hij mag het beheer niet aan een ander persoon opdragen dan met schriftelijke toestemming van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur. Die toestemming wordt in geen geval verleend, wanneer die persoon niet voldoet aan den eisch, gesteld bij artikel 1 § 1, en kan ten allen tijde wegens gewichtige, bij het betrekkelijk besluit te omschrijven redenen door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur ingetrokken worden.

De beheerder moet zich op de gehuurde gronden vestigen en gevestigd blijven.

Overtreding van deze voorschriften wordt voor de eerste maal gestraft met eene geldboete van *f* 100 (eenhonderd gulden).

Indien binnen één maand na de beteekening van het vonnis of

L'administrateur doit s'établir sur les terrains loués et y rester établi.

La contravention à ces prescriptions sera punie pour la première fois d'une amende de 100 fl. (cent florins).

Si, endéans le mois après signification de l'arrêt ou après l'acquittement de bon gré de l'amende, il n'est pas satisfait aux dispositions de cet article, le contrevenant sera puni d'une amende de 500 fl. (cinq cents florins) à 2000 fl. (deux mille florins).

Si le contrevenant a été puni deux fois de suite en vertu de cet article et est encore en défaut pour satisfaire à ses obligations, il peut être démis de l'administration de l'entreprise et expulsé au besoin, par la force de l'entreprise, et le preneur peut être exclu dans la suite de la prise à bail de terrains.

ARTICLE 15.

Il ne peut être pris en service ou employé sur les ter-

---

na de vrijwillige voldoening der geldboete niet aan de voorschriften van dit artikel is voldaan, wordt de nalatige gestraft met eene boete van *f* 500 (vijfhonderd gulden) tot *f* 2000 (tweeduizend gulden).

Indien de nalatige achtereenvolgens tweemaal krachtens dit artikel gestraft is en nog in gebreke blijft aan zijne verplichtingen te voldoen, kan hij uit het beheer der onderneming worden ontzet en des noods met behulp van den sterken arm van de onderneming verwijderd worden, en kan de huurder voor den vervolge van de huur van gronden worden uitgesloten.

ARTIKEL 15.

Op de gehuurde gronden mogen, behalve onderdanen der Javaansche Vorsten, geene andere personen door den huurder in dienst genomen of werkzaam gesteld worden, dan diegenen, tot wier toelating door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur schriftelijke toestemming is verleend.

rains loués par le preneur, d'autres personnes, sauf des sujets des Princes javanais, que celles pour l'admission desquelles il est accordé une autorisation écrite par le chef de l'administration provinciale.

A l'égard des Européens et des personnes y assimilées, cette autorisation est seulement accordée s'ils satisfont à la condition du § 1 de l'article 1er.

Cette autorisation peut être révoquée en tout temps par le chef de l'administration provinciale pour des motifs importants à mentionner dans l'arrêté y relatif.

Ne peuvent être placés comme surveillants à titre employés que des Européens ou des personnes y assimilées.

La contravention au premier alinéa de cet article est punie d'une amende de 25 fl. (vingt-cinq florins.)

Si, quatorze jours après l'application de l'amende, l'autorisation exigée n'est pas encore demandée ou a été

Ten opzichte van Europeanen en met hen gelijkgestelde personen wordt deze toestemming slechts verleend, indien zij voldoen aan den eisch van § 1 van artikel 1.

Die toestemming kan te allen tijde wegens gewichtige, bij het betrekkelijk besluit te omschrijven redenen, door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur ingetrokken worden.

Als opzieners mogen alleen in dienst gesteld worden Europeanen en daarmede gelijkgestelde personen.

Overtreding van de eerste alinea van dit artikel wordt gestraft met eene geldboete van *f* 25 (vijf-en-twintig gulden).

Indien binnen veertien dagen na het opleggen der boete de vereischte toestemming nog niet is aangevraagd of wel geweigerd is en de betrokken opziener of geëmployeerde de onderneming nog niet heeft verlaten, wordt deze op last van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, desnoods met behulp van den sterken arm, daarvan verwijderd en wordt de landhuurder gestraft met eene boet van *f* 100 (één honderd gulden).

refusée et que le surveillant ou l'employé impliqué n'ait pas encore quitté l'entreprise, celui-ci en est expulsé, au besoin par la force, sur l'ordre du chef de l'administration provinciale, et le preneur des terrains est puni d'une amende de 100 fl. (cent florins).

Article 16.

La convention n'est nullement annulée par le décès du bailleur, ni par celui du preneur.

Quand les droits du preneur passent par son décès à des ayants droit, non aptes à prendre à bail de leur propre chef des terrains pour la culture dans Soerakarta ou Djokjakarta ou à les administrer, ou n'ayant pas obtenu l'autorisation désignée à la fin de l'article 1er, ils sont exclus del 'administration, et il doit être pourvu à l'administration endéans les trois mois après le décès au plus tard, par eux ou de leur part, par commission donnée à une personne apte. Cette commission est soumise à

Artikel 16.

De huurovereenkomst gaat geenszins te niet door den dood van den verhuurder noch door dien van den huurder.

Wanneer de rechten van den huurder door zijn overlijden overgaan op rechtverkrijgenden, niet bevoegd om uit eigen hoofde in Soerakarta en Djokjakarta gronden voor den landbouw te huren of te beheeren, of die de vergunning, bedoeld in het slot van artikel 1 niet hebben verkregen, zijn zij van het beheer uitgesloten, en moet uiterlijk binnen drie maanden na het overlijden door hen of van hunnentwege in het beheer worden voorzien door opdracht aan een bevoegd persoon. Deze opdracht is onderworpen aan de schriftelijke toestemming van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur en aan de verdere bepalingen van artikel 14 alinea 2.

Het Hoofd van Gewestelijk Bestuur is bevoegd om in buitenge-

l'approbation écrite du chef de l'administration provinciale et aux autres dispositions de l'article 14, alinéa 2.

Le chef de l'administration provinciale est autorisé à prolonger de six mois, dans des circonstances exceptionnelles, le terme susmentionné.

Les actes conservatoires ainsi que ceux qui tendent à surveiller la succession, ne sont pas considérés comme actes d'administration.

La contravention à cet article est punie de la manière déterminée par l'article 14.

Article 17.

Le preneur, ses mandataires et subordonnés, ainsi que les gens de leur maison sont obligés de bien traiter la population javanaise, les grands et chefs Javanais avec la distinction et les honneurs usuels, et d'assister dans ce but aux cérémonies et fêtes officielles, s'ils y sont invités par les princes Javanais ou par le chef de l'administration provinciale.

---

wone omstandigheden den evengemelden termijn met zes maanden te verlengen.

Daden, dienende alleen tot bewaren als ook die, welke strekken om op de nalatenschap toezicht te houden, worden niet als daden van beheer aangemerkt.

Overtreding van dit artikel wordt gestraft op de wijze bij artikel 14 bepaald.

Artikel 17.

De huurder, zijne lasthebbers en ondergeschikten, zoomede hunne huisgenooten zijn verplicht de Javaansche bevolking goed te behandelen, de Javaansche grooten en hoofden met onderscheiding en met de gebruikelijke eerbewijzen te bejegenen en, daartoe door de Javaansche Vorsten of door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur uitgenoodigd, de officieele plechtigheden en feesten bij te wonen.

Sans des motifs jugés admissibles par le chef de l'administration provinciale, ils ne peuvent se soustraire à l'obligation d'assister aux cérémonies et fêtes susdites, ni aux charges ou commissions concernant la location de terrains, dont ils pourraient être chargés par le chef de l'administration provinciale.

Article 18.

Des avances ne sont pas déboursées par les preneurs aux bailleurs pour une somme plus élevée que le montant du fermage d'un an.

Tous les actes et clauses ou conventions d'emprunt d'argent, contraires à cette disposition, sont nuls de droit, et les avances plus élevées ou les sommes prêtées supérieures ne sont pas exigibles en droit, ni ne peuvent être portées en compte.

Zonder door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur aannemelijk geoordeelde redenen mogen zij zich niet onttrekken aan de bijwoning van bedoelde plechtigheden en feesten, evenmin aan de vervulling van opdrachten en commissiën, betrekking hebbende op de landverhuur, waarmede zij door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur mochten belast worden.

Artikel 18

Voorschotten worden door de huurders aan de verhuurders niet uitgekeerd tot een hooger bedrag dan de som van den huurschat over één jaar.

Alle hiermede strijdige handelingen en bedingen of overeenkomsten van geldleening zijn van rechtswege nietig, en de grootere voorschotten of meerdere geleende gelden in rechten niet invorderbaar, noch verrekenbaar.

Artikel 19.

De huurschat wordt door of namens den huurder afgedragen

Article 19.

Le fermage est remis par le preneur ou en son nom au bailleur en personne, ou bien à quelqu'un autorisé par celui-ci et par écrit à le recevoir.

La compensation des termes du bail échus ou encore à échoir, ou d'une partie de ceux-ci avec les dettes du bailleur vis-à-vis du preneur, ou à des tiers, est défendue.

La vente ou l'achat de quittances du fermage (petocks) sont nuls de droit ; les dettes résultant de pareils achats ou ventes ne sont pas exigibles en droit.

Article 20.

La culture du pavot est interdite sur les terrains loués.

La contravention à cette défense est punie, sans préjudice de la disposition du second alinéa de l'article 32, d'une amende de 100 fl. (cent florins) à 1000 fl. (mille

---

aan den verhuurder in persoon, dan wel aan iemand door dezen schriftelijk tot de ontvangst gemachtigd.

Verrekening van de vervallen of nog te vervallen huurtermijnen, of van een deel daarvan met de schulden van den verhuurder aan den huurder, of aan derden is verboden.

Koop en verkoop van quitantieën van den huurschat (petooks) zijn van rechtswege nietig; schulden, uit zoodanigen koop en verkoop voortvloeiende, zijn niet invorderbaar in rechten.

Artikel 20.

De papavercultuur is op de gehuurde gronden verboden.

Overtreding van dit verbod wordt, onverminderd het bepaalde bij de tweede alinea van artikel 32, gestraft met een geldboete van *f* 100 (éénhonderd gulden) tot *f* 1000 (ééduizend gulden) en met wegruiming en verbeurdverklaring van hetgeen in strijd daarmede is aangeplant of verkregen.

florins), et de l'enlèvement et la confiscation de ce qui a été planté ou récolté contrairement à la présente disposition.

ARTICLE 21.

Il n'est principalement cultivé pour le compte du preneur que les produits plus particulièrement destinés au marché européen.

La culture du riz ou d'autres plantes pour le marché indigène ne peut avoir lieu pour le compte du preneur que comme accessoire ou comme culture d'assolement.

Le chef de l'administration provinciale veille continuellement à l'observation de ces dispositions.

ARTICLE 22.

Les services obligatoires que le preneur peut réclamer des habitants des terrains loués par lui, sont déterminés par les institutions et coutumes javanaises et réglés, pour chaque entreprise en particulier, par le chef de l'administration provinciale, d'accord avec le Prince javanais

---

ARTIKEL 21.

Voor rekening van den huurder worden hoofdzakelijk geen andere voortbrengselen geteeld dan die, welke meer in het bijzonder bestemd zijn voor de Europeesche markt.

De cultuur van rijst en andere gewassen voor de Inlandsche markt mag voor rekening van den huurder alleen geschieden als bijzaak of als wisselteelt.

Het Hoofd van Gewestelijk Bestuur houdt gestadig toezicht op de naleving van deze voorschriften.

ARTIKEL 22.

De verplichte diensten, welke de huurder van de opgezetenen der door hem gehuurde gronden mag vorderen, worden beheerscht door de Javaansche instellingen en gebruiken, en worden voor elke onderneming in overleg met den Javaanschen

ou son premier Ministre après avoir entendu le preneur intéressé.

Il est expressément défendu de réclamer des habitants des services domestiques, de quelque nom qu'ils soient, ni au chef-lieu ni sur les entreprises.

Il est envoyé à la fin de chaque année par les chefs de l'administration provinciale et par l'intermédiaire du directeur de l'administration de l'intérieur, au Gouverneur général, une copie des règlements faits pendant cette année, après avoir été examinés soigneusement par le chef du département susdit et étudiés attentivement par rapport à la disposition du premier membre de cet article.

Article 23.

Le chef de l'administration provinciale est autorisé à arrêter un règlement au sujet de l'exploitation des entreprises, pour chaque entreprise en particulier, en prenant en considération les institutions et coutumes javanaises.

Vorst of diens Rijksbestuurder door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, den betrokken huurder gehoord, afzonderlijk geregeld.

Het is uitdrukkelijk verboden huiselijke diensten, hoe ook genaamd, zoomin ter hoofdplaats als op de ondernemingen, van de opgezetenen te vorderen.

Bij het eind van elk jaar wordt door de Hoofden van Gewestelijk Bestuur, door tusschenkomst van den Directeur van Binnenlandsch Bestuur, een afschrift van de in dat jaar tot stand gekomen regelingen aan den Gouverneur-Generaal ingezonden, na door genoemden Departementschef nauwkeurig te zijn onderzocht en te zijn getoetst aan het bepaalde bij het eerste lid van dit artikel.

Artikel 23.

Het Hoofd van Gewestelijk Bestuur is bevoegd om ter zake van de exploitatie der ondernemingen, voor elke onderneming afzonderlijk, met inachtneming der Javaansche instellingen en gewoonten, eene regeling vast te stellen.

A l'application sur les terrains pris à bail de la culture du sucre ou d'autres cultures auxquelles le système nommé du « glebaggan » ne peut être appliqué que modifié, il est constaté par écrit, après enquête sur les lieux par l'administration européenne si les habitants sont indemnisés comme il faut pour la disposition plus longue ou plus vaste d'une partie des terrains que le dit système ne le permet, et si en général le rapport entre eux à l'égard du travail et du terrain est justement réglé. Si ce n'est pas le cas, le chef de l'administration provinciale détermine de quelle façon le preneur doit agir ultérieurement envers les habitants.

Les fournitures par contrainte, de quelque nature qu'elles soient, gratuites ou contre payement, l'établissement de taxes sur des marchés ou d'autres lieux, l'imposition d'impôts ou d'amendes sont défendues.

On ne peut exiger des habitants que la fourniture de

Bij het drijven van de suikercultuur of van andere cultures, waarbij het zoogenaamd glebagganstelsel zich slechts gewijzigd toepassen laat op de in huur genomen gronden, wordt door het Europeesch bestuur, na plaatselijk onderzoek, schriftelijk geconstateerd, of voor de zooveel langere of zooveel ruimere beschikking over een deel der gronden, dan genoemd stelsel gedoogt, de opgezetenen naar behooren worden schadeloos gesteld en of in het algemeen de verhouding tot hen met opzicht tot arbeid en grond billijk is geregeld. Is dit niet het geval, dan bepaalt het Hoofd van Gewestelijk Bestuur op welke wijze de huurder de opgezetenen nader behoort tegemoet te komen.

Gedwongen leveringen, van welken aard ook, om niet of tegen betaling, het doen van heffingen op passers of andere plaatsen, het opleggen van belastingen of boeten, zijn verboden.

Alleen mag bij rampen, tot afwending of dadelijk herstel van de gevolgen daarvan, van de opgezetenen gevorderd worden de levering van materialen, doch tegen billijke betaling.

matériaux pour écarter un désastre ou en réparer immédiatement les suites, et contre payement équitable.

La prescription visée dans le dernier membre de l'article 22 est applicable aux cas cités au premier et au second alinéa de cet article.

Article 24.

Les preneurs à bail et administrateurs sont obligés de satisfaire convenablement, endéans le temps fixé par le chef de l'administration provinciale, aux invitations de celui-ci pour des déclarations et renseignements relatifs à tout ce qui concerne les terrains loués administrés par eux, et de ratifier par serment ces déclarations et renseignements, si cela est exigé.

La contravention à cet article est punie chaque fois d'une amende de 100 fl. (cent florins) à 1000 fl. (mille florins).

Ten aanzien van het voorkomende bij de eerste en tweede alinea van dit artikel geldt het voorschrift, vervat in het laatste lid van artikel 22.

Artikel 24.

De huurders en administrateurs zijn verplicht binnen den door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur bepaalden tijd naar behooren te voldoen aan diens uitnoodigingen om opgaven en inlichtingen omtrent al wat betrekking heeft op de door hen beheerde huurlanden en, desgevorderd, die opgaven en inlichtingen te beëedigen.

Overtreding van dit artikel wordt telkens gestraft met eene geldboete van *f* 100 (éénhonderd gulden) tot *f* 1000 (éénduizend gulden).

Artikel 25.

Door de huur van gronden voor den landbouw in Soerakarta

Article 25.

La prise à bail de terrains pour la culture dans Soerakarta et Djokjakarta, n'apporte pas de modification dans les rapports de ces terrains, de la population et des chefs y établis avec le prince javanais et le Gouvernement des Indes néerlandaises.

Les bailleurs javanais, qui sont tenus de respecter sans autre recours les sentences prononcées par ou au nom du prince javanais en vertu des institutions et coutumes du pays, concernant les droits et obligations résultant de la jouissance des terrains loués, ne peuvent transmettre aux preneurs Européens plus de droits ou moins d'obligations qu'ils n'en ont eux-mêmes.

Dans l'intérêt des Européens et des personnes y assimilées qui ont pris à bail des terrains pour la culture dans Soerakarta et Djokjakarta, leurs griefs et différends par rapport à l'observation des institutions et coutumes

---

en Djokjakarta wordt geene verandering gebracht in de verhouding van die gronden met de daarop gevestigde bevolking en hoofden tot den Javaanschen Vorst en het Nederlandsch-Indisch Gouvernement.

De Javaansche verhuurders, die gehouden zijn, zonder hooger beroep, te eerbiedigen de uitspraken door of namens den Javaanschen Vorst gedaan, ten aanzien van de instellingen en gewoonten des lands omtrent de rechten en verplichtingen, uit het gebruik van de gehuurde gronden voortvloeiende, kunnen niet meer rechten of minder verplichtingen aan de Europeesche huurders overdragen, dan zij zelven bezitten.

In het belang van de Europeanen en met hen gelijkgestelde personen, die gronden voor den landbouw in Soerakarta en Djokjakarta, gehuurd hebben, worden hunne bezwaren en geschillen ten aanzien van de opvolging van de Javaansche instellingen en gewoonten omtrent de rechten en verplichtingen, uit het gebruik van de gehuurde gronden voortvloeiende, in verband met de

Javanaises concernant les droits et obligations résultant de la jouissance des terrains loués, en vertu des articles ci-dessus, sont tranchés sans autre recours, de commun accord entre le prince Javanais intéressé ou son premier Ministre et le chef de l'administration provinciale, après qu'ils auront fait comparaître les parties devant eux et les auront entendues dans leurs intérêts.

La citation des parties, pour comparaître au jour et à l'heure fixés, devant le chef de l'administration provinciale, se fait par écrit.

En cas de défaut, la citation est réitérée par acte judiciaire — en ce qui concerne le preneur, seulement lorsqu'il n'a pas reconnu par écrit la réception de la missive — et ensuite il est statué sur le différend, même si les parties font défaut.

Cette décision est rédigée par écrit, avec mention des terrains auxquels elle s'applique, et signée par le

---

bovenstaande artikelen, zonder hooger beroep, beslist in gemeenschappelijk overleg tusschen den betrokken Javaanschen Vorst of zijnen Rijksbestuurder en het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, nadat zij partijen voor zich hebben doen verschijnen en in hunne belangen gehoord hebben.

De oproeping van partijen, om op een bepaalden dag en uur voor het Hoofd van Gewestelijk Bestuur te verschijnen, geschiedt schriftelijk.

Bij niet-verschijning, wordt de oproeping bij gerechtelijke akte herhaald — wat den landhuurder betreft, evenwel alleen dan, wanneer hij de ontvangst der missive niet schriftelijk heeft erkend — en daarna wordt het geschil beslist ook al zijn partijen niet verschenen.

Deze beslissing wordt, met vermelding van de gronden, waarop zij rust, in geschrift gebracht en onderteekend door den Javaanschen Vorst of zijnen Rijksbestuurder en het Hoofd van Gewestelijk Bestuur.

prince javanais ou son gouverneur et le chef de l'administration provinciale.

Article 26.

Pour les règlements désignés dans les articles 22 et 23, et les affaires indiquées dans l'article 25, le chef de l'administration provinciale peut se faire éclairer par des commissions composées de chefs javanais notables et au moins deux fermiers ou administrateurs de terrains loués, à son choix.

Des fonctionnaires européens peuvent aussi être désignés pour faire partie de ces commissions.

Le chef de l'administration provinciale fixe les frais de voyage et de séjour des membres de ces commissions, et les fixe pour les commissions :

a) Pour les règlements indiqués dans les articles 22 et 23, à la charge de l'Etat ;

b) Pour les affaires désignées dans l'article 25, à la charge de la partie succombante.

Les preneurs à bail intéressés peuvent être obligés de

Artikel 26.

Ten aaanzien der regelingen, bedoeld in de artikelen 22 en 23, en der zaken, bedoeld in artikel 25, kan het Hoofd van Gewestelijk Bestuur zich doen voorlichten door commissiën, bestaande uit voorname Javaansche hoofden en minstens twee landhuurders of beheerders van gehuurde gronden, te zijner keus.

Ook Europeesche ambtenaren kunnen voor die commissiën worden aangewezen.

Het Hoofd van Gewestelijk Bestuur bepaalt de reis- en verblijfkosten voor de gecommitteerden en brengt die ten opzichte van de commissiën :

a) Voor de regelingen, bedoeld in de artikelen 22 en 23, ten laste van den Lande ;

déposer d'avance une somme d'argent auprès du chef de l'administration provinciale, pour couvrir les frais énumérés au litt. *b* de l'alinéa précédent.

Article 27.

Les conventions de prise et de cession à bail de terrains pour la culture dans Soerakarta et Djokjakarta, enregistrées et homologuées par le chef de l'administration provinciale, peuvent être rompues du consentement mutuel du preneur et du bailleur, qui doivent s'entendre quant aux suites de cette rupture.

La rupture n'est pas considérée comme pouvant avoir des suites légales à l'égard de tiers, aussi longtemps que les conventions écrites rompues n'ont pas été présentées au chef de l'administration provinciale, pour être rayées du registre.

Article 28.

Sauf la disposition de l'article 25, le bailleur javanais a le droit de contraindre le preneur à l'observation du con-

---

b) Voor de zaken, bedoeld in artikel 25, ten laste van de verliezende partij.

Belanghebbende landhuurders kunnen verplicht worden eene som gelds vóóraf bij het Hoofd van Gewestelijk Bestuur te deponeeren, tot bestrijding der kosten, bedoeld in litt. 1 *b* der vorige alinea.

Artikel 27.

De door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur bekrachtigde en geregistreerde overeenkomsten van huur en verhuur van gronden voor den landbouw in Soerakarta en Djokjakarta kunnen worden ontbonden met wederzijdsch goedvinden van huurder en verhuurder, die zich alsdan omtrent de gevolgen van die ontbinding moeten verstaan.

trat, ou bien de réclamer la rupture de la convention, avec indemnisation pour les frais, dommages et intérêts, si le preneur n'observe pas son engagement. La réclamation concernant cette contrainte peut être introduite par lui, sans l'intermédiaire du gouvernement, auprès du juge désigné pour juger les Européens et les personnes y assimilées.

ARTICLE 29.

Le preneur à bail peut démolir, endéans les trois mois après l'expiration du bail, tous les bâtiments élevés par lui, et enlever tous les travaux et plantations établis par lui, à condition que le sol soit rétabli dans l'état où il était au commencement du bail, ou bien que le dommage y causé soit indemnisé.

Le bailleur est autorisé cependant à reprendre les bâtiments, travaux et plantations au prix et aux conditions à déterminer de commun accord, ou par le chef de

---

Deze ontbinding wordt echter niet geacht tegenover derden wettelijke gevolgen te hebben, zoolang de ontbonden schriftelijke overeenkomsten niet aan het Hoofd van Gewestelijk Bestuur aangeboden zijn, om van het register te worden afgeschreven.

ARTIKEL 28.

Onverminderd het bepaalde in artikel 25, heeft de Javaansche verhuurder het recht om den huurder te noodzaken tot nakoming der overeenkomst, of wel de ontbinding der overeenkomst te vorderen met vergoeding van kosten, schaden en interessen, indien de huurder zijne verbintenis niet nakomt. De daartoe strekkende vordering kan door hem worden ingesteld zonder tusschenkomst der Regeering bij den rechter, aangewezen voor de Europeanen of met dezen gelijkgestelde personen.

ARTIKEL 29.

De huurder mag binnen drie maanden na het einde der huur

l'administration provinciale, après consultation de deux experts à son choix. Dans ce cas, le preneur à bail a le droit de conserver la jouissance de ce qui a été vendu, jusqu'à ce que le prix d'achat ait été payé.

Le chef de l'administration provinciale détermine les frais de voyage et de séjour des experts mentionnés ci-dessus, qui sont à la charge du bailleur.

En cas de non reprise des bâtiments, travaux et plantations mentionnés, le bailleur a à leur égard le droit de réserve, jusqu'à ce que le preneur l'ait satisfait entièrement pour ce qui lui était dû en vertu du bail.

Le preneur est obligé de dédommager les dégâts causés aux terrains par la démolition et l'enlèvement des bâtiments, travaux et plantations.

Sous peine d'une amende de 1000 fl. (mille florins) à 5000 fl. (cinq mille florins), il est défendu au preneur d'endommager ou de détruire, pendant la dernière année

---

alle door hem opgerichte gebouwen afbreken en alle door hem aangelegde werken en beplantingen wegnemen, mits den grond herstellende in den staat, waarin hij bij den aanvang van de huur was, of wel de daaraan toegebrachte schade vergoedende.

De verhuurder is echter bevoegd de gebouwen, werken en beplantingen over te nemen tegen den prijs en op de voorwaarden, bij onderling goedvinden of door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, na raadpleging van twee deskundigen te zijner keuze, te bepalen. In dit geval heeft de huurder het recht in het bezit van het verkochte te blijven, totdat de verschuldigde koopprijs betaald is.

Het Hoofd van Gewestelijk Bestuur bepaalt de reis- en verblijfkosten voor bedoelde deskundigen, welke komen ten laste van den verhuurder.

Bij niet overneming van de opgemelde gebouwen, werken en beplantingen, heeft de verhuurder te dien aanzien het recht van terughouding, totdat de huurder hem het krachtens de huurovereenkomst verschuldigde ten volle heeft voldaan.

ou à l'expiration du bail des bâtiments, travaux ou plantations situés sur les terrains loués.

Article 30.

En vertu des dispositions contenues dans l'article 29, la jouissance de la récolte endéans l'année après l'expiration du bail (alip) déterminée à l'article 6 n° 6, ne peut être réclamée par le preneur au bailleur, à la rupture ou à l'expiration du bail et lors de l'évacuation des terrains loués, que si le preneur a payé aussi la jouissance de ladite récolte (alip) au commencement du bail.

Article 31.

Les sujets du Gouvernement, qui pratiquent l'agriculture dans Sœrakarta et Djokjakarta sans y être autorisés conformément à ce règlement, seront expulsés des terrains sur lesquels ils exercent leur métier, sur l'ordre du chef

---

De huurder is verplicht te vergoeden de schade, door het afbreken en wegnemen der gebouwen, werken en beplantingen aan de gronden verroorzaakt.

Op straffe van eene geldboete van *f* 1000 (ééndnizemd gulden) tot *f* 5000 (vijfduizend gulden) is het den huurder verboden, om gedurende het laatste jaar of bij het einde van den huurtijd gebouwen, werken of beplantingen op de gehuurde gronden te beschadigen of te verwoesten.

Artikel 30.

In verband met de voorschriften, vervat in artikel 29, kan bij het ontbinden of eindigen van de huur en het ontruimen van de gehuurde gronden door den huurder, van den verhuurder slechts dan de alip, omschreven in artikel 6, n° 6, gevorderd worden, als de huurder bij den aanvang van de huur ook alip betaald heeft.

Artikel 31.

Gouvernements onderdanen, die in Soerakarta en Djokjakarta

de l'administration provinciale et au besoin par la force.

Les conventions conclues au sujet de ces terrains sont nulles de droit et aucune dette en résultant n'est reconnue en droit.

ARTICLE 32.

Toutes les contraventions au présent règlement pour lesquelles il n'est pas édicté de peine spéciale, sont punies d'une amende de 50 fl. (cinquante florins) à 150 fl. (cent-cinquante florins).

La contravention aux articles 17, 20 et 21, ainsi que les actes contraires aux règles mentionnées à l'article 25 du présent règlement, peuvent avoir comme suite :

a) Pour le preneur : la destitution de l'administration de l'entreprise et le refus de l'homologation de contrats concernant la location de terrains ou la prolongation de baux existants ;

---

den landbouw uitoefenen, zonder daartoe overeenkomstig dit reglement gerechtigd te zijn, worden op last van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur van de gronden, waarop zij hun bedrijf uitoefenen, verwijderd, desnoods met behulp van den sterken arm. De ter zake van die gronden gesloten overeenkomsten zijn van rechtswege nietig en geene daaruit ontstane schulden worden in rechten erkend.

ARTIKEL 32.

Alle overtredingen van dit reglement, waarop geene bepaalde straf is gesteld, worden gestraft met eene geldboete van *f* 50 (vijftig gulden) tot *f* 150 (éénhonderd vijftig gulden).

Overtreding van de artikelen 17, 20, en 21, zoomede handelingen in strijd met de regelen, bedoeld bij de artikelen 22 en 23, of met de beslissingen, bedoeld in artikel 25 van dit reglement, kunnen ten gevolge hebben :

a) Voor den huurder : ontzetting uit het beheer der onderne-

b) Pour l'administrateur et autres personnes au service du preneur : la révocation de l'autorisation d'administrer, ou d'être en service sur l'entreprise.

Le preneur destitué de l'administration de l'entreprise est obligé de pourvoir à l'administration de l'entreprise, à la satisfaction du chef de l'administration provinciale, endéans les quatre mois après la décision prise à ce sujet par le chef de l'administration provinciale, ou, si l'on en appelle à la décision ultérieure du Gouverneur général, après cette décision.

En cas de non observation de cette obligation, le preneur est puni d'une amende de 500 fl. (cinq cents florins) à 2,000 fl. (deux mille florins), amende qui doit être réitérée au bout de quatre mois, en cas de mauvaise volonté ou d'omission persistante de pourvoir à l'administration de l'entreprise à la satisfaction du chef de l'administration provinciale.

---

ming en weigering der bekrachtiging van overeenkomsten betreffende huur van gronden of verlenging van bestaande huurovereenkomsten;

b) Voor den beheerder en andere personen in dienst van den huurder : intrekking van de vergunning om het beheer te voeren of op de onderneming werkzaam te zijn.

De huurder, die uit het beheer der onderneming is ontzet, is verplicht binnen vier maanden na het ter zake genomen besluit van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur of, bijaldien de nadere beslissing van den Gouverneur-Generaal wordt ingeroepen, na die beslissing, ten genoegen van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, in het beheer der onderneming te voorzien.

Bij niet-voldoening aan deze verplichting, wordt de huurder gestraft met eene geldboete van *f* 500 (vijfhonderd gulden) tot *f* 2000 (tweeduizend gulden), welke boete, bij voortdurenden onwil of nalatigheid om in het beheer der onderneming, ten

Si au bout de quatre mois il n'est pas encore pourvu par le preneur à l'administration, à la satisfaction du chef de l'administration provinciale, les conventions conclues par lui sont considérées comme rompues de droit.

Ces mesures et celles mentionnées aux articles 14, 15, 16, 20, 24 et 29 sont appliquées par le chef de l'administration provinciale par arrêté motivé, disposition qui peut être soumise cependant par l'intéressé, endéans les trois mois après la date de cet arrêté, à la décision définitive du Gouverneur général.

Article 33.

Les présentes dispositions n'apportent pas de modification dans la cession à bail de terrains, par les princes javanais et ceux qui jouissent d'apanages à des sujets javanais de ces princes, conformément aux lois et institutions javanaises.

La cession à bail de terrains à des orientaux étrangers reste absolument interdite.

---

genoegen van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, te voorzien, na verloop van vier maanden zal moeten worden herhaald.

Indien na verloop van wederom vier maanden nog niet door den huurder in het beheer, ten genoegen van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, is voorzien, worden de door hem gesloten overeenkomsten als van rechtswege ontbonden beschouwd.

Deze maatregelen en die, bedoeld bij de artikelen 14, 15, 16. 20, 24 en 29, worden door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur toegepast bij een met redenen omkleed besluit, welke beschikking echter door den belanghebbende binnen drie maanden na de dagteekening van dat besluit aan de eindbeslissing van den Gouverneur-Generaal kan worden onderworpen.

Artikel 33.

Door deze bepalingen wordt geen verandering gebracht in de verhuur van gronden door de Javaansche Vorsten en apanagehouders aan Javaansche onderdanen dier Vorsten, overeenkomstig de Javaansche wetten en instellingen.

Deuxièmement : De déterminer que le présent règlement entre en vigueur le 1er mars 1884.

Troisièmement : D'arrêter les dispositions transitoires suivantes :

Les preneurs ou leurs représentants ont la faculté de fournir, au plus tard jusqu'au 1er juillet 1884, verbalement ou par écrit, les renseignements nécessaires au chef de l'administration provinciale pour la rédaction du registre des entreprises existantes, suivant le modèle désigné à l'article 8.

Les baux dont il n'est pas fait déclaration endéans le terme fixé, sont considérés comme nuls de droit et annulés.

Le preneur dont l'entreprise comprend, lors de la mise

Verhuur van gronden aan vreemde oosterlingen blijft onvoorwaardelijk verboden.

Ten tweede : Te bepalen, dat dit reglement in werking treedt op 1 Maart 1884.

Ten derde : Te arresteeren de volgende :

OVERGANGSBEPALINGEN.

Tot het opmaken van het register van de bestaande ondernemingen, volgens het bij artikel 8 bedoeld model, wordt uiterlijk tot 1 Juli 1884 aan de landhuurders of hunne vertegenwoordigers de gelegenheid opengesteld, om mondeling of schriftelijk aan het Hoofd van Gewestelijk Bestuur de daartoe noodige inlichtingen te geven.

Huurovereenkomsten, waarvan niet binnen den gestelden termijn aangifte is gedaan, worden beschouwd als van rechtswege nietig en van onwaarde.

De huurder, wiens onderneming bij het inwerkingtreden van dit reglement eene mindere uitgestrektheid beslaat dan volgens artikel 2 van dit reglement wordt vereischt, is verplicht zijne onderneming binnen twee jaren na de inwerkingtreding van deze

en vigueur du présent règlement, une étendue moindre que celle exigée par l'article 2 du présent règlement, est obligé d'étendre son entreprise, endéans les deux ans après la mise en vigueur de la présente ordonnance, par la conclusion de nouveaux contrats s'appliquant à une surface d'au moins 200 « bouws » de terrains cultivables. A défaut de cela, la disposition de l'article 11 est appliquée à cette entreprise.

Fait à Buitenzorg, le 3 février 1884.

F. S' JACOB.

Le Secrétaire général,

PANNEKOEK.

Publié le 7 février 1884.

Le Secrétaire général,

PANNEKOEK.

---

ordonnantie, door het sluiten van nieuwe overeenkomsten tot eeene uitgestrektheid van minstens 200 bouws bebouwbare gronden uit te breiden. Bij gebreke daarvan, wordt de bepaling van artikel 11 op die onderneming toegepast.

Gedaan te Buitenzorg, den 3 Februari 1884.

F. s' JACOB.

De Algemeene Secretaris,

PANNEKOEK.

Uitgegeven den zevenden Februari 1884.

De Algemeene Secretaris,

PANNEKOEK.

Location de terrains. — Règlements. — Soerakarta. — Djokjakarta. — Modification du règlement sur la location de terrains.

Au nom de la REINE !

Le Gouverneur général des Indes néerlandaises ;

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

A tous ceux qui verront ou entendront lire la présente, Salut !

Fait savoir :

Que, jugeant nécessaire d'apporter quelques modifications dans le règlement sur la prise et cession à bail de terrains pour la culture dans Soerakarta et Djokjakarta ;

Prenant en considération les articles 20, 29, 31 et 33 du règlement sur l'administration du Gouvernement des Indes néerlandaises ;

Landverhuur. — Reglementen. — Soerakarta. — Djokjakarta. Wijziging van het Landhuurreglement.

In naam der KONINGIN!

De Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indie,

Den Raad van Nederlandsch-Indië gehoord;
Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, Saluut!

Doet te weten :

Dat Hij, het wenschelijk achtende eenige wijzigingen te brengen in het Reglement op de huur en verhuur van gronden voor den landbouw in Soerakarta en Djokjakarta;

Lettende op de artikelen 20, 29, 31 en 33 van het Reglement op het beleid der Regeering van Nederlandsch-Indië;

Il a arrêté et arrête :

Premièrement : De décider, en vertu de l'autorisation de la Reine-Douairière Régente, que les articles 1er, 3, 4, 6, 10, 14, 15 et 16 du règlement établi par l'ordonnance du 13 février 1884 (*Staatsblad*, n° 9), sur la prise et cession à bail de terrains pour la culture dans Soerakarta et Djokjakarta, comme il a été stipulé par l'ordonnance du 11 juin 1884 (*Staatsblad*, n° 86), soient modifiés et complétés comme suit :

1. L'article 1er sera lu :

« Sauf la disposition du premier alinéa de l'article 33, sont seuls admis pour la prise à bail de terrains pour la culture dans Soerakarta et Djokjakarta :

« 1° Les Néerlandais ;

« 2° Les Européens et les personnes y assimilées dans les Pays-Bas ou les Indes néerlandaises ;

Heeft goedgevonden en verstaan :

Eerstelijk : Krachtens machtiging der Koningin-Weduwe, Regentes, te bepalen, dat de artikelen 1, 3, 4, 6, 10, 14, 15 en 16 van het bij de ordonnantie van 3 Februari 1884 (*Staatsblad*, n° 9), vastgestelde Reglementen op de huur en verhuur van gronden voor den landbouw in Soerakarta en Djokjakarta, zooals het verduidelijkt is bij de ordonnantie van 11 Juni 1884 (*Staatsbtad*, n° 86), worden gewijzigd en aangevuld als volgt :

I. — Artikel 1 wordt gelezen :

« Behoudens het bepaalde in de eerste alinea van artikel 33,
« worden tot het huren van gronden voor den landbouw in Soera-
« karta en Djokjakarta alleen toegelaten :

« 1e Nederlanders ;

« 2e Europeanen en met hen gelijkgestelden, gevestigd in
« Nederland of Nederlandsch-Indië ;

« 3° Les Sociétés de commerce établies dans les Pays-Bas ou les Indes néerlandaises, composées d'Européens ou de personnes y assimilées et administrées par des Européens.

« Les catégories de personnes désignées sous les alinéas 1° et 2° qui ont leur domicile en dehors de Soerakarta ou Djokjakarta, ainsi que les Sociétés de commerce désignées au 3°, doivent être représentées dans une de ces provinces, afin d'être admises à prendre à bail des terrains pour la culture dans ces résidences, par un fondé de pouvoir, constitué par un acte authentique et appartenant à la population européenne, ou à celle y assimilée, fondé de pouvoir qui est responsable personnellement, conjointement avec son constituant, de l'observation du présent règlement en ce qui concerne les obligations du preneur à bail.

« Pour les personnes et Sociétés mentionnées dans les §§ 1, 2 et 3, la faculté de prendre des terrains à bail est

---

« 3e Vennootschappen van koophandel, gevestigd in Nederland « of in Nederlandsch-Indië, samengesteld uit- en bestuurd door « Europeanen of met hen gelijkgestelden.

« De sub 1 en 2 bedoelde categoriën van personen, die buiten « Soerakarta of Djokjakarta verblijf houden, alsmede de sub 3e « bedoelde vennootschappen van koophandel, moeten, ten einde « toegelaten te worden tot het huren van gronden voor den « landbouw in die residentiën, binnen één dier gewesten verte- « genwoordigd zijn door een bij authentieke akte aangestelden « gemachtigde, behoorende tot de Europeesche of daarmede « gelijkgestelde bevolking, die met en benevens zijn lastgever « persoonlijk aansprakelijk is voor de naleving van dit Reglement « met opzicht tot de verplichtingen van den landhuurder.

« Voor de in de §§ 1, 2 en 3 genoemde personen en vennoot- « schappen is de bevoegheid om gronden te huren ondergeschikt « aan eene voorafgaande, tot wederopzeggens te verleenen « schriftelijke vergunning van den Gouverneur-Generaal. »

subordonnée à une autorisation préalable du Gouverneur général, à accorder par écrit, et valable jusqu'à son annulation. »

II. Le premier alinéa de l'art. 3 est ainsi conçu :

« Le bail ne peut être conclu pour plus de trente ans. »

III. Dans l'article 4, alinéa 3, les mots « plan d'arpenteur » sont remplacés par « croquis. »

IV. Les 3° et 4° du second alinéa de l'article 6 sont ainsi conçus :

« 3° Les noms, prénoms et les domiciles des preneurs à bail,ou la désignation précise des Sociétés de commerce, avec les noms et prénoms du directeur ou fondé de pouvoir désigné au deuxième alinéa de l'article 1er du présent règlement ;

« 4° Les dénominations et l'étendue des terrains loués

II. — De eerste alinea van artikel 3 luidt :

« De huurovereenkomst mag voor geen langeren tijd worden « gesloten dan dertig jaren. »

III. — In artikel 4, alinea 3, wordt het woord « landmeterskaart » vervangen door « schetskaart. »

IV. — 3e en 4e van de tweede alinea van artikel 6 luiden :

« 3e De namen, voornamen en woonplaatsen van de huurders, « of de duidelijke omschrijving van de vennootschappen van « koophandel, met de namen en voornamen van den bestuurder « of gemachtigde, bedoeld bij de 2e alinea van artikel 1 van dit « reglement;

« 4e De namen en de uitgestrektheid der gehuurde gronden in « djoengs en bouws, zooveel mogelijk overeenkomende met de « uitgestrektheid, opgegeven in de bij artikel 4 bedoelde aan- « vraag, aangewezen op een in duplo overgelegden staat en « verduidelijkt door een landmeterskaart, aanwijzende de gron- « den bij verschillende overeenkomsten gehuurd en die de

en « djoengs et bouws », autant que possible conformes à la surface déclarée lors de la demande désignée à l'article 4, indiquées sur un état présenté en double et éclaircies par un plan d'arpenteur indiquant les terrains loués par différentes conventions et indiquant la surface en « bouws » de 500 verges rhinlandiques carrées. »

V. Les alinéas 1 et 4 de l'article 10 sont conçus comme suit :

« Aucune convention de prolongation du bail ne peut être conclue qu'après l'expiration des quatre cinquièmes du terme du bail. Le modèle de ce contrat est fixé par le Gouverneur général.

« A l'égard des conventions désignées dans cet article, les dispositions établies par le présent règlement sont applicables, à condition que :

« 1° L'entrée en vigueur de ces conventions commence :

« En cas de prolongation du bail, le jour où expire le terme du bail en cours ;

« uitgestrektheid aangeeft in bouws van 500 □ Rijnlandsche « Roeden ».

V. — Van artikel 10 worden de alinea's 1 en 4 gelezen :

« Geene overeenkomst tot verlenging van huur mag gesloten « worden dan na verloop van vier vijfden van den oorspronke- « lijken huurtijd. Het model dier overeenkomst wordt door den « Gouverneur-Generaal vastgesteld.

« Ten opzichte der overeenkomsten, in dit artikel bedoeld, zijn « van toepassing de bij dit reglement vastgestelde voorschriften « op de inhuurneming van gronden, met dien verstande ;

« 1e Dat de inwerkingtreding dier overeenkomsten aanvangt :

« In geval van verlenging : met den dag, waarop de loopende « huurtijd eindigt :

« En bij overdracht van huur : met de te dier zake te bedingen « tijdstippen ;

« 2e Dat, bij overdracht, instede van afzonderlijke overeen-

« Et en cas de transmission du bail, aux époques à stipuler à ce sujet ;

« 2° En cas de transmission, au lieu de conventions particulières du nouveau preneur avec tous les bailleurs intéressés, il peut être présenté un acte de consentement de transmission et de reprise des droits de location transmis, suivant un modèle à fixer par le Gouverneur général. »

VI. Au deuxième alinéa des articles 14 et 15, les mots « article 1er, § 1, » et § 1, de l'article 1er » sont remplacés par « article 1er, §§ 1 et 2 » et §§ 1 et 2 de l'article 1er. »

VII. Dans l'article 16 il sera inséré, entre le deuxième et le troisième alinéa, un nouvel alinéa ainsi conçu :

« La disposition du précédent alinéa est aussi applicable quand les droits du preneur à bail passent, à la dissolution de la communauté légitime de biens, autrement que par décès, à des ayants droit se trouvant dans les cas désignés par cet alinéa. Le délai de trois mois com-

---

« komsten van den nieuwen huurder met al de betrokken ver- « huurders, kan worden aangeboden eene akte van toestemming, « overdracht en overneming van de overgedragen huurrechten « volgens een door den Gouverneur-Generaal vast te stellen « model ».

VI. — In de tweede alinea van de artikelen 14 en 15 worden de woorden « artikel 1, § 1 » en « § 1 van artikel 1 » vervangen door « artikel 1, §§ 1 en 2 » en « §§ 1 en 2 van artikel 1 ».

VII. — In artikel 16 wordt tusschen de 2e en de 3e alinea eene nieuwe alinea ingevoegd, luidende :

« Het bepaalde bij de vorige alinea is mede van toepassing, « wanneer de rechten van den huurder, bij ontbinding der « wettelijke gemeenschap van goederen ook op andere wijze dan « door den dood, overgaan op rechtverkrijgenden, verkeerende « in de bij die alinea bedoelde gevallen. De termijn van drie

mence alors à courir à partir de l'époque de la dissolution de la communauté. »

Le troisième (devenu quatrième) alinéa de l'art. 46 doit être lu :

« Le chef de l'administration provinciale est autorisé à prolonger de six mois dans des circonstances particulières le délai de trois mois désigné dans les alinéas précédents. »

Deuxièmement : Cette ordonnance entrera en vigueur le jour de son insertion dans le *Staatsblad* des Indes néerlandaises.

Fait à Buitenzorg, le 18 décembre 1891.

C. PIJNACKER HORDIJK.

Le Secrétaire général,

SWEERTS.

Publié le 21 décembre 1891.

Le Secrétaire général,

SWEERTS.

« maanden begint alsdan te loopen van het tijdstip van de ontbin-
« ding der gemeenschap ».

De derde (thans vierde) alinea van artikel 16 wordt gelezen :

« Het Hoofd van Gewestelijk Bestuur is bevoegd om in buiten-
« gewone omstandigheden den in de vorige alinea's bedoelden
« termijn van drie maanden met zes maanden te verlengen ».

Ten tweede : Deze ordonnantie treedt in werking op den dag harer plaatsing in het *Staatsblad* van Nederlandsch-Indië.

Gedaan te Buitenzorg, den 18 December 1891,

C. PIJNACKER HORDIJK.

De Algemeene Secretaris,

SWEERTS.

Uitgegeven den een-en-twintigsten December 1891.

De Algemeene Secretaris,

SWEERTS.

Cession de terres à bail. — Soerakarta. — Djokjakarta. — Modèle du registre, désigné par l'article 8, alinéa 5, du nouveau règlement au « Staatsblad » 1884, n° 9.

ARRÊTÉ

du Gouverneur général des Indes néerlandaises, du 3 février 1884, *n°* 1.

Vu etc...:

Vu les missives :

1 *a*. Etc.

2 *a*. Du Ministre des colonies du 1er juillet 1882, litt. A3, n° 63/1298 ;

Il est arrêté :

Premièrement : Etc.. ;

Landverhuur.— Soerakarta. — Djokjakarta. — Model van het Register, bedoeld bij artikel 8, alinea 5, van het nieuwe Reglement in « Staatsblad » 1884 n° 9.

BESLUIT

van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië van 3 Februari 1884 n° 1.

Gelet enz.:

Gelezen de missives :

I *a*. Enz.

II *a*. Van den Minister van Koloniën van 1 Juli 1882, lett. A3, n°. 63/1298 ;

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord :

Is goedgevonden en verstaan :

Eerstelijk : Enz.

Deuxièmement : De fixer le modèle attaché à cet arrêté, du registre désigné par l'article 8, alinéa 5, du nouveau règlement sur la cession et la prise en location de terrains pour la culture à Soerakarta et Djokjakarta; avec invitation aux Résidents intéressés, de tenir un index sur les folios de ce registre.

Troisièmement : Etc.

Copie, etc...

Par ordonnance du Gouverneur général
des Indes néerlandaises :
Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

Publié le 7 février 1884.
Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

Ten tweede : Vast te stellen het aan dit besluit gehechte model van het register, bedoeld bij artikel 8, alinea 5, van het nieuwe reglement op de huur en verhuur van gronden voor den landbouw in Soerakarta en Djokjakarta; met uitnoodiging aan de betrokken Residenten, om aan te houden een klapper op de folio's van dit register.

Ten derde : Enz.

Afschrift, Enz.

Ter ordonnancie van den Gouverneur-Generaal
van Nederlandsch-Indië :
De Algemeene Sekretaris,
PANNEKOEK.

Uitgegeven den zevenden Februari 1884.
De Algemeene Sekretaris,
PANNEKOEK.

PARCELLE (*a*)

Numéro courant.	Prédicats, Noms et Titre des bailleurs javanais		Noms	Etendue en djoengs.	Etendue en		Montant du l annuel en esp et en produ	
	lors de la location.	lors de la prolongation du bail.	des terres.		bouws de 500 verges carrées.	verges carrées.	lors de la location.	lors de la

a) Désignation générale et situation de la parcelle et, en cas de changement de nom, le décret où ce changement est signalé.

(*b*) Noms et prénoms des locataires et sociétés de commerce ainsi que les noms et prénoms de l'administrateur ou du fondé de pouvoir, indiqué à l'article 1er § 2 du règlement sur la location des terres, en cas de transfert de l'entreprise par décès ou par cession, à côté des noms et prénoms des nouveaux locataires, le décret qui signale le transfert.

(*c*) Entre autres, la mention du transfert de dessa's particulières, avec indication des décrets qui l'approuvent.

LOCATAIRE (*b*)

Durée du bail				Date et numéro du certificat écrit de		Date de l'enregistrement		Noms et prénoms des administrateurs successifs.	Date et numéro de la reconnaissance écrite des administrateurs successifs.	Observations (*c*).
lors de location.		lors de la prolongation du bail.								
Commencement.	Expiration.	Commencement.	Expiration.	la location.	la prolongation du bail.	du bail.	de la prolongation du bail.			

Modèle du registre prévu à l'art. 8, alinéa 5, du nouveau règlement sur la location de terres arables à Soerakarta et Djokjakarta.

Fixé par l'article 2 du décret du 5 février 1884 n° 1 (*Journal spécial*, n° 10).

Vu :

Le Secrétaire général,
PANNEKOEK.

PERCEEL (*a*)

Doorloopend nommer.	Praedicaten, Namen en Titels der Javaansche verhuurders		Namen	Hoegrootheid in djoengs.	Ingestrekt-heid in		Bedrag van de jaarlijksche huurschat zoo geld als in producten	
	bij inhuurname.	bij huur-verlenging.	der gronden.		bouws van 500 vierkante roeden.	vierkante roeden.	bij inhuurname.	bij

(*a*) Algemeene benaming en ligging van het perceel en bij naamsverandering tevens het besluit, waarbij van die naamsverandering is gewag gemaakt.

(*b*) Namen en voornamen der huurders en bij vennootschappen van koophandel ook de namen en vornamen van den bestuurder of gemachtigde, bedoeld in § 2 van art. 1 van het reglement op de landverhuur. Bij overgang der geheele onderneming door overlijden of overdracht, naast de namen en voornamen der nieuwe huurders tevens het besluit, waarbij van den overgang is gewag gemaakt.

(*c*) Hieronder o. a. melding te maken van de overdracht van afzonderlijke dessa's, met opgave van de besluiten, waarbij de overdracht is bekrachtigd.

HUURDER (*b*)

Huurtijd			Dagteekening en nummer der schriftelijke bekrachtiging van de		Dagteekening der registratie van de		Namen en voornamen der successieve administrateurs.	Dagteekening en nummer der schriftelijke erkenning van de successieve administrateurs.	Aanmerkingen (*c*).
bij [..]urname.	bij huurverlenging.								
Expiratie.	Aanvang.	Expiratie.	huur.	huurverlenging.	huur.	huurverlenging.			

Model van het register, bedoeld bij artikel 8, alinea 5, van het nieuwe reglement op de huur en verhuur van gronden voor den landbouw in Soerakarta en Djokjakarta.

Vastgesteld bij artikel 2 van het besluit van 3 Februari 1884 n° 1 (*Staatsblad*, n° 10).

Mij bekend:
De Algemeene Secretaris,
PANNEKOEK.

Concessions pour des entreprises agricoles dans les Etats indigènes autonomes.

ARRÊTÉ

Buitenzorg, le 3 novembre 1892.

Considérant, etc.
Vu. etc.
Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

Il a arrêté ce qui suit :

Premièrement: D'autoriser les chefs de l'administration provinciale dans les possessions en dehors de Java et Madura, dans les provinces desquels se trouvent des Etats indigènes autonomes, à approuver, au nom du Gouvernement des Indes néerlandaises, les concessions pour

---

Concessiën voor landbouwondernemingen in zelfbesturende Inlandsche landschappen.

BESLUIT

Buitenzorg, den 3 November 1892.

Gelet, enz.;
Gelezen, enz.;
De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

Is goedgevonden en verstaan :

Eerstelijk : De Hoofden van Gewestelijk Bestuur in de bezittingen buiten Java en Madoera, in wier gewesten zelfbesturende Inlandsche landschappen worden aangetroffen, te machtigen om concessiën voor landbouwondernemingen, welke door de Inland-

entreprises agricoles qui sont accordées par des Gouvernements indigènes autonomes, suivant l'acte-modèle annexé au présent arrêté, sauf à tenir scrupuleusement compte de ce qui est prescrit dans l'instruction également annexée au présent arrêté.

Deuxièmement : Etc.

Copie, etc.

ACTE DE CESSION

Le radjah (1) de et les grands de son Etat accordent à , à l'exclusion de tous autres, la concession d'une entreprise agricole sur les terrains indiqués au plan joint à cet acte, limités comme suit :

. . . .

(1) Sultan, Panembahan, Soetan, etc.

---

sche zelfbesturen, op den voet van de aan dit besluit gehechte model akte, worden uitgegeven, namens het Gouvernement van Nederlandsch-Indië goed te keuren, onder voorbehoud dat daarbij nauwgezet rekening gehouden worde met het voorkomende in de mede aan dit besluit gehechte instructie.

Ten tweede : enz.

Afschrift, enz.

AKTE VAN CONCESSIE

De radja (1) en zijne betrokken rijksgrooten verleenen aan met uitsluiting van alle anderen, concessie tot het drijven van eene landbouwonderneming op de gronden, blijkens de bij deze akte behoorende schetskaart, begrensd als volgt :

(1) Sultan, Panembahan, Soetan, enz.

jusqu'à une superficie nominale d'environ
et cela aux conditions et clauses stipulées ci-dessous.

Article premier.

1. La concession est accordée pour le terme de (1) années consécutives, commençant le jour où elle aura été approuvée par le chef de l'administration provinciale.

2. Au décès du concessionnaire avant l'expiration de la concession, ses droits et obligations passent à ses héritiers ou ayants cause.

Article 2.

Cette concession est sans préjudice des droits du Gouvernement des Indes néerlandaises, qui sont déterminés

(1) La concession peut être accordée pour 75 ans au plus.

. . . .

tot eene nominale uitgestrektheid van ongeveer
en zulks onder de voorwaarden en bedingen, die hieronder zijn aangegeven.

Artikel één

1. Deze concessie wordt verleend voor den tijd van (1) achtereenvolgende jaren, ingaande met den dag, waarop zij door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur zal zijn goedgekeurd.

2. Bij overlijden van den concessionaris vóór het eindigen van deze concessie, gaan zijne rechten en verplichtingen over op zijne erfgenamen en rechtverkrijgenden.

Artikel 2.

Deze concessie maakt geen inbreuk op de bevoegdheid van het Nederlandsch-Indisch Gouvernement, zooals die in het

(1) De concessie mag hoogstens voor 75 jaren worden verleend.

dans le contrat politique avec , ou qui seront déterminés dans des contrats à conclure ultérieurement.

Article 3.

1. Le concessionnaire délimitera, endéans l'année, et à la satisfaction du chef de l'administration provinciale, le terrain concédé, par le placement, aux points d'intersection des limites des terrains entre eux ou avec des rivières et des chemins, de bornes durables et bien visibles, satisfaisant autant que possible aux prescriptions de l'ordonnance du 16 décembre 1882 (*Staatsblad*, n° 311); à défaut de quoi cette concession pourra être déclarée annulée par le rajah de (1).

2. Le concessionnaire s'engage à se soumettre, sans conditions, en cas de différend relatif aux limites, à la

(1) Sultan, Panembahan. Soetan, etc.

---

politiek contract met is, of in nader te sluiten contracten zal worden omschreven.

Artikel 3.

1. De concessionaris zal, binnen één jaar na de goedkeuring van deze concessie, ten genoegen van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur het concessie-terrein behoorlijk afbakenen door plaatsing op de snijpunten der grenzen onderling of met rivieren en wegen, van duurzame, goed zichtbare merkteekenen, zooveel mogelijk voldoende aan de eischen, gesteld bij de ordonnantie van 16 December 1882 (*Staatsblad* nr 311); zullende bij gebreke van dien deze concessie door den radja (1) van vervallen kunnen worden verklaard.

2. De concessionaris verbindt zich om, bij voorkomende grensgeschillen, onvoorwaardelijk zich te onderwerpen aan de uitspraak van het Hoofd van Gewestelijk of, op machtiging van

(1) Sultan, Panembahan, Soetan, enz.

décision du chef de l'administration provinciale, ou sur délégation de celui-ci, du chef de l'administration locale, après que l'administration indigène aura été consultée.

Article 4.

1. Les terrains situés dans les limites du terrain concédé et occupés par des membres de la population pour culture particulière ou destinés aux assolements, restent à la disposition des occupants, s'ils le désirent.

2. Dans le cas où ces occupants ne peuvent disposer, en dehors des limites du terrain concédé et dans le but mentionné, d'une étendue de terrain suffisante suivant l'avis du chef de l'administration locale, le concessionnaire laissera en outre à leur disposition une étendue de terrain située à l'intérieur des limites, telle que la surface réservée à chaque famille ait une étendue de (1).

(1) Etendue à fixer pour chaque concession en particulier.

---

dezen, van het Plaatselijk Bestuur, na overleg met het Inlandsch Bestuur.

Artikel 4.

1. Binnen de grenzen van het concessie-terrein gelegen gronden, welke bij leden van de bevolking voor eigen cultuur in gebruik of voor wisselbouw bestemd zijn, blijven, desverlangd, ter beschikking van de occupanten.

2. In geval die occupanten buiten de grenzen van het concessieterrein niet kunnen beschikken over eene voor gemeld doel, naar het oordeel van het Hoofd van Plaatselijk Bestuur, voldoende uitgestrektheid grond, zal de concessionaris bovendien zooveel binnen die grenzen gelegen gronden, te hunner beschikking laten, dat de voor elk huisgezin gereserveerde oppervlakte eene uitgestrektheid hebbe van (1).

(1) Deze uitgestrektheid voor elke concessie afzonderlijk vast te stellen.

3. Le nombre des familles qui entre ici en ligne de compte est déterminé de nouveau tous les cinq ans.

4. Il n'est permis au concessionnaire d'utiliser ces terrains déjà occupés par la population, même du consentement des occupants, qu'avec l'autorisation du chef de l'administration locale.

5. Cette autorisation est également exigée pour chaque transmission des terrains réservés aux assolements, à des personnes qui n'appartiennent pas à la population indigène.

Article 5.

1. Les arbres fruitiers — parmi lesquels est compris tout plant de plus d'un an, sur lequel sont exercés des droits de propriété, par conséquent aussi le bambou, le dadap et autres de cette espèce — ainsi que les arbres sur lesquels se trouvent des ruches, situés dans les limites du terrain concédé, ne peuvent être abattus par le conces-

---

3. Het aantal huisgezinnen, dat daarvoor in aanmerking komt, wordt om de vijf jaren op nieuw vastgesteld.

4. Het is den concessionaris niet geoorloofd deze door de bevolking reeds geoccupeerde gronden in gebruik te nemen, zelfs niet met toestemming der occupanten, dan met vergunning van het Hoofd van Plaatselijk Bestuur.

5. Die vergunning wordt mede vereischt voor elke overdracht van de hoogerbedoelde voor wisselbouw gereserveerde gronden op personen, die niet tot de inlandsche bevolking behooren.

Artikel 5.

1. Binnen de grenzen van het concessie-terrein voorkomende vruchtboomen — waaronder wordt verstaan alle overjarig plantsoen, waarop eigendomsrechten worden uitgeoefend, dus ook bamboe, dadap en dergelijke — zoomede boomen, waarop bijennesten voorkomen, mogen door den concessionaris niet worden gekapt dan met toestemming van de daarop rechthebbenden en

sionnaire que du consentement des ayants droit et après qu'il aura indemnisé ceux-ci à leur satisfaction; si ces arbres se trouvent sur des terrains occupés par la population, l'autorisation du chef de l'administration locale est en outre exigée.

2. Le concessionnaire est aussi tenu à indemnité envers les ayants droit à ces arbres pour le dommage à y causer éventuellement par lui ou par les ouvriers à son service, indemnité qui sera fixée en dernier ressort par le chef de l'administration locale.

Article 6.

Si dans les limites du terrain concédé il y avait des travaux de mine d'indigènes ou d'autres personnes, le concessionnaire n'est autorisé à disposer des terrains y employés ou des travaux hydrauliques qui s'y trouvent, qu'après avoir obtenu le consentement des ayants droit

---

na dezen te hunnen genoegen te hebben schadeloosgesteld; voor zoover die boomen staan op door de bevolking geoccupeerde gronden, wordt daartoe bovendien vergunning vereischt van het Hoofd van Plaatselijk Bestuur.

2. De concessionaris is jegens de rechthebbenden op die boomen mede gehouden tot vergoeding van de eventueel daaraan door hem of het in zijn dienst zijnd personeel toe te brengen schade, welke vergoeding in het hoogste ressort zal worden bepaald door het Hoofd van Plaatselijk Bestuur.

Artikel 6.

Mochten binnen de grenzen van het concessie-terrein, mijnwerken van inlanders of van andere personen voorkomen, dan is de concessionaris niet bevoegd over de daarvoor gebruikte gronden ne de daarbij behoorende waterwerken te beschikken, tenzij an verkregen toestemming van rechthebbenden en nadat deze te hunnen genoegen daarvoor zijn schadeloos gesteld.

et après que ceux-ci auront été indemnisés à leur satisfaction.

ARTICLE 7.

1. Autour des Kampongs, dont les terrains, maisons, etc., ne sont pas occupés par le concessionnaire, conformément au 4e alinéa de l'article 4, il sera laissé à la disposition de la population, comme terrain particulier du Kampong et sauf les terrains de réserve désignés dans les alinéas 1 et 2 du susdit article, une bande de terrain d'une largeur minimum de deux cents mètres et d'une superficie minimum égale environ au triple de celle du Kampong proprement dit, avec tout ce qui s'y trouve.

2. Ce terrain est inaliénable. Toute convention contraire est nulle ; il ne peut y être fait exception, avec le consentement de la population et du chef de l'administration locale, que lorsque cela est indispensable pour des

---

ARTIKEL 7.

1. Rondom de kampongs, waarvan de gronden, huizen, enz., niet overeenkomstig de vierde alinea van artikel 4 door den concessionaris in gebruik zijn genomen, zal behalve de in de alinea's 1 en 2 van dit artikel bedoelde reserve gronden, een strook grond tot een minimum breedte van twee honderd meters bij een minimum oppervlakte, gelijk aan ongeveer drie malen die der eigenlijke kampong, met al hetgeen daarop staat, ter beschikking van de bevolking gelaten worden als speciale kamponggrond.

2. Deze grond is onvervreemdbaar. Elke overeenkomst, die daarop inbreuk maakt, is nietig. Alleen kan daarop, met toestemming van de bevolking en van het Hoofd van Plaatselijk Bestuur, uitzondering worden toegelaten wanneer dat onvermijdelijk is voor werken, zooals waterleidingen, wegen, enz., ten behoeve van den concessionaris.

travaux, tels que conduites d'eau, chemins, etc., à l'usage du concessionnaire.

Article 8.

Il sera loisible, en tout temps, à la population y ayant droit suivant les institutions du pays, de recueillir sur la partie non encore défrichée du terrain concédé, des produits naturels, ainsi que du bois à brûler et du bois de construction, mais ce dernier seulement pour son propre usage, et après avertissement préalable au concessionnaire.

Article 9.

1. Outre et sauf les terrains de culture et les terrains du Kampong, réservés à la population conformément aux articles 4 et 7, le concessionnaire mettra les terrains cultivés par lui, qu'il ne désire pas cultiver pendant la première année suivante, en partie à la disposition de la

---

Artikel 8.

Het zal aan de daarop volgens de landsinstellingen rechthebbende bevolking te allen tijde vrij staan, om in het nog niet ontgonnen gedeelte van het concessie-terrein natuurlijke producten in te zamelen, ook brand- en timmerhout, doch dit laatste alleen voor haar eigen gebruik en met voorkennis van den concessionaris.

Artikel 9.

1. De concessionaris zal boven en behalve de in de artikelen vier en zeven bedoelde, voor de bevolking gereserveerde bouw- en kamponggronden, de door hem bebouwd geweest zijnde gronden, die hij gedurende het eerstvolgende jaar niet wenscht te planten, voor een gedeelte ter beschikking stellen van de binnen de grenzen van zijn concessie-terrein gevestigde bevolking om daarop voor één oogst rijst of djagoeng, dan wel gelijk-

population établie sur le terrain concédé, pour y planter du riz ou du « djagoeng » pour une seule récolte ou bien les deux végétaux à la fois, et cela sans qu'il lui soit permis de réclamer quelque rétribution de ce chef.

2. L'étendue de terrain désignée dans le précédent alinéa ne devra pas s'élever à plus de la moitié des terrains disponibles.

3. Les terrains désignés ici ne peuvent être transmis par les ayants droit à des personnes qui n'appartiennent pas à la population indigène, qu'avec l'autorisation du chef de l'administration locale.

Article 10.

1. Les cimetières ou tombeaux existants ou à établir ultérieurement dans les limites du terrain concédé, ainsi que tous les lieux s'y trouvant qui, pour d'autres raisons, sont considérés comme sacrés d'après les institutions de la

---

tijdig beide gewassen te planten, en zulks zonder dat het hem vergund zal wezen daarvoor eenige retributie te vorderen.

2. Het in de vorige alinea bedoelde gedeelte zal niet meer behoeven te bedragen dan de helft van de beschikbare gronden.

3. De hier bedoelde gronden mogen door de rechthebbenden niet worden overgedragen op personen, die niet tot de inlandsche bevolking behooren, dan met vergunning van het Hoofd van Plaatselijk Bestuur.

Artikel 10.

1. De binnen de grenzen van het concessie-terrein bestaande of nader aan te leggen begraafplaatsen of graven, zoomede alle daarin aanwezige plaatsen, welke om andere redenen naar de instellingen der Inlandsche bevolking als gewijde worden beschouwd, zullen door den concessionaris ten strengste worden geëerbiedigd.

population indigène, seront respectés rigoureusement par le concessionnaire.

2. Là où de l'avis du chef de l'administration provinciale il est nécessaire d'agrandir les cimetières existants ou d'établir de nouveaux lieux de sépulture, le concessionnaire rendra disponible dans ce but, sans aucune indemnité ni diminution de redevance, le terrain estimé nécessaire, en tant que celui-ci n'est pas occupé par des établissements agricoles ou des habitations, ou par la culture de végétaux de plus d'un an.

Article 11.

1. Le long de toutes les rivières et ruisseaux, contenant d'ordinaire de l'eau pendant la mousson sèche (conduites d'eau artificielles exceptées), les bois ne peuvent être coupés à une distance de 50 (cinquante) mètres sur les deux rives (mesurés à partir du bord normal), et à une

---

2. Waar naar het oordeel van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur behoefte bestaat aan uitbreiding van bestaande dan wel aan aanleg van nieuwe begraafplaatsen, zal de concessionaris den daarvoor noodig geachten grond, voor zoover deze niet door landbouwétablissementen of woningen of ten behoeve der cultuur van overjarige gewassen is ingenomen, zonder eenige schadevergoeding of vermindering van cijns beschikbaar stellen.

Artikel 11.

1. Langs alle in den drogen moesson gewoonlijk waterhoudende rivieren en beken (kunstmatige waterleidingen uitgezonderd) mag het houtgewas tot een afstand van 50 (vijftig) meters ter weerszijden (gemeten van af den normalen oeverrand), en rondom de in den drogen moesson gewoonlijk waterhoudende bronnen tot op een afstand van 100 (éénhonderd) meters niet gekapt worden dan met vergunning van het Hoofd van Plaatselijk Bestuur.

distance de 100 (cent) mètres autour des sources contenant ordinairement de l'eau pendant la mousson sèche, qu'avec l'autorisation du chef de l'administration locale.

2. Le concessionnaire est obligé de permettre l'abatage d'arbres dans ces bandes, quand cela est jugé nécessaire par le chef de l'administration locale dans l'intérêt général.

Article 12.

1. A la demande du radjah de (1), le concessionnaire rendra disponible une étendue suffisante du terrain concédé par le présent acte, au choix du chef de l'administration provinciale, pour la construction d'établissements du Gouvernement ou de l'administration, ou bien pour l'extension de ceux déjà existants, en tant que ce terrain n'est pas occupé par des établissements agricoles

(1) Comme précédemment.

---

2. De concessionaris is verplicht het kappen van boomen in die strooken toe te laten, wanneer dit door het Hoofd van Plaatselijk Bestuur in het algemeen belang noodig wordt geoordeeld.

Artikel 12.

1. De concessionaris zal, op vordering van den radja (1) van , van het bij deze akte bedoelde concessieterrein, voor zoover het niet door landbouw-etablissementen of woningen of ten behoeve der cultuur van overjarige gewassen is ingenomen, eene voldoende uitgestrektheid, ter keuze van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, beschikbaar stellen voor de vestiging van Gouvernements- of bestuursétablissementen, dan wel voor uitbreiding van de bestaande.

2. Hij zal voor de beschikbaarstelling van die gronden

(1) Als voren.

ou des habitations, ou par la culture de plantes de plus d'un an.

2. Il ne pourra réclamer pour la mise à leur disposition du dit terrain aucune indemnité ni diminution de redevance.

Article 13.

Le concessionnaire est autorisé à exploiter pour son propre usage l'argile, le gravier, le sable, les pierres calcaires et les pierres à bâtir et autres matières semblables non métalliques.

Article 14.

Le concessionnaire ne cultivera pas de papavéracées sur le terrain concédé.

Article 15.

1. Pour les terrains à la disposition du concessionnaire en vertu du présent acte, il sera payé par celui-ci une redevance annuelle de fl. .

---

geenerlei schadevergoeding of vermindering van cijns kunnen vorderen

Artikel 13.

De concessionaris is bevoegd tot het winnen voor eigen gebruik van klei, grind, zand, kalk- of bouwsteen en dergelijke niet metaalaardige stoffen.

Artikel 14.

De concessionaris zal op het concessie-terrein geen papaver planten telen.

Artikel 15.

1. Voor de, ingevolge deze akte, ter beschikking van den concessionaris staande gronden, wordt door dezen een jaarlijksche cijns voldaan van *f* .

2. La redevance est comptée à partir du jour où la concession sera approuvée ; toutefois, pour la première année de concession, il est dû une cinquième partie de la redevance totale, pour la deuxième année deux cinquièmes, et ensuite pour chaque année un cinquième de plus, de manière que la redevance entière soit payée dès la cinquième année et pendant les années suivantes.

3. La redevance est due dès que l'année de concession a pris cours et doit être acquittée au plus tard trois mois après l'expiration de celle-ci.

4. Si le concessionnaire ne se conforme pas à cette obligation, et si la sommation judiciaire qui a suivi reste sans effet, la concession sera annulée de droit trois mois après cette sommation, sans préjudice de l'obligation du concessionnaire d'indemnisation pour frais, dommages et intérêts.

5. Le payement par anticipation de la redevance pour plus d'un an ne peut avoir lieu ; toutes clauses contraires à cette disposition sont nulles.

---

2. De cijns wordt gerekend in te gaan met den dag waarop deze concessie zal zijn goedgekeurd, met dien verstande, dat over het eerste concessie-jaar één/vijfde gedeelte van den geheelen cijns verschuldigd is, over het tweede jaar twee/vijfden en verder over elk jaar één/vijfde meer, zoodat over het vijfde en de volgende jaren de volle cijns betaald wordt.

3. De cijns is verschuldigd zoodra het concessie-jaar is ingetreden en moet uiterlijk drie maanden na afloop daarvan worden voldaan.

4. Komt de concessionaris deze verplichting niet na, ook niet na eene daarop gevolgde gerechtelijke aanmaning, dan zal drie maanden na de beteekening dier aanmaning de concessie van rechtswege vervallen zijn, onverminderd de verplichting van den concessionaris tot vergoeding van kosten, schaden en interessen.

Article 16.

1. N'est pas comprise dans cette concession, sauf ce qui est stipulé ci-dessus dans l'article 13, l'exploitation de mineraux, de sources de pétrole et autres exploitations semblables.

2. Le concessionnaire est obligé de permettre sur le terrain concédé des recherches et exploitations minières par le Gouvernement ou en vertu d'autorisations et concessions accordées ou approuvées par le Gouvernement, et de rendre disponibles les terrains y nécessaires contre indemnisation du dommage causé.

3. Si un accord, quant au montant de cette indemnité, n'intervient pas entre les intéressés, elle sera déterminée par trois arbitres.

4. En cas de différend concernant la nécessité de la libre disposition des terrains réclamés pour des recherches et des exploitations minières, le chef de l'administration

---

5. Vooruitbetaling van den cijns voor langer dan één jaar mag niet plaats vinden; alle hiermede strijdige bedingen zijn nietig.

Artikel 16.

1. In deze concessie is, behoudens het hierboven in artikel 13 bepaalde, niet begrepen de ontginning van delfstoffen, aardoliebronnen en dergelijke.

2. De concessionaris is verplicht op het concessie-terrein mijnbouwkundige onderzoekingen en mijnontginningen door het Gouvernement en krachtens door het Gouvernement verleende of goedgekeurde vergunningen en concessie's toe te laten, en de daarvoor benoodigde terreinen beschikbaar te stellen tegen vergoeding van de daardoor veroorzaakte schade.

3. Kan omtrent het bedrag dier vergoeding tusschen de betrokken belanghebbenden geene overeenstemming verkregen worden, dan zal zij worden bepaald door drie scheidslieden.

provinciale décide en dernier ressort, après avoir entendu les parties.

5. Si les terrains mis à la disposition d'autres personnes en vertu du présent article ne sont plus utilisés pour des recherches ou exploitations minières avant l'expiration de cette concession, ils reviennent à la disposition du concessionnaire, s'il le désire, sauf ce qui pourrait être déterminé dans les conditions de l'exploitation minière concernant l'enlèvement de bâtiments et et d'établissements construits ou placés sur ces terrains.

Article 17.

1. Le concessionnaire pourra placer et élever tels bâtiments et établissements, établir tels chemins ou conduites d'eau qu'il estime utiles ou nécessaires pour son entreprise.

2. Le concessionnaire ne peut disposer de l'eau des fleuves ou des rivières au moyen de saignées et conduites

---

4. Bij geschil omtrent de noodzakelijkheid van de beschikking over de voor mijnbouwkundige onderzoekingen en mijnontginningen verlangde gronden, beslist het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, na partijen te hebben gehoord, in hoogste ressort.

5. Wanneer de ingevolge dit artikel ter beschikking van anderen gestelde gronden vóór het eindigen dezer concessie niet meer voor mijnbouwkundige onderzoekingen of ontginningen benoodigd zijn, komen ze desverlangd weder ter beschikking van den concessionaris, behoudens hetgeen bij de voorwaarden van mijnontginning wocht zijn bepaald omtrent het verwijderen van gebouwen en inrichtingen, op die gronden gemaakt of geplaatst.

Artikel 17.

1. De concessionaris zal op het concessieterrein al zoodanige gebouwen en inrichtingen mogen plaatsen of aanbrengen, wegen

d'eau, qu'après avoir obtenu l'autorisation du chef de l'administration provinciale et aux conditions qu'on y aura mises.

Article 18.

1. Le concessionnaire est obligé d'entretenir en bon état et de tenir ouvertes à la circulation publique les voies de terre et d'eau existantes, en tant qu'elles passent sur le terrain concédé, et à la satisfaction du chef de l'administration locale, à défaut de quoi l'administration susdite sera autorisée à faire pourvoir à l'entretien de ces voies aux frais du concessionnaire.

2. Le concessionnaire est tenu de permettre sur son terrain concédé, par le chef de l'administration provinciale ou avec son autorisation, l'établissement de chemins de fer, tramways, grand'routes et chemins de charroi, sentiers et conduites d'électricité, ainsi que l'établissement de conduites d'eau et de fossés de drainage ou d'écoule-

---

en waterleidingen aanleggen, die hij voor zijne onderneming nuttig of noodig acht.

2. Over het water uit stroomen of rivieren mag de concessionaris door middel van aftapping en waterleidingen niet beschikken dan na vooraf verkregen toestemming van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, en onder de daaraan verbonden voorwaarden.

Artikel 18.

1. De concessionaris is verplicht bestaande land- en waterwegen, voor zoover zij over zijn concessieterrein loopen, ten genoegen van het Hoofd van Plaatselijk Bestuur in goeden staat en voor het openbaar verkeer geopend te houden; bij gebreke waarvan bedoeld bestuur bevoegd zal zijn, op kosten van den concessionaris, in het onderhoud dier wegen te doen voorzien.

2. De concessionaris is gehouden den aanleg door of met vergunning van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur van spoor-

ment de terrains situés plus haut, et de rendre définitivement disponibles dans ce but les bandes de terrain nécessaires, au premier avertissement du chef de l'administration provinciale, et cela sans aucun droit à quelque indemnité pour la privation de ce terrain, mais avec droit à indemnisation par les intéressés pour le dommage à causer aux bâtiments, plantations, travaux de drainage ou chemins et conduites d'eau, laquelle indemnité sera déterminée par un arrangement à l'amiable entre les intéressés, ou si l'accord ne se fait pas, par trois arbitres.

Article 19.

1. Les chemins qui sont établis par le concessionnaire sur son terrain concédé, ainsi que les ponts qui sont bâtis par lui, seront ouverts en tout temps à la circulation publique, en tant que, de l'avis du chef de l'administration provinciale, ils sont à cet effet de quelque importance.

---

tram-, rij- en karrenwegen, voetpaden en electriciteits-geleidingen, zoomede den aanleg van waterleidingen, en draineerrings, grachten of slooten van hooger gelegen gronden over zijn concessieterrein te gedoogen en de daarvoor benoodigde strooken grond op eerste aanzegging van wege het Hoofd van Gewestelijk Bestuur definitief beschikbaar te stellen, en zulks zonder aanspraak op eenige vergoeding voor het gemis van den grond, doch met recht van vergoeding door belanghebbenden van de aan gebouwen, plantsoenen, draineeringswerken of wegen en waterleidingen toe te brengen schade, welke vergoeding bij minnelijke schikking tusschen belanghebbenden of, zoo daaromtrent geen overeenstemming kan worden verkregen, door drie scheidslieden zal worden bepaald.

Artikel 19.

1. De wegen, die door den concessionaris binnen zijn concessieterrein worden aangelegd, en evenzoo de bruggen, die door

2. Pour l'aider à couvrir les frais d'entretien de ces chemins et ponts, aussi longtemps qu'ils seront entretenus par lui à la satisfaction du chef de l'administration locale, le concessionnaire pourra percevoir pour leur usage un droit de passage, suivant un tarif à arrêter par le chef de l'administration provinciale.

Article 20.

1. La présente concession ne peut être transmise ni en tout ni en partie à d'autres, qu'avec l'approbation du chef de l'administration provinciale et après information du radjah (1) de .

2. Le concessionnaire sera cependant autorisé à accorder temporairement et gratuitement la jouissance de parcelles de terrains à sa disposition, pour être habitées et plantées, aux boutiquiers, maraîchers, constructeurs de granges, artisans et autres, dont le commerce ou la profession, quoique exercé pour leur propre compte,

(1) Comme précédemment.

---

hem gebouwd worden, zullen, voorzoover zij, naar het oordeel van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, voor het algemeen verkeer van belang zijn, te allen tijde daarvoor geopend wezen.

2. Ter tegemoetkoming in de kosten van het onderhoud van die wegen en bruggen, zal de concessionaris, zoolang zij ten genoegen van het Hoofd van Plaatselijk Bestuur door hem worden onderhouden, voor het gebruik daarvan tol mogen heffen, volgens een door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur vast te stellen tarief.

Artikel 20.

1. Deze concessie mag noch voor het geheel, noch voor een deel, aan anderen overgedragen worden, dan met goedkeuring van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur en met kennisgeving aan den radja (1) van

2. De concessionaris zal echter de bevoegdheid hebben om kosteloos kleine stukken van de te zijner beschikking zijnde

(1) Als voren.

est en rapport avec l'exploitation de l'entreprise. Même autorisation lui est accordée en ce qui concerne le personnel de l'entreprise.

Article 21.

1. Le concessionnaire devra, en cas d'absence personnelle, être dûment représenté dans les Indes néerlandaises.

2. Au sujet de cette concession lui et son représentant ou fondé de pouvoir élisent invariablement domicile au bureau du chef de l'administration locale (ou provinciale) à

Article 22.

1. Cinq ans au plus et deux au moins avant l'époque de l'expiration du terme de la concession, suivant le désir du concessionnaire, il sera examiné par le radjah (1) de

(1) Comme précédemment.

---

gronden tijdelijk ter beplanting of ter bewoning in gebruik te geven aan de op de onderneming verblijf houdende winkeliers, groenteplanters, schuurbouwers, ambachtslieden en dergelijken, wier nering of beroep, ofschoon voor eigen rekening uitgeoefend, met de exploitatie der onderneming in verband staat, en evenzoo aan het eigen personeel der onderneming.

Artikel 21.

1. De concessionaris zal bij persoonlijk afwezen steeds in Nederlandsch-Indië behoorlijk vertegenwoordigd moeten zijn.

2. Ter zake dezer concessie kiest hij en c. q. zijn vertegenwoordiger of gemachtigde onveranderlijk domicilie ten kantore van het Hoofd van Plaatselijk (of Gewestelijk) Bestuur te

Artikel 22.

1. Hoogstens vijf en minstens twee jaren vóór het tijdstip van

et les grands de son Etat, d'accord avec le chef de l'administration provinciale, s'il existe ou non des inconvénients au renouvellement de la concession, soit aux conditions actuelles, soit à des conditions modifiées.

2. S'il n'en existe pas, le concessionnaire actuel aura droit à cette concession renouvelée de préférence à tous autres.

ARTICLE 23.

1. A l'expiration de la concession, tous les bâtiments et établissements élevés par le concessionnaire seront enlevés par lui endéans l'année, si la concession n'est pas renouvelée. Le radjah (1) de (et les grands de son Etat) ont cependant le droit, si cela est jugé préférable, de reprendre ces bâtiments et établissements du concessionnaire à un prix à déterminer de commun accord.

(1) Comme précédemment.

---

deze concessie zal, op verlangen van den concessionaris, door den radja (1) van en zijne betrokken rijksgrooten, in overleg met het Hoofd van Gewestelijk Bestuur, in overweging genomen worden of tegen de vernieuwing van deze concessie, hetzij op de tegenwoordige, hetzij op gewijzigde voorwaarden, al dan niet bezwaren bestaan.

2. Zoo die niet bestaan, zal de tegenwoordige concessionaris bij voorkeur boven anderen op die vernieuwde concessie aanspraak hebben.

ARTIKEL 23.

1. Bij expiratie van deze concessie zullen, indien zij niet wordt vernieuwd, alle gebouwen en inrichtingen, door den concessionaris opgetrokken, binnen één jaar door hem verwijderd worden. De radja (1) van (en zijne betrokken rijksgrooten) hebben echter het recht die gebouwen en inrichtingen desverkiezende van den concessionaris over te nemen tegen een onderling overeen te komen prijs.

(1) Als voren.

2. Si les parties ne peuvent se mettre d'accord à ce sujet, ces bâtiments et établissements seront évalués par trois experts.

3. Les droits que le concessionnaire peut faire valoir sur ces bâtiments et établissements se prescrivent au bout d'un an, après que le radjah (1) de
et les grands de son Etat auront déclaré, à l'expiration de la concession, ne pas être disposés à la reprise.

4. Les dispositions des trois alinéas précédents sont aussi applicables si la concession vient à être annulée de droit conformément aux dispositions de l'article 15.

Article 24.

1. Les différends qui pourraient naître en conséquence

(1) Comme précédemment.

---

2. Kunnen partijen het daarover niet eens worden, dan zullen die gebouwen en inrichtingen getaxeerd worden door drie scheidslieden.

3. De rechten, die de concessionaris op die gebouwen en inrichtingen kan doen gelden, vervallen door het verloop van één jaar nadat bij expiratie der concessie de radja (1) van
(en zijne betrokken rijksgrooten) verklaard zullen hebben niet tot overname genegen te zijn.

4. De voorschriften van de drie vorige alinea's van dit artikel zijn ook van toepassing indien de concessie overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van rechtswege komt te vervallen.

Artikel 24.

1. De geschillen, die naar aanleiding der bepalingen van de artikelen 4, 7 en 9 dezer akte mochten ontstaan, zullen in hoogste ressort worden beslist door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur.

(1) Als voren.

des articles 4, 7 et 9 du présent acte, seront jugés en dernier ressort par le chef de l'administration provinciale.

2. Tous les autres différends qui pourraient naître du présent acte de concession, seront soumis à la décision de trois arbitres, dont un à désigner par chacun des intéressés et le troisième par le chef de l'administration provinciale.

3. Si un des intéressés néglige de désigner un arbitre, et s'il laisse passer un terme à fixer par le chef de l'administration provinciale, sans le faire, la désignation du dit arbitre se fera également par le chef d'administration susmentionné.

4. Les arbitres décideront à la pluralité des voix et leur décision ne sera pas sujette à un recours supérieur.

5. Ils détermineront en même temps lequel des intéressés supportera les frais de l'arbitrage ou quelle partie chacun d'eux aura à supporter.

---

2. Alle andere geschillen, die naar aanleiding van deze concessieakte mochten ontstaan, zullen worden onderworpen aan de beslissing van drie scheidslieden, waarvan één aan te wijzen door ieder der belanghebbenden en de derde door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur.

3. Indien een der belanghebbenden in gebreke blijft een scheidsman aan te wijzen, en een daartoe door het Hoofd van Gewestelijk Bestuur te stellen termijn ongebruikt laat voorbijgaan, zal de aanwijzing van dien scheidsman mede door genoemd Bestuurshoofd geschieden.

4. De scheidslieden zullen bij meerderheid van stemmen beslissen en hunne uitspraak zal niet aan hooger beroep onderhevig zijn.

5. Zij bepalen tevens wie der belanghebbenden de kosten der arbitrage of welk aandeel ieder van dezen daarin zal dragen.

Article 25.

En cas de différends concernant l'interprétation des dispositions du présent acte, le texte néerlandais est obligatoire pour toutes les parties.

Article 26.

Les frais d'envois de fonctionnaires, d'experts ou de Commissions pour les constatations sur les lieux, en vertu des stipulations de la présente concession, sont entièrement ou en partie à la charge du concessionnaire, d'après la décision du chef de l'administration provinciale.

Article 27.

Le présent acte doit être soumis, sous peine de nullité, à l'approbation du chef de l'administration provinciale, endéans l'année après sa date.

Fait à   le

(Signatures et sceaux du radjah (1) *et des grands de l'Etat intéressés.)*

(1) Comme précédemment.

Artikel 25.

Bij geschillen omtrent de uitlegging van de in deze akte voorkomende bepalingen is de Nederlandsche tekst voor alle partijen verbindend.

Artikel 26.

De kosten voor het zenden van ambtenaren, deskundigen of commissiën ter plaatselijk opname, in verband met de bepalingen dezer concessie, komen geheel of ten deele ten laste van den concessionaris, ter beslissing van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur.

Artikel 27.

Deze akte moet op straffe van nietigheid, binnen één jaar na hare dagteekening, aan de goedkeuring van het Hoofd van Gewestelijk Bestuur onderworpen worden.

Gegeven te   den

(Handteekeningen en zegels van den radja (1) *en de betrokken rijksgrooten.)*

(1) Als voren.

Le soussigné

. . . .

déclare accepter la concession inscrite au présent acte, aux conditions y stipulées.

(*Signature du concessionnaire.*)

De ondergeteekende

. . . .

verklaart de in deze akte omschreven concessie onder de daarbij gestelde voorwaarden te aanvaarden.

(*Handteekening van den concessionaris.*)

Behoort bij artikel 1 van het besluit van 3 November 1892, nr 2.

Transfert de concessions agricoles sans intervention du Gouvernement.

Au Résident de la section occidentale de Bornéo.

Buitenzorg, 11 juin 1894.

Comme suite à votre missive du 18 avril dernier, n° 1958, j'ai l'honneur, sur l'ordre du Gouverneur général, de vous faire savoir qu'en vertu du décret du 3 novembre 1892, n° 2 (annexes au *Staatsblad*, n° 4770), l'approbation des concessions agricoles accordées par les administrations indigènes autonomes, conformément au modèle prescrit, ayant été laissée aux chefs de l'administration provinciale, le transfert de ces concessions à d'autres peut également, de l'avis de Son Excellence, se faire sans intervention du Gouvernement; toutefois, comme

---

Overdracht van landbouwconcessiën buiten bemoeienis der Regeering.

Aan den Resident der Westerafdeeling van Bornéo.

Buitenzorg, 11 Juni 1894.

Met referte aan Uwe missive van 18 April j. l., n° 1958, heb ik de eer, op last van den Gouverneur-Generaal, UHEdG. mede te deelen dat nu blijkens het besluit van 3 November 1892, nr 2, (Bijblad op het *Staatsblad*, n° 4770), de goedkeuring op door de Inlandsche zelfbesturen uitgegeven, overeenkomstig het vastgesteld model opgemaakte landbouwconcessiën aan de Hoofden van gewestelijk bestuur is overgelaten, ook de overdracht van zoodanige concessiën op naam van anderen, naar het inzien van

dans le cas cité par vous, en vertu de l'acte de concession, l'approbation du seul chef de l'administration provinciale doit être requise et, lors du transfert, devra être observé ce qui est indiqué dans la circulaire du 16 mars 1893, nº 773 (1).

La déclaration de l'administration indigène autonome de Sambas, communiquée par vous, vous est retournée ci-jointe.

Le Secrétaire du Gouvernement,
C. B. NEDERBURGH.

(1) Voir nº 4954, sub. I.

Zijne Excellentie, buiten bemoeienis der Regeering kan plaats vinden, indien althans, — zooals in het door U bedoeld geval, — volgens de concessie-akte van Bestuurswege voor de overdracht alleen de goedkeuring van het Hoofd van gewestelijk bestuur wordt vereischt en mits bij de overdracht het voorkomende in de dezerzijdsche circulaire van 16 Maart 1893, nr 773 (1), wordt in acht genomen.

De door U overgelegde verklaring van het Inlandsch zelfbestuur van Sambas wordt hierbij weder aangeboden.

De Gouvernements Secretaris,
C. B. NEDERBURGH.

(1) Zie Bijblad nr 4954, sub. I.

Agriculture et Mines. — Etrangers. — Exclusion d'étrangers et de Sociétés fixés à l'étranger des entreprises agricoles et minières aux Indes néerlandaises, sauf dans la résidence côte orientale de Sumatra.

I.

Aux chefs de l'administration provinciale dans les possessions hors de Java (excepté Benkoelen, district de Lampong, côte orientale de Sumatra, Atjeh et dépendances, Banka et dépendances, Billiton, Amboina, Timor et dépendances, Bali et Lombok.

Buitenzorg, 16 mars 1894.

Quand, par décret du 3 novembre 1893, le Gouverneur général réglementa les concessions en vue d'exploitations agricoles dans les districts indigènes autonomes, aucune

---

Land- en Mijnbouw. — Vreemdelingen — Uitsluiting van in het buitenland gevestigde vreemdelingen en vennootschappen als ondernemers van land- of mijnbouw in Nederlandsch-Indië, behalve in de residentie Oostkust van Sumatra.

I.

Aan de Hoofden van Gewestelijk Bestuur in de bezittingen buiten Java en Madoera (uitgezonderd Benkoelen, Lampongsche Districten, Oostkust van Sumatra, Atjeh en Onderhoorigheden, Banka en Onderhoorigheden, Billiton, Amboina, Timor en Onderhoorigheden en Bali en Lombok).

Buitenzorg, 16 maart 1893.

Toen bij het U bekend besluit van 3 November 1892, nr 2, door den Gouverneur-Generaal eene algemeene regeling werd

décision n'était prise quant à la question soulevée si, en ce qui concerne les terres du Gouvernement, il fallait maintenir ou non l'exclusion de non-Néerlandais et de Sociétés de commerce fixées à l'étranger du droit de devenir locataires ou emphytéotes de terres du domaine ou d'obtenir des concessions de mines ; cette question fut, de ce fait, laissée également sans solution en ce qui concerne les districts indigènes autonomes.

Sur l'ordre du Gouverneur général, j'ai l'honneur de vous informer qu'aucune modification n'est apportée aux conditions auxquelles doivent satisfaire les locataires ou emphytéotes de terres du domaine et les concessionnaires de mines ; donc, comme ces dispositions doivent être prises comme bases dans les districts autonomes, l'exclusion des dites catégories de personnes y doit également être maintenue.

Le premier Secrétaire du Gouvernement,
VAN DER WIJCK.

---

getroffen voor het verleenen van concessie tot het drijven van landbouwondernemingen in de zelfbesturende Inlandsche landschappen, was nog geene beslissing genomen omtrent de aan de orde gestelde vraag of, voor zooveel de Gouvernementslanden betreft, de uitsluiting van in den vreemde gevestigde niet-Nederlanders en vennootschappen van koophandel van het recht om als huurder of erfpachter van domeingrond of als mijnconcessionaris op te treden, al dan niet behoort te worden gehandhaafd, in verband waarmede deze quaestie destijds ook onbeslist is gelaten voor de zelfbesturende Inlandsche landschappen.

Op last van den Gouverneur-Generaal heb ik de eer UHEdG. thans mede te deelen dat is afgezien van eene wijziging der voor de Gouvernementslanden bestaande bepalingen omtrent de vereischten, waaraan huurders en erfpachters van domeingrond en mijnconcessionarissen moeten voldoen, zoodat, daar die bepalingen in de zelfbestuur bezittende landschappen tot richtsnoer behooren te worden genomen, ook dáár de uitsluiting van hoogergenoemde

II.

Au Résident de la côte orientale de Sumatra.

Buitenzorg, 16 juin 1894.

Comme suite à votre missive du 5 février dernier, n° 381/4, et au principe admis d'étendre autant que possible à toutes les Indes néerlandaises le dispositif de l'article 11 du décret agraire (*Staatsblad*, 1872, n° 116), la question a été examinée si les concessions agricoles accordées ou à accorder encore par les administrations indigènes autonomes dans votre province doivent ou non être soumises à des dispositions restrictives quant au transfert.

Le Gouverneur général est arrivé à cette conclusion que, par suite de l'état de choses existant, il valait mieux ne pas y apporter de restrictions tant pour Deli que pour les autres divisions de votre province et que, là où le

---

categoriën van personen en vennootschappen moet worden gehandhaafd.

De 1e Gouvernements Secretaris,
VAN DER WIJK.

II.

Aan den Resident der Oostkust van Sumatra.

Buitenzorg, 16 Juni 1895.

Naar aanleiding van Uwe missive van 5 Februari, nr 381/4, is in verband met het aangenomen beginsel om het bepaalde bij artikel 11 van het zoogenaamd agrarisch besluit (*Staatsblad*, 1872, no 116), zooveel doenlijk in geheel Nederlandsch-Indië toe te passen, nader overwogen of de door de Inlandsche zelfbesturen in Uw gewest uitgegeven of alsnog uit te geven landbouwconcessiën al dan niet aan beperkende bepalingen op de overdracht behooren te worden gebonden.

transfert de concessions agricoles à des étrangers — non résidents — ou à des Sociétés fixées à l'étranger est autorisé, il est rationnel, quand les administrations autonomes de votre province *accordent* de telles concessions, de ne pas exiger que seules les catégories de personnes désignées à l'article 11 du décret agraire puissent en bénéficier.

La situation, telle qu'elle était avant la réception de la circulaire du 16 mars 1893, n° 772 (1), est maintenue en ce qui concerne les concessions agricoles, et j'ai l'honneur, sur l'ordre de Son Excellence, de vous en donner avis par la présente.

Le Secrétaire du Gouvernement,
C. B. NEDERBURGH.

(1) Voir I.

De Gouverneur-Generaal is daarbij tot de conclusie gekomen dat het in verband met den bestaanden toestand beter is om zoodanige beperking en zoowel voor *Deli* als voor de overige afdeelingen van Uw gewest achterwege te laten en dat, waar de overdracht van landbouwconcessiën op naam van vreemdelingen — niet ingezetenen — of in het buitenland gevestigde vennootschappen van koophandel mitsdien wordt vrijgelaten, het rationeel is, om ook bij *uitgifte* van zoodanige concessiën door de Inlandsche zelfbesturen in Uw gewest, niet den eisch te stellen dat daarvoor slechts de in artikel 11 van het agrarisch besluit genoemde categoriën van personen en lichamen in aanmerking mogen komen.

De toestand, zoaals die bestond vóór de ontvangst van het dezerzijdsch schrijven van 16 Maart 1893, n° 772 (1), wordt derhalve ten aanzien der landbouwconcessiën bestendigd en ik heb de eer, ingevolge opdracht van Zijne Excellentie, UHEdG. hiervan bij deze mededeeling te doen.

De Gouvernements Secretaris,
C. B. NEDERBURGH.

(1) Zie I.

Côte Est de Sumatra. — Emphytéose. — Cession à bail emphytéotique de terres, spécialement de terrains à bâtir, faite par les princes indigènes de la côte Est de Sumatra, à des personnes y domiciliées, n'appartenant pas à la population indigène.

ARRÊTÉ

Buitenzorg, le 1er janvier 1887.

Vu, etc.

Le Conseil des Indes néerlandaises entendu ;

IL EST ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

D'approuver le modèle ci-annexé d'un acte relatif à la cession à bail emphytéotique par des princes indigènes de

---

Oostkust van Sumatra. — Erfpacht. — Afstand in erfpacht van gronden, speciaal bestemd voor huisbouw, door de inlandsche vorsten in de residentie Oostkust van Sumatra aan aldaar gevestigde personen, niet behoorende tot de Inlandsche bevolking.

BESLUIT

Buitenzorg, den 1 Januari 1887.

Gelezen, enz.

De Raad van Nederlandsch-Indië gehoord ;

IS GOEDGEVONDEN EN VERSTAAN :

Goed te keuren het aan dit besluit gehecht model eener akte betreffende den afstand in erfpacht door de Inlandsche vorsten in de residentie Oostkust van Sumatra aan aldaar gevestigde per-

la côte est de Sumatra à des personnes y domiciliées, n'appartenant pas à la population indigène, de terres spécialement destinées à la construction de maisons.

Copie, etc.

Acte de cession à bail emphytéotique :

Son Altesse le et les grands de son royaume accordent à l'emphytéose d'une parcelle de terre située à ,
limitée comme suit :
dont les dimensions sont
pour y
et ce aux conditions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Le présent bail expire le

---

sonen, niet behoorende tot de Inlandsche bevolking, van gronden, speciaal bestemd voor huisbouw.

Afschrift enz.

Akte van afstand van erfpachtsrecht.

Zijne Hoogheid en zijne betrokken Rijksgrooten verleenen aan het erfpachtsrecht op een perceel grond gelegen te
begrenst als volgt :
waarvan de afmetingen zijn
om
en zulks onder de voorwaarden en beding n die hieronder zijn aangegeven :

ARTIKEL ÉÉN.

Dit erfpachtsrecht wordt verleend tot op ultimo....

Article 2.

L'emphytéote payera pour cette parcelle un fermage annuel de

Le montant de ce fermage pourra, tous les cinq ans, être augmenté ou diminué par le , d'après l'augmentation ou la diminution de la valeur locative de la parcelle; toutefois le fermage annuel ne pourra jamais dépasser dix cents, au cours des Indes néerlandaises, par mètre carré et par an, ni un maximum égal au cinquième de la valeur locative de la parcelle y compris les bâtiments y élevés.

Article 3.

Le fermage sera payé au contrôleur de , en deux termes semestriels égaux.

Article 4.

Le fermage sera calculé à partir du 1er et

Artikel 2.

De erfpachter zal over dit perceel eene jaarlijksche pacht voldoen van f zegge

Het bedrag van die erfpacht zal telkens na ommekomst van elke vijf jaren door den kunnen verhoogd of verlaagd worden in verband tot de huurwaarde-vermeerdering of vermindering van het perceel, onder deze beperking nochtans, dat de te bepalen pachtschat nimmer zal mogen overschrijden het bedrag van tien cents Nederlandsch-Indië courant per vierkanten meter en per jaar en ook evenmin een maximum van het een vijfde gedeelte der huurwaarde van het perceel, die van de daarop geplaatste gebouwen daaronder begrepen.

Artikel 3.

De erfpacht zal worden betaald aan den Controleur te in twee gelijke halfjaarlijksche termijnen.

les termes seront exigibles le 1er et le 1er suivant.

Article 5.

L'emphytéose sera annulée de droit et sans sommation ou mise en demeure préalable si le fermage est resté impayé pendant deux ans.

Article 6.

L'emphytéote peut abattre les arbres qui se trouvent sur la parcelle ou les enlever d'autre manière sans devoir les remplacer par d'autres.

Article 7.

Pour le surplus, il exerce, pendant la durée du bail, sur la parcelle, tous les droits du propriétaire, sous

---

Artikel 4.

De berekening daarvan zal ingaan met den 1 en de halfjaarlijksche termijnen daarvan zullen opvorderbaar zijn op elken 1 en daaraanvolgend.

Artikel 5.

Het erfpachtsrecht zal van rechtswege en zonder voorafgaande sommatie tot betaling of ingebrekestelling vervallen, indien de deswege verschuldigde erfpacht over twee jaren niet betaald is.

Artikel 6.

De erfpachter is bevoegd de boomen, die op het perceel voorkomen, om te kappen of op andere wijze te verwijderen, zonder verplicht te wezen anderen daarvoor in plaats te stellen.

Artikel 7.

Hij oefent ook overigens en gedurende den tijd van zijn genot op dat perceel alle rechten uit, die aan den eigendom daarvan verbonden zijn, behoudens de bepalingen van den achtsten titel,

réserve des dispositions du titre VIII du Code civil qui sont applicables à la présente emphytéose et pour autant que les clauses du présent acte n'y font pas obstacle.

Article 8.

Les droits et obligations de l'emphytéote commencent le jour où il reçoit le titre, lorsque l'acte en question aura reçu l'approbation du Résident de la côte est de Sumatra, conformément à l'article 720 du Code civil et de la façon prescrite par l'article 26 des dispositions relatives à l'introduction de la nouvelle législation et au passage à celle-ci.

Fait à , le .

Le soussigné déclare accepter l'emphytéose décrite au présent acte aux conditions qui y sont mises.

Le Résident susdit.

---

tweede boek, van het Burgerlijk Wetboek, die op dit erfpachtsrecht van toepassing zijn, voor zoover daarvan door de overige bepalingen dezer akte niet is afgeweken.

Artikel 8.

De rechten en verplichtingen van den erfpachter zullen ingaan met den dag, waarop de titel van aankomst, nadat op de betrekkelijke akte de goedkeuring van den Resident der Oostkust v n Sumatra is verkregen, in opvolging van artikel 720 van het Burgerlijk Wetboek en op de wijze, voorgeschreven bij artikel 26 van de « Bepalingen omtrent de Invoering van- en den Overgang tot de nieuwe Wetgeving », is openbaar gemaakt.

Gegeven te den

De ondergeteekende verklaart het in deze akte omschreven erfpachtsrecht onder de daarbij bepaalde voorwaarden te aanvaarden.

De Resident voornoemd,

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

Introduction historique par le Dr P.-A. van der Lith . . 7

Loi organique sur le gouvernement des Indes orientales néerlandaises 27

Loi du 9 avril portant complément de l'art. 62 de la loi organique du gouvernement des Indes néerlandaises. . 30

Affaires agraires. — Décret du 20 juillet 1870. . . . 34

Modification au décret royal n° 118 du *Staatsblad* des Indes néerlandaises, 1870. 51

Abolition des art. 2 et 6 du décret royal du 20 juillet 1870, n° 15, Journal officiel, n° 118, et modification de l'art. 7 de cet arrêté 62

Complément à l'art. 14 du décret royal publié dans le *Staatsblad* 1870, n° 118, et 1872, n° 116 65

Modification à l'art. 9 du décret royal publié dans le *Staatsblad* 1870, n° 118, et 1872, n° 116 68

Contribution foncière. — Capitation. — Prolongation du terme d'exemption de la contribution foncière pour les parcelles cédées à bail emphytéotique à Java et Madura et abolition de la capitation à payer par les emphytéotes 71

Complément au décret royal du 20 juillet 1870 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 118), réglementant les affaires agraires. 75

Modification de l'art. 16 du décret royal du *Staatsblad* 1870, n° 118, complété par l'arrêt royal du *Staatsblad* 1893, n° 151 78

Prescriptions concernant le mode d'exécution des dispositions sur la cession des terrains à bail emphytéotique . 81

Application de l'art. 2 du décret royal inséré au *Staatsblad* 1870, n° 118, aux possessions extérieures dans les pays gouvernementaux 93

Droits et obligations de l'emphytéote 96

Règlement du mode de cession de terres vacantes dans les pays gouvernementaux de Sumatra 100

Prolongation du terme d'exemption de la contribution foncière, abolition de la capitation et fixation du fermage pour des terrains cédés à bail emphytéotique dans les possessions en dehors de Java et Madura. — Abolition

Pages

de l'obligation pour les emphytéotes à et en dehors de Java et Madura, de déposer des états nominatifs des hommes valides à leur service et établis sur leurs terres. 109

Complément et modification aux dispositions réglant la cession à bail emphytéotique des terres situées dans les possessions hors de Java et de Madura et appartenant au domaine de l'Etat 114

Règles pour la cession à bail emphytéotique de terres à Amboina 118

Application des règles édictées au *Staatsblad* 1872, n° 237*c*, au gouvernement de Célèbes et dépendances 126

Dispositions relatives à l'emphytéose des terres vacantes dans les terres du gouvernement faisant partie de la résidence de Ménado 128

Déclaration d'application à la résidence adjointe de Billeton des règles pour la cession en emphytéose des terres publiées au *Staatsblad* 1872, n° 237*c*. 131

Déclaration d'application à Ternate des règles pour la cession à bail emphytéotique de terrains appartenant au domaine de l'Etat à Amboina. 133

Règles pour la cession à bail emphytéotique de terres à Banka 135

Règles pour la cession à bail emphytéotique de terrains à Riouw et dépendances. . . . . , ... 137

Règles pour la cession à bail emphytéotique de terrains appartenant au domaine de l'Etat, dans la résidence de la section méridionale et orientale de Bornéo 139

Dispositions en vue de favoriser l'établissement des entreprises emphytéotiques dans les possessions en dehors de Java et Madura 149

Règles à observer lors d'une demande à bail emphytéotique de terrains appartenant au domaine de l'Etat dans les possessions en dehors de Java et de Madura . . . 153

Retrait de l'art. 11, § 6, litt. *a*, du décret n° 5 inséré au *Staatsblad* 1891, n° 5 —. Ordonnance du gouverneur général des Indes néerlandaises du 13 août 1893. . . . 159

Complément à l'art. 1er de l'ordonnance insérée au *Staatsblad* 1891. n° 4, complétant et modifiant les dispositions relatives à la cession à bail emphytéotique de terres du domaine de l'Etat aux possessions hors de Java et Madura 161

Dispositions relatives à la cession des terres domaniales sollicitées pour la construction d'habitations, d'installations industrielles ou autres constructions 164

PAGES

Ventes publiques de petites parcelles de terrains situées dans ou près des chefs-lieux et demandées en propriété. 166

Cession de terres du Gouvernement avec droit de superficie à l'intérieur ou comme extension des chefs-lieux de résidences et de sections, pour des installations temporaires. 169

Réglementation de l'usage des terres du Gouvernement à Java et Madura pour des établissements particuliers ou autrement 172

Droit de superficie. — Retrait des dispositions des décrets de 1858, n° 98, et de 1861, n° 6 175

Droit de superficie. — Modification de la disposition première de l'arrêté inséré au *Staatsblad* 1872, n° 124. . . 178

Droit de superficie. — Modification de la disposition sous 2° de l'article premier de l'arrêté inséré au *Staatsblad*, 1872, n° 124 180

Conditions auxquelles le droit de superficie sur des terres destinées à des établissements industriels sera accordé 183

Superficie. — Complément des conditions fixées par le décret du 30 août 1858, n° 50, *Staatsblad*, n° 98 . . . 187

Régles d'après lesquelles le Gouverneur général des Indes néerlandaises peut donner des terres en location . . . 189

Fixation de la durée des contrats pour la location de terres spécialement destinées à la plantation des cocotiers et de la préparation de l'huile 196

Terres vacantes. — Modification de l'article premier du décret royal inséré au *Staatsblad* de 1856, n° 64 . . . 199

Location des terres pour la culture. — Complément de l'article 4 des dispositions de l'arrêté royal du 3 juillet 1856, n° 93 (*Staatsblad* des Indes néerlandaises, n° 64) . 202

Location de terres. — Disposition explicative de l'article 4 du règlement sur la location de terres vacantes (*Staatsblad*, n° 64). 204

Location de terres. — Modification au décret du 8 juin 1862, n° 1 (*Staatsblad*, n° 56) 212

Application de l'article 17 de l'arrêté royal inséré au *Staatsblad*, 1870, n° 118, au Gouvernement de Célèbes et dépendances 214

Application de l'article 17 du décret agraire aux pays gouvernementaux, à Sumatra, aux résidences de Bakan (à l'exception de l'île de ce nom), Riouw et dépendances, Menado. Ternate, Amboine et la section méridionale et orientale de Bornéo, ainsi qu'au territoire du Résident-adjoint de Billiton 217

PAGES

Ordonnance du Gouverneur général du 10 septembre 1895, pour la publication du décret royal du 13 mars 1895, n° 30, concernant l'établisssement de travaux hydrauliques sur les terrains cédés à bail emphytéotique à Java et Madura, et l'usage sur ces terrains des cours ou conduites d'eau existants 220

Ordonnance du Gouverneur général du 10 septembre 1895, concernant l'établissement de travaux hydrauliques sur des terrains cédés à bail emphytéotique dans les possessions extérieures, et l'usage sur ces terrains des cours ou conduites d'eau existants 223

Nouvelles prescriptions pour assurer les limites exactes de pièces de terre du Gouvernement, demandées ou cédées à un titre quelconque, et n'étant pas portées sur une carte topographique ou sur la nouvelle carte cadastrale. 227

Modification de l'article 3 de l'ordonnance insérée au *Staatsblad*, 1882, n° 311, concernant l'érection de bornes pour la détermination des limites de terrains domaniaux demandés à un titre quelconque 233

Propriété foncière. — Remplacement de la jouissance individuelle héréditaire indigène de terrains par la propriété. 236

Propriété foncière — Modification des articles 5, 6, 9, 13, 14 et 22 du décret royal inséré au *Staatsblad*, 1872, n° 117 252

Règlement du mode d'inscription et de transfert de la propriété et de l'inscription d'hypothèque sur des terrains acquis en propriété par des indigènes, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 avril 1872, n° 29 (*Journal officiel* des Indes néerlandaises, n° 117) . 258

Modification de l'ordonnance n° 38 du *Staatsblad* de 1873 . 283

Tarif des honoraires pour la confection, la publication des actes prévus par l'ordonnance du 21 février 1873 (*Staatsblad*, n° 38) et pour tous autres travaux imposés à ces fonctionnaires à cette occasion 286

Complément et modification aux dispositions réglant la rédaction d'actes judiciaires relatifs à la propriété et d'autres droits réels sur les biens immeubles 289

Régles suivant lesquelles la possession communale dans les terres du Gouvernement, à Java et Madura, peut être changée en possession individuelle héréditaire en ce qui concerne les terrains à bâtir 294

Ordonnance du Gouverneur général du 26 novembre 1895, pour la revision des règles concernant les locations indigènes de terrains, à Java et Madura 301

Règles suivant lesquelles des terres peuvent être louées dans le Minahassa (résidence de Menado) par des indigènes à des non indigénes. 318

Pages
Règles pour la location de terres dans la résidence d'Amboina par des indigènes à des non indigènes 324
Location de terres par des indigènes à des non indigènes de la résidence « District de Lampong » 331
Cession à bail de terrains par des indigènes à des non indigènes dans la résidence de la section méridionale et orientale de Bornéo 338
Exemption du droit de timbre pour les contrats relatifs à la location de terres par des indigènes à des non indigènes, prévue par le décret royal n° 118 (*Staatsblad*, 1870). 344
Revision des règles concernant les défrichements indigènes de terrains à Java et Madura 347
Revision des règles concernant le défrichement de terrains incultes par des indigènes dans les pays gouvernementaux par le département de Menado 355
De l'aliénation du droit d'usage sur des terres par des indigènes à des non indigènes 363
Règlement du droit de défrichement des indigènes dans l'île Bengkalis (résidence de la côte orientale de Sumatra) 365
Règlement sur la location de terrains pour la culture dans Soerakarta et Djokjakarta 371
Modification du règlement sur la location de terrains dans Soerakarta et Djokjakarta. 410
Cession de terres à bail. — Modèle du registre désigné par l'article 8, alinéa 5, du nouveau règlement inséré au *Staatsblad*, 1884, n° 9 420
Concessions pour des entreprises agricoles dans les Etats indigènes autonomes 424
Transfert de concessions agricoles sans intervention du Gouvernement 449
Exclusions d'étrangers et de Sociétés fixés à l'étranger des entreprises agricoles et minières aux Indes néerlandaises, sauf dans la résidence côte orientale de Sumatra . . . 451
Cession à b il emphytéotique de terres, spécialement de terrains à bâtir faite par les princes indigènes de la côte Est de Sumatra à des personnes y domiciliées n'appartenant pas à la population indigène 455



